

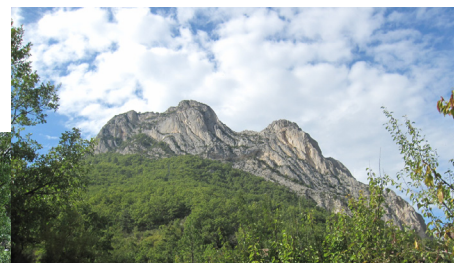


Commune d'Entrepierres



PLAN LOCAL D'URBANISME

1. RAPPORT DE PRÉSENTATION



Prescription par DCM du 6 octobre 2009

Arrêté par DCM du 22 juin 2012

Enquête publique du 27 décembre 2012
au 29 janvier 2013

Approuvé par DCM du 17 mai 2013



PMConsultant
50 av des Caillols
13012 Marseille

SOMMAIRE

Préambule : objectif et contexte du Plan Local d'Urbanisme

_____ **p.8**

1. Évolution réglementaire et objectifs du P.L.U.

_____ **p.9**

1.1. La nécessité de repenser l'aménagement du territoire

1.2. Le P.L.U., expression du projet communal et outil réglementaire

1.3. Le P.L.U., application concrète des principes de développement durable

1.4. Grenelle de l'environnement et impacts sur le P.L.U.

2. Contexte juridique et contenu du P.L.U.

_____ **p.12**

2.1. Le contexte juridique national

2.2. Le contenu du P.L.U.

2.3. Les modalités de la concertation

PARTIE I : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

_____ **p.14**

Chapitre I : La commune dans son environnement

_____ **p.15**

1. La situation géographique

_____ **p.16**

2. Le contexte institutionnel et juridique

_____ **p.17**

2.1. La Loi Montagne

2.2. Synthèse des précédentes étapes du P.O.S

2.3. La Communauté de Communes du Sisteronais

2.4. Le Pays Sisteronais-Buëch

3. Le mode d'occupation du sol

_____ **p.23**

Chapitre II : Analyse socio-démographique

_____ **p.24**

1. Une commune faiblement peuplée mais attractive

_____ **p.25**

2. Structure et dynamiques évolutives de la population

_____ **p.26**

3. Composition et évolution des ménages

_____ **p.27**

Chapitre III : Caractéristiques et évolutions du parc de logements d'Entrepierres

_____ **p.28**

1. Une forte croissance du parc de logements : véritable reflet d'une commune attractive et touristique

_____ **p.29**

2. Une majorité de logements individuels malgré un effort de densification par la construction de logements collectifs

_____ **p.29**

3. Une prédominance de grands logements

_____ **p.30**

4. La construction neuve : des niveaux irréguliers entre 1999 et 2008

_____ **p.30**

Synthèse des enjeux socio-démographiques

p.31

Chapitre IV : Dynamiques socio-économiques

p.32

1. La population active

p.33

1.1 Un taux d'activité en augmentation sur Entrepierres, signe d'une commune dynamique

1.2 Des actifs travaillant majoritairement hors de la commune

1.3 Une commune résidentielle

1.4 Un nombre de chômeurs en recul depuis 2003

1.5 Une part importante d'employés et de professions intermédiaires :

vers une tendance à l'équilibre avec une augmentation des cadres et des ouvriers

1.6 Une population aux revenus intermédiaires supérieurs

2. Le tissu économique

p.36

2.1 Une commune rurale dont le tissu économique est

composé essentiellement de petites entreprises affectées à l'économie productive

2.2 Les activités d'Entrepierres

Synthèse des enjeux socio-économiques

p.44

Chapitre V : Les infrastructures de communication, accessibilités et déplacements

p.45

1. Les infrastructures de communication

p.47

1.1. L'autoroute A51

1.2. Le maillage routier de la commune

2. Le transport ferroviaire et aérien

p.48

3. Le transport collectif

p.48

4. Les modes doux et le stationnement automobile

p.49

4.1. Les modes doux

4.2. Le stationnement automobile

Chapitre VI : Articulation du Plan Local d'Urbanisme avec les autres plans et programmes

p.51

PARTIE II : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION p.56

Chapitre I : Le milieu physique p.57

- 1. Le climat p.58
- 2. Le contexte géomorphologique et topographique p.60
 - 2.1. La géologie
 - 2.2. La topographie
- 3. Le réseau hydrographique p.64

Chapitre II : Biodiversité, milieu naturel et paysage p.65

- 1. Description des formations végétales p.66
- 2. Les périmètres de protection et d'inventaires p.68
 - 2.1. Les zones naturelles protégées
 - 2.2. Les zones naturelles d'intérêts écologiques, faunistiques et floristiques
 - 2.3 Les Espaces Naturels Sensibles
- 3. Les sites et zones de présomption de prescriptions archéologiques recensés sur la commune p.78
- 4. Le paysage p.84
 - 4.1. Le grand territoire
 - 4.2. Les entités paysagères sur la commune d'Entrepierrres

Chapitre III : L'environnement urbain p.98

- Présentation générale des sous territoires constitutifs de la commune d'Entrepierrres p.100
- 1. Le village d'Entrepierrres p.102
- 2. Le hameau de la Mairie et ses équipements p.103
- 3. Saint-Puy et habitations alentours p.107
- 4. Vilhosc p.110
- 5. Saint-Symphorien p.112
- 6. Mézien et les Naux p.114
 - 6.1. Mézien
 - 6.2. Les Naux
- 7. L'habitat isolé p.116
- 8. Un patrimoine riche, témoin de son histoire p.116
 - 8.1. Les monuments inscrits ou classés au titre de la loi de 1930
 - 8.2. Les éléments naturels et urbains remarquables

Chapitre IV : Santé et cadre de vie

1. Les risques identifiés sur la commune
 - 1.1. Les risques naturels
 - 1.2. Les risques d'accidents de transport de matières dangereuses
2. La ressource en eau
3. Le bruit
4. La gestion des déchets
5. L'assainissement
 - 5.1. Le réseau d'assainissement des eaux usées
 - 5.2. La gestion des eaux pluviales

_____ **p.123**

_____ p.124

_____ p.128

_____ p.131

_____ p.131

_____ p.132

Chapitre V : Caractéristiques des sites susceptibles d'être touchés par la mise en oeuvre du PLU

_____ **p.136**

Chapitre VI : Perspectives d'évolution en l'absence de PLU

1. Présentation du scénario « au fil de l'eau »
2. Les impacts attendus en l'absence de PLU
 - 2.1. Évolution du mode d'urbanisation
 - 2.2. Évolution du marché du logement
3. Évolution de l'attractivité du territoire
 - 3.1. Évolution du cadre de vie
 - 3.2. Évolution des milieux naturels

_____ **p.138**

_____ p.139

_____ p.140

_____ p.141

PARTIE III : INCIDENCES NOTABLES ET PRÉVISIBLES DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

Chapitre I - Incidences sur la ressource en eau et les milieux aquatiques

 p.143

Chapitre II - Incidences sur les milieux naturels, les paysages et la biodiversité

 p.145

Chapitre III - Incidences sur les sites Natura 2000

 p.147

Chapitre IV - Incidences sur la consommation d'espace

 p.152

Chapitre V - Incidences sur les risques, nuisances et pollutions

 p.155

PARTIE IV : CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PROJET ET MOTIFS DE LA DÉLIMITATION DES ZONES

Chapitre I - La justification des choix retenus pour établir le projet d'aménagement
et de développement durable

 p.159

- 1. Bilan et perspectives tirés du POS en vigueur

 p.160
- 2. Bilan tiré du diagnostic territorial : rappel des enjeux

 p.162

Chapitre II - Le Projet d'aménagement et de Développement Durable

 p.164

- 1. Hypothèse de croissance de la population retenue

 p.165
- 2. Estimation des besoins en logements à 10 ans

 p.165
- 3. Les orientations du PADD et leur mise en oeuvre

 p.167

Chapitre III - Le zonage et sa justification

 p.170

- 1. Motifs de la délimitation des zones et des dispositions réglementaires

 p.171
 - 1.1. La réponse aux besoins d'habitat et de mixité
 - 1.2. La réponse aux besoins de développement économique
 - 1.3. La réponse aux besoins de croissance démographique
 - 1.4. La préservation de l'environnement et du cadre de vie
 - 1.5. Les équipements et infrastructures nécessaires au bon fonctionnement de la commune
- 2. Évolution du zonage

 p.187
 - 2.1. Renforcement de la centralité
 - 2.2. L'intégration des évolutions réglementaires : le reclassement des zones NB
 - 2.3. Bilan des évolutions POS/PLU

**PARTIE V : MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES DE
LA MISE EN OEUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT** _____ *p.200*

Chapitre I - Mesures envisagées _____ *p.201*

Chapitre II - Évaluation et suivi des résultats _____ *p.209*

PARTIE VI : RÉSUMÉ NON TECHNIQUE _____ *p.213*

Chapitre I - Résumé du diagnostic _____ *p.214*

Chapitre II - Résumé de l'évaluation environnementale _____ *p.217*

Chapitre III - Résumé de l'explication des choix pour établir le projet _____ *p.220*

PRÉAMBULE

1. ÉVOLUTION RÉGLEMENTAIRE ET OBJECTIFS DU P.L.U.

1.1. La nécessité de repenser l'aménagement du territoire

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (S. R. U.) du 13 décembre 2000, complétée par la loi Urbanisme et Habitat (U.H.) du 2 juillet 2003, ont profondément rénové le cadre juridique des politiques d'aménagement de l'espace. Dans ce cadre, les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) remplacent les Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) et les Plans d'Occupation des Sols (P.O.S.) sont remplacés par les Plans Locaux d'Urbanisme (P. L. U.).

Par delà ce changement de terminologie, la loi S.R.U., dans sa mise en oeuvre, incite à réfléchir le développement urbain, non plus sous la forme d'un développement extensif de la ville, mais plutôt sous la forme d'un renouvellement urbain (maîtrise de l'étalement urbain, reconquête de la ville sur elle-même). Elle incite, en parallèle, au renforcement de la cohérence des politiques sectorielles de la ville : P.D.U., P.L.H., S.D.C., S.C.O.T., P.L.U.¹.

La loi S.R.U. s'appuie sur trois principes fondamentaux :

- Elle met en avant une exigence de solidarité pour assurer un développement cohérent et mieux équilibré des territoires urbains, péri-urbains et ruraux, pour engager, dans les quartiers anciens et dégradés, des actions fortes de renouvellement urbain, pour réussir la mixité sociale et urbaine, grâce à une offre d'habitat diversifiée et de qualité, à l'échelle des quartiers, des communes et des agglomérations.
- Elle promeut un développement durable et une exigence de qualité de vie : pour un développement urbain respectueux des territoires, dans un souci d'économie d'espace et d'équilibre avec les espaces ruraux, pour un développement économique qui intègre les choix d'urbanisation et les enjeux de qualité urbaine et de protection de l'environnement, pour donner une priorité nouvelle aux autres modes de déplacement que l'automobile.
- Enfin, elle s'appuie sur le renforcement de la démocratie et de la décentralisation, et engage une simplification des règles de manière à les rendre accessibles à chacun, en privilégiant le dialogue et le débat public.

En réponse au constat des dysfonctionnements urbains de ces dernières décennies (gaspillage irréfléchi de l'espace et des ressources, comportement irresponsable face à la nature et aux risques naturels et technologiques, pollution et congestion des villes liées à l'accroissement excessif des déplacements rendu possible par l'automobile, exclusion et « ghettoïsation » d'une partie de la population), la loi S.R.U. place le développement durable au coeur de la démarche de planification.

Contrairement au P.O.S., qui s'ancrait sur un existant souvent mono fonctionnel avec ses extensions périphériques et s'attachait essentiellement à déterminer les types d'occupation des sols sans la réalisation obligatoire du projet communal, le P.L.U. vise à assurer le renouvellement urbain et la mixité sociale et urbaine des territoires communaux, dans l'optique nouvelle d'un aménagement et d'un développement durable de la commune, où les quartiers sont des pôles de vie et les déplacements ne sont plus pensés uniquement à travers le prisme de la voiture individuelle.

Parmi les objectifs recherchés, on peut citer :

- la volonté de redonner aux documents d'urbanisme, outre la règle de construction, un caractère plus opérationnel,
- d'intégrer le citoyen tout au long de la réflexion avec la mise en place de la concertation,
- de donner des outils visant à favoriser la création de logements intégrant une certaine mixité afin de répondre aux besoins de tous,
- de réfléchir en transversalité, en alliant différentes thématiques comme : l'économie, les déplacements, les équipements, le social, ... afin d'arriver à des modes d'aménagement plus durables, soucieux des générations futures.

Le P.L.U., est la traduction du projet urbain de la commune. Il garde sa vocation d'instrument de gestion de l'espace. Établi pour une perspective de développement s'étendant sur une dizaine d'années, c'est un document « vivant », désormais conçu pour être modifié «en continu» de manière à mieux suivre les évolutions et les projets.

Si la loi S.R.U. renforce l'obligation de projet, elle allège les contraintes formelles pour élaborer le document d'urbanisme, tant au niveau de la procédure que pour les outils réglementaires élaborés (le règlement du P.L.U. notamment).

1. Plan de Déplacements Urbains, Programme Local de l'Habitat, Schéma de Développement Commercial, Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'Urbanisme.

1.2. Le P.L.U., expression du projet communal et outil réglementaire

Outil d'aménagement et de projet, le P.L.U. «expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.» (article L.123-1)

Il présente le projet urbain de la commune, par le biais notamment du projet d'aménagement et de développement durable, qui définit les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune.
Il traduit de façon spatiale ces grandes orientations, en déterminant sur chaque partie du territoire communal les choix de développement.

Enfin, le P.L.U. détermine les grands équilibres entre les secteurs urbanisés et les espaces naturels et délimite les espaces d'urbanisation future. Il doit prendre en compte les contraintes limitant l'urbanisation (risques naturels, risques technologiques...), les richesses naturelles et patrimoniales à préserver et à valoriser.

Document juridique opposable aux tiers, le P.L.U. définit les vocations des différentes zones d'un territoire à l'intérieur desquelles des règles spécifiques fixent les droits à construire.

Il expose les dispositions réglementaires relatives à l'occupation et à l'utilisation des sols, que doivent respecter toutes les constructions (implantations, hauteurs et formes des bâtiments, raccordement aux différents réseaux...).

Il réserve aussi les espaces devant à terme accueillir des équipements, des espaces publics, des infrastructures, des logements sociaux, dont il faut assurer la maîtrise foncière (emplacements réservés).
Par ailleurs, il intègre désormais les dispositions applicables dans les Zones d'aménagement concerté (Z.A.C.).

1.3. Le PLU, application concrète des principes de développement durable

Comme tous les documents d'urbanisme, le PLU constitue une déclinaison du contenu des articles fondamentaux du Code de l'Urbanisme, à savoir, l'article L.110 (article inchangé : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire... », et l'article L. 121-1 (refonte de l'article L. 121-10 antérieur à la loi S.R.U.) indiquant que le PLU doit déterminer :

- « - l'équilibre entre le renouvellement urbain et un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transports et de la gestion des eaux ;
- une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels et urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Les rédacteurs de la loi S.R.U. considèrent que les articles L.110 et L.121-1 définissent le concept de développement durable mis en avant dans les nouveaux textes.

1.4. Grenelle de l'environnement et impacts sur PLU

La loi du 3 août 2009 de programme relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement concerne le domaine de l'urbanisme. En effet, elle vise à harmoniser les documents d'orientation et de planification.

Pour se faire, la loi fixe sept grandes orientations :

- **Lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles et l'étalement urbain.**
- **Mener une étude sur la réforme de la fiscalité de l'urbanisme et les incitations possibles pour limiter l'extension du foncier artificialisé.**
- **Créer un lien entre densité de population et niveau de desserte par les transports en commun.**
- **Accélérer le calendrier de développement des écoquartiers et celui de la modification du droit de l'urbanisme.**
- **Préparer un plan pour restaurer la nature en ville**, dans l'optique d'une préservation de la biodiversité et de l'adaptation urbaine au changement climatique.
- **Faire en sorte que les règles d'urbanisme ne gênent pas la mise en oeuvre de travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.**
- **Rente foncière** : les collectivités et autorités organisatrices de transport pourront utiliser une nouvelle modalité de financement des projets de transports collectifs, à travers **une taxe sur la valorisation dont bénéficient les terrains et immeubles le long d'une nouvelle infrastructure.**

Les principales dispositions des évolutions à venir avec le Grenelle 2 :

- *renforcement de l'intercommunalité en faveur d'un urbanisme global : l'accent est mis sur le PLU intercommunal*
- *affirmation du caractère programmatique du PLU intercommunal : le PLU intercommunal tiendra lieu du PLH et du PDU. Il est à noter que la loi « Mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion » récemment votée prévoit que les PLU intercommunaux intègrent les dispositions des PLH et tiennent lieu de PLH.*
- *priorité à la gestion économe de l'espace et à la densification : le rapport de présentation devra présenter une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifier les objectifs de modération de cette consommation.*
- *priorité à la densification : les orientations d'aménagement et de programmation pourront prévoir une densité minimale de construction dans les secteurs situés à proximité des transports collectifs existants ou programmés. Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement dans la limite de 30% des règles relatives au gabarit et à la densité pourra être autorisé pour les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée ou comportant des équipements performants de production d'énergie renouvelable.*
- *les PLU devront prendre en compte les futurs «schémas de cohérence écologique» (trames vertes et bleues) et « plans territoriaux pour le climat ». En matière de lutte contre le réchauffement climatique, les PLU devront déterminer les conditions permettant d'assurer la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les orientations d'aménagement et de programmation pourront imposer des règles de performances énergétiques et environnementales renforcées dans les secteurs ouverts à l'urbanisation.*

2. CONTEXTE JURIDIQUE ET CONTENU DU P.L.U.

2.1. Le contexte juridique national

Au-delà des articles L.110 et L.121-1, le P.L.U. doit être compatible avec les textes anciennement désignés sous les termes «lois d'aménagement et d'urbanisme» : loi Paysage, loi sur l'Eau, loi sur l'Air, loi Littoral, ..., ainsi qu'avec le Programme Local de l'Habitat, le Schéma de Cohérence Territoriale et le Plan de Déplacements Urbains s'ils existent (article L123-1 du Code de l'Urbanisme).

L'article L.111-1-1 du code de l'urbanisme stipule notamment que « ... les plans locaux d'urbanisme ... doivent être compatibles avec les orientations des schémas de cohérence territoriale et des schémas de secteur. En l'absence de ces schémas, ils doivent être compatibles avec les directives territoriales d'aménagement. En l'absence de ces documents, ils doivent être compatibles avec les dispositions particulières ... au littoral. ... »

Cet article énonce deux principes essentiels : le principe du rapport de compatibilité des documents d'urbanisme entre eux et le principe de subsidiarité (délégation verticale) entre une norme inférieure et des normes supérieures susceptibles de s'appliquer à elle.

Enfin, le PLU «doit également être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L.212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L.212-3 du même code.», selon l'article L.123-1 du Code de l'urbanisme.

A tous ces égards, le présent rapport de présentation est conforme aux dispositions de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 (loi Solidarité et Renouvellement Urbain) et à la loi n°2003-590 du 02 juillet 2003 (loi Urbanisme et Habitat).

2.2. Le contenu du P.L.U.

Le contenu du P.L.U. est prévu aux articles L.123-1 et R.123-1 à R.123-14 du code de l'urbanisme. Le P.L.U. d'Entrepierres est composé des éléments suivants :

- **Le rapport de présentation** (selon l'article R. 123-2 du code de l'Urbanisme) :
 - Expose le diagnostic prévu au 1er alinéa de l'article L. 123-1 : un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques ;
 - Analyse de l'état initial de l'environnement ;
 - Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et la délimitation des zones, au regard des objectifs définis à l'article L 121-1 du code de l'urbanisme et des dispositions mentionnées à l'article L 111-1-1 ;
 - Evalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.
- **Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.).**
 - Les orientations d'aménagement relatives à des quartiers ou à des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager.
- **Le règlement.**
- **Les documents graphiques.**
- **Les prescriptions et annexes.**

2.3 Les modalités de la concertation

Le Conseil Municipal, de la commune d'Entrepierres, par sa délibération du 25 mars 2011, a fixé les modalités de la concertation, en application de l'article L.123-6 et des dispositions de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme. Il a choisi de mettre en place plusieurs procédures.

«1. La concertation qui associe, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de Plan Local d'Urbanisme, les habitants, les associations locales et autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole,

2. La mise à disposition du public des documents ou études validées dès la publication de la présente délibération et ce jusqu'à l'arrêt du projet PLU, et d'un registre destiné à recueillir les observations ou suggestions,

3. La publication dans le bulletin d'information municipal des orientations validées par le Conseil municipal sur la définition du projet d'aménagement et de développement durable,

4. La publication par voie de presse,

5. La mise à disposition durant un mois du projet de Plan local d'Urbanisme de la Commune avant qu'il ne soit arrêté par le Conseil municipal,

6. La tenue de réunions publiques pendant les phases de partage des conclusions du diagnostic et de partage des conclusions du PADD dont les lieux et dates seront portés à la connaissance du public par différentes sources d'information locales (affichage...).»

PARTIE I

DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ARTICULATION DU **PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION**

CHAPITRE I

LA COMMUNE DANS SON ENVIRONNEMENT

1. LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Commune de 4 842 hectares, Entrepierres compte 389 habitants en 2008 (d'après le recensement de l'INSEE, chiffre de la population sans double compte). Située dans un lieu privilégié à l'Ouest du département des Alpes-de-Haute-Provence, la commune s'inscrit dans un environnement naturel de qualité, au coeur de l'espace à enjeu Val de Durance. Elle est encadrée par des reliefs montagneux culminants à 1 248 mètres (Rochers de Saint-Michel) et 1 438 mètres (Colline de Saint-Joseph). La commune est de ce fait soumise à l'influence de plusieurs facteurs climatiques et morphologiques entre les remontées méditerranéennes du Val de Durance et le caractère montagnard du massif des Monges.

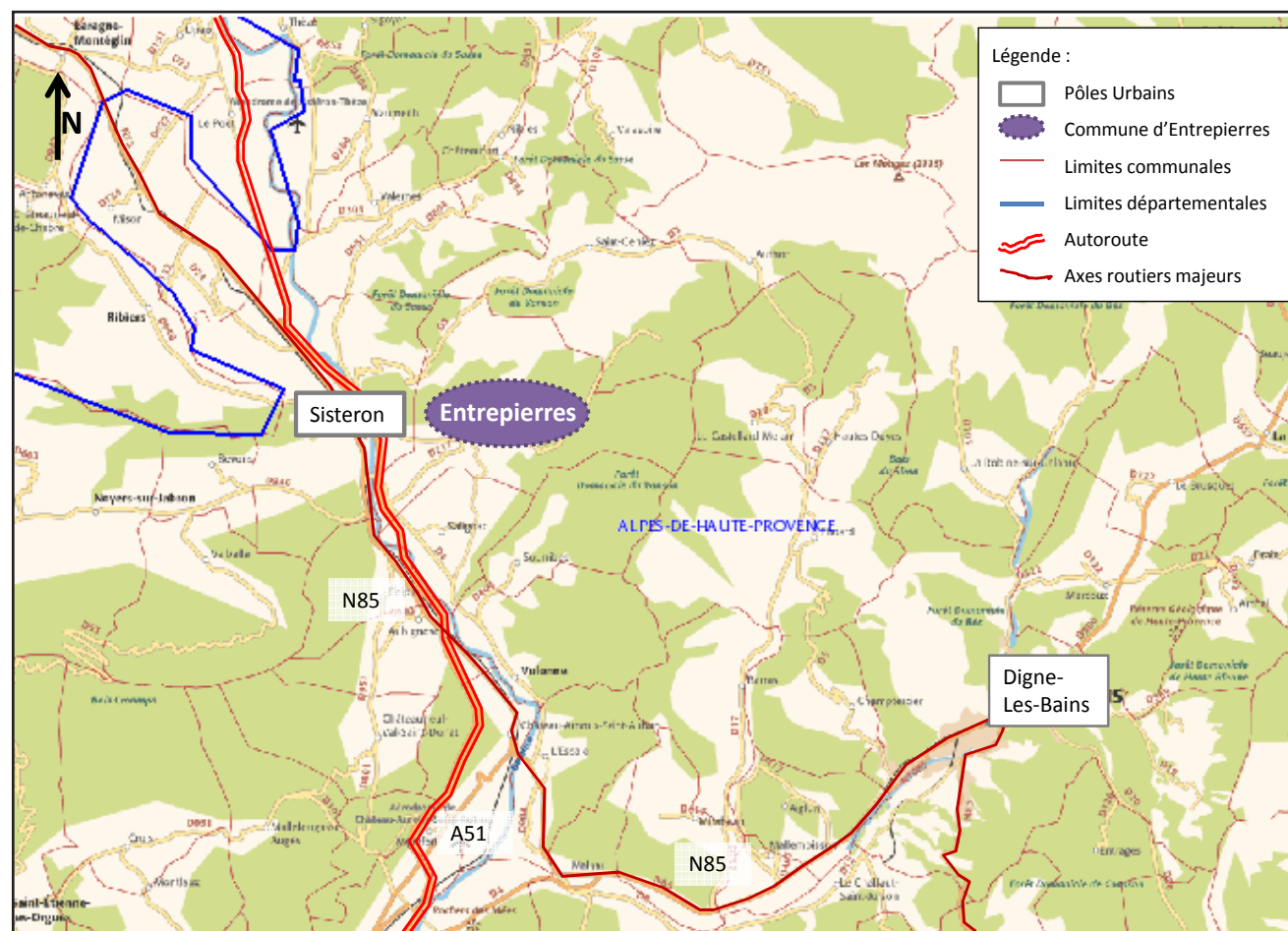
Entrepierres jouxte les communes de Saint-Geniez au Nord, de Sisteron à l'Ouest, de Salignac et Sourribes au Sud et de Thoard et le Castellard-Melan à l'Est. Elle est dénuée de commerces et ne comprend que trois équipements, sous l'influence de Sisteron et de Château-Arnoux où travaille la majeure partie de la population.

La commune bénéficie d'une bonne accessibilité routière et autoroutière, par la route Napoléon (N 85) ou par l'autoroute A 51, sortie Sisteron-Sud, Sisteron-centre, qui la desservent à l'Ouest.

Avec le pôle d'Aix-Marseille à une heure et 100 km au Sud-Est, les villes d'Avignon et de Grenoble à deux heures environ, la commune se trouve sur un axe de passage majeur des flux touristiques des Alpes du Sud.

Au niveau administratif, la commune d'Entrepierres appartient à la Communauté de Communes du Sisteronais (C.C.S.) et fait partie du Pays Sisteronais-Buëch (P.S.B.).

Plan de Situation géographique d'Entrepierres
dans le département



Source : info-terre, BRGM, PMConsultant, 2011

2. LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE

2.1. La loi Montagne

(articles L. 145-1 à L. 145-13 du Code de l'Urbanisme)

Les dispositions particulières aux zones de montagne sont issues de la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, préfigurée par la directive nationale d'aménagement sur la protection et l'aménagement de la montagne du 22 novembre 1977.

Ces mesures ont été prises à la suite des excès d'un développement touristique aux conséquences néfastes en matière d'environnement, d'agriculture et de maintien des équilibres économiques et sociaux. Les grands principes de la loi de 1985 ont été fondés sur la reconnaissance de la spécificité du territoire montagnard et de la nécessité d'un équilibre entre développement et protection du territoire : « *La montagne constitue une entité qui nécessite la mise en œuvre d'une politique d'aménagement et de protection spécifique. Cette politique est fondée sur la mise en valeur optimale des potentialités locales dans le cadre d'une démarche de développement durable* ».

La loi du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux précise les objectifs de développement équitable et durable assignés aux politiques publiques d'aménagement et de protection des territoires de montagne. Cette loi réaffirme ainsi, en référence aux objectifs du développement durable, le caractère équilibré, entre développement et protection, des politiques d'aménagement des territoires de montagne.

La Loi Montagne impose un mode d'urbanisme respectueux des protections édictées pour les paysages. Le territoire communal d'Entrepierres est situé en zone soumise à la Loi Montagne. Aussi, le PLU devra tendre à la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard. En effet, au vu de l'article L. 111-1-1 du code de l'urbanisme, les dispositions de protection issues de la loi montagne sont opposables aux documents d'urbanisme locaux immédiatement inférieurs (SCOT, PLU, carte communale, etc.), ces derniers devant être compatibles avec elles.

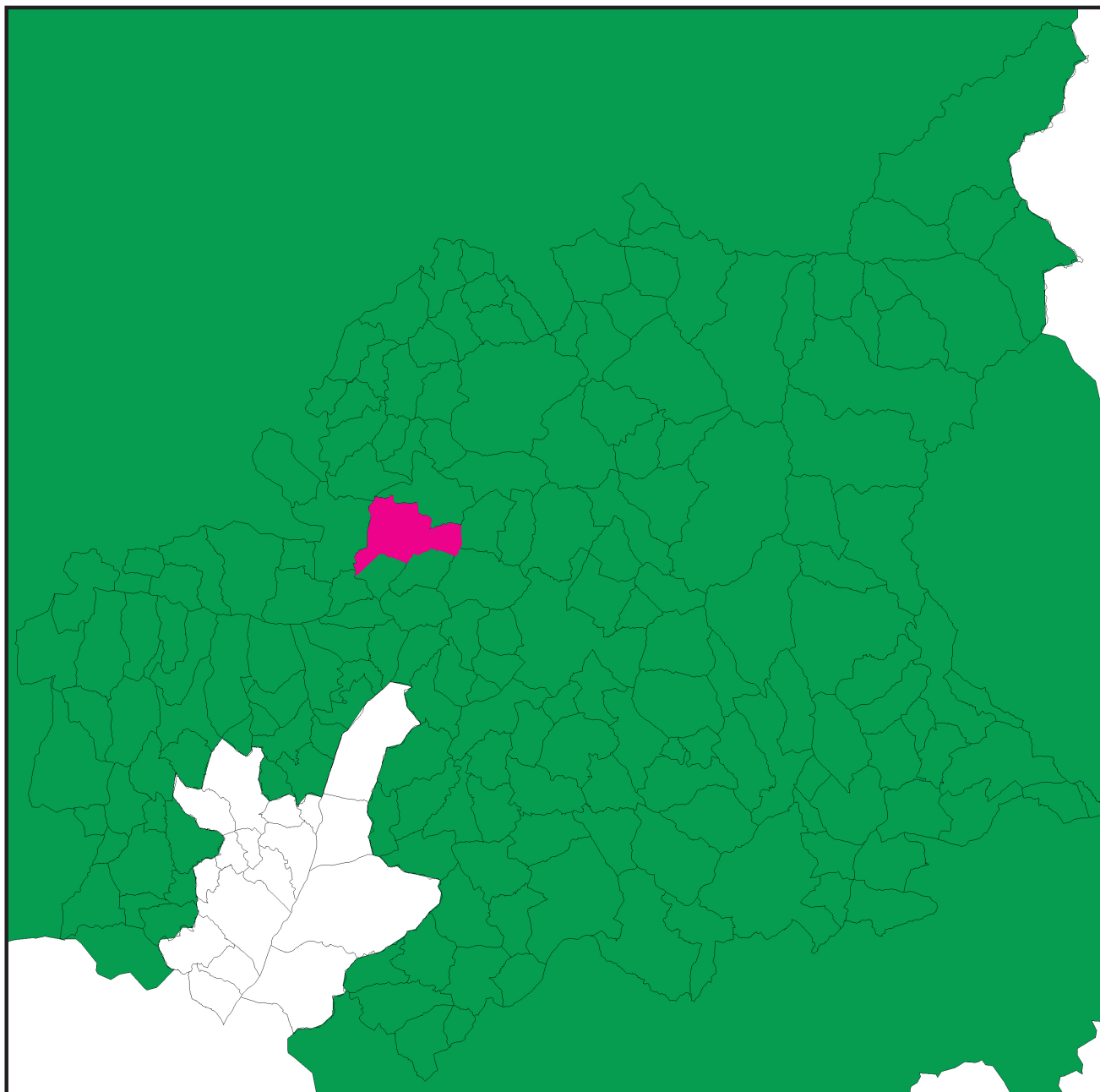
Les objectifs de la loi dite «Montagne» sont les suivants:

- La préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières.
- La protection des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard (gorges, grottes, glaciers, etc.).
- La maîtrise de l'urbanisation en zone de montagne.
- L'orientation du développement touristique et la maîtrise de l'implantation d'unités touristiques nouvelles (UTN).
- La préservation des rives naturelles des plans d'eau.
- La limitation de la création de nouvelles routes et la délimitation des zones d'implantation des remontées mécaniques.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune, il faudra prendre en compte les points suivants :

- Cohérence du bâti des futures zones à urbaniser (densification urbaine),
- Préservation des terres labourables et des plantations,
- Equilibre, contrôle de la dispersion et qualité de l'habitat agricole (souvent isolé).

Communes concernées par la loi Montagne dans le département des Alpes de Haute Provence



Source : CRIGE, PMConsultant, 2010

2.2. Synthèse des précédentes étapes du P.O.S.

La commune d'Entrepierres est couverte par un Plan d'Occupation des sols (P.O.S.) approuvé le 20 janvier 1993. Ce document de planification a fait l'objet d'une révision et de deux modifications. La révision a été approuvée par délibération du conseil municipal en date du mois d'avril 1998. Concernant les deux modifications, la première a été approuvée le 4 novembre 2004 et la seconde le 2 juin 2009.

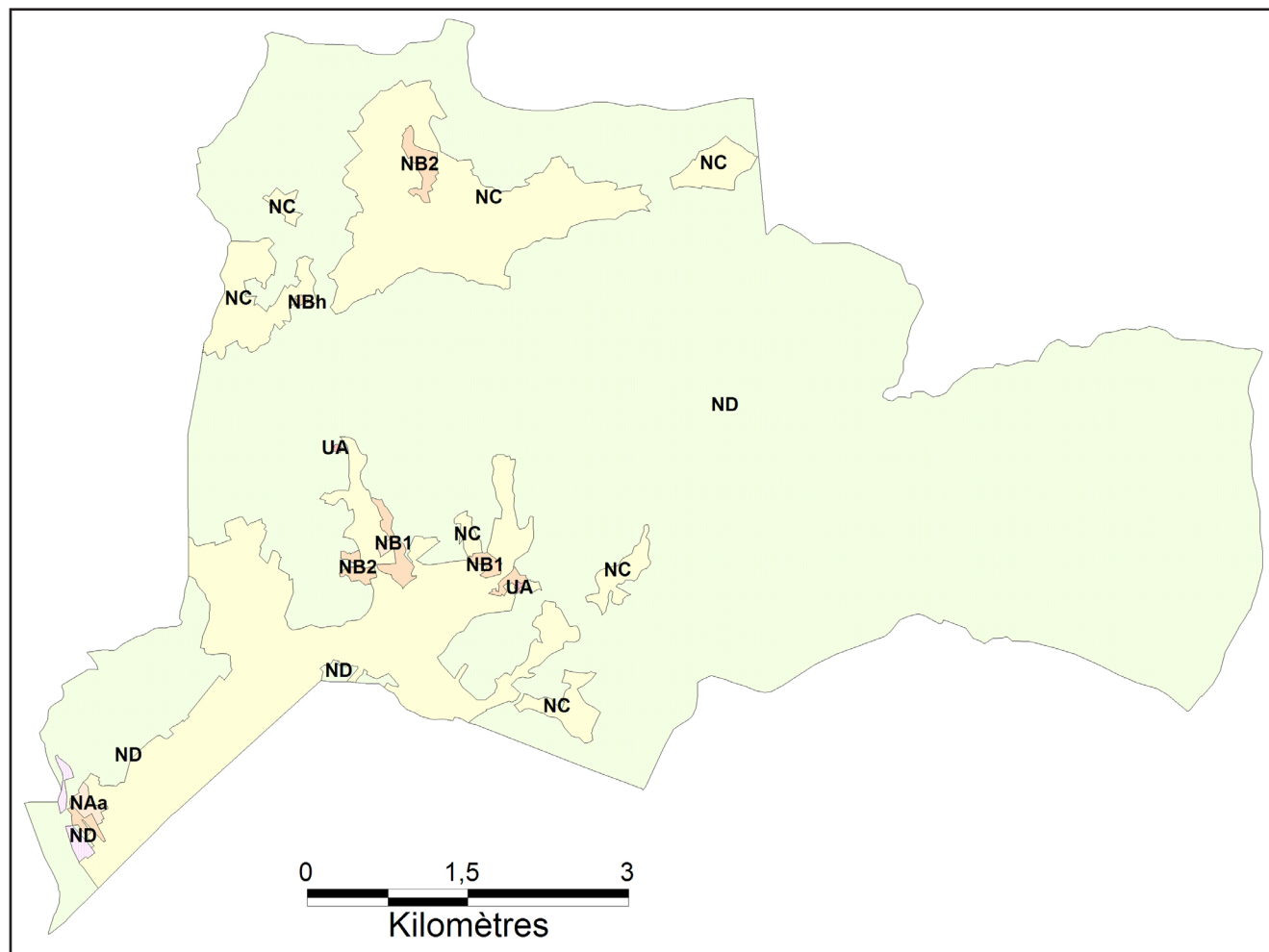
La municipalité jugeant ce POS obsolète car il ne permet plus de répondre aux exigences réglementaires mais également de développement de la commune (évolution démographique importante, locaux municipaux et scolaires nécessitant des mises à niveaux, création d'équipements, besoin d'affirmation d'un centre villageois...). La commune a donc décidé de mettre en révision son document d'urbanisme.

En effet, le POS doit être mis en compatibilité avec les orientations des nouvelles dispositions législatives et réglementaires tirées des lois de Solidarité et Renouvellement Urbains (loi SRU, du 13 décembre 2000) et Urbanisme et Habitat (loi UH du 2 juillet 2003) ainsi que leurs décrets d'application. Le P.O.S. est alors remplacé par le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.).

Par ailleurs, depuis la dernière révision du P.O.S., deux nouvelles entités intercommunales ont été créées. Il s'agit du Pays Sisteronais-Buëch et de la Communauté de Communes du Sisteronais. Cela traduit une volonté forte de la commune de vouloir travailler conjointement sur des enjeux partagés par l'ensemble du territoire (la promotion du tourisme, le développement économique, l'aménagement de l'espace...) à l'échelle d'un bassin de vie qui se veut pertinent.

L'influence de Sisteron est importante, elle joue le rôle de ville centre (commerces, services, emplois...) et peut s'appuyer sur les atouts des communes voisines (tourisme, patrimoine, paysages, aérodrome, agriculture...) pour rendre le territoire Sisteronais attractif.

Compte tenu des modes de vie contemporains, la commune ne peut répondre seule à la totalité des problèmes qu'elle rencontre (les populations résidentes, travaillent et se récréent dans des territoires différents) : il est donc important de prendre en compte les échelles supra-communales.



2.3. La communauté de Communes du Sisteronnais

La Communauté de Communes du Sisteronnais a été créée par arrêté préfectoral en janvier 2006. Cet établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupe les communes de Sisteron, Entrepierres, Mison, Saint-Geniez, Authon, Valernes et Vaumeilh.

Au cœur du triangle Gap/Digne/Manosque, elle représente 6 % de la population totale des Alpes-de-Haute-Provence en 2007, soit 9 303 habitants. Sisteron en est le centre économique.

Les compétences obligatoires transférées de la commune à l'intercommunalité sont :

- l'aménagement de l'espace,
- le développement économique.

Les compétences optionnelles de la Communauté de communes :

- Voirie

(création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire, pour Entrepierres il s'agit de la voie n°3 des Andrieux à Naux et des Meuniers au col de Mézien et de la voie n°2 de la Mairie aux Bailleux)

- Logement

(élaboration et suivi du programme local de l'habitat à l'échelle cantonale)

- Protection et mise en valeur de l'environnement

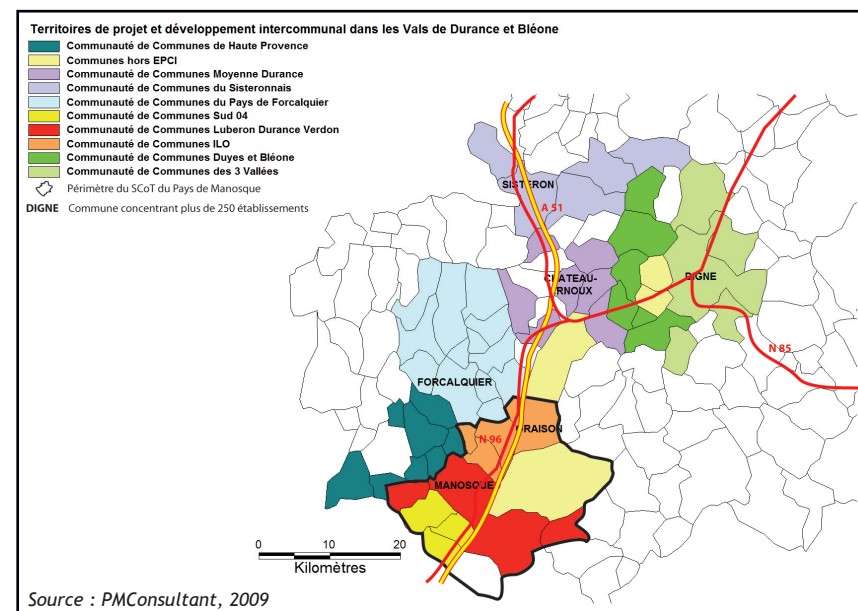
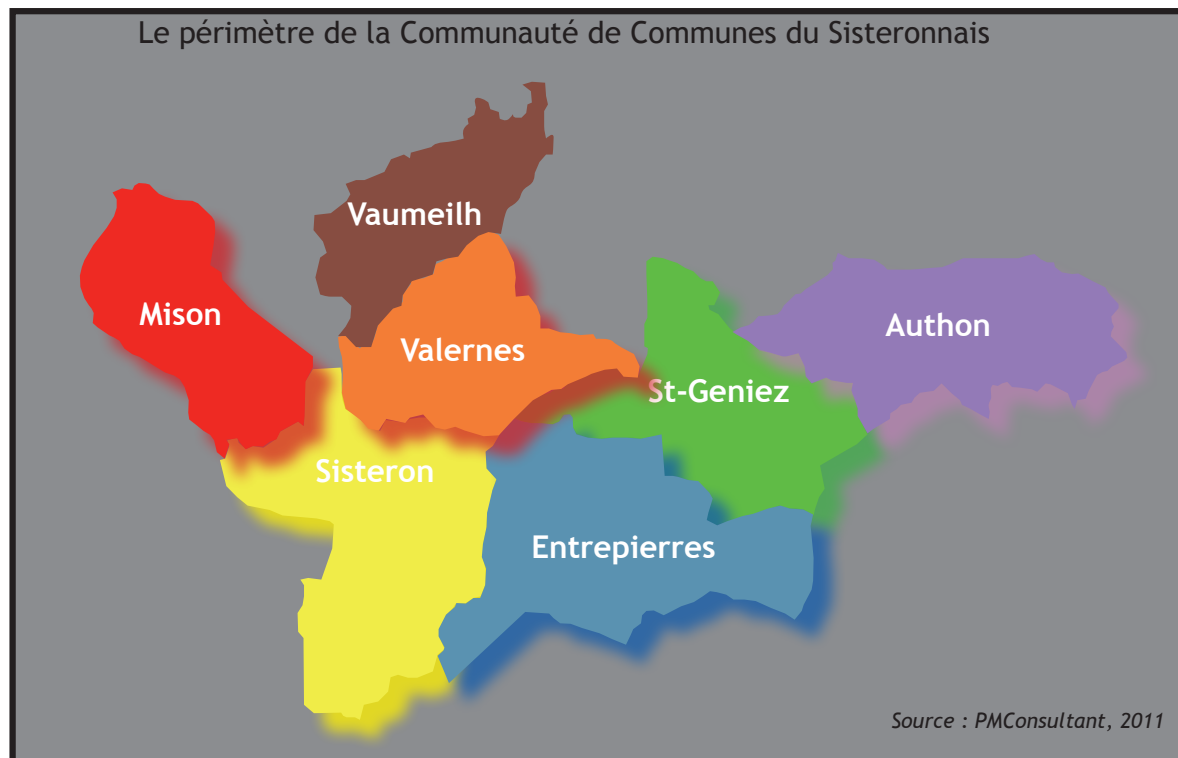
(suivi des contrats de rivières Buëch/Durance, réalisation et gestion d'un PIDAF, gestion et entretien du réseau d'adduction d'eau potable «la Pinole»)

Les compétences facultatives de la C.C. :

- aide technico-administrative auprès des communes
- compétence culturelle d'intérêt communautaire
- compétence en matière sociale (relais de services publics)

A titre d'exemple, la commission Développement Economique a pour objectif de réfléchir et d'orienter l'action économique portée par la C.C. du Sisteronnais, de même que de travailler sur des projets de collaboration à l'échelle intercommunautaire et du Pays Sisteronnais-Buëch. Cela se traduit avec notamment les deux projets suivants :

- l'aménagement des zones d'aménagements concertés (ZAC)
- l'élaboration d'une stratégie pour le maintien et le développement du commerce de proximité (étude FISAC).



2.4. Le Pays Sisteronais-Buëch

Entrepierrres fait partie du Pays Sisteronais-Buëch, il regroupe 83 communes à fort ancrage rural et compte 28 500 habitants répartis au sein de neuf Communautés de Communes.



Source : www.Pays.sisteronais-buëch.fr

Le périmètre du Pays correspond au bassin de vie de la confluence des vallées du Buëch, du Sasse, du Jabron et de la Durance. Aux portes de la Provence et du Dauphiné, il occupe une position stratégique dans l'environnement touristique local et régional. A cheval sur trois départements (Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes et Drôme) et deux régions (PACA et Rhône-Alpes), le Pays bénéficie par ailleurs d'une situation géographique et administrative originale.

Le pays fut créé le 1er juillet 2000, sous la forme juridique d'une association. Il oeuvre au développement durable du territoire afin de le rendre plus attractif et compétitif.

Les objectifs clés du Pays :

Le Pays s'est fixé 10 objectifs clés :

1. Poursuivre le désenclavement du pays
2. Créer des emplois en capitalisant sur les richesses existantes et naturelles
3. Faire vivre les villages
4. Préserver et valoriser l'environnement
5. Réhabiliter les maisons et augmenter les logements
6. Assurer l'accès pour tous aux services publics, services à la population
7. Maintenir l'agriculture, le commerce et l'artisanat
8. Animer le pays et assurer une offre culturelle et sportive
9. Organiser un développement équilibré du territoire et durable du pays
10. Développer le tourisme

Le Schéma de services du Pays Sisteronais-Buëch

Dans le cadre de la mise en oeuvre du dispositif LEADER, le Pays s'est lancé en juin 2009, dans l'élaboration d'un Schéma de services. Cette étude a permis d'identifier les besoins en termes de services au public, les leviers et les freins au développement de nouveaux services, et d'accompagner, en lien avec les EPCI, l'émergence de projets.

Pour cela, les objectifs sont les suivants :

- Elaborer un état des lieux précis, identifier l'existant et les besoins
- Identifier les manques et les freins au développement, mettre en avant et soutenir les atouts et les leviers
- Elaborer une étude/action : outil d'aide à la décision pour définir une stratégie de développement
- Accompagner les politiques locales, organiser des réponses innovantes : mutualisation, mobilisation des acteurs et utilisation en réseau des TIC

Le Programme de Liaisons Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale :

Le nouveau programme européen LEADER du Pays Sisteronais-Buëch porte pour la période 2007-2013. De manière générale, ce dispositif permet de financer les projets de porteurs locaux qui s'inscrivent dans le respect d'un thème fédérateur: faire du Sisteronais-Buëch un éco-territoire.

Pour le Sisteronais-Buëch, le programme LEADER représente un véritable enjeu puisqu'il va permettre au territoire d'engager des projets pour un montant total d'environ 3,5 millions d'euros. Les financements européens représentent 1,3 millions d'euros. Les apports nationaux seront supportés par les partenaires institutionnels tels que la région PACA, les départements des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes, les collectivités locales, Le dispositif permettra d'appuyer et d'expérimenter des actions innovantes s'inscrivant dans cette démarche d'éco-territoire.

Le contrat de projet Etat-Région (2007-2013)

Dans le cadre de la modernisation des finances publiques et de la gestion décentralisée du territoire, le Pays vient en interface entre les porteurs de projets et les partenaires financiers (Etat, Europe, Région et Conseils Généraux des Hautes-Alpes et des Alpes de Haute-Provence).

Par son positionnement stratégique (d'orientation du territoire), le Pays Sisteronais-Buëch permet aux partenaires territoriaux de contractualiser/conventionner une série d'objectifs partagés.

La contractualisation entre le territoire et les financeurs publics permet aux acteurs du Sisteronais-Buëch de bénéficier de financements spécifiques aux territoires organisés en PAYS.

Le Pôle d'Excellence Rurale

Le projet est né d'une volonté, du Pays et de l'ensemble de ses EPCI membres, de conforter la dynamique économique du territoire du Sisteronais-Buëch dans une démarche de valorisation de son patrimoine et de son économie touristique. Cette approche doit permettre de diversifier le développement touristique du territoire, aujourd'hui essentiellement axé autour du tourisme vert et sportif.

Le pôle est constitué de trois volets :

- Volet 1 : Développement de l'Ecomusée éclaté du Sisteronais-Buëch.
- Volet 2 : Valorisation des richesses patrimoniales remarquables du Sisteronais-Buëch.
- Volet 3 : Création d'un lien muséographique interactif via les nouvelles technologies.

Cette stratégie générera de nouvelles retombées économiques et favorisera le développement durable du Pays.

La valorisation du patrimoine naturel, culturel et architectural du Pays devrait entraîner l'accroissement du flux touristique, et favoriser le maintien et le développement des activités économiques locales. Il s'agit, au travers de la dynamique économique ainsi engendrée, de permettre la création de nouveaux emplois en zone rurale.

3. LE MODE D'OCCUPATION DU SOL

Les données fournies par le Centre Régional de l'Information Géographique PACA, issues d'images satellitaires croisées avec les bases de données de l'Institut Géographique National, permettent d'appréhender les caractéristiques générales de l'occupation du sol sur le territoire communal.

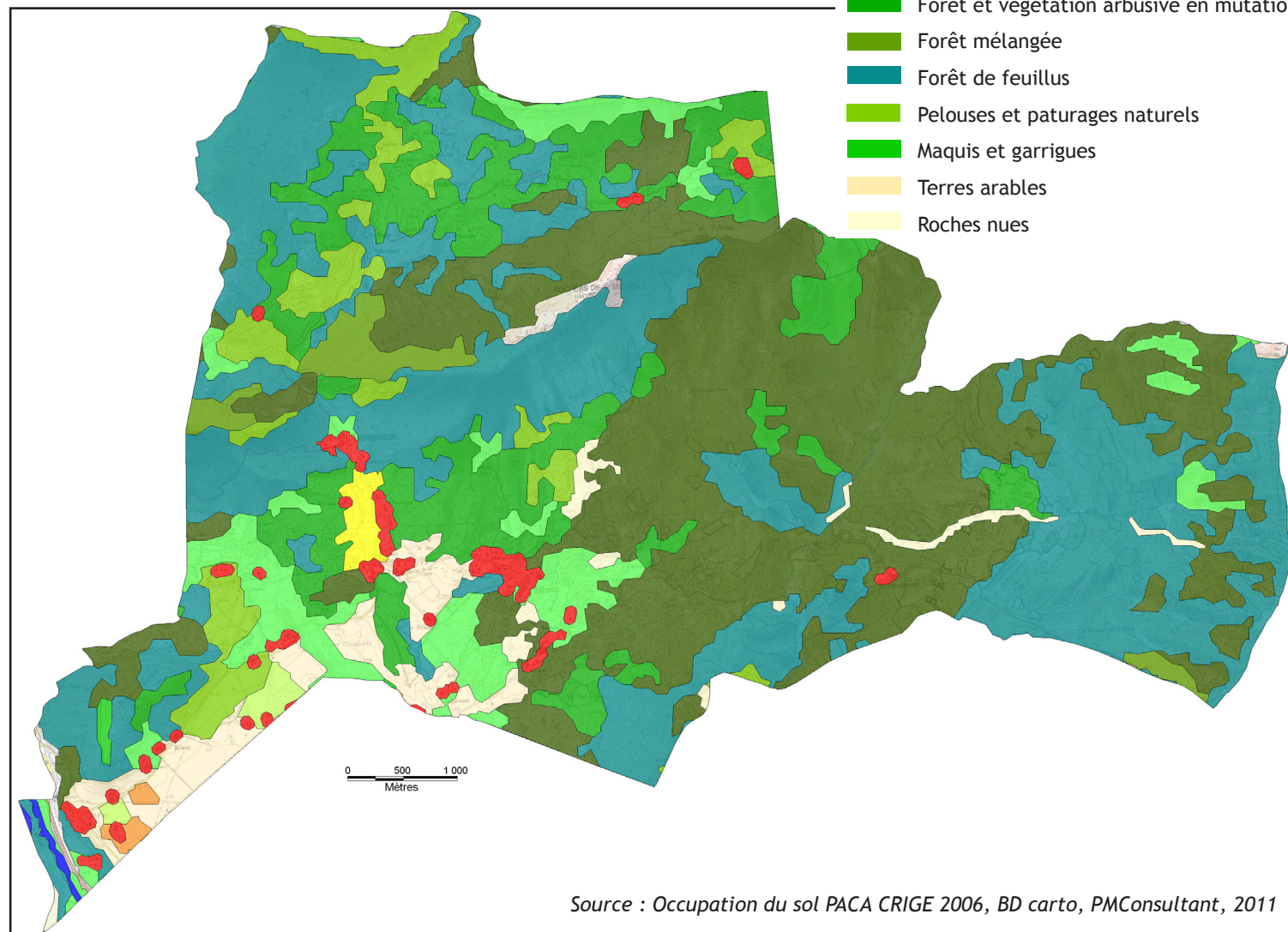
Ainsi, les terrains artificialisés (bâti, activités, infrastructures et équipements) recouvrent 1,8 % de la commune. Le bâti diffus constitue le mode d'urbanisation le plus largement répandu.

La partie naturelle recouvre une grande partie du territoire, constituée de nombreux boisements (forêt de conifères, de feuillus, forêt mélangée), quelques prairies, maquis et garrigues.

Les espaces cultivés sont principalement présent dans la partie Sud du territoire.

Légende :

- Bâti diffu
- Cours d'eau
- Terres cultivées
- Vergers et petits fruits
- Végétation clairsemée
- Forêt et végétation arbusive
- Forêt et végétation arbusive en mutation
- Forêt mélangée
- Forêt de feuillus
- Pelouses et paturages naturels
- Maquis et garrigues
- Terres arables
- Roches nues



Source : Occupation du sol PACA CRIGE 2006, BD carto, PMConsultant, 2011

CHAPITRE II :

ANALYSE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE

1. UNE COMMUNE FAIBLEMENT PEUPLÉE MAIS ATTRACTIVE

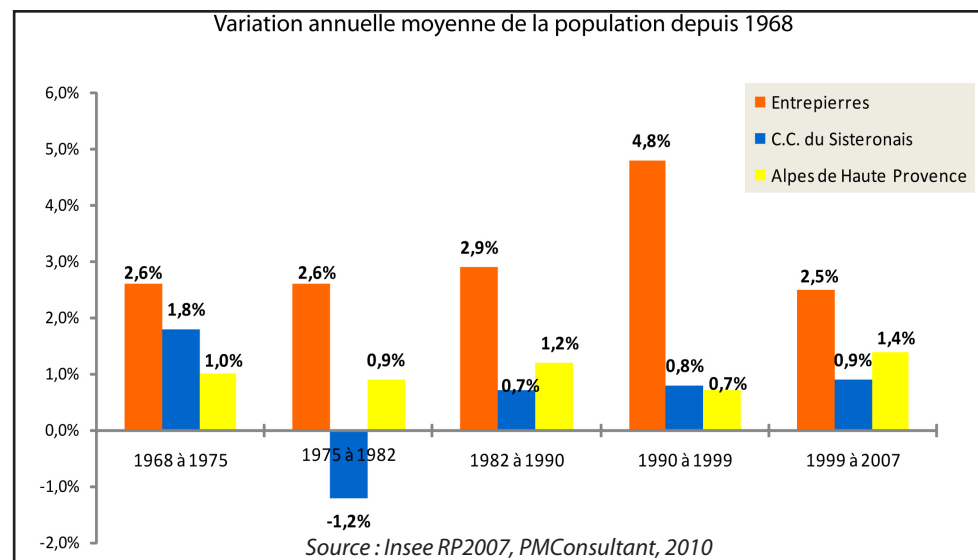
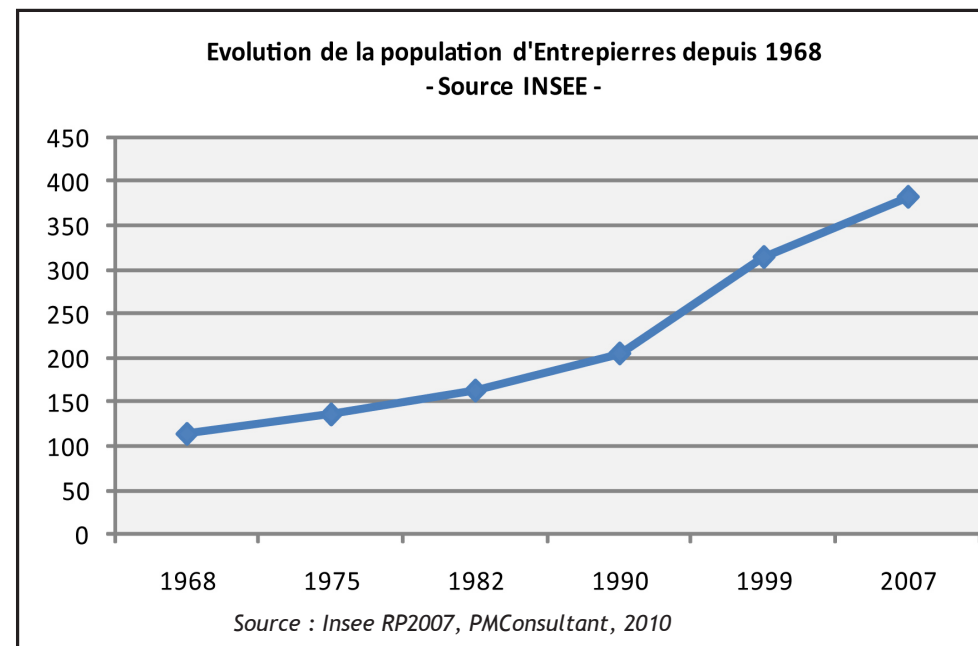
En 2008, la commune d'Entrepierrres compte 389 habitants (données INSEE), ce qui représente 4,2% de la population de la Communauté de Communes du Sisteronais et une très faible densité de 8 hab/km², contre 37 hab/km² pour l'intercommunalité.

Malgré sa faible population, Entrepierrres est une commune plutôt attractive. En effet, depuis 1990 on observe une forte croissance de la population avec 184 habitants en plus en 18 ans, soit une augmentation de 90%. Cette croissance est notamment observable lors de la décennie 1990-1999, durant laquelle Entrepierrres a gagné 109 habitants, soit un taux de variation annuel moyen de 4,8%. Cette croissance connaît un léger ralentissement mais reste importante pour la commune entre 1999 et 2008, avec 80 habitants supplémentaires (taux de variation annuel moyen de 2,5%). Elle s'explique par la proximité du pôle économique de Sisteron, situé à 10 km, et de son parc d'activités du Val de Durance. Son développement a entraîné l'arrivée de nouvelles populations dont certaines ont choisi de s'installer sur Entrepierrres (solde migratoire supérieur au solde naturel).

Population d'Entrepierrres	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2008
Nombre d'habitants	114	136	163	205	314	382	389
Evolution sur la période		19 %	20 %	26 %	53 %	22 %	1,8 %
Variation annuelle moyenne		2,6 %	2,6 %	2,9 %	4,8 %	2,5 %	
- due au solde naturel		-1,3 %	-0,5 %	0,1 %	0,4 %	0,4 %	
- due au solde migratoire		3,8 %	3,1 %	2,8 %	4,5 %	2,1 %	

Source : RP2007, INSEE, PMConsultant, 2011

La mobilité résidentielle est particulièrement importante à Entrepierrres. En 2007, 26,6% des Entrepierrrois n'habitaient pas dans la commune 5 ans auparavant, alors que ce chiffre est de 25,8% dans le département des Alpes-de-Haute-Provence et de 23,6% dans la Communauté de Communes du Sisteronais. Parmi ces nouveaux arrivants, la moitié (49,4%) est originaire du même département et 30% est originaire d'une autre région. Dans la Communauté de Communes du Sisteronais, la provenance lointaine des nouveaux arrivants est moins marquée, avec 33,6% originaires d'un autre département mais de la même région, 25,3% originaires d'une autre région en France métropolitaine et 36,3% d'une autre commune du même département.



2. STRUCTURE ET DYNAMIQUES D'ÉVOLUTION DE LA POPULATION

La commune d'Entrepierrres présente, en 2007, un profil démographique relativement jeune avec un indice de jeunesse supérieur à un (1,6) contrairement à la Communauté de Communes du Sisteronais qui a un profil démographique plus âgé (0,8).

Indice de jeunesse (1)	1999	2007
Entrepierrres	1,4	1,6
CC Sisteronais	0,8	1
Alpes-de-Haute-Provence	0,9	0,8

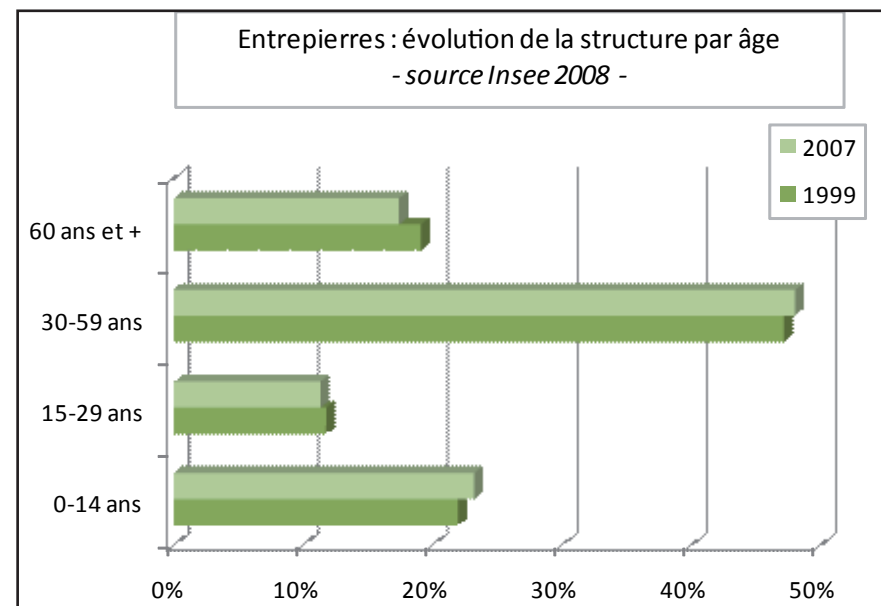
(1) Indice de jeunesse = population de moins de 20 ans / population de 60 ans et plus

En 2007, les moins de 30 ans sont par conséquent très représentés avec 34% de la population, soit 2 points de plus que la moyenne départementale et 1 point de plus que la CC du Sisteronais. A contrario, avec 17%, les plus de 60 ans sont «sous représentés» : 10 points de moins que la moyenne départementale et 10 points de moins que la CC du Sisteronais.

La population d'Entrepierrres s'est rajeunie grâce aux flux migratoires et à l'arrivée de ménages avec enfants.

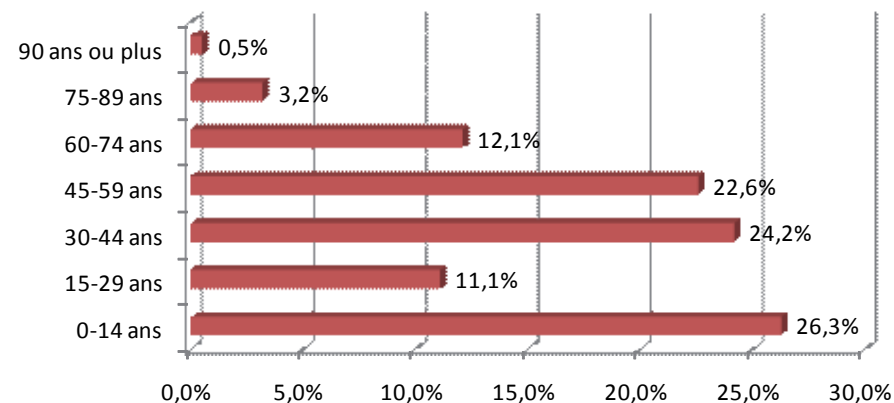
Malgré la diminution de la part des plus de 60 ans dans la population totale, leur nombre a tout de même connu une légère augmentation entre 1999 et 2007, passant de 60 à 66. Les personnes âgées de 60 ans et plus ont tendance à quitter la commune faute de structure d'accueil ou de logements adaptés sur la commune.

La modification de la pyramide des âges n'est pas sans poser de problèmes et constitue un des enjeux fondateurs de la future politique de la commune en matière de logement, savoir si la commune poursuit la même politique de logement que ces dernières années favorisant le logement des ménages avec enfants ou, si elle organise le parcours résidentiel différemment pour équilibrer la pyramide des âges et permettre à la fois aux jeunes ménages et aux personnes âgées de rester sur la commune.



Source : Insee RP2007, PMConsultant, 2010

Pyramide des âges de la population d'Entrepierrres en 2007 - source Insee 2007 -



Source : Insee RP2007, PMConsultant, 2010

3. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES MÉNAGES

Taille des ménages	1999	2007
Entrepierres	2,5	2,5
CC Sisteronais	2,1	2,2
Alpes-de-Haute-Provence	2,3	2,2

Source : INSEE RP 2007, PMConsultant, 2010

Le nombre de ménages est passé de 124 en 1999 à 152 en 2007, soit une croissance annuelle de 2,6% et 28 ménages supplémentaires sur la commune en 8 ans. Le nombre moyen de personnes par ménage est resté stable entre 1999 et 2007 (2,5 personnes). Entrepierres est la commune de l'intercommunalité qui a le plus grand nombre de personnes par ménage, taille moyenne plus élevée que celle de l'intercommunalité et que celle du département. Ce phénomène confirme sa situation de commune attractive pour les ménages avec enfants.

La hausse du nombre de ménages est due pour moitié à la croissance des ménages d'une personne (+16 ménages d'une personne en 8 ans).

CHAPITRE III :

CARACTÉRISTIQUES ET ÉVOLUTIONS DU PARC DE LOGEMENTS D'ENTREPIERRES

1. UNE FORTE CROISSANCE DU PARC DE LOGEMENTS : VÉRITABLE REFLET D'UNE COMMUNE ATTRACTIVE ET TOURISTIQUE

Le parc de logements de la commune d'Entrepierres a augmenté de 72% depuis 1990, en passant de 158 à 272 logements durant cette période.

Cependant, la croissance sur la période 1990-1999 a été plus forte (+38%) que sur la période 1999-2007 (+25%). Cette augmentation est portée en partie par l'augmentation des résidences principales (+64 entre 1990 et 2007), conséquences d'un territoire attractif et d'un POS favorisant l'arrivée de population, en habitat individuel essentiellement.

Mais cette hausse du nombre de logements est également portée par la croissance du nombre de résidences secondaires (+54 entre 1990 et 2007), synonyme de territoire touristique et qui n'est pas sans poser de problème pour la vie du village.

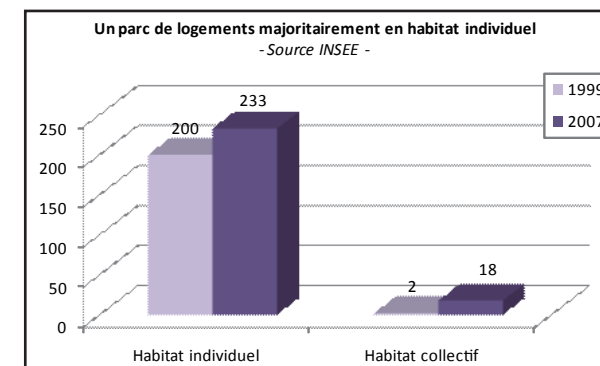
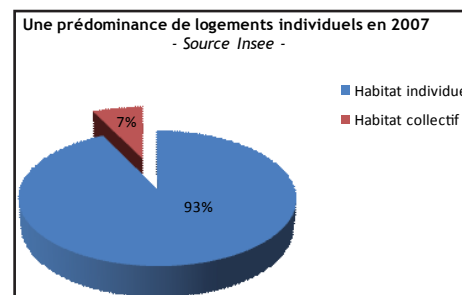
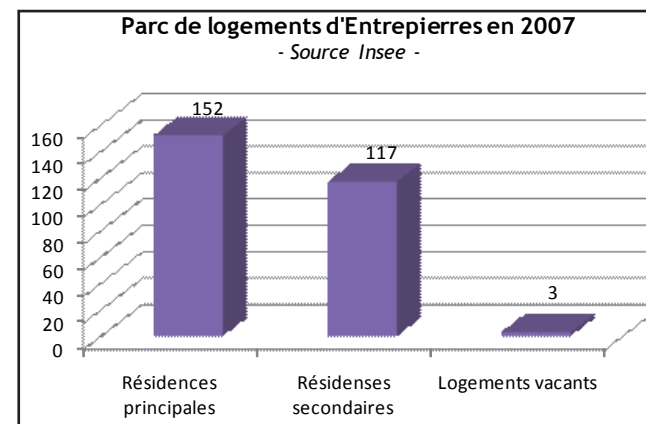
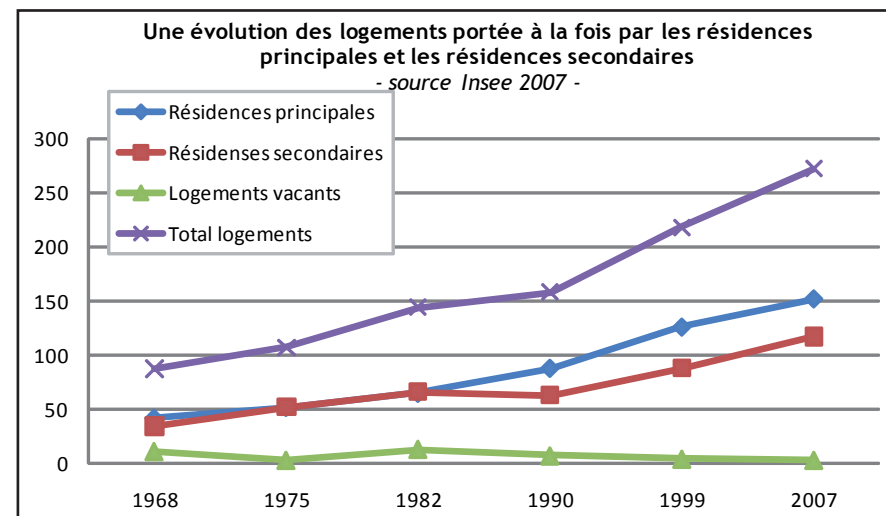
Avec 117 résidences, le parc de résidences secondaires représente 43% du parc de logements de la commune. La faiblesse du parc de logements vacants (3 logements en 2007) vient confirmer l'attractivité du territoire d'Entrepierres.

2. UNE MAJORITÉ DE LOGEMENTS INDIVIDUELS MALGRÉ UN EFFORT DE DENSIFICATION PAR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS COLLECTIFS

Le parc individuel est majoritaire sur la commune (85,6%) et enregistre une augmentation de 16,5% passant de 200 à 233 logements entre 1999 et 2007. Depuis 1999, le nombre de logements collectifs connaît une importante croissance, il est passé de 2 logements en 1999 à 18 en 2006 (6,6% du parc).

Cette proportion reste cependant faible au regard de la sociologie de la commune et des revenus des habitants. En effet, la part des ménages non imposés a augmenté de 3,5 points (revenus net déclarés moyens pour les ménages non imposés 9 947 €).

L'enjeu pour la commune d'Entrepierres est de favoriser la mixité de logements afin de répondre à la problématique de la mixité sociale.



3. UNE PRÉDOMINANCE DE GRANDS LOGEMENTS

Concernant la taille des logements, on constate :

- une augmentation de près de 25% des grands logements (4 pièces et plus) ;
- une légère augmentation des logements de deux pièces (+ 2 logements entre 1999 et 2007)
- les autres tailles de logements (une et trois pièces) n'évoluent pas ;
- une part notable de grands logements, 77% des logements sont des quatre pièces et plus.

La situation actuelle d'Entrepierres est paradoxale. En effet, le nombre de petits ménages augmente, mais pas le nombre de petits logements. Cela met l'accent sur un problème d'adéquation entre la taille des ménages et le parc résidentiel de la commune. La progression des petits logements de 2 pièces est faible mais correspond à un besoin pour les personnes seules (jeunes ou âgées), à faibles revenus.

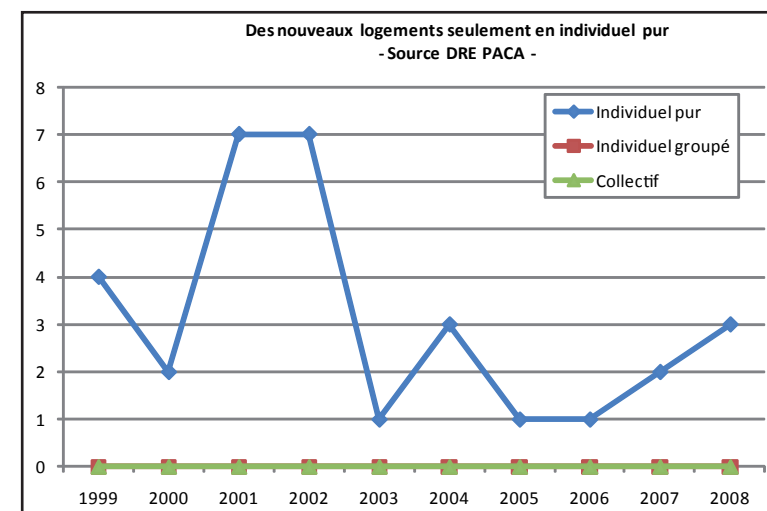
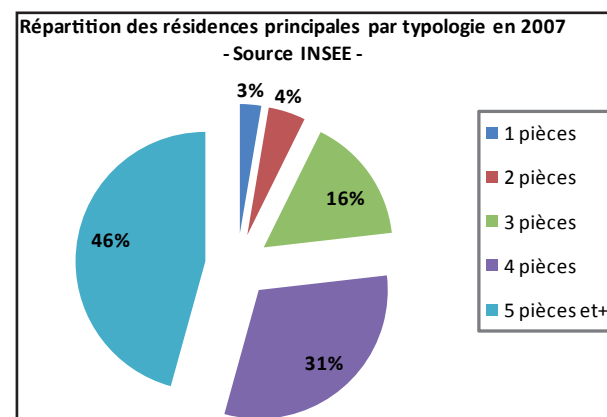
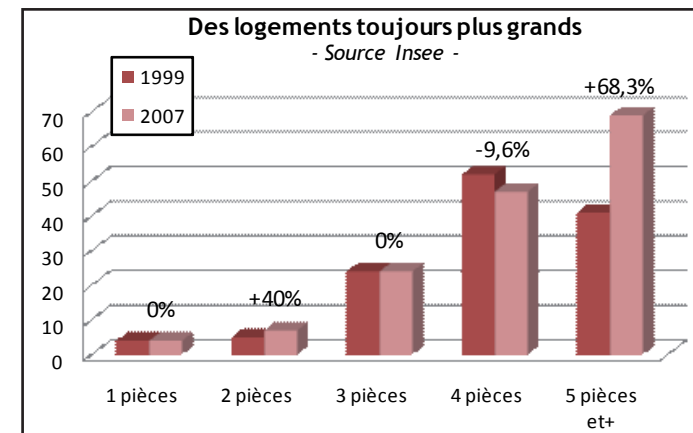
Un des enjeux est de rééquilibrer l'offre en matière de typologie de logements (taille) afin de permettre à l'ensemble des ménages de mieux réaliser leur parcours résidentiel.

4. LA CONSTRUCTION NEUVE : DES NIVEAUX IRRÉGULIERS ENTRE 1999 ET 2008

Depuis 1999, 31 nouvelles constructions ont vu le jour à Entrepierres soit une moyenne d'environ 4 constructions par an, toutes en individuel pur. Entre 1999 et 2008, la construction neuve de logements se répartit comme suit :

- uniquement des résidences individuelles pures qui connaissent chaque année des fluctuations notables,
- aucune construction de résidences en individuel groupé ou en collectif.

Ce constat est le résultat d'un Plan d'Occupation des Sols dans lequel les seules possibilités de construire se situent quasi exclusivement dans les zones NB, zones non desservies par les réseaux, à vocation d'habitat individuel. Aujourd'hui, la loi SRU fait disparaître ces zones NB, à l'origine du développement de l'habitat diffus au profit d'une rationalisation de l'espace, d'une densification et du renouvellement de l'existant.



SYNTHÈSE DES ENJEUX SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

CONSTATS	ENJEUX
Une croissance démographique liée à l'apport migratoire	<ul style="list-style-type: none"> • Fixer un objectif démographique à 10 ans et un taux de croissance annuel soutenable, soucieux d'un développement maîtrisé de la commune • Répondre aux besoins en logements et en foncier liés aux apports migratoires (jeunes ménages démarrant dans la vie active) • Poursuivre l'évolution de la production de logements vers une consommation économe de l'espace, en favorisant : <ul style="list-style-type: none"> - la réhabilitation du bâti existant - la densification des hameaux selon la typologie «villageoise» existante - l'économie de la ressource foncière • Diversifier l'offre en logements du territoire en fonction des évolutions socio-économiques : proposer différents statuts et typologies de logements répondant au parcours résidentiel • Améliorer la qualité de vie des habitants par la qualité des espaces publics et la diversification des fonctions (implantation des services et commerces)
Une commune résidentielle rurale attractive : un important renouvellement de la population (26.6 % de la population de 2007 est constituée de nouveaux arrivants (moins de 5 ans dans la commune)	
Une commune jeune (indice jeunesse 1,6)	
Une taille des ménages stable (2,5 personnes par ménages depuis 1999)	
Les nouveaux arrivants sont plutôt des jeunes ménages d'actifs avec enfants	
Une croissance du parc de logements forte portée par l'attractivité du territoire et par un POS favorisant l'habitat individuel principalement	
Un habitat individuel quasi exclusif (85,6 % du parc de logement) : constitué à 43% par des résidences secondaires et à 56 % par des résidences principales	
Un déséquilibre entre les hameaux, habitat pavillonnaire éparpillé consommateur d'espace créant une inadéquation entre la taille des ménages et celle des logements	
Un déficit de logements collectifs (6,6 % du parc), au regard de la structure de la population et des revenus, qui rend difficile l'accès au logement des jeunes ménages et des ménages modestes	

CHAPITRE IV :

DYNAMIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES

1. LA POPULATION ACTIVE

1.1 Un taux d'activité en augmentation sur Entrepierres, signe d'une commune dynamique

Entre 1999 et 2007, la population active d'Entrepierres a augmenté de 28,8%. Dans le même temps, le nombre de chômeurs a diminué passant de 21 en 2003 à 8 en 2008.

On observe un taux d'activité de 70,4% (rapport entre population active et population totale de + de 15 ans), taux légèrement inférieur à la moyenne intercommunale (71,4%) et similaire à la moyenne départementale. Cette caractéristique confirme la présence d'une population qui reflète la sociologie du département.

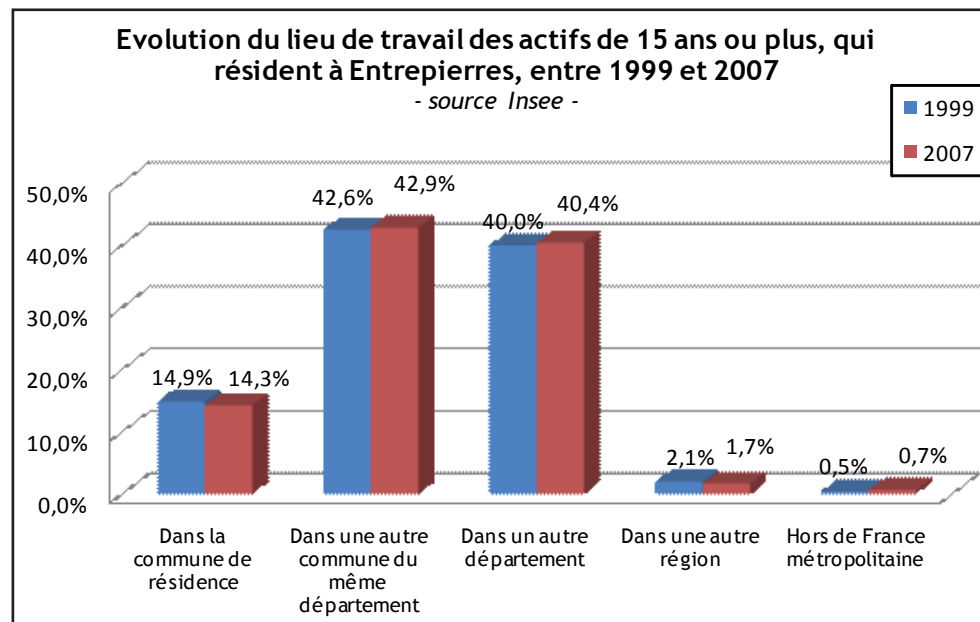
La population inactive a connu une légère augmentation en nombre entre 1999 et 2007, passant de 66 (32,8%) à 73 (29,6%) mais un recul en représentativité, portée par l'augmentation des élèves et étudiants (+10). Cette hausse s'explique par l'arrivée de ménages avec enfants sur la commune.

La part des retraités (10,2%) diminue en pourcentage entre 1999 et 2007 (-0,2 points), signe d'un rajeunissement de la population.

	Population active			Taux d'activité	
	1999	2007	évolution 1999-2007	1999	2007
Entrepierres	135	174	+ 28,8 %	67,2 %	70,4 %
C.C. du Sisteronais	5 328	5 804	+ 8,9 %	69,5 %	71,4 %
Alpes-de-Haute-Provence	59 359	67 947	+ 14,5 %	68,4 %	70,4 %

Source : RP2007, INSEE, PMConsultant, 2011

1.2 Des actifs travaillant majoritairement hors de la commune



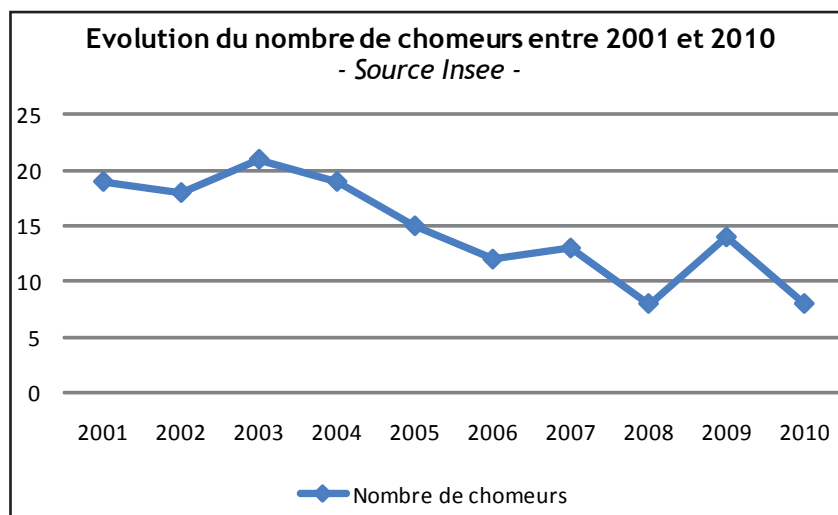
En 2007, 41 actifs d'Entrepierres travaillaient dans leur commune de résidence, soit 4,8%, une part en baisse de 0,3 points par rapport à 1999. Entrepierres conserve son rôle de lieu de résidence pour des actifs travaillant principalement en dehors de la commune. Le nombre d'actifs travaillant dans une autre commune du même département n'a cessé de s'accroître : +63%.

1.3 Une commune résidentielle

Entrepierrres a un caractère résidentiel dominant qui n'a pas évolué depuis 1999. Le rapport entre le nombre d'emplois sur la commune et le nombre d'actifs habitant la commune était de 0,29 en 2007, égal à celui de 1999. A titre de comparaison, ce ratio était de 0,84 dans la Communauté de Communes du Sisteronais. Cela indique qu'à l'échelle de l'intercommunalité, Entrepierrres est un pôle d'emploi peu important (51 emplois en 2007, soit 1% des emplois de l'intercommunalité). En 2007, 41 actifs résidant sur la commune (25% des actifs de la commune ayant un emploi) occupaient des emplois de la commune, soit 80% des emplois de la commune. Les mouvements pendulaires sont importants pour les résidents d'Entrepierrres travaillant hors de la commune.

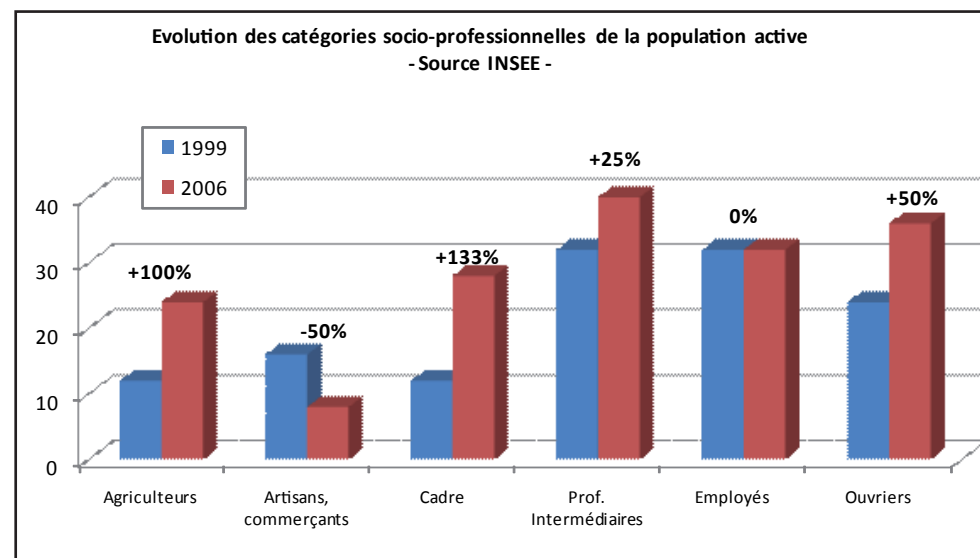
1.4 Un nombre de chômeurs en recul depuis 2003

Le nombre de demandeurs d'emplois dans la commune d'Entrepierrres a enregistré une baisse entre le 1er janvier 2003 et le 1er janvier 2008, passant de 21 personnes à 8. Cette baisse s'inscrit dans un contexte local de création d'emploi. Dans la zone d'emplois de Digne, le taux de chômage est ainsi passé sur la même période de 8,3 à 7,9%. On a assisté au cours de la période 2008-2010 à un rebond du chômage qui a porté à 14 le nombre de demandeurs d'emplois à Entrepierrres. Cette hausse du chômage peut être liée à la crise financière et économique mondiale. Le nombre de chômeurs est repassé à 8 en 2010.



1.5 Une part importante d'employés et de professions intermédiaires : vers une tendance à l'équilibre avec une augmentation des cadres et des ouvriers

Tout comme en 1999, la population d'Entrepierrres est principalement composée en 2006 d'employés (32 en 2006) et de professions intermédiaires (40 en 2006).



Cependant, alors que très peu de cadres et peu d'ouvriers étaient présents sur le territoire en 1999, cette tendance s'inverse entre 1999 et 2006, avec une augmentation de 133% de cadres (passant de 12 à 28) et de 50% d'ouvriers (passant de 24 à 36).

Ces phénomènes peuvent avoir plusieurs explications :

- la présence de pôles d'emploi comme Sisteron ou le Pays Durance Provence,
- le développement de la ville centre, Sisteron, et le renforcement des emplois (pôle de santé, pôle éducatif...) et de la périurbanisation.

1.6 Une population aux revenus intermédiaires supérieurs

L'analyse de la structure des foyers fiscaux révèle ce que l'étude des catégories socioprofessionnelles laisse supposer : la population d'Entrepierrres est une population à revenus intermédiaires supérieurs.

Le niveau de vie à Entrepierrres est en moyenne plus élevé que dans le reste du département. La part des foyers fiscaux imposés est plus importante et le revenu moyen des foyers fiscaux imposés est supérieur à la moyenne départementale.

Revenu 2008	Nombre de foyers fiscaux	Nombre de foyers fiscaux imposés	Part des foyers fiscaux imposés	Revenu moyens des foyers fiscaux	Revenus moyens de foyers fiscaux imposés	Revenus moyens des foyers fiscaux non imposés
Entrepierrres	195	101	51,8 %	23 886 €	36 858€	9 947 €
Alpes-de-Haute-Provence	92 822	45 237	48,7 %	20 390 €	31 707 €	9 631 €

Source : RP2007, INSEE, PMConsultant, 2011

Si l'on compare avec 2006, on constate une baisse de 4,2% du revenu annuel moyen des foyers fiscaux passant de 24 933 € à 23 886 €, alors que le département enregistre une hausse de 9,1%. Cela confirme l'arrivée sur le territoire de populations plus modestes (agriculteurs et ouvriers) en même temps que l'arrivée de cadres pour un rééquilibrage socio-économique du territoire.

Cette augmentation des ménages aux revenus plus modestes peut poser des problèmes dans leur parcours résidentiel sur le territoire si elle ne s'accompagne pas d'une politique du logement qui favorise la mixité et leur permette de s'installer à Entrepierrres.

L'analyse des revenus montre qu'il existe un véritable écart entre la typologie des logements et la capacité financière d'accès au logement des ménages. Ainsi à Entrepierrres, 48,2 % des foyers ne sont pas imposés, et une grande partie de la population a un niveau de revenus pouvant être éligible à du logement social (PLA-I, PLUS). Il convient de moduler ce chiffre avec le fait que 76%, des ménages sont propriétaires de leur logement. Une réflexion doit être menée sur le logement conventionné : en 2009, le parc social public était inexistant sur Entrepierrres.

2. LE TISSU ÉCONOMIQUE

2.1 Une commune rurale dont le tissu économique est composé essentiellement de petites entreprises affectées à l'économie productive

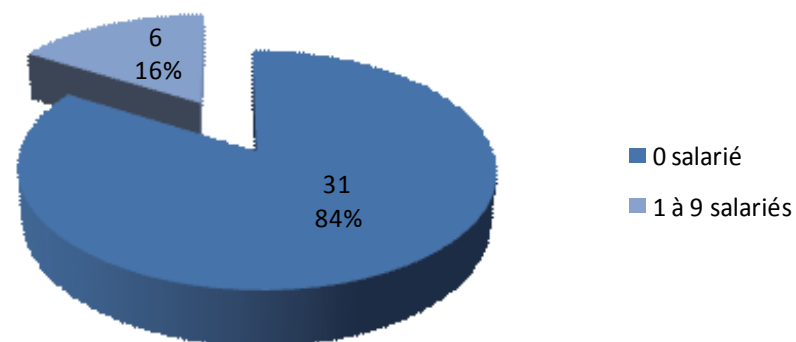
L'économie productive est prédominante sur la commune, et représente les 2/3 des établissements (23) pour seulement 26% des emplois salariés (5). Ceci s'explique par la présence de 19 établissements liés à l'agriculture ou sylviculture qui ne possèdent pas d'emplois salariés. Le tissu économique est composé d'une majorité de très petites entreprises, toutes ont moins de 10 salariés et 84% n'ont aucun salarié.

- Il n'y a pas d'établissements affectés aux services sur la commune.
- L'agriculture est un secteur d'activités économiquement important sur la commune avec 51% des entreprises.
- La fonction publique représente une part importante des emplois sur Entrepierrres (9 emplois pour 4 établissements soit 47% de l'emploi pour 11% des établissements).

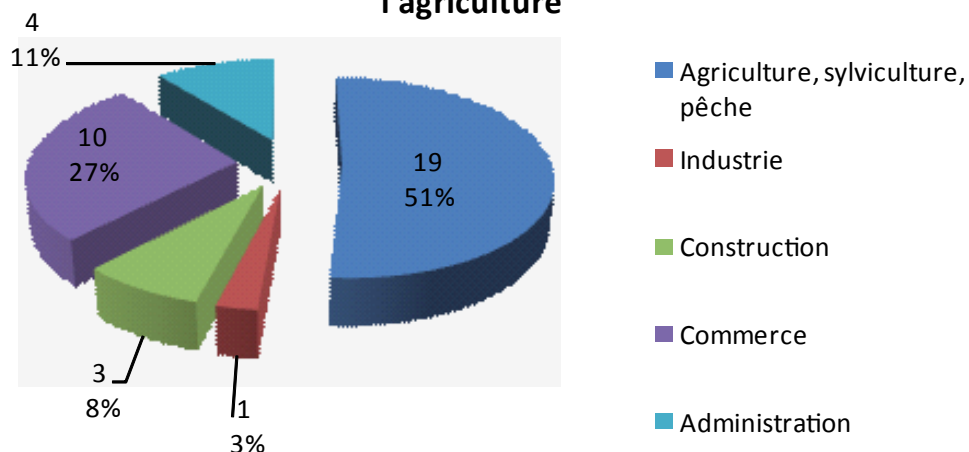
Entrepierrres est une commune à vocation principalement rurale, résidentielle et touristique mais sans service à la population si ce n'est une école et une mairie.

Une économie locale basée sur de très petites entreprises

- Source Insee CLAP 2008 -

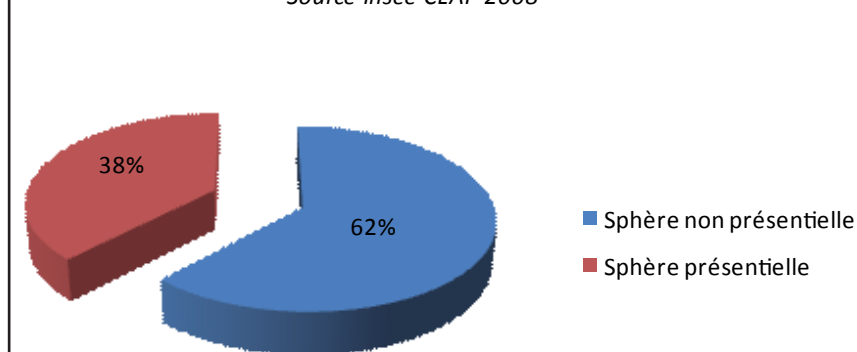


Répartition des établissements par secteur d'activités au 31 décembre 2008 : une majorité d'entreprises liées à l'agriculture



Appareil productif à Entrepierrres - Nombre d'établissements

- Source Insee CLAP 2008 -



2.2 Les activités d'Entrepierres

2.2.1 Le secteur agricole

Le secteur agricole est le seul véritable secteur économique de la commune. Il compte le plus d'établissements en 2009 avec 18 entreprises regroupant à la fois l'agriculture, et la sylviculture. Neuf exploitations ont leur siège sur la commune ce qui montre une augmentation du nombre d'exploitations depuis 2000 et confirme que l'activité agricole se développe et neuf ont donc leur siège d'exploitation en dehors de la commune. Rappelons qu'en 2000, le nombre total d'actifs agricoles sur la commune était de 26 (contre 59 en 1988), ce qui représente 14% de la population active en 1999, répartis dans 5 exploitations. La population agricole est plus âgée qu'en 2000, les trois quarts des chefs d'exploitation et co-exploitations ont plus de 40 ans et un quart a moins de 40 ans.

En 2009, les surfaces déclarées à la politique agricole commune (PAC) par les exploitants confirment une activité agricole importante. La Surface Agricole Utile représente 453 ha, soit 9.5% de la surface communale (voir cartographie page suivante). Les exploitations sont à dominante céréalière 171 ha (dont 127 de blé dur) et fourragères (prairies temporaires) 39 ha. L'activité agricole demeure donc très présente sur la commune notamment des terres labourables. Les surfaces concernent des productions végétales à forte valeur ajoutée et de qualité : des céréales, des prairies temporaires et permanentes, des oléagineux, des vergers ainsi que quelques hectares de légumes et d'olivieraies. Il est important de maintenir ces productions et l'outil foncier des agriculteurs ainsi que de préserver les surfaces agricoles. Les activités sylvicoles ne sont pas négligeables à Entrepierres, puisque 3 677 Ha de forêts sont présents à Entrepierres, dont la majorité est en forêt domaniale ou communale.

La carte d'aptitude des sols à l'agriculture présente les différentes catégories de sols :

- au nord, on trouve des sols d'apport alluvial et colluvial, de pente faible à moyenne, de fertilité moyenne, très chargés en cailloux. On y trouve peu de culture.
- au Sud-ouest de la commune et long du Riou de Jabron, on trouve les meilleures terres agricoles de fertilité assez élevée. L'aptitude des sols est excellente ou très bonne, on y trouve des céréales, des prairies et des vergers.
- au centre, les sols sont de fertilité moyenne où l'aptitude des sols est bonne. On y trouve des céréales et prairies temporaires.



Source : PMConsultant, 2010
photographie alentours du hameau de la Mairie



Source : PMConsultant, 2010 ,
photographie du versant sud des
roubines, Vilhosc



Source : PMConsultant, 2010
photographie de la vallée du Vançon



Source : PMConsultant, 2010
photographie abords du hameau de
Briasc

Agriculture : Ilots déclarés à la PAC, Entrepierres

RPG 2010

- Uniquement ilots non déclarés en 2009

RPG 2009 et agriculture biologique

- Ilots non concernés par l'AB
- Ilots présentant de l'AB

- Industries agro-alimentaires
- Coopératives
- Organisations de producteurs
- Stocks de fruits

Recensement 1997

Unités pastorales

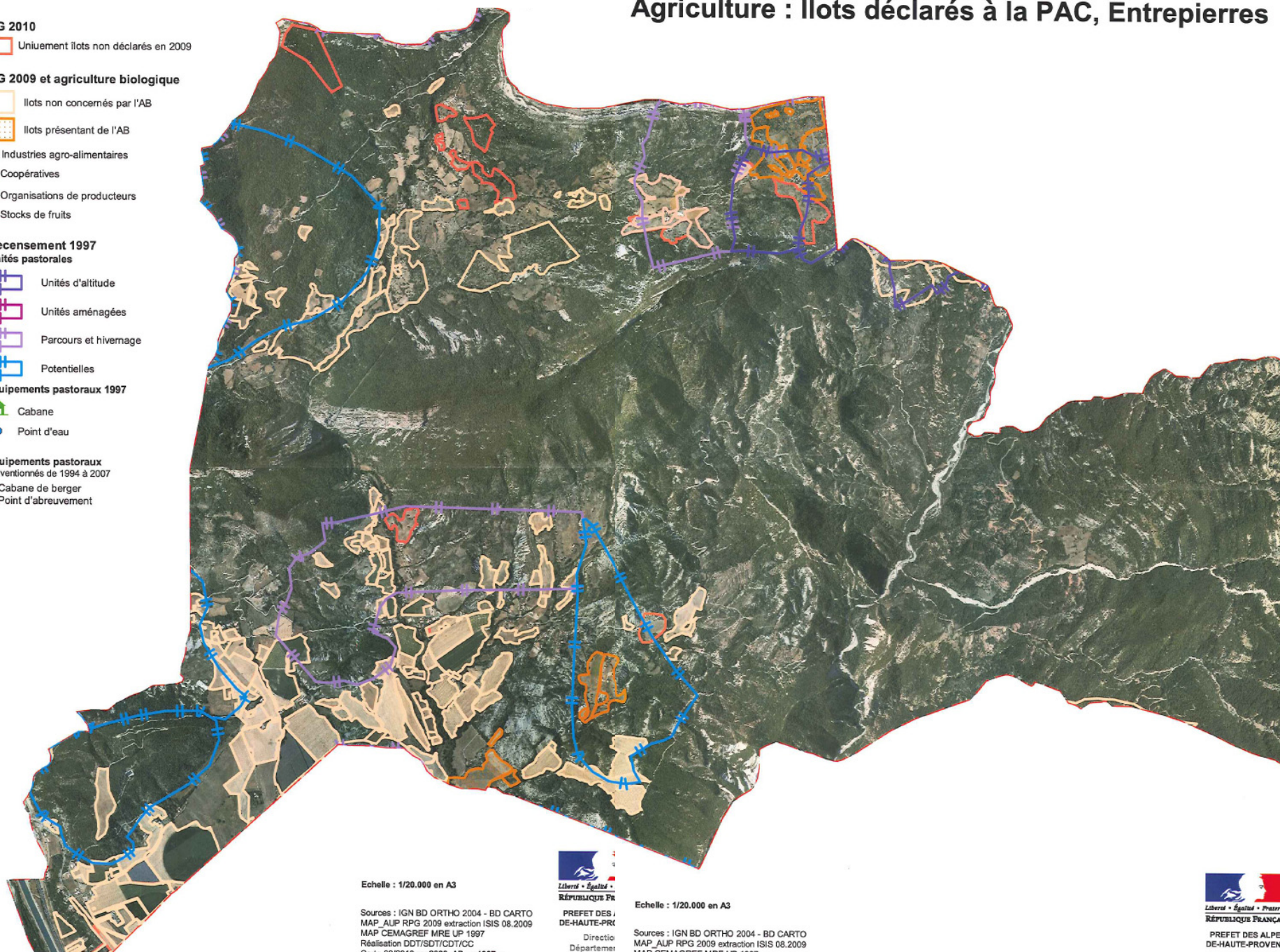
- Unités d'altitude
- Unités aménagées
- Parcours et hivernage
- Potentielles

Equipements pastoraux 1997

- Cabane
- Point d'eau

Equipements pastoraux subventionnés de 1994 à 2007

- Cabane de berger
- Point d'abreuvement



Echelle : 1/20.000 en A3

Sources : IGN BD ORTHO 2004 - BD CARTO
MAP_AUP RPG 2009 extraction ISIS 08.2009
MAP CEMAGREF MRE UP 1997
Réalisation DDT/SDT/CDT/CC
Carte 09/2010 rpg2009_AB_up1997.w



PREFET DES
DE-HAUTE-PR
Direction
Département
des Territoires

Echelle : 1/20.000 en A3

Sources : IGN BD ORTHO 2004 - BD CARTO
MAP_AUP RPG 2009 extraction ISIS 08.2009
MAP CEMAGREF MRE UP 1997
Réalisation DDT/SDT/CDT/CC



PREFET DES ALPES-
DE-HAUTE-PROVENCE
Direction

L'activité pastorale

En 2007, une étude pastorale a été réalisée sur la région PACA. Sur la commune d'Entrepierres, l'activité pastorale a nettement diminué ces dernières années. Les surfaces pastorales, en 1997, représentaient 330 hectares. L'enquête fait ressortir l'existence d'une unité d'altitude ou estive de 40 hectares appartenant au domaine privé et deux unités de parcours pour une surface de 290 ha. La commune dispose sur son territoire d'un potentiel «agro-sylvo-pastoral» réduit, cependant un maintien de cette activité serait nécessaire pour maîtriser le développement des friches.

Les signes de qualité

Le territoire d'Entrepierres appartient à des aires d'Appellations d'Origine Contrôlée (AOC) et de qualité :

- l'AOC «huile d'olive de Haute-Provence», reconnue par le décret du 13 décembre 1999
- l'AOC «huile d'olive de Provence», reconnue par le décret du 14 mars 2007
- l'AOC «Fromage de Banon», reconnue par le décret du 23 juillet 2003
- la zone de reconnaissance de l'Indication Géographique Protégée (IGP) « Miel de Provence» publiée le 15 novembre 2005
- la zone de reconnaissance de l'IGP «Agneau de Sisteron» publiée le 16 février 2007 pour les agneaux nés et élevés dans une exploitation unique ayant son siège dans la zone.
- la zone de reconnaissance de l'IGP «Pommes des Alpes-de-Haute-Durance» publiée le 17 avril 2010.

L'agriculture biologique

L'agriculture biologique concerne 56 hectares des surfaces déclarées par les exploitants en 2009 soit 12 % des surfaces déclarées de la commune. Ce sont pour l'essentiel des landes, parcours, des prairies permanentes et temporaires dans une moindre mesure et quelques hectares de céréales, oléagineux, légumes de plein champs et vergers.

Rappelons qu'en application de la loi du 3 août 2009, dans le cadre du Grenelle de l'environnement, l'agriculture biologique doit être développée avec comme objectif 6 % de la surface agricole utilisée en 2012 et 20% en 2020.

Les exploitations agricoles recensées sur la commune

13 exploitations et un projet d'installation ont été recensés sur le territoire communal. Un questionnaire a été transmis à l'ensemble des exploitants agricoles afin de connaître leurs caractéristiques et leurs besoins et projets pour les années à venir.

Les exploitations identifiées dans la partie Nord du territoire communal

5 exploitations et un projet d'installation ont été recensés dans cette partie du territoire.

Parmi ces exploitations, un exploitant a pris sa retraite, trois exploitations font essentiellement de l'élevage, et une exploitation s'est spécialisée dans la production de spiruline.

Les exploitations d'élevage ont de grandes surfaces en parcours et paturages, mais elles ont également quelques terres en grandes cultures, maraichage, plantes aromatiques ou vergers... On recense un élevage équin et deux élevages ovins (dont un est en cours de développement).

Concernant, le projet d'installation, quartier de l'Eglise, il s'agit d'un élevage de volailles (2 500 têtes) et de chevaux avec en parallèle une culture de fruits rouges.

Les exploitations identifiées dans la partie Sud du territoire communal

8 exploitations ont été recensées dans cette partie du territoire.

Parmi ces exploitations, seulement cinq exploitations exercent en activité principale : un élevage bovin laitier et quatre exploitations de grandes cultures, vergers et maraichage.

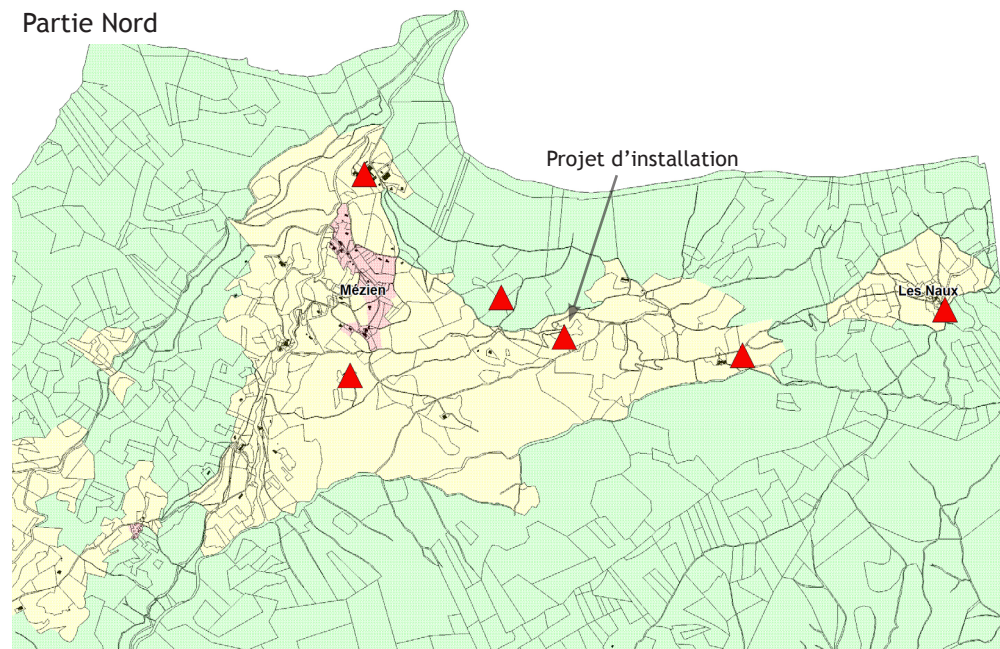
La grande majorité des exploitations interrogées ont des projets de constructions nouvelles :

- soit des bâtiments directement liés aux besoins de l'exploitation : hangar à fourrage, bergerie, fromagerie, logement de fonction...
- soit des projets liés au développement d'une activité ago-touristique : gîte, camping à ferme, yourtes...

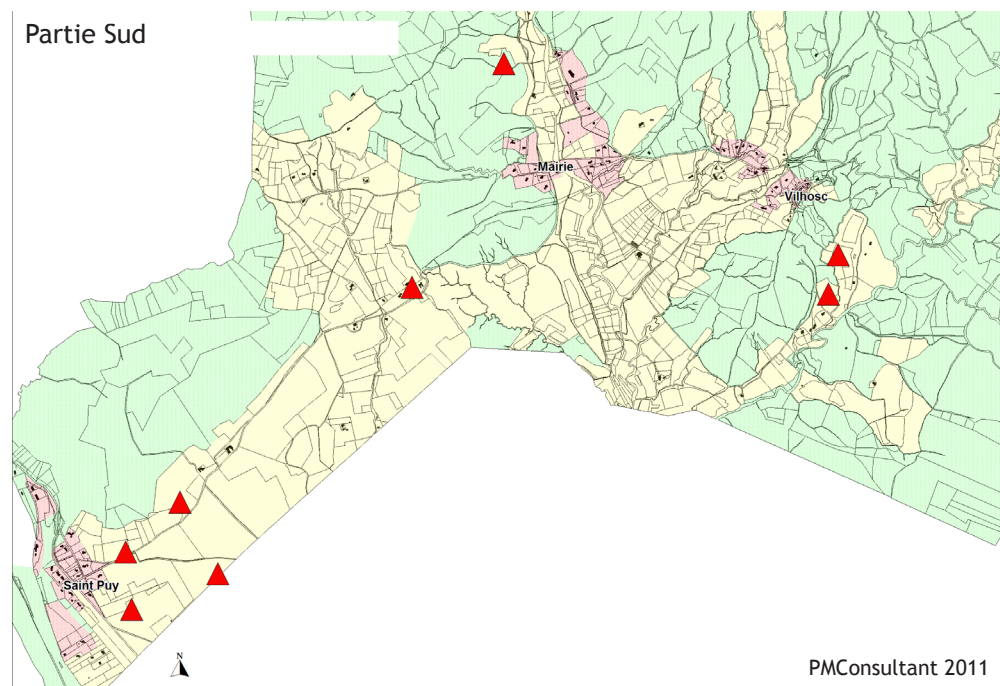
Il s'agira de veiller en zone agricole à ne pas bloquer le développement des exploitations lorsque les constructions souhaitées répondent bien à une nécessité liée à l'exploitation agricole. En revanche, l'évolution des constructions existantes et les constructions nouvelles devront être fermement encadrées dans le règlement du PLU.

Les sièges d'exploitation identifiés sur la commune d'Entrepierrres

Partie Nord



Partie Sud



2.2.2 Les autres secteurs économiques

La commune d'Entrepierres compte quelques entreprises d'activités de commerces (10), construction (3) et industrie (1) qui regroupent un total de 10 salariés. Ses trois types d'entreprises ont leur siège social sur la commune d'Entrepierres.

Les activités commerciales sont constituées à la fois de commerces de gros mais aussi de commerces de détail sur les marchés. L'industrie présente sur le territoire concerne la production d'électricité alternative (électricité par panneaux photovoltaïques). Entrepierres compte enfin des emplois administratifs, au nombre de 9 pour 4 établissements, regroupés dans la Mairie, l'école et le péage au niveau de l'échangeur autoroutier de Sisteron Sud.



Source : PMConsultant, 2010
photographie école d'Entrepierres



Source : PMConsultant, 2010
photographie vente en direct de miel,
bassin de Mézien

La commune d'Entrepierres ne possède aucun commerce ou service de proximité. Le POS de 1990 prévoyait la réalisation à moyen terme d'une zone d'activités économiques (zone NAE). Le rapport de présentation du POS 1990 expose les motivations de la zone de projet suivantes :

Sur le plan du développement économique, les principaux éléments à prendre en compte pour le dimensionnement ou le positionnement d'une zone d'activités ou artisanale sur Entrepierres sont les suivants :

- la proximité de plusieurs zones artisanales non totalement commercialisées sur cette partie du Val de Durance, entre Les Mées / Château-Arnoux et Sisteron totalisant plusieurs dizaines d'hectares;
- le bouclage seulement à moyen terme de l'A 51 (à l'horizon 2006-10), qui ne favorise pas obligatoirement le "remplissage" des zones d'activités à court terme;
- la particularité du site d'Entrepierres, directement accessible depuis l'échangeur de Sisteron sud, d'une surface réduite et relativement isolé par rapport aux zones d'habitat les plus proches.

Ainsi la recherche d'implantation d'entreprises sur le secteur de Baumas se dirigerait plutôt vers une voire deux unités seulement dont les critères prioritaires de recherche de terrain seraient le branchement direct sur l'A51 et l'absence de voisinage d'autres entreprises, l'effet vitrine sur l'autoroute pouvant être accessoire. Il demeure que l'aménagement du site de Baumas passe obligatoirement par la réalisation d'une unité de traitement des eaux usées, aujourd'hui inexistante.

La commune d'Entrepierres n'a développé aucune zone d'activités créatrice d'emplois sur son territoire à ce jour, restant ainsi une commune résidentielle et d'ortoir.

2.2.3 Le secteur touristique

Avec 43% de son parc de logements constitué de résidences secondaires, Entrepierres est une commune touristique. Mises à part les résidences secondaires, l'hébergement touristique y est peu développé et compte seulement sept gîtes en location saisonnière. Le secteur touristique représente une part importante de l'économie locale. Les richesses et la diversité du paysage favorisent l'attractivité de la commune, néanmoins le territoire possède encore des ressources patrimoniales et touristiques inexploitées. Parallèlement à cela, la demande touristique ne cesse d'évoluer et le territoire communal doit être capable de s'adapter à ces changements.

Entrepierres fait partie de la Communauté de Communes du Sisteronais. Ce territoire représente en terme de flux touristiques la « porte Nord » de la Provence. La principale activité touristique du secteur, outre l'attraction culturelle et historique de Sisteron, est le tourisme de nature avec la pratique des sports aquatiques, de randonnées, de sports aériens (aéro-club de Sisteron).

L'intercommunalité du Sisteronais affiche une volonté de donner au territoire une véritable impulsion touristique.

Ainsi, par sa situation géographique, Entrepierres possède de fortes potentialités touristiques peu exploitées jusqu'à présent. D'une part, Entrepierres se situe dans un écrin paysager à préserver afin de développer un tourisme de nature. D'autre part, la commune se situe à deux kilomètres seulement du centre-ville de Sisteron et de l'échangeur autoroutier, situation privilégiée pour accueillir un tourisme sportif dominant dans la région :

- filière Air avec l'aéro-club de Sisteron,
- filière eau avec la Durance,
- filière terre avec les activités physiques de pleine nature : la randonnée pédestre ou VTT (voir carte ci-après).

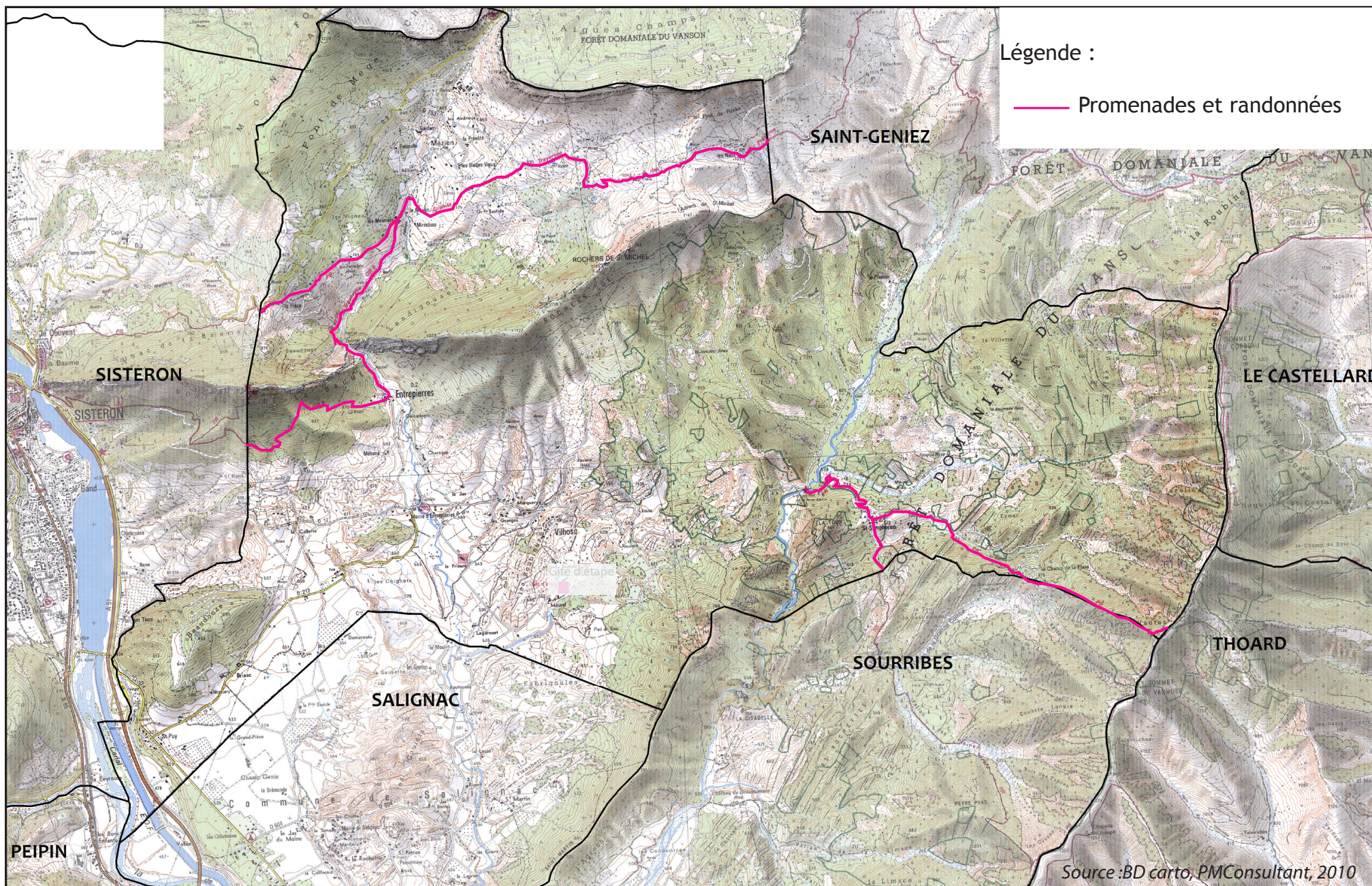
Elle se situe de plus sur le trajet des flux de circulation pour les stations d'hiver des Hautes-Alpes, et peut ainsi constituer une étape de choix dans le parcours des voyageurs.



Source : PMConsultant, 2010
photographie abords de Vilhosc, panneau Gite étape

	<p>landhuis n° G15057 aan ENTREPIERRES (Omgeving Haute-Provence)</p> <p>• GOSSELIN/CHARAMAT Pascal et Mireille</p> <p>2 kamers • 6 personen • 68 m²</p> <p>Bespreken</p>
	<p>landhuis n° G15076 aan ENTREPIERRES (Omgeving Haute-Provence)</p> <p>• BRIANCON Jean-Louis</p> <p>1 kamer • 4 personen • 49 m²</p> <p>Bespreken</p>
	<p>landhuis n° G15082 aan ENTREPIERRES (Omgeving Haute-Provence)</p> <p>• VALERA Annie</p> <p>2 kamers • 4 personen • 65 m²</p> <p>Bespreken</p>
	<p>landhuis n° G15092 aan ENTREPIERRES (Omgeving Haute-Provence)</p> <p>GITE LE JAS DE MIRECLUSE • O'JEANSON Alain et Isab</p> <p>2 kamers • 4 personen • 56 m²</p> <p>Bespreken</p>

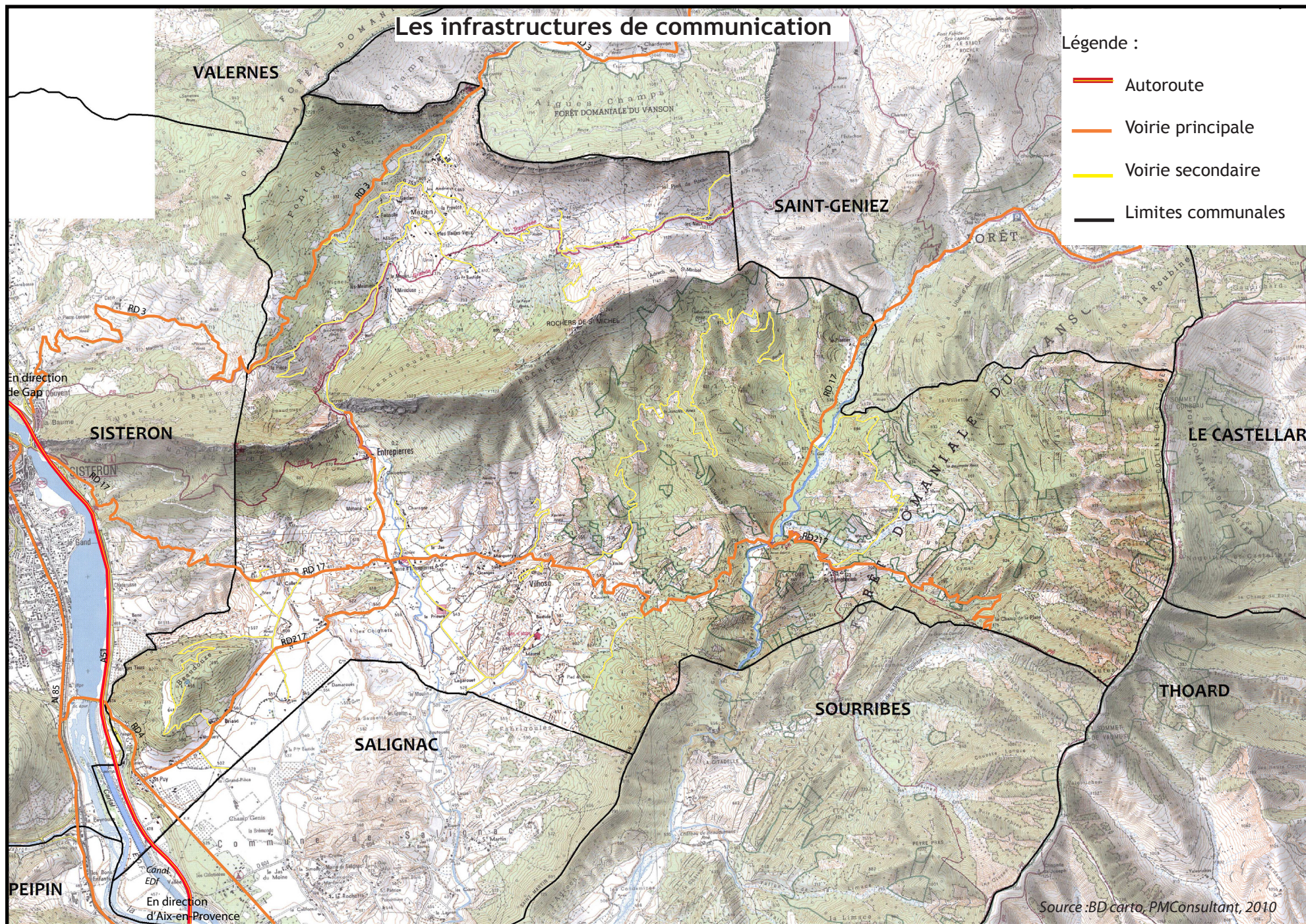
Source : site internet de location de gîtes à Entrepierres



CONSTATS	ENJEUX
Un ratio emplois/actifs faible (0,29), synonyme d'une commune fortement résidentielle : 3 actifs pour 1 emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'économie du hameau de la Mairie et maintenir le pôle d'emploi qu'il représente • Soutenir le développement et la diversification des activités économiques (développement des services à la population) afin d'offrir des emplois sur place et réduire l'usage de la voiture • Encadrer le développement d'activités dans le secteur des Baumas • Préserver les surfaces agricoles à forte potentialité afin de garantir la pérennité des exploitations et d'encourager le développement de l'agriculture biologique. • Mettre en place une politique de développement adapté du tourisme par l'aménagement de points de vue et des parcours de randonnée ou promenade, par l'aménagement des hameaux en ruine et la valorisation du patrimoine architectural.
Une forte mobilité des actifs : 63 % des actifs travaillent hors de la commune, et entraîne un usage important de la voiture	
Un taux d'activité en augmentation signe de l'attractivité de la commune	
Une économie productive prédominante sur la commune (2/3 des établissements) dont la majorité dans le domaine de l'agriculture	
Une forte proportion d'entreprises de très petite taille	
Une activité agricole en recul, actuellement le seul véritable secteur économique de la commune	
La commune ne compte aucun commerce ou service de proximité	
Une commune touristique portée essentiellement par le parc de résidences secondaires (43%)	

CHAPITRE V :

LES INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION, DÉPLACEMENTS ET MOBILITÉ

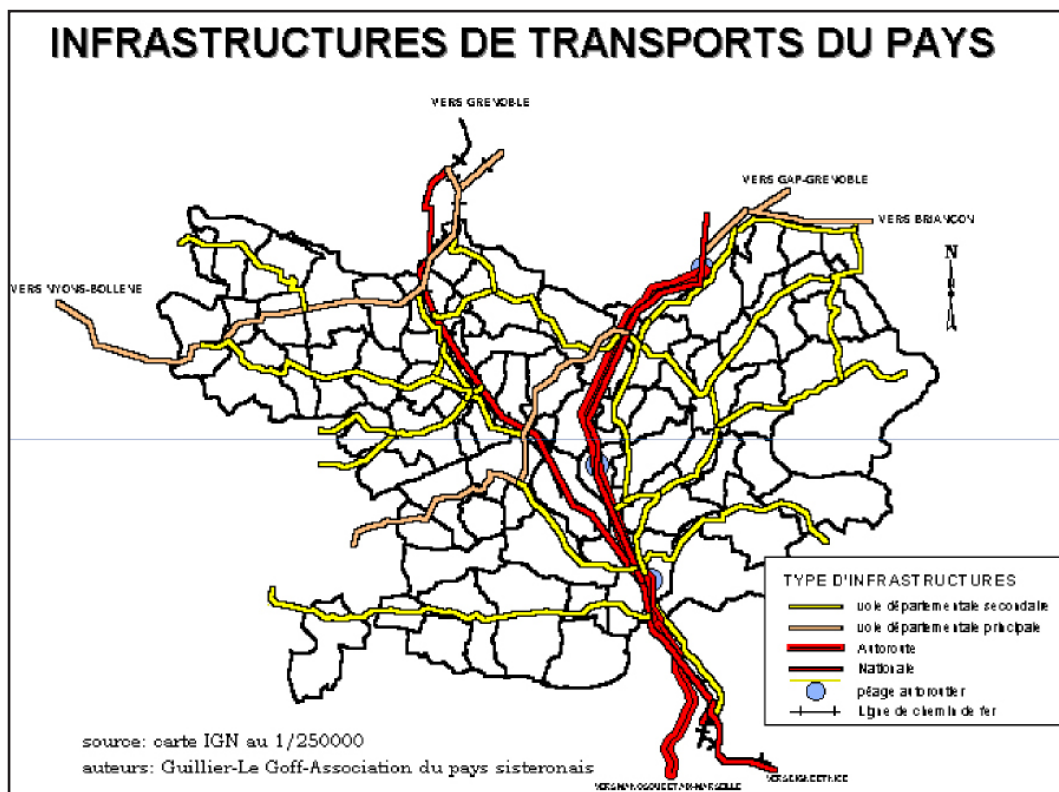


1. LES INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION

1.1. L'autoroute A 51

La commune est bordée à l'Ouest par l'autoroute A51, facilement accessible par l'échangeur Sud-Sisteron. De par son échangeur autoroutier, la commune occupe une place intéressante dans l'aire d'influence économique située entre Manosque et Gap. Cela engendre des flux économiques significatifs liés à la présence de l'A51 reliant Marseille, Aix-en-Provence et Gap puis à une échelle plus importante, reliant l'Italie grâce à la RD 900 et la RN 94.

Cet échangeur se trouve sur le territoire communal, ce qui en fait un territoire bien desservi. Avec la proximité du bassin d'emploi de Gap et Digne-les-Bains (45 minutes) et d'Aix-Marseille (1 heure d'Aix-en-Provence et à 1h20 de Marseille), Entrepierres est devenue une commune résidentielle rurale.



Il est important de rappeler que depuis quelques années, le territoire de la communauté de communes subit un phénomène de périurbanisation que l'on retrouve dans toute la région de façon plus ou moins prononcée. En effet, en observant les provenances des nouveaux résidents sur le territoire depuis 2000, on s'aperçoit que la majorité provient de la région PACA. Le territoire est devenu attractif pour les actifs travaillant dans la partie nord des Bouches-du-Rhône en raison de deux phénomènes, un prix du foncier moins cher qu'ailleurs et un temps de parcours domicile-travail facilité par la présence de l'A51.

Cette situation engendre aussi des migrations pendulaires importantes liées à la présence de l'A51. Ces migrations pendulaires participent à leur tour aux pratiques de plus en plus fréquentes observées sur certains échangeurs d'autoroute et notamment à Peyruis : le covoiturage.

Par ailleurs, le territoire est situé dans un secteur touristique lié aux Alpes-de-Haute-Provence, voire aux Hautes-Alpes, et aux activités sportives de montagne. La présence de l'A51 a permis de développer de façon importante l'accès aux stations de ski des Alpes du Sud et entraînent durant les périodes hivernales des flux touristiques importants.

1.2. Le maillage routier de la commune

La commune d'Entrepierres dispose d'une topographie très complexe qui ne permet pas toujours un accès aisé. Elle se situe au carrefour de plusieurs routes départementales qui convergent vers le hameau de la mairie et qui est constitué de :

- la route départementale 4 relie le secteur d'habitat de St-Puy à l'échangeur autoroutier Sisteron Sud.
- la route départementale 17 qui traverse d'Est en Ouest la commune d'Entrepierres et relie Saint Geniez à Sisteron. Cette route est perfectible et est en lacune à partir du Pont de la Reine Jeanne. Elle est interdite de Sisteron jusqu'à l'entrée sur le territoire communal.
- la route départementale 217 relie le hameau de la Mairie à Saint-Puy.
- la RD 3 traverse le bassin de Mézien pour aller vers Sisteron.

Ces infrastructures sont complétées par un réseau de voiries communales qui assurent la desserte locale entre les divers regroupements d'habitations.

2. LE TRANSPORT FERROVIAIRE ET AÉRIEN

Comme de nombreuses communes des Alpes-de-Haute-Provence, Entrepierres n'est pas desservie par un axe ferroviaire. La gare la plus proche se situe dans la commune de Sisteron, à environ 10 minutes en automobile d'Entrepierres. En train, Entrepierres est accessible depuis Marseille, Lyon, Paris... par la gare de Sisteron. La gare TGV la plus proche est celle d'Aix-en-Provence.

L'Aéroport international de Marseille-Provence, à Marignane, offre une accessibilité (Europe et monde) à 1h20 par l'autoroute.

3. LE TRANSPORT COLLECTIF

La commune compte un arrêt de bus au niveau du hameau de Saint-Puy. Trois types de transports collectifs ont pu être recensés sur la commune :

a. Transports scolaires maternelles et primaires

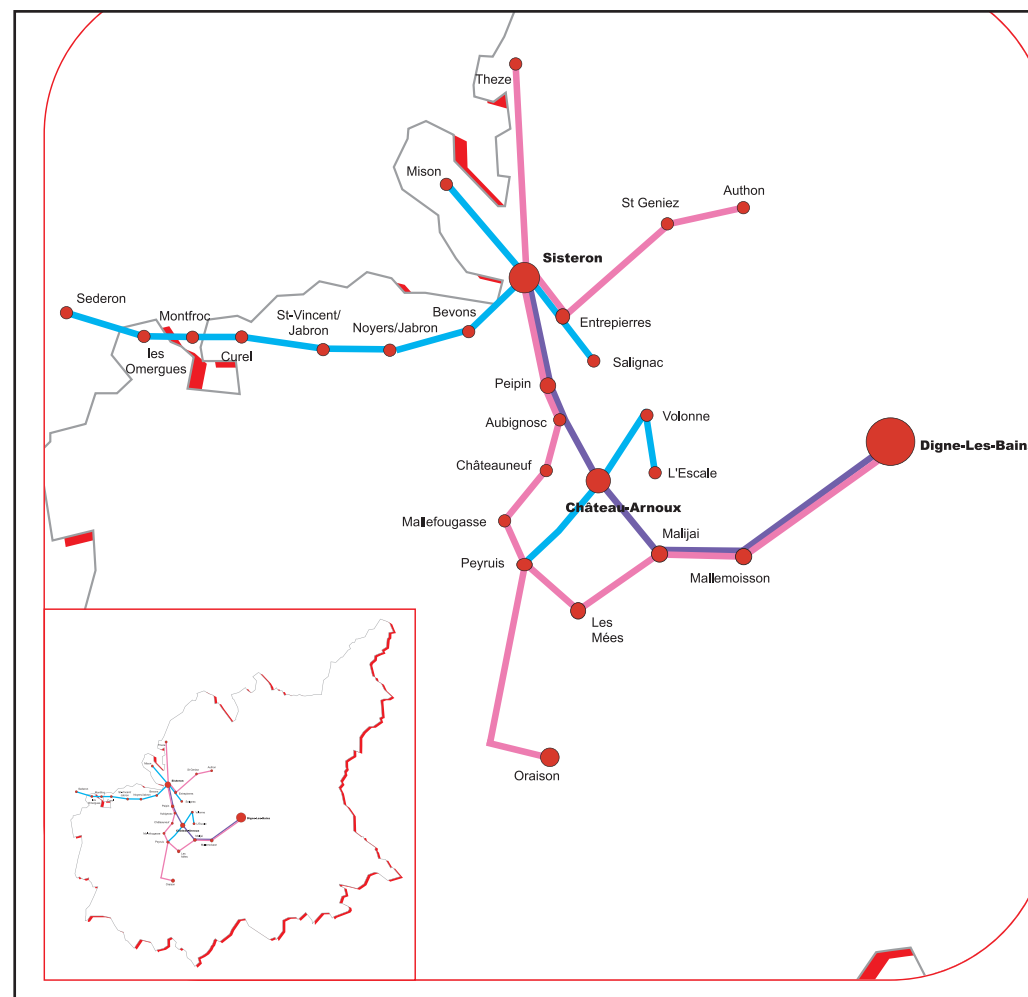
- ligne Salignac-Entrepierres-Sourribes avec un arrêt à Entrepierres Ecole

b. Transports scolaires collèges et lycées

- ligne Salignac-Entrepierres-Sisteron
qui dessert Saint-Puy, Boutouens, 4 chemins, Entrepierres
- ligne Saint-Geniez Sisteron, Mézien, Andrieux, Bailles Vieux

c. Transport départemental, lignes régulières

- ligne Authon desserte Authon, Saint-Geniez, Mézien, Entrepierres
- ligne Salignac-Sisteron
arrêt à Entrepierres Saint-Puy du lundi au samedi inclu à 8h45 et 11h05 et du lundi au vendredi inclu à 13h45 et 18h00 sauf jours fériés. Cette ligne dessert salignac, la gare SNCF et la gare routière à Sisteron.



Source : www.cg04.com

— ligne quotidienne régulière
— ligne hebdomadaire

4. LES MODES DOUX ET LE STATIONNEMENT AUTOMOBILE

4.1. Les modes doux

a. Les chemins piétonniers

La marche à pied est l'élément de base du système de déplacements de toutes les villes. Le piéton doit pouvoir se sentir à l'aise et en sécurité partout et à tout moment car aucun secteur de la ville n'échappe à une circulation piétonne. Néanmoins, il est des secteurs où les flux piétonniers sont plus importants qu'ailleurs, du fait de la présence de générateurs de déplacements piétonniers que sont pour la commune :

- les équipements publics
- les sites touristiques
- les établissements d'enseignement
- les parkings

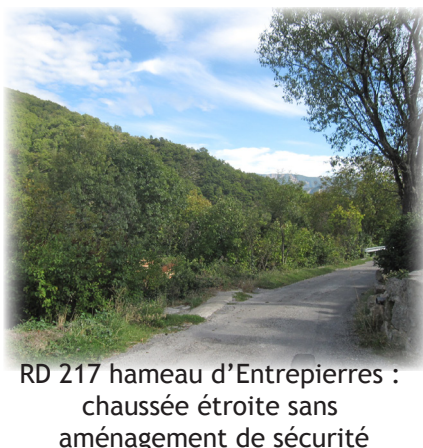
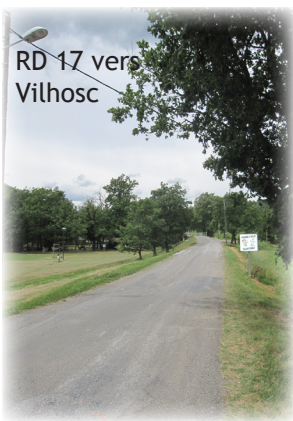
La marche comme mode de déplacements n'apparaît pas valorisée ni beaucoup pratiquée en dehors des parcours de randonnée. Le seul passage réservé au piétons est celui ci-contre, cependant il débouche sur la RD 17 qui ne comprend aucun aménagement pour les modes doux.



source :PMConsultant, 2011

b. Les déplacements à vélo

Les aménagements de voirie en faveur des vélos sont inexistant sur Entrepierres.



De manière générale, les modes doux (piétons, vélos) ne sont pas valorisés comme modes de déplacements sur la commune. L'automobile est le mode actuellement le plus adapté à la demande de déplacements des habitants, que ce soit sur les déplacements internes ou d'échanges avec l'extérieur.

Cela pose des problèmes :

- »désocialisation» des personnes ne pouvant pas se déplacer en voiture ;
- nombreuses nuisances générées (bruit, pollution, sécurité, etc...) ;
- coût important pour la commune (entretien des voies).

4.2. Le stationnement automobile

La question du dimensionnement du stationnement se pose essentiellement au niveau des hameaux, où l'espace public est contraint. Les aires de stationnement existent sur la commune mais ne sont pas indiquées, peu traitées ou aménagées.

En secteurs résidentiels diffus et/ou excentrés, la demande de stationnement, à l'inverse, est généralement monotype et trouve satisfaction sur voirie, dont le profil autorise la pratique, ou dans les espaces privatifs (garages, parcelles...).



source : PMConsultant, 2011

Parking non aménagé, hameau de la mairie, pas de traitement spécifique ou marquage au sol.



source : PMConsultant, 2011

Stationnement (4 places environ), hameau des Bailles Vieux, pas de traitement spécifique.



source : PMConsultant, 2011

Stationnement le long de l'aire de loisirs, hameau de la mairie, utilisation de tout-venant pour différencier la chaussée du stationnement, pas de marquage au sol pas de trottoir ou cheminement piéton le long de la RD17.



Stationnement le long des habitations du hameau d'Entrepierres

En période d'affluence, les problèmes de stationnement, de circulation piétonne et automobile sont quotidiens. Dans ces sites escarpés aux routes étroites, les aménagements sont complexes et doivent être soignés afin de conserver l'aspect du site.

CHAPITRE VI :

ARTICULATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Sur le territoire, il n'y a donc pas de Directive Territoriale d'Aménagement (DTA), de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), de Programme Local de l'Habitat (PLH) et de Plan de Déplacements Urbains (PDU).

1. Plans et Programmes relatifs à la gestion des ressources naturelles (eau - sol - air - énergies)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône - Méditerranée

Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2010-2015 est entré en vigueur le 17 décembre 2009. Il fixe pour une durée de six ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici 2015.

L'Agence de l'eau et la DREAL Rhône-Alpes (Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) coordonnent le suivi de sa mise en oeuvre en étroite concertation avec les acteurs de l'eau, structures locales de gestion de l'eau et représentants professionnels notamment.

Le SDAGE traduit la Directive Cadre sur l'Eau et décline les orientations permettant d'atteindre une bonne qualité des masses d'eau d'ici 2015. Il s'agit d'un document opposable aux administrations, mais pas aux tiers. Sont compris comme « administrations » l'État, les collectivités locales et les établissements publics.

Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que des objectifs de qualité à atteindre d'ici 2015.

Ce schéma directeur poursuit deux objectifs :

- Gestion équilibrée de la ressource en eau sur chaque bassin
- Coordination de l'ensemble des actions des pouvoirs publics locaux envers les usagers de l'eau

Pour y parvenir, huit orientations fondamentales sont développées :

- Prévention : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Non dégradation : Concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Vision sociale et économique : Intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en oeuvre des objectifs environnementaux
- Gestion locale et aménagement du territoire : Organiser la synergie des acteurs pour la mise en oeuvre de véritables projets territoriaux de développement durable
- Pollutions : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- Milieux fonctionnels : Préserver et re-développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
- Partage de la ressource : Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Gestion des inondations : Gérer les risques d'inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

Le SDAGE s'accompagne d'un programme de mesures qui propose les actions à engager sur le terrain pour atteindre les objectifs d'état des milieux aquatiques ; il en précise l'échéancier et les coûts.

En cohérence avec la Directive Cadre sur l'Eau, le suivi de l'état des milieux a été renforcé à travers le programme de surveillance. Il permet d'une part d'évaluer l'état actuel des masses d'eau et de constituer un état des lieux de référence pour le SDAGE et son programme de mesures ; d'autre part, il permet de vérifier l'efficacité des actions mises en oeuvre dans le cadre du programme de mesures.

Le SDAGE n'a pas encore fait l'objet d'une traduction locale par un SAGE concernant le territoire d'Entrepierres à l'heure actuelle.

Cependant, la protection des zones humides a bien été prise en compte dans le PLU, notamment concernant le Riou de Jabron.

En effet, il est précisé dans l'Orientation d'Aménagement du secteur de la Mairie que « La préservation de la trame verte ainsi que de la zone humide du Riou de Jabron devront être étudiées lors de tout projet d'aménagement et d'urbanisation. En cas d'impacts environnementaux sur cette zone humide, des mesures compensatoires devront être mises en place conformément aux préconisations du SDAGE (disposition 6B-6 : création ou remise en état de zones humides...).»

Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air

Conformément à la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie (LAURE) de 1996, la région Provence - Alpes - Côte d'Azur s'est dotée d'un Plan Régional pour la Qualité de l'Air, dont l'objectif principal est l'amélioration de la qualité de l'air. Pour cela, l'État et les régions doivent s'appuyer sur des associations agréées chargées de mesurer différents polluants, de proposer et publier quotidiennement un indice afin d'informer la population.

L'efficacité de la mise en place de propositions concrètes d'amélioration pourra donc être évaluée grâce au suivi de l'évolution des indices.

Le PRQA de la région PACA n'a considéré que les polluants d'origine humaine. Le document peut être qualifié d'obsolète dans la mesure où il se base sur des relevés de 1994 et fixe des objectifs à l'horizon 2003. La Commission chargée de l'élaboration du document a été mandatée en 1997 mais le document mis à disposition du public n'est pas daté.

Le PRQA de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a débuté par une importante phase de diagnostic qui a permis de caractériser la qualité de l'air grâce à la recherche des différents types de polluants présents et par l'étude de l'origine de ces polluants.

Le Plan se compose ensuite de 38 orientations destinées à améliorer la situation constatée, réparties entre « Recommandations sanitaires et environnementales » et « Améliorer et préserver la qualité de l'air ». Un suivi doit également être organisé.

Schéma Départemental des Énergies Renouvelables

Engagé en début 2010, ce Schéma est une première en région PACA.

Les objectifs du Schéma sont les suivants :

- Disposer d'une vision à court, moyen et long terme sur la production acceptable pour chaque source d'énergie renouvelable dans le respect des différents enjeux locaux que sont la préservation des terres agricoles, l'environnement, l'impact paysager et la maîtrise par les collectivités de l'aménagement de leur territoire ;
- Définir les moyens d'une véritable politique sur la Maîtrise de la Demande en Énergie ;
- Vérifier la capacité de transport de l'électricité produite et les améliorations à apporter au réseau ;
- S'appuyer sur la filière des énergies renouvelables pour conforter le développement économique des Alpes de Haute-Provence ;
- Bâtir une offre de formation adaptée aux nouveaux métiers.

2. Plans et Programmes appliqués à la conservation de la biodiversité

Les périmètres de protection

Plusieurs périmètres de protection sont présents sur la commune, liés à l'espace naturel de la Durance : Natura 2000, SIC « La Durance », ZPS « La Durance », ZNIEFF de type II « La Moyenne Durance ».

Quatre autres ZNIEFF concernent le territoire d'Entrepierrres :

- ZNIEFF de type I : Défilé de Pierre Ecrite et crêtes du Vanson,
- ZNIEFF de type II : Montagne de Gache - défilé de pierre écrite - rocher de Dromont - le Grand Adroit,
- ZNIEFF de type II : Montagne de la Baume,
- ZNIEFF de type II : Plaine de Salignac - les Coulets.

Schéma Directeur des espaces naturels sensibles 2008-2013 (Conseil Général)

L'atlas des espaces naturels sensibles réalisé en 2007 en concertation avec les acteurs de l'environnement et les Communes a mis en avant grâce à ses trente-quatre sites prioritaires et ses quatre-vingt-quatre sites potentiels toute la richesse écologique et paysagère du département des Alpes de Haute-Provence.

C'est à partir de ces 34 sites prioritaires que ce schéma directeur a été construit : 12 sites prioritaires sont identifiés pour faire l'objet d'une intervention du Conseil Général dans le cadre de ce schéma directeur 2008-2013. 4 sites supplémentaires seront versés au schéma directeur.

La commune d'Entrepierrres est concernée par trois Espaces Naturels Sensibles : la Pierre Ecrite, la Montagne de la Baume et les Gorges du Vançon.

3. Plans et programmes relatifs à la prévention des risques et nuisances

Plan Régional d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIS) en PACA

Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux (PREDIS) en Provence- Alpes-Côte d'Azur, a été approuvé par arrêté préfectoral du 1er août 1996 et sert de cadre décennal.

Plan Départemental de Gestion des Déchets du bâtiment et des travaux publics du BTP dans les Alpes de Haute Provence

Le Plan Départemental de Gestion des Déchets fait l'objet d'une démarche volontariste lancée en 2003, et suscite une mobilisation exemplaire des acteurs concernés.

Le plan de gestion des déchets du BTP n'a pas de caractère réglementaire. Ses dispositions découlent des principes réglementaires de prévention et réduction à la source, valorisation et élimination à faible impact environnemental et de l'application du principe pollueur-payeur. L'établissement d'une charte ou accord-cadre entre les partenaires est essentielle pour l'application et le suivi du plan.

Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés Alpes de Haute Provence

Un premier plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés a été réalisé sous l'autorité du Préfet des Alpes de Haute-Provence et approuvé par arrêté préfectoral le 15 février 2002. La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a transféré la compétence d'élaboration du plan au Conseil général des Alpes de Haute-Provence à compter du 1er janvier 2005.

Le tribunal administratif de Marseille a annulé l'arrêté préfectoral du 15/02/2002 provoquant l'annulation du plan. Par délibération du 22 décembre 2006, le Conseil général a décidé de procéder à l'élaboration d'un nouveau plan et de son évaluation environnementale avec le concours de bureaux d'études spécialisés.

Le conseil général a adopté un nouveau plan départemental d'élimination des déchets (PDEDMA) le 25 juin 2010. Ce document valable pour 10 ans, a pour objet de coordonner l'ensemble des actions à mener par les pouvoirs publics et les organismes privés en vue de réduire la production, limiter le transport et organiser la valorisation et le traitement des déchets.

Le Conseil Général des Alpes-de-Haute-Provence, avec la ré-actualisation de son plan, est le premier Département de la région à traiter le volet spécifique de l'Évaluation environnementale du Plan (EEPDEDMA).

Objectifs et dispositions du plan :

- *Réduction à la source* : dès 2011, Conseil général envisage l'élaboration d'un plan de prévention des déchets, conformément aux dispositions de la Loi de programmation du Grenelle 2. L'objectif principal de ce plan sera de favoriser l'émergence et la coordination des programmes de prévention mis en oeuvre par les collectivités compétentes du département à compter de 2012.
- *Développement des collectes sélectives* : les solutions retenues pour atteindre les objectifs de valorisation sont le développement des Points d'Apport Volontaire pour le verre et les JRM, et la mise en place des points de regroupement plus nombreux pour les communes.
- *Valorisation organique* : le développement du compostage domestique est une solution pour le traitement de proximité de la matière organique, nécessitant des moyens importants en communication, accompagnement et suivi.
Pour le compostage des gros producteurs, dès 2012 une collecte sélective des déchets organiques devrait être mise en place, d'abord pour les restaurants de grande taille, les marchés et les grands espaces verts.
- *Gestion des boues et sous-produits* : trois axes de travail sont privilégiés.
 - Favoriser la mise en oeuvre de plans d'épandage déclarés pour viser le 100 % recyclage (épandage de boues brutes ou compostées),
 - Promouvoir le co-compostage boues d'épuration et des déchets verts,
 - Mettre en oeuvre un schéma départemental de gestion des matières de vidanges et des déchets de l'assainissement.
- *Traitement des ordures ménagères résiduelles* : l'objectif est d'organiser le transport des déchets, pour le limiter en distance et en volume. Le SYDEVOM de Haute-Provence projette de créer une seconde installation de stockage des déchets non dangereux. Le site retenu est situé sur Château-Arnoux Saint-Auban, au lieu dit les Parrines

- Déchets non ménagers : pour les Déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux (DASRI), l'objectif quantitatif est de collecter 6 à 8 tonnes/an (producteurs diffus). Concernant les déchets inertes, la filière de valorisation est encore peu développée et doit mobiliser tous les acteurs concernés, en particulier dans le cadre de l'actualisation du plan des déchets du BTP.
- Recensement et résorption des décharges brutes : interdiction de tout stockage de déchets sur l'ensemble des décharges brutes non autorisées et réalisation des études et des travaux de réhabilitation des décharges présentant un risque moyen-fort à fort.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles

La commune d'Entrepierres est concernée par un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles concernant le phénomène de retrait-gonflement des argiles.

PARTIE II

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

CHAPITRE I :

LE MILIEU PHYSIQUE

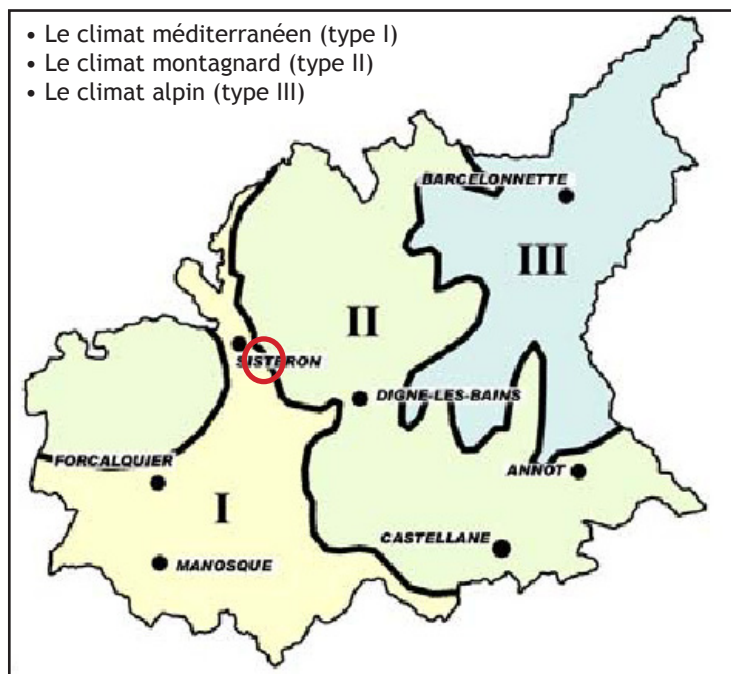
1. LE CLIMAT

La commune d'Entrepierrres est située dans la zone d'influence du climat méditerranéen à tendance montagnard. De ce fait, il règne un climat méditerranéen d'arrière pays quelque peu dégradé par l'altitude et la latitude.

Elle est soumise à un rythme quatre temps : deux saisons sèches, dont une brève en fin d'hiver, une très longue et accentuée en été ; deux saisons pluvieuses, en automne, avec des pluies abondantes parfois torrentielles, et au printemps.

Les étés sont chauds et secs, liés à la remontée des anticyclones subtropicaux, entrecoupés d'épisodes orageux parfois violents. Les hivers sont frais et lumineux. Les précipitations sont peu fréquentes et la neige rare.

Les données climatologiques suivantes proviennent de l'observatoire implanté à Saint-Auban-sur-Durance.



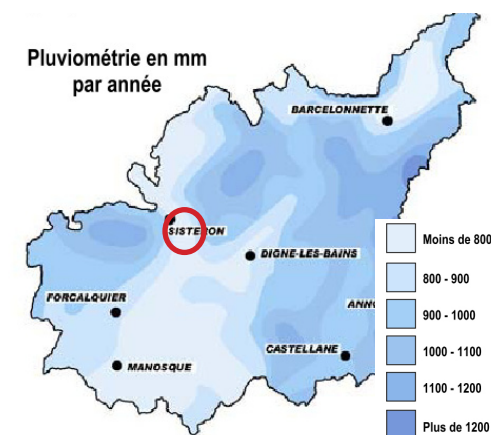
SOURCE : ATLAS DES PAYSAGES DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE
- LE CADRE NATUREL, WWW.PACA.ECOLOGIE.GOUV

1.1. Les températures

Les températures moyennes sont de 6.8°C pour le mois de janvier et 18.3°C pour les mois de juillet et août. La température maximale relevée au cours de ces dix dernières années est de 39.5°C en juillet 1982 et la plus basse est de -13.4°C en janvier 1985.

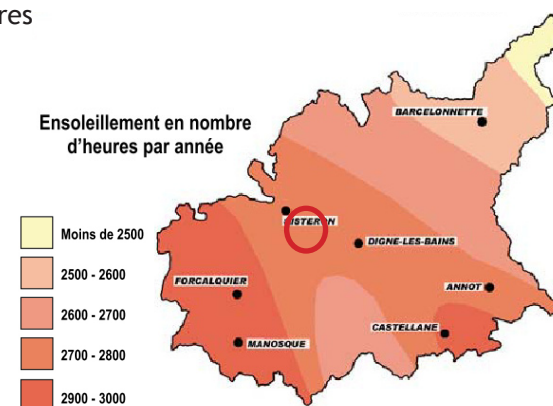
1.2. La pluviométrie

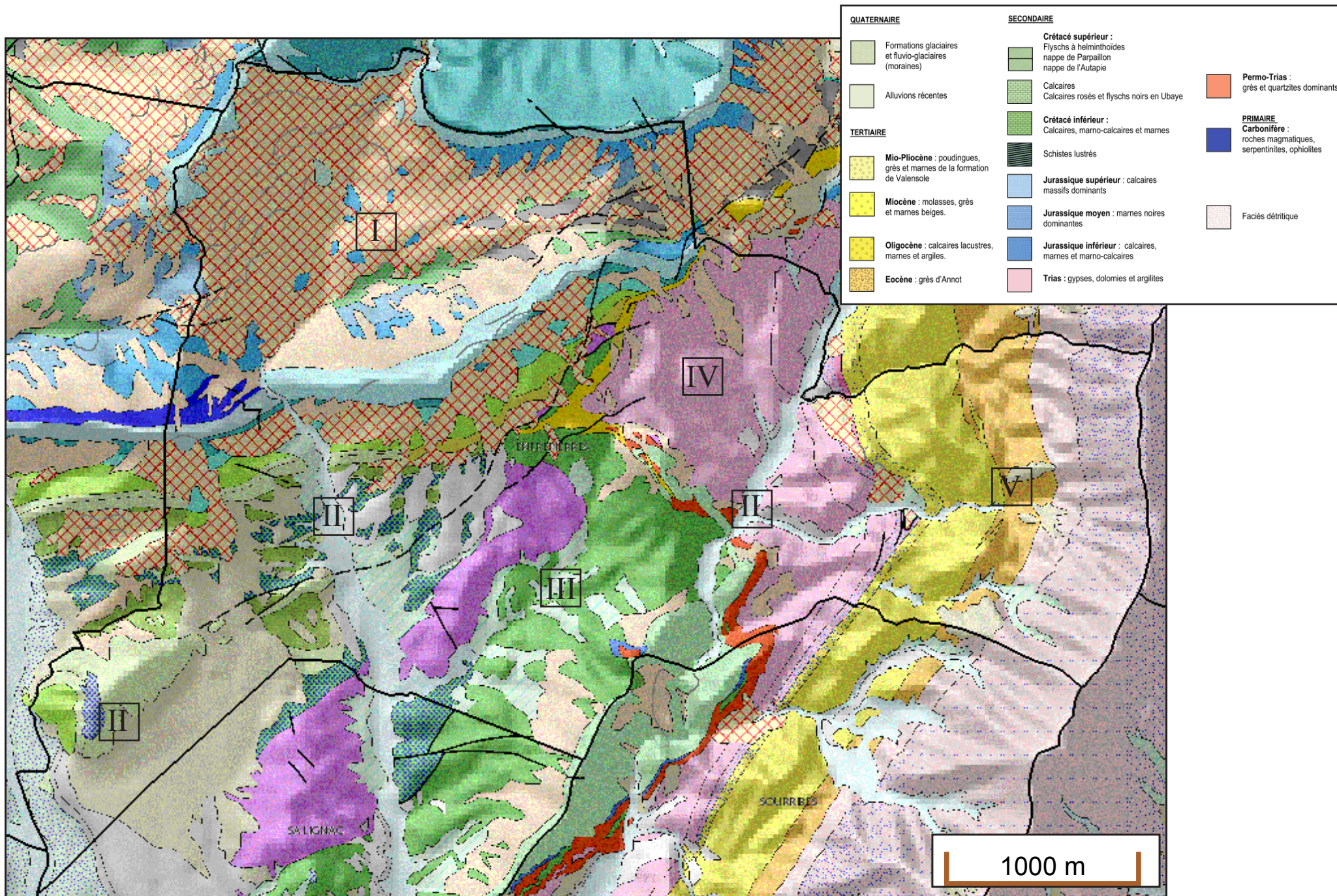
Entrepierrres est soumis à un régime d'air sec et très peu de brouillard. Les valeurs de précipitations enregistrées donnent une moyenne annuelle cumulée entre 600 et 800 mm. Les précipitations interviennent essentiellement durant les mois d'avril, juin et décembre. La période de sécheresse est relativement courte, elle est accentuée durant le mois de juillet.



1.3. L'ensoleillement

L'ensoleillement de la Provence est le plus important de la France avec des étés secs (2700 à 2800 heures par an).





Source : BRGM-infoterre

2. LE CONTEXTE GÉOMORPHOLOGIQUE ET TOPOGRAPHIQUE

2.1. La géologie

L'inventaire du sous-sol de la commune d'Entrepierres montre des sols très variés datant du tertiaire, soit entre moins de 10 millions et moins de 2 millions d'années, dûs à un remplissage d'un bassin sédentaire dit de Digne-Valensole.

On peut relever de nombreux dépôts géologiques qui se coudoient sur le territoire communal. Il s'agit de dépôts sédimentaires de l'ère secondaire, de l'ère tertiaire et de dépôts quaternaires résultants de l'activité hydraulique.

Tout d'abord, les formations marno-calcaires recouvrent le territoire communal en grande majorité. Ces formations sont généralement de teinte grisâtre et datent de la fin de l'ère secondaire et du début du tertiaire.

Au Nord-Ouest du territoire (Mézien et le Déroit) il s'agit d'éboulis récents ou glissements en masse (mégabrèches) de terres noires du Jurassique (I). En effet, les éboulis sont très fréquents et peuvent atteindre de grandes épaisseurs au pied des crêtes calcaires du Jurassique et sur les flancs des croupes sénoniennes comme au Nord de Mézien.

Enfin les lits des cours d'eau de La Durance, le Riou de Jabron et du Vançon ainsi que leurs rives sont constitués de Quaternaire. Ce sont des alluvions récentes fluvio-glaciaires composés de cailloutis, graviers, sables et limons (II).

La colline de Beaudouze est constituée de calcaires de l'aptien inférieur parfois marneux.

Dans la partie Sud du territoire (Vilhosc), les formations de l'ère secondaire sont composées de Turoniens, soit des marnes grises alternant avec des lits de calcaires jaunes clairs du Crétacé, de calcaires gréseux (III).

Dans la vallée du Vançon, vers l'Est, les formations de l'ère tertiaire comprennent des marnes rouges de l'Oligocène situées sur le bas des versants et à proximité du cours d'eau et des conglomérats de Valensole composés de barres de grès gris du Médiocène (V). La rive droite du Vançon est constituée de conglomérats à éléments de Crétacé supérieur, soit de marnes et grès jaunâtres (IV).

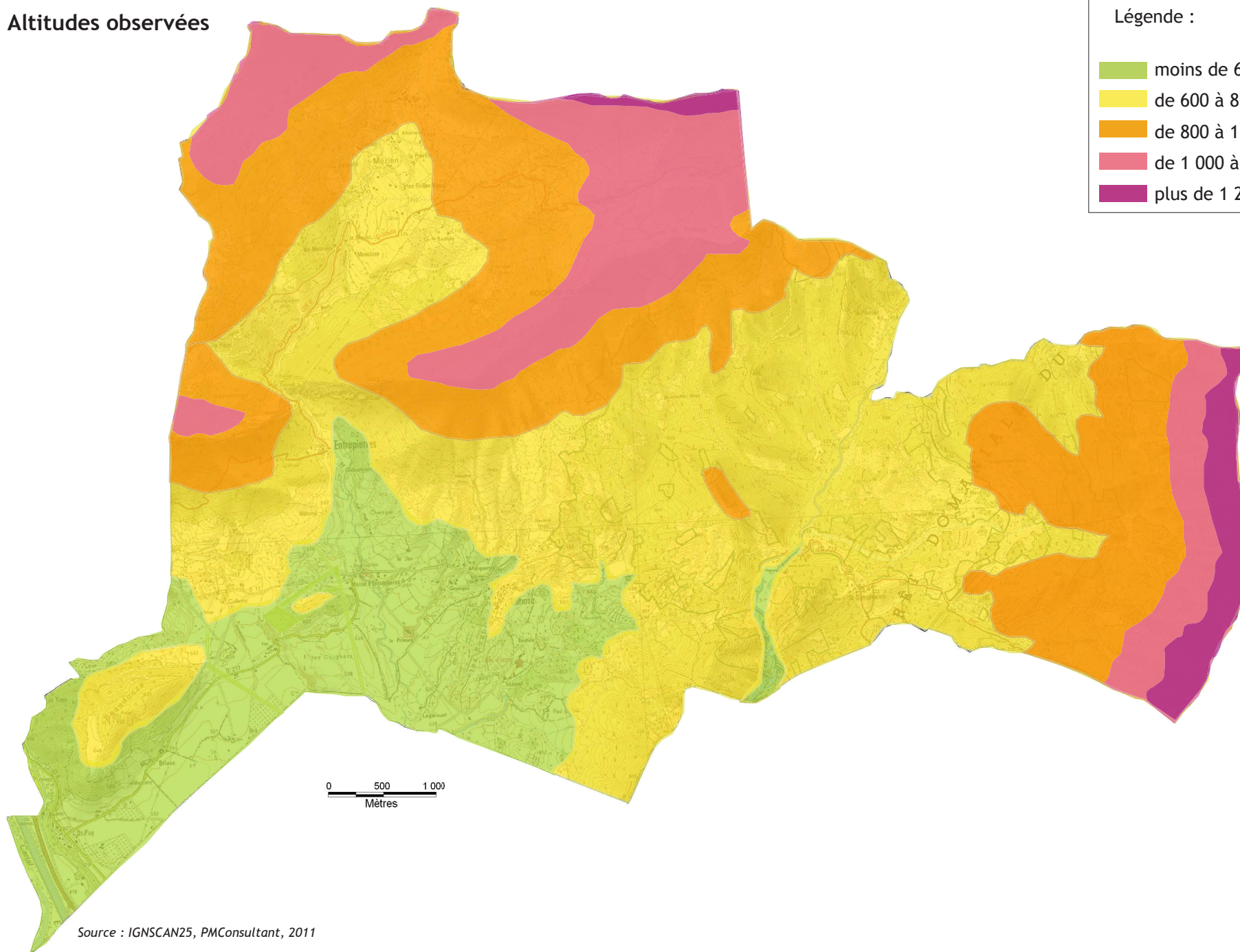


Source : Atlas des paysages des Alpes-de-Haute-Provence

Altitudes observées

Légende :

- moins de 600 mètres
- de 600 à 800 mètres
- de 800 à 1 000 mètres
- de 1 000 à 1 200 mètres
- plus de 1 200 mètres



2.2. La topographie

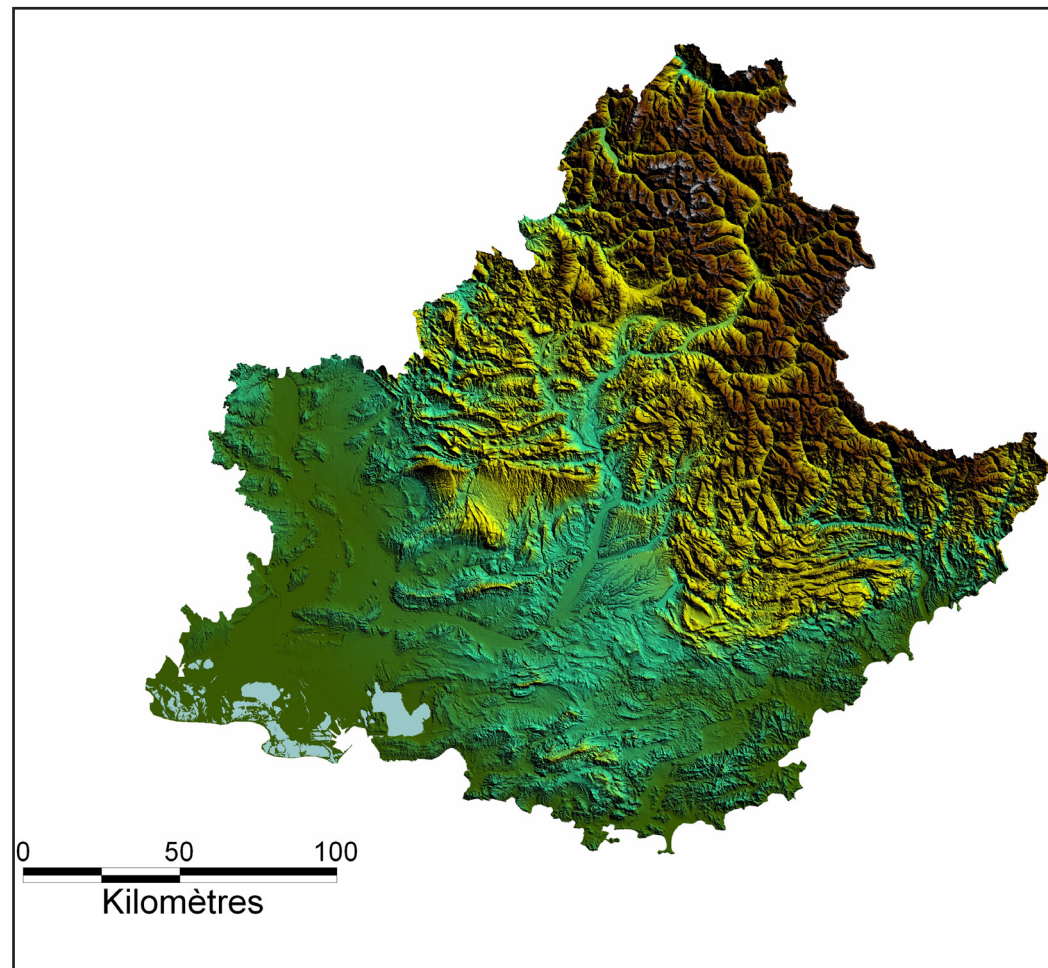
La génèse des Alpes a entraîné la formation d'un paysage très bouleversé, les altitudes du territoire communal varient entre 455 mètres et 1 430 mètres environ. La commune peut être divisée en deux entités naturelles distinctes.

En premier lieu, le territoire s'oriente au Sud/Ouest vers la vallée de la Durance dont les altitudes varient entre 400 et 600 mètres en fonction des successions de petits reliefs marneux (Briasc   695 mètres). Il en est de même pour le centre de la commune compris entre les Rochers de Saint-Michel et la Montagne de Vaumuse mais aussi la «plaine» au Nord/Ouest délimitée par la Montagne de Gache et les Rochers de Saint-Michel correspondent à une série de petits reliefs aux pentes faibles. C'est sur ces espaces que l'agriculture est privilégiée.

En second lieu, le reste de la commune, soit la moitié du territoire communal, est composé de massifs forestiers avec un relief bois  composé de forts dénivelés. Rappelons qu'Entrepierres est limitée sur deux côtés par une succession de montagnes : la Montagne de la Baume à l'Ouest (1 147m.), la Montagne de Gache (1 356m.) au Nord/Ouest, la barre rocheuse de Chardavon qui domine Mézien et les Naux (1 318m.) et à l'Est par le massif des Monges et notamment la colline de Saint-Joseph (1 438m.).

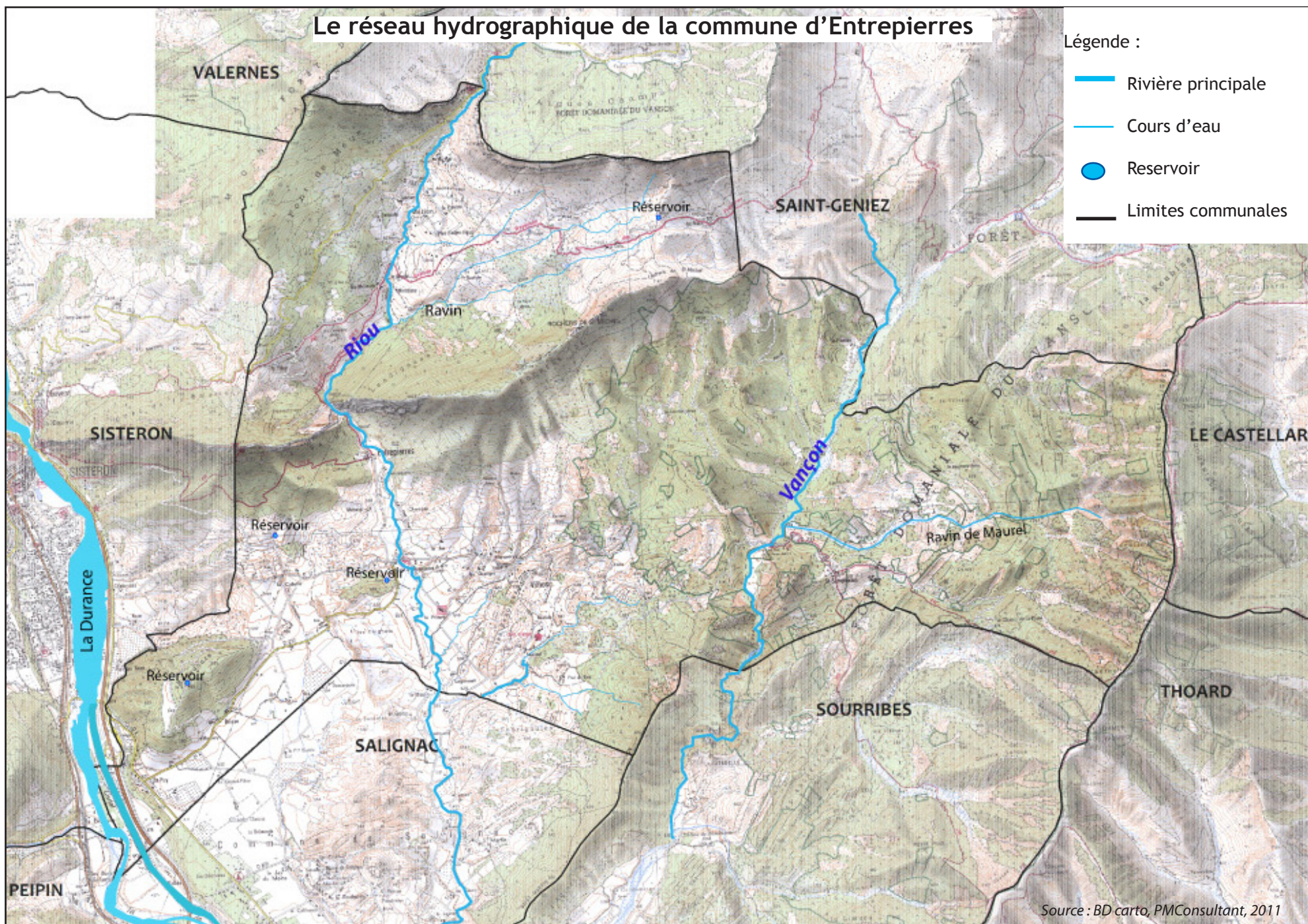
Pour conclure sur la topographie communale, nous pouvons dire que le territoire communal peut être qualifié de «moyenne montagne» car il présente un relief complexe et mouvementé. Les montagnes constituent à Entrepierres, divers paysages qui se font face ou qui s'entrecroisent, créant ainsi un site remarquable pris  par les randonneurs. La vallée du Vançon s'étire, devient tour à tour large et étroite et prend parfois des allures de gorges. Aussi, les paysages se caractérisent par des forêts montagneuses dominées de falaises souvent impressionnantes.

Relief de la région PACA



Source : CRIGE, BD carto, PMConsultant, 2011

Le réseau hydrographique de la commune d'Entrepierres



3. LE RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE

La commune d'Entrepierres est située dans le bassin versant de la Durance qui est la rivière principale du département des Alpes-de-Haute-Provence et qui s'écoule en direction du Sud. Au cours du XX^{ème} siècle, la Durance a été aménagée pour répondre à trois objectifs :

- réguler les eaux de la Durance,
- irriguer les terres agricoles,
- produire de l'électricité.

A l'échelle de la commune, le cours d'eau enregistre deux maximums à la fin du printemps et aux mois d'octobre et de novembre.



La Durance

(situation : zone d'activité/échangeur de Sisteron Sud)

L'eau est très peu visible dans le Nord et le Nord/Est de la commune. En effet, seule la végétation signale la présence de cours d'eau. Deux affluents majeurs sont répertoriés à Entrepierres, ils ont un caractère torrentiel.

Premièrement, il s'agit du cours d'eau le Riou de Jabron qui traverse la commune du Nord au Sud. La longueur de son cours d'eau est de 20,9 km, d'abord mince filet d'eau au creux du défilé de la Pierre Ecrite, il devient plus important après avoir traversé Entrepierres et est alimenté par un réseau de petits ravins et cours intermittents. Il se jette dans la Durance sur le territoire de la commune de Salignac, à l'altitude de 434 mètres.

Le Vançon, est le second élément situé dans la partie Est, véritable barrière physique qui sépare le hameau de Saint-Symphorien du reste du territoire communal. La longueur de son cours d'eau est de 30,2 km. Il prend sa source à Feissal, sur la commune d'Authon, au pied du massif des Monges à 1 900 mètres d'altitude. Torrent encaissé dans de petites gorges au pied de la montagne de Mélan au commencement, il s'élargit après Authon pour rejoindre la Durance en sinuant entre les reliefs.



Le Vançon
(situation : Pont de Reine Jeanne)



Ravin
(situation : au Sud du hameau de Mézien)



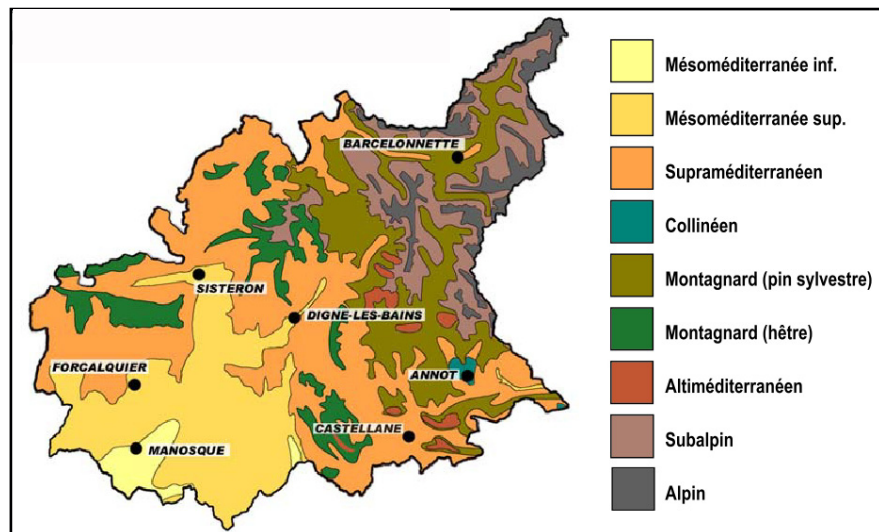
Le Riou de Jabron
(situation : mairie et école)

CHAPITRE II :

BIODIVERSITÉ, MILIEU NATUREL ET PAYSAGE

1. DESCRIPTION DES FORMATIONS VÉGÉTALES

Comme le chapitre concernant le milieu physique le démontre, la géologie, le climat et l'exposition des versants offrent à la commune une palette végétale très riche correspondant à l'étage écologique mésoméditerranéen. On trouve à la fois des secteurs naturels presque inaccessibles où la présence de l'homme est minime et des espaces agricoles très ouverts.



Six milieux différents peuvent être répertoriés sur la commune, il s'agit des :

1. Zones de cultures
2. Zones de garrigues basses ou moyennes (roubines pauvres en végétation)
3. Zones de hêtraies (versants humides et sols profonds)
4. Zones de pinèdes (secteurs humides et sylvicultivés)
5. Zones de moyenne altitude, correspondant aux falaises et crêtes (soumises au froid et au gel)

a. La Faune

Les forêts de hêtre de la forêt domaniale du Vanson accueillent de nombreuses espèces d'oiseaux comme par exemple les fauvettes, les mésanges, le rouge-gorge, le merle noir mais aussi le Grand Corbeau, la tourterelle des bois et la buse.



Tourterelle des bois



Fauvette

b. La Flore

Les surfaces boisées couvrent environ 3 500 ha, soit 73 % du territoire communal. Les boisements sont pour 50 % des propriétés domaniales, pour 5 % des propriétés communales et pour 45 % des propriétés privées.

Sur Entrepierres sont présents des hêtraies, des bois de pins noirs d'Autriche, de chênes blancs, verts ou Kermès. On recense également des genévriers, cytises et cornouillers. Ainsi, on trouve en deux endroits des hêtraies mélangées à quelques chênes blancs, sapins et pins sylvestres, sur le versant de l'Endigouse à Mézien et la forêt domaniale de Vanson. La flore de ses sous-bois est composée de cornouiller sanguin, et de genêts.



Genêt



Chêne blanc

Les espaces de pelouses, au niveau du secteur de St-Symphorien, sont dominés par la fétuque, la pimprenelle, le thym, des orchidées et des dames de onze heures.



Thym



Pimprenelle



Fétuque le long des chemins

2. LES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION ET D'INVENTAIRES

2.1. Les zones naturelles protégées (Natura 2000)

Le constat selon lequel l'homme dépend de son milieu naturel, de sa qualité et de sa diversité et doit donc préserver au titre de la diversité biologique, a amené l'Union Européenne à adopter deux directives, l'une en 1979, l'autre en 1992, pour donner aux Etats membres un cadre commun d'intervention en faveur de la préservation des milieux naturels :

- La directive du 2 avril 1979 dite directive «Oiseaux»
- La directive du 21 mai 1992 dite directive «Habitats faune flore».

Sur la base des observations scientifiques, s'est constitué le réseau Natura 2000. Cette appellation générique regroupe l'ensemble des espaces désignés en application des directives «Oiseaux» et «Habitats». Il doit permettre de réaliser les objectifs fixés par la convention sur la diversité biologique, adoptée lors du «Sommet de la Terre» de Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée par la France en 1996.

Le réseau Natura 2000 a pour objectif de préserver, maintenir ou rétablir une diversité des habitats et des espèces désignés comme prioritaires en Europe, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et des activités indispensables au développement des territoires.

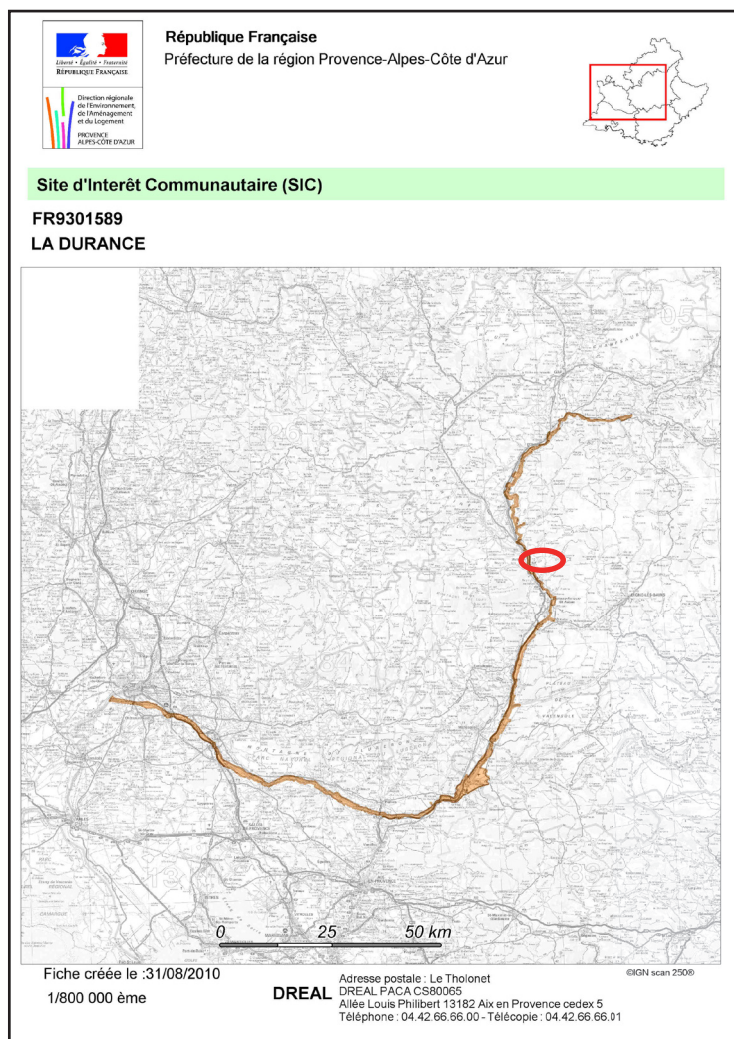
L'article 6.3 de la Directive Habitat stipule que «tout plan ou projet non lié ou nécessaire à la gestion du site, mais susceptible d'affecter celui-ci de manière significative.... fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site».

La commune est partiellement concernée par le réseau Natura 2000. Seule une partie très limitée des espaces naturels au Sud/Ouest de la commune appartient au périmètre Natura 2000 du Site d'Importance Communautaire (SIC) La Durance. Il en est de même pour la Zone de Protection Spéciale (ZPS) La Durance.

2.1.1. Les sites d'importance communautaire (SIC)

Il s'agit des périmètres proposés à l'Europe en vertu de la Directive «Habitats» dont les objectifs sont la protection de la biodiversité dans l'Union Européenne, le maintien, le rétablissement ou la conservation des habitats naturels. Après validation, ils constitueront les Zones Spéciales de Conservation (ZSC). Les sites Natura 2000 font l'objet de mesures (cf. article L414-1 du Code de l'Environnement).

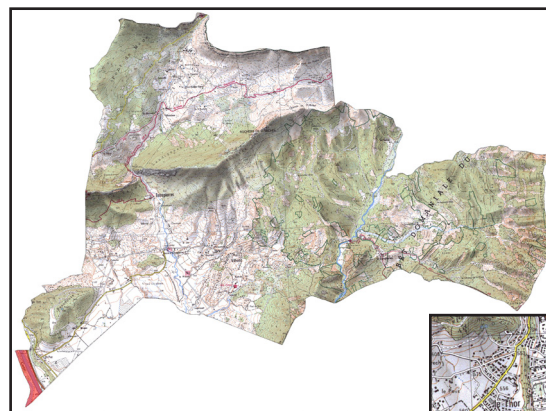
La commune d'Entrepierres est concernée par un site d'importance communautaire par décision de la Commission Européenne en mai 2005, au titre de la directive Habitats. Il s'agit du SIC « La Durance », codifié : FR9301589.



Description du site :

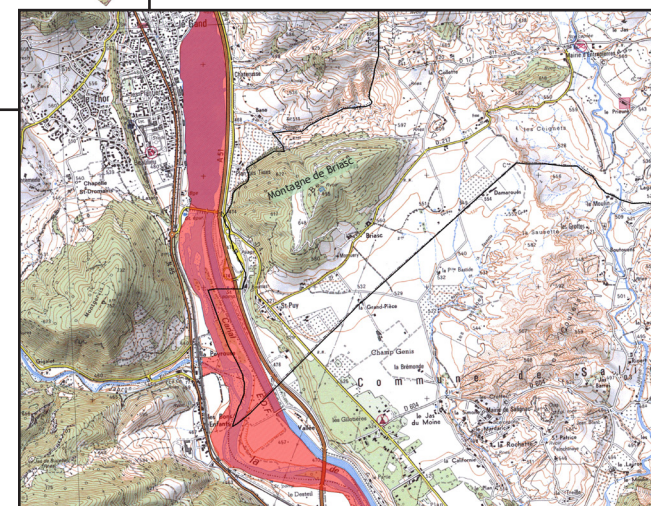
«La variété des situations écologiques se traduit par une grande diversité d'habitats naturels : végétation basse des bancs graveleux et des dépôts de limons, boisements bas, étendues d'eau libre, bras morts directement associés au lit de la rivière, ainsi que différentes formes de forêts installées sur les berges. La plupart de ces habitats est remaniée à chaque crue et présente ainsi une grande instabilité et originalité. Le site présente un intérêt particulier puisqu'il concentre, sur un espace réduit, de nombreux habitats naturels d'intérêt communautaire à la fois marqués par les influences méditerranéenne et montagnarde. La Durance assure un rôle fonctionnel important pour la faune et la flore : fonction de corridor (déplacement des espèces, tels que les poissons migrateurs), fonction de diversification (mélange d'espèces montagnardes et méditerranéennes) et fonction de refuge (milieux naturels relictuels permettant la survie de nombreuses espèces). Concernant la faune, la Durance présente un intérêt particulier pour la conservation :

- de diverses espèces de chauves-souris,
- de l'Apron du Rhône, poisson fortement menacé de disparition,
- de la Loche de rivière, poisson qui présente ici de belles populations».



Source : IGNscan25, BDcarto,
SIC La Durance, PMConsultant, 2011

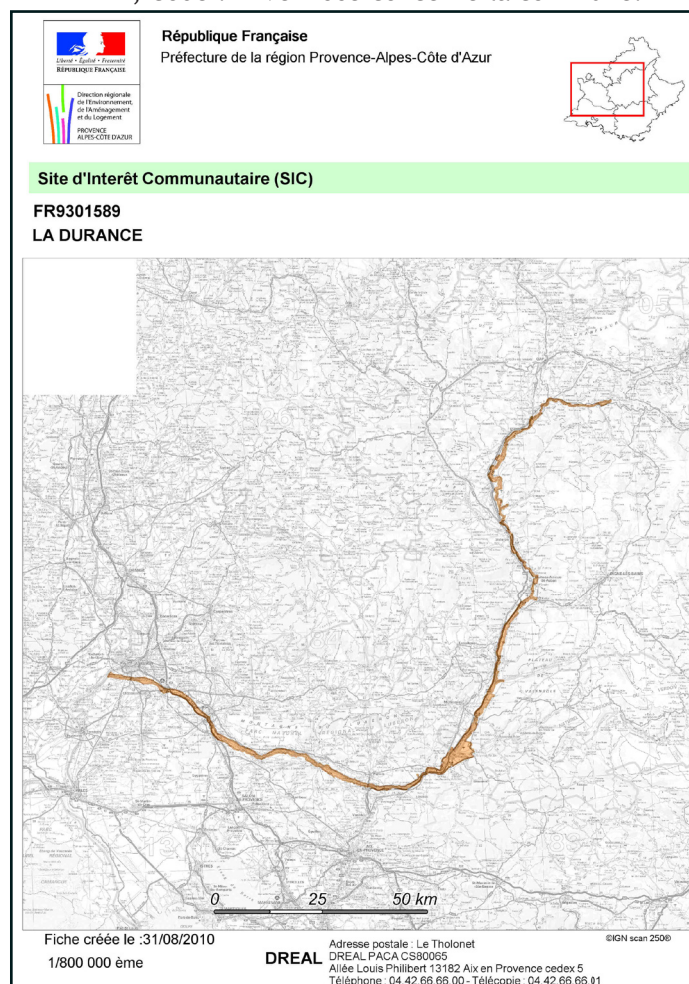
**Le site d'importance communautaire
La Durance,
à l'échelle de la commune**



2.1.2. Les Zones Protection Spéciale (ZPS)

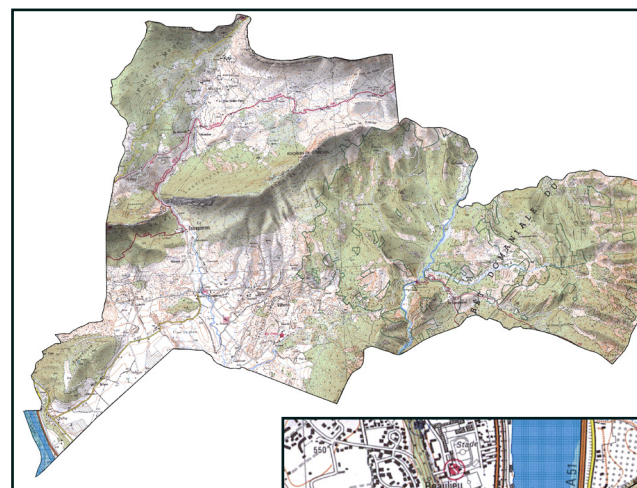
Les zones de protection spéciale (ZPS) sont créées en application de la directive européenne 79/409/CEE (plus connue sous le nom directive oiseaux) relative à la conservation des oiseaux sauvages. La détermination de ces zones de protection spéciale s'appuie sur l'inventaire scientifique des ZICO (zones importantes pour la conservation des oiseaux). Leur désignation doit s'accompagner de mesures effectives de gestion et de protection pour répondre aux objectifs de conservation qui sont ceux de la directive. Ces mesures peuvent être de type réglementaire ou contractuel.

La ZPS «La Durance», Code : FR9312003 concerne la commune.



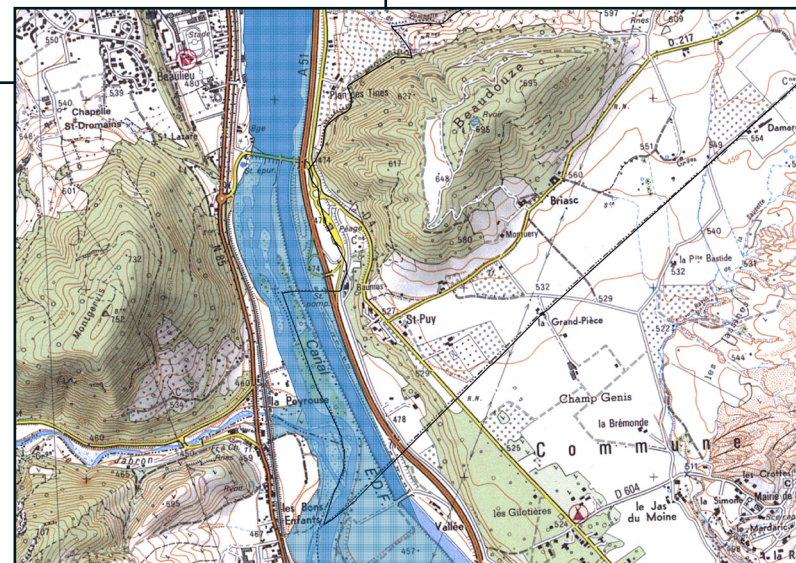
Description du milieu :

«...Fréquentée par plus de 260 espèces d'oiseaux, la vallée de la Durance est certainement l'un des sites de France où la diversité avifaunistique est la plus grande. [...] La Durance est régulièrement fréquentée par plus de 60 espèces d'intérêt communautaire, ce qui en fait un site d'importance majeure au sein du réseau Natura 2000. Le site présente un intérêt particulier pour la conservation de certaines espèces d'intérêt communautaire, telles que le Blongios nain (20 à 30 couples), le Milan noir (100 à 150 couples), l'Alouette calandre (6 à 10 couples, soit 20% de la population nationale) et l'Outarde canepetière (une quinzaine d'individus). La vallée de la Durance constitue un important couloir de migration. Ses zones humides accueillent de nombreux oiseaux hivernants (canards, foulques...) et migrateurs aux passages printanier et automnal.»



La Zone de Protection Spéciale
La Durance,
à l'échelle de la commune

Source :
IGNscan25, BDcarto,
SIC La Durance,
PMConsultant, 2011



2.2. Les Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F.)

L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national géré par le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et mis en oeuvre dans chaque région par les DREAL. Il représente un outil de connaissance du patrimoine national mais ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Il identifie, localise et décrit les territoires d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Toutefois, l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis à vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

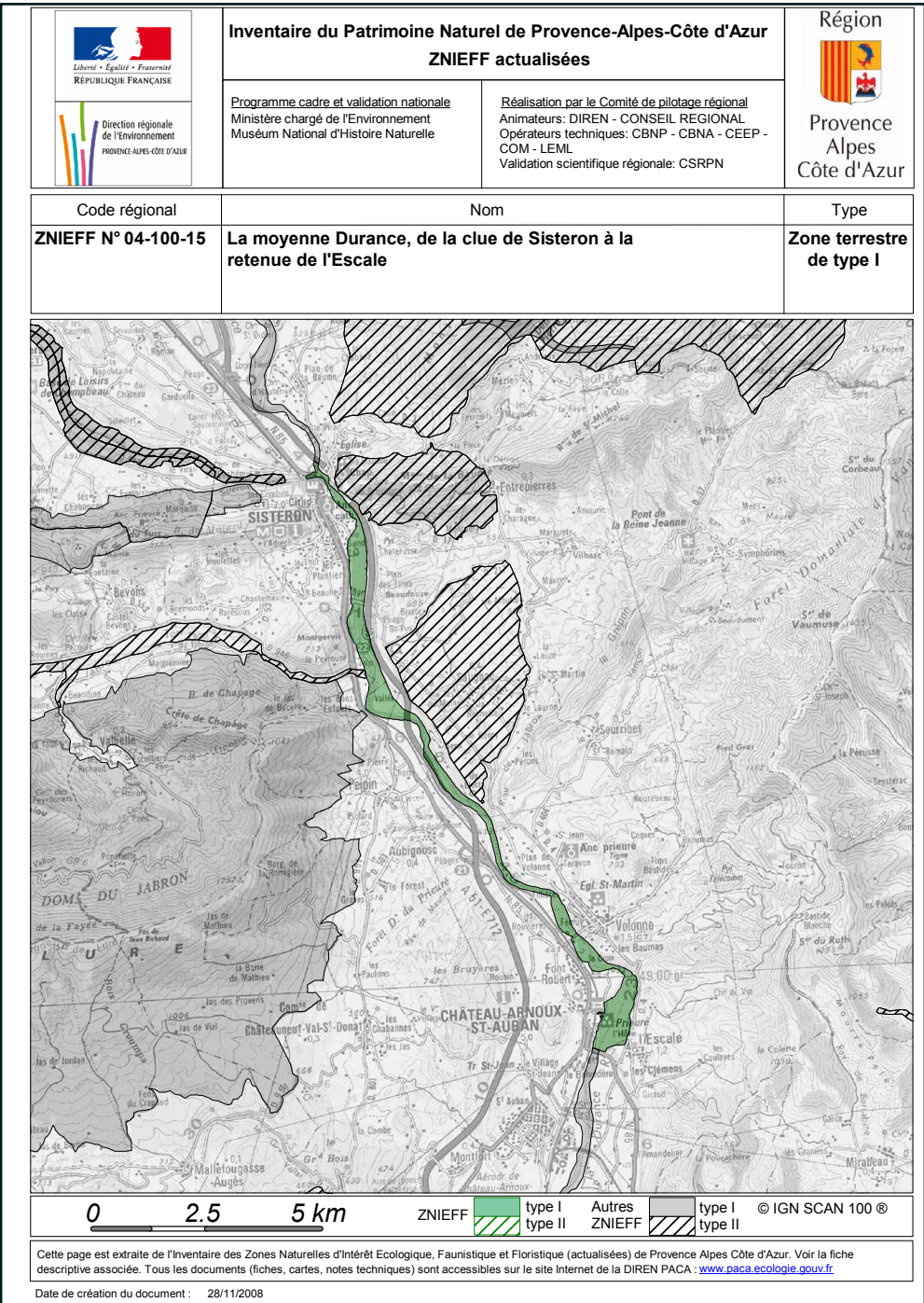
Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

Le territoire communal d'Entrepierrres est concerné par deux ZNIEFF de type I :

a.«La Moyenne Durance, de la clue de Sisteron à la retenue de l'Escale » (ZNIEFF n°04-100157)

Description de la zone :

« Caractérisé par une topographie peu marquée à plane, le site est composé d'alluvions récents de granulométrie très variable. Les terrasses alluviales hautes sont principalement constituées de galets, alors que les terrasses moyennes associent des sols limoneux et sableux. [...] Se développant approximativement entre 400 m et 450 m, la végétation appartient à l'étage de végétation collinéen planitiaire de type supra-méditerranéen. La végétation riveraine est dominée par des formation de hautes herbes, de fourrés et de forêts riveraines. Les bancs de graviers, récemment déposés et colonisés par une végétation plonnière sont assez peu nombreux et n'occupent que de faibles surfaces. En revanche, les bancs de galets plus anciens et colonisés par une végétation de pelouse à Brachypode de Phoenicie (Brachypodium phoenicoides) ou de garrigues à Thym (Thymus vulgaris) et de fourrés à Argousier (Hypophae rhamnoides), voire de chênaies de chêne pubescent (Quercus humilis), occupent de plus vastes surfaces.»



b.«Défilé de Pierre Ecrite et crêtes de Vanson» (ZNIEFF n°04-108-146)

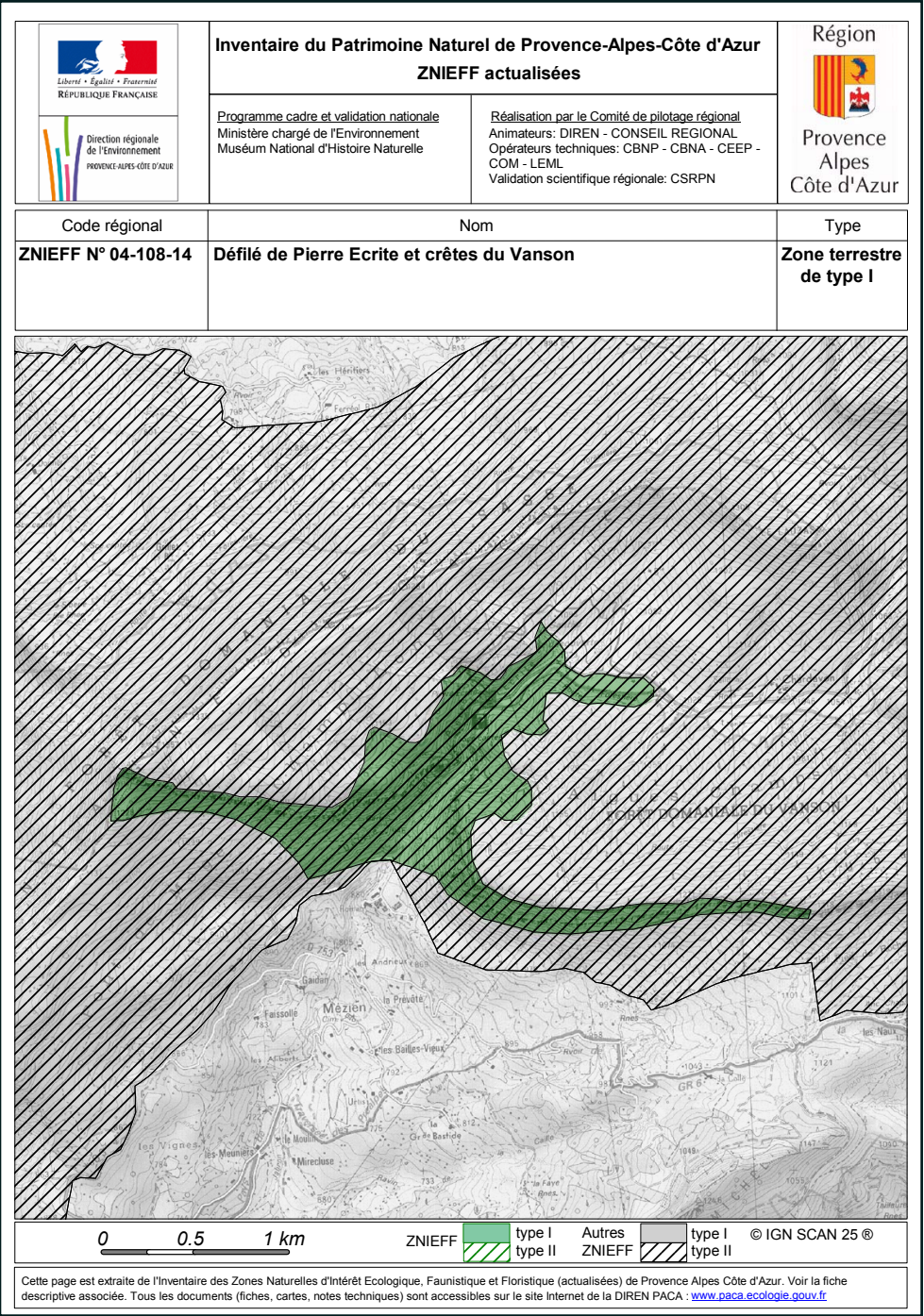
Localisation :

Localisé dans la partie Ouest du département des Alpes-de-Haute-Provence, le site est établi sur la commune d'Entrepierres, l'Escale, Peipin, Salignac, Sisteron, Volonne, Aubignosc et Château-Arnoux. Ce site s'établit tout le long de la plaine alluviale de la Durance, entre Sisteron et Château-Arnoux.

Description de la zone :

« Positionné dans la zone biogéographique des Alpes externes méridionales de Haute-Provence, le site est soumis à un climat supra-méditerranéen teinté d'influences continentales. Étendu approximativement entre 900 et 1 300 mètres, il est inclus dans les étages de végétation montagnarde, dans les situations froides, et supra-méditerranéenne dans les situations chaudes. La végétation est dominée par des formations ouvertes de pelouses, de garrigues et de landes plus ou moins rocailleuses et d'éboulis. Les hautes falaises calcaires hébergent une flore chasmophytique. La forêt, essentiellement représentée par la chênaie pubescente, domine sur le versant situé à l'ouest avant l'entrée des gorges et sur le versant est à l'intérieur de celles-ci .»

Le site possède une espèce végétale déterminante : la Violette de Jordan, plante rare des haies, broussailles et rocailles sèches, protégée en région PACA.



Le territoire communal d'Entrepierres est concerné par trois ZNIEFF de type II :

a.«Montagne de Gache - Défilé de Pierre Ecrite - Rocher de Dromont - Le Grand Adroit» (ZNIEFF n°04-108-100)

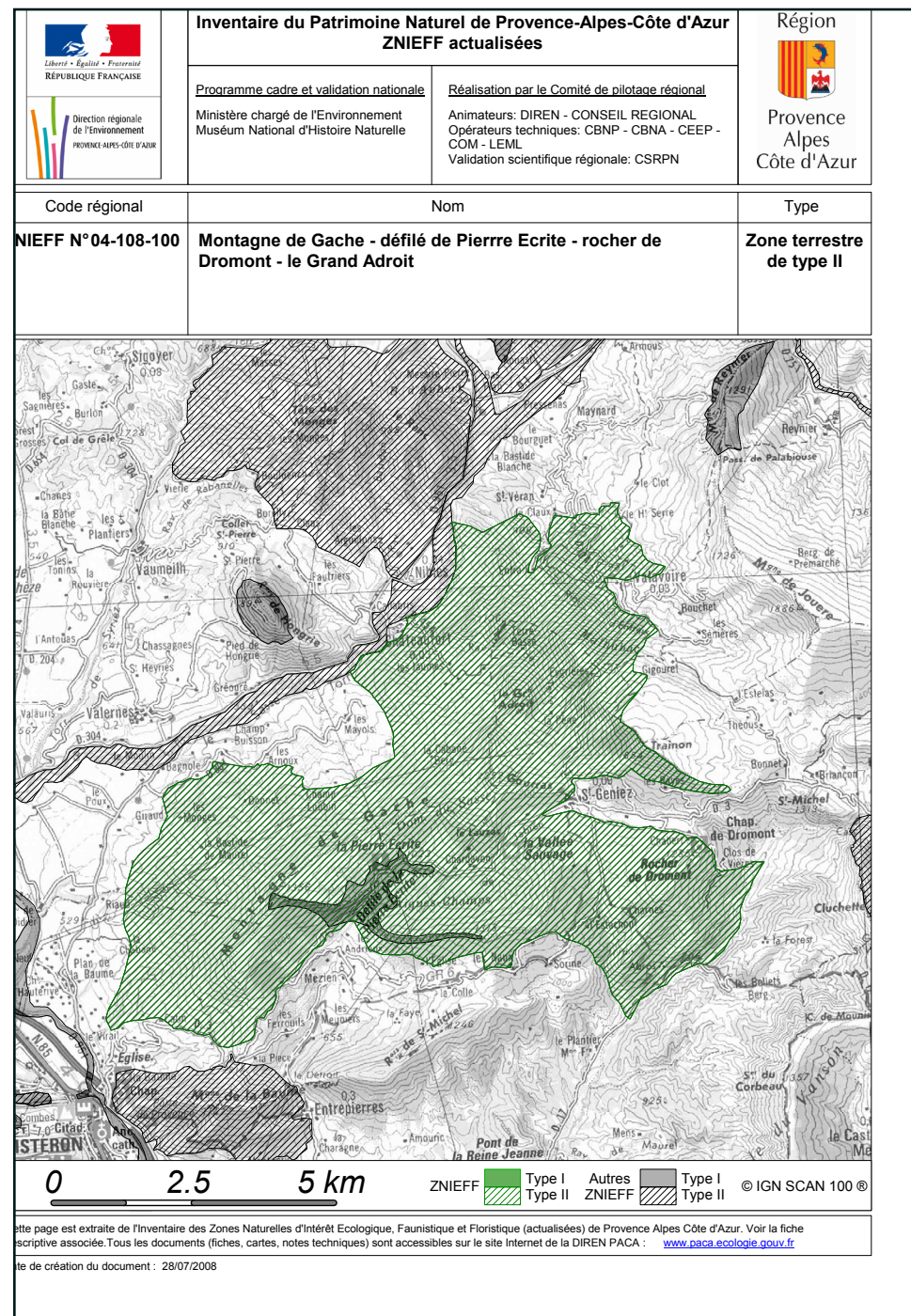
Localisation :

Localisé dans la partie nord-ouest du département des Alpes-de-Haute-Provence, sur les communes d'Entrepierres, de Saint-Geniez, de Sisteron, de Valavoire, de Valernes, d'Authon et de Chateaufort, le site est établi au nord-est de la ville de Sisteron correspondant à un ensemble de montagnes basses englobant le défilé de Pierre Ecrite.

Description de la zone :

« Positionnée dans la zone biogéographique des Préalpes-de-Haute-Provence, le site est soumis à un climat de moyenne montagne aux nettes influences supra-méditerranéennes. Etendu approximativement entre 500 mètres et 1 400 mètres d'altitude, le site est inclus dans les étages de végétation montagnarde et supra-méditerranéenne. Sa végétation est constituée d'une mosaïque de formations ouvertes associant des pelouses, des garrigues et des landes plus ou moins rocailleuses, des éboulis et des cultures avec des formations forestières, représentées selon l'altitude et l'exposition par la chênaie pubescente, d'importants reboisements de Pin noir, la pinède sylvestre ou la hêtraie mésophile. La présence de hautes falaises calcaires permet la présence d'une flore chasmophylique.»

Le site comprend quatre espèces végétales déterminantes, dont une est protégée au niveau national : la Gagée des prés, rare liliacée des pelouses sèches, et trois sont protégées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur : la Gesse de Vénétie, rare légumineuse des lisières et bois clairs, la Violette de Jordan et l'Holostée hirsute.



b.«Montagne de la Baume» (ZNIEFF n°04-109-100)

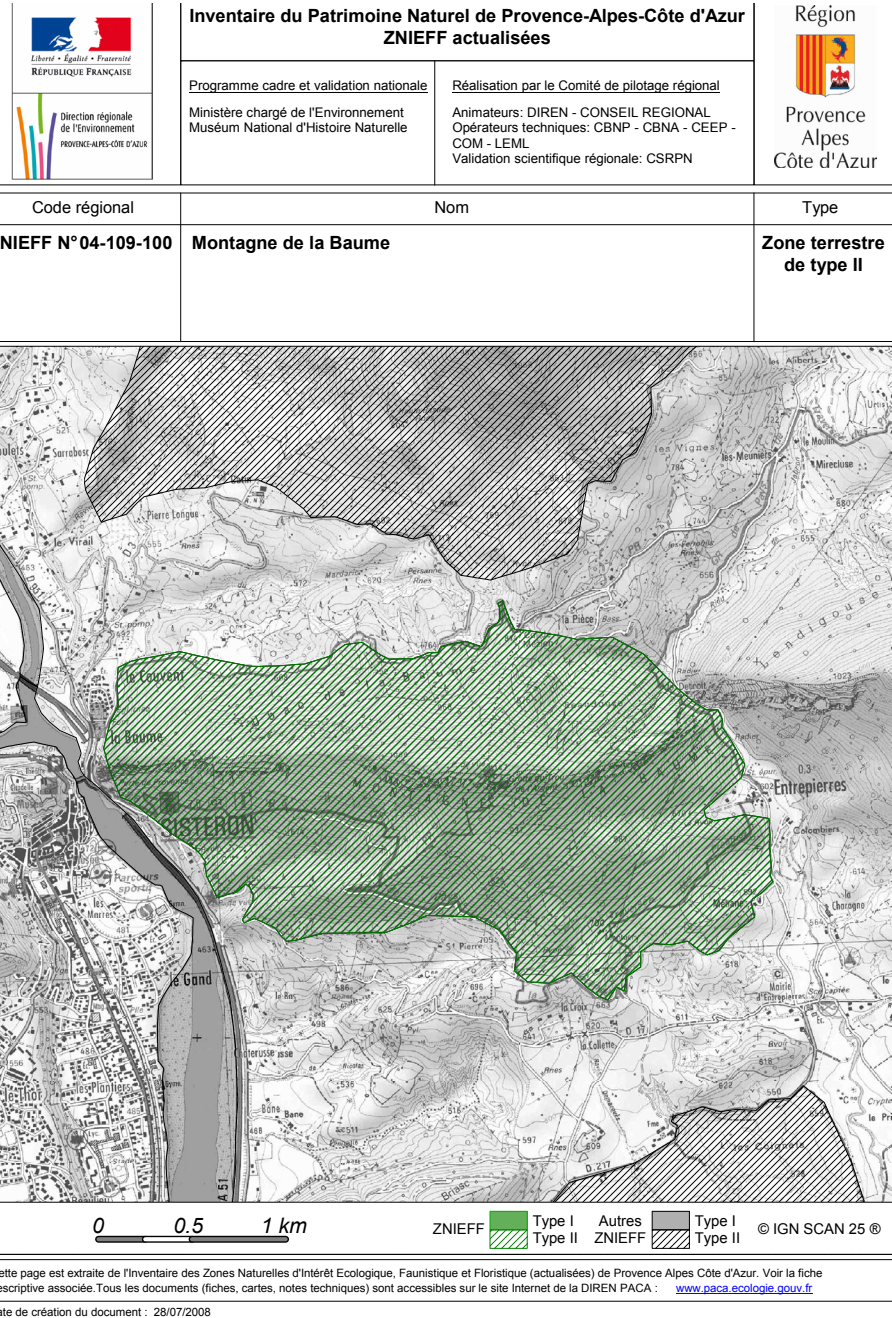
Localisation :

Localisé dans la partie Ouest du département des Alpes-de-Haute-Provence, ce site occupe un petit massif bordant à l’est la Clue de Sisteron.

Description de la zone :

« Ce site subit un climat de type supra-méditerranéen sec et ensoleillé, d’affinité provençale. La montagne de la Baume culmine à 1 147 mètres. Le site descend sur les versants jusqu’à environ 550m. Il s’inscrit dans les étages de végétation supra-méditerranéenne et montagnarde. Ce site présente des habitats rocheux associant des falaises, des éboulis thermophiles et des grottes. De plus, il possède des habitats ouverts et semi-ouverts supra-méditerranéens comme les landes sèches à genêts cendrés et des milieux forestiers tels les chênaies pubescentes méso-xérophiles, les pinèdes de Pins sylvestre et les hêtraies mésophiles en versant nord.»

Le site comprend trois habitats déterminants, les hêtraies neutrophiles méridionales des Alpes du sud à fleurs nues, les hêtraies calcicoles méridionales à andosace de Claix et les balmes thermophiles à annuelles, qui sont des milieux très ponctuels constitués par une végétation de petites plantes à cycle végétatif bref, dont de nombreuses espèces à forte valeur patrimoniale.



c.«Plaine de Salignac - les Coulets» (ZNIEFF n° 04-110-100)

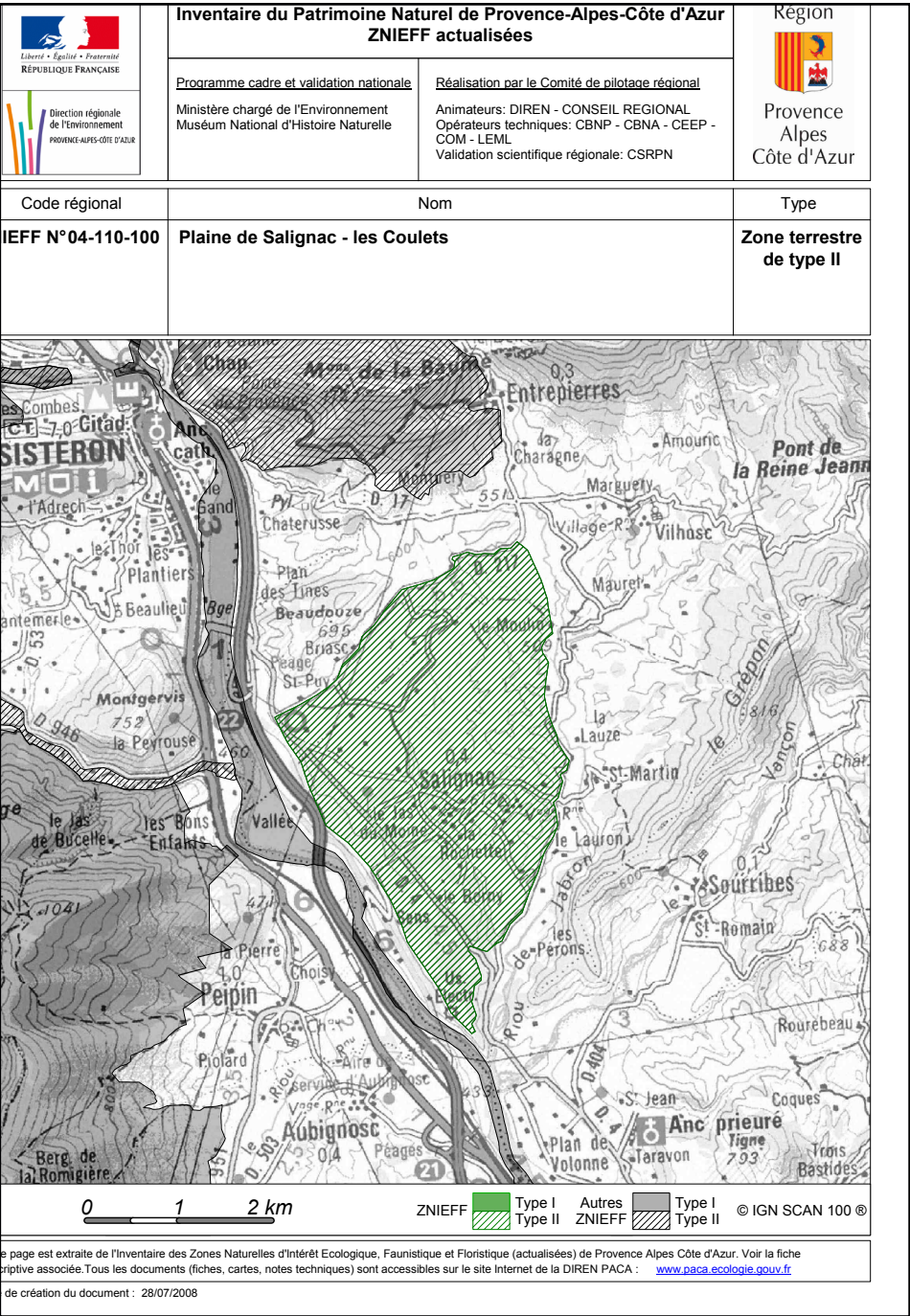
Localisation :

Localisé dans la partie Ouest du département des Alpes-de-Haute-Provence, légèrement au sud-est de la ville de Sisteron, ce site est un complexe de plaine agricole et de collines accidentées.

Description de la zone :

«Les collines des Coulets culminent à une altitude de 592 mètres. Le site est en totalité inclus dans l'étape de végétation supra-méditerranéenne. Le site est en totalité inclus dans l'étage de végétation supra-méditerranéenne. Ce site présente des habitats d'affinité supra-méditerranéenne, comprenant des pelouses sèches écorchées, des éboulis thermophiles à Calarnagrostis argentés, ainsi que des prairies sèches riches en orchidées. Quelques formations boisées sont également présentes et associent des chênes pubescents méso-xérophiles et des pinèdes mésophiles de Pin Sylvestre. De même, des landes sèches à genêts cendrés sont présentes sur les coteaux.»

Le site ne présente pas de milieu remarquable. Il compte cependant deux habitats d'intérêt patrimonial marqué, typiques ou représentatifs, avec les prairies sèches méso-xérophiles à Bromes dessés, qui recèlent notamment des populations d'orchidées et d'insectes remarquables, et les champs cultivés, dont certains bénéficient de pratiques culturales, encore peu intensives, qui ont permis jusqu'à présent le maintien d'écosystèmes agraires riches en plantes des moissons partout ailleurs en régression.



2.3. Les Espaces Naturels Sensibles (E.N.S)

Institués par la loi du 31 décembre 1976, ces ENS sont régis par le Code de l'Urbanisme. L'Espace Naturel Sensible (ENS) est un site naturel qui présente un fort intérêt biologique et paysager. Il est fragile et souvent menacé et de ce fait doit être préservé.

Pour se faire, le Conseil Général réalise leur acquisition foncière ou par la signature de conventions avec les propriétaires privés ou publics. On distingue :

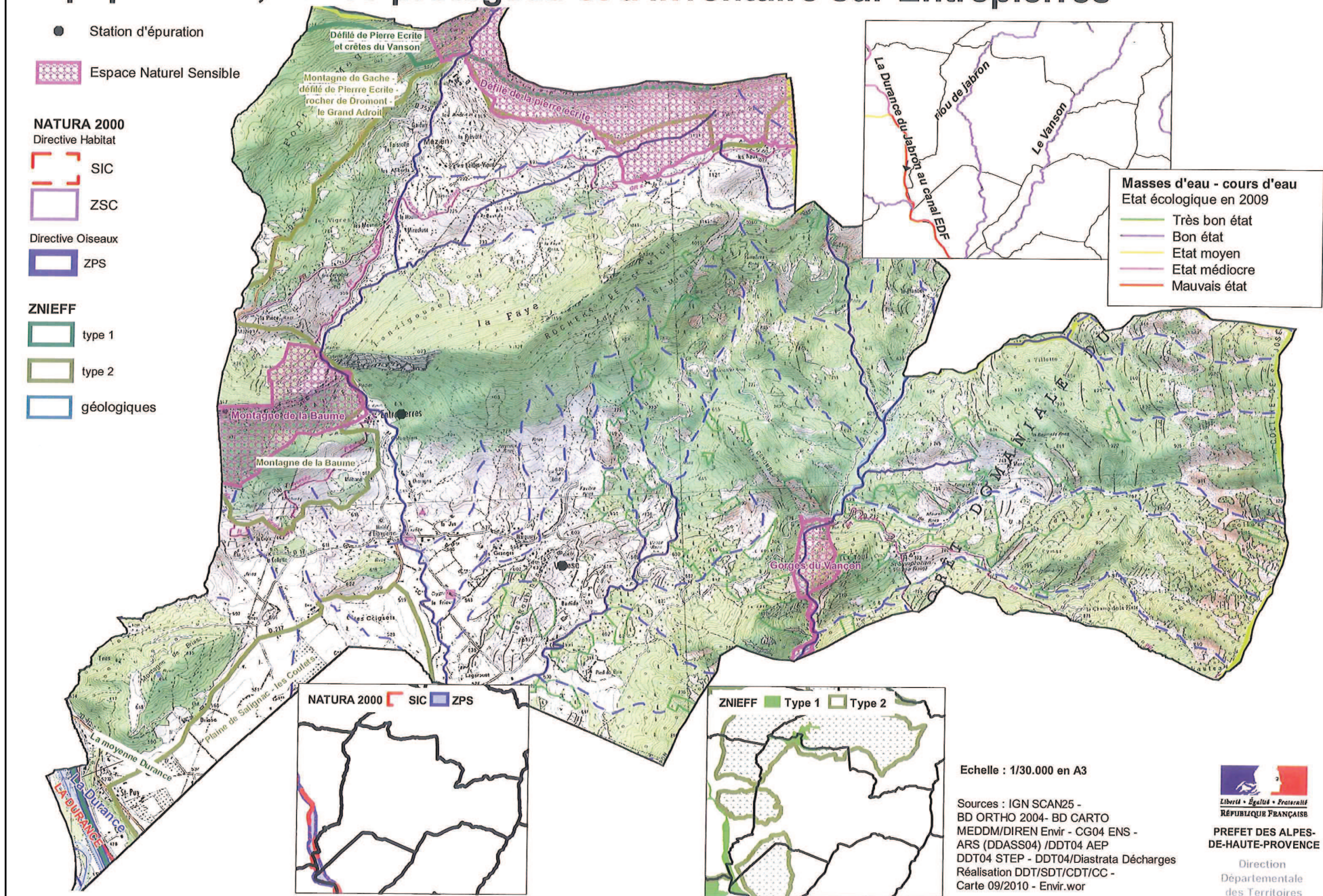
- les sites départementaux gérés par le Conseil général (et propriété du Conseil général) ;
- les sites locaux gérés par des communes, des communautés de communes ou des associations.

« Afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés à l'article L. 110, le département est compétent pour élaborer et mettre en oeuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non. (...) »

D'après le Conseil général des Alpes de Haute Provence, le territoire d'Entrepieirres intersecte trois périmètres ENS :

- la Pierre Ecrite
- la Montagne de la Baume
- les Gorges du Vançon.

Equipements, zones protégées et d'inventaire sur Entrepierres



3. SITES ET ZONES DE PRÉSUMPTION DE PRESCRIPTION ARCHÉOLOGIQUE RECENSÉS SUR LA COMMUNE

Le principe des zones de présomption de prescription archéologique est inscrit dans le code du patrimoine, livre V, chapitre 2, article L. 522 -5.

Le décret 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive précise qu'à l'intérieur des zones de présomption de prescription archéologique, le ministère de la culture et de la communication (direction régionale des affaires culturelles) est obligatoirement saisi :

- soit de tous les permis de construire, d'aménager, de démolir, ainsi que des décisions de réalisation de zone d'aménagement concerté,
- soit de ces mêmes dossiers «lorsqu'ils portent sur des emprises au sol supérieures à un seuil défini par l'arrêté de zonage».

L'article 4 de ce même décret prévoit qu'à l'intérieur de ces zones, les seuils initiaux de superficie (10 000 m²) et de profondeur (0, 50 mètre) prévus pour les travaux d'affouillement, nivellement, exhaussement des sols, de préparation du sol ou de plantation d'arbres ou de vignes, d'arrachage ou de destruction de souches ou de vignes, de création de retenue d'eau ou de canaux d'irrigation peuvent être réduits.

Une zone de présomption de prescription archéologique n'est pas une servitude d'urbanisme. *(Jusqu'en 2007, les zones étaient habituellement appelées «zones de saisine» et désignées ainsi dans les arrêtés. A partir de 2008 l'appellation «zone de présomption de prescription archéologique» s'est progressivement substituée à la précédente et figure désormais sur tous les documents.)*

Elle permet à l'Etat (ministère de la culture et de la communication) de prendre en compte par une étude scientifique ou une conservation éventuelle « les éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement ». En conséquence, l'Etat pourra dans les délais fixés par la loi formuler, dans un arrêté, une prescription de diagnostic archéologique, de fouille archéologique ou d'indication de modification de la consistance du projet. Cette décision sera prise en veillant « à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social ».

Hors des zones de présomption de prescription archéologique, les personnes qui projettent de réaliser des aménagements peuvent, et il leur est d'ailleurs recommandé, avant de déposer leur demande d'autorisation, saisir le préfet de région afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques (code du patrimoine, livre V, art. L. 522-4).

La définition des zones de présomption de prescription archéologique repose sur une compilation des données de la carte archéologique (SI G PATRIARCHE). Celle-ci est établie à partir d'une approche diachronique (de la préhistoire ancienne à l'époque moderne) et avec la collaboration des acteurs de la recherche régionale (IN RAP, CNRS, universités, services de collectivités, associations de bénévoles). Les informations réunies issues de prospections ou de fouilles sont cartographiées à l'échelle de la carte IGN au 1/25 000 ou du cadastre.

Les zones de présomption de prescription archéologique tiennent compte des orientations de la programmation nationale arrêtée par le Conseil national de la recherche archéologique, de l'état actuel des connaissances, de la programmation régionale et sont «déterminées par arrêté du Préfet de Région après avis de la Commission interrégionale de la recherche archéologique». De ce point de vue, les zones de présomption de prescription archéologique peuvent intégrer des secteurs du territoire considérés comme à fort potentiel archéologique même si pour l'heure aucun vestige n'est avéré.

Enfin, la définition des limites des zones de présomption de prescription archéologique peut par cohérence se caler sur d'autres procédures qui concourent également à la protection du patrimoine et des sites (ZPPAUP, secteurs sauvegardés, sites classés ou inscrits au titre des monuments historiques...).

Le service régional de l'archéologie Provence Alpes Côte d'Azur a recensé 68 sites archéologiques sur le territoire communal et une zone de présomption de prescription archéologique.

Source : DRAC PACA, service régional de l'archéologie

N°	Nom du site	Lieu-dit	Vestiges	Chronologie	Précision	Parcelles
1	Saint-Symphorien		village	Epoque moderne		
4	Baumas 3		occupation	Néolithique		
7	Croix (la)/La Collette	La Croix	inhumain	Haut moyen-âge		1986 : D2 (136)
7	Croix (la)/La Collette	La Croix	sépulture	Haut moyen-âge		1986 : D2 (136)
8	Ferme Souribes	La Collette	inhumain	Gallo-romain		1986 : D2 (110) ; D2 (111) ; D2 (113) ; D2 (123)
8	Ferme Souribes	La Collette	nécropole	Gallo-romain		1986 : D2 (110) ; D2 (111) ; D2 (113) ; D2 (123)
9	Aco de Raoux		incinération	Haut-empire		1986 : D1 (94)
9	Aco de Raoux		sépulture	Haut-empire		1986 : D1 (94)
11	Champ des Sarrasins	Les Meuniers	occupation	Epoque indéterminée		1986 : A2 (419) ; A2 (421) ; A2 (422) ; A2 (426)
12	Chapelle Saint-Pierre aux Liens de Naux	Naux	chapelle	Epoque moderne		1986 : B2 (314)
14	Coignets (les)	Coignets	bâtiment	Epoque indéterminée		1986 : 150 ; 236AB; 7
16	Damaroues	Damaroues	habitat	Gallo-romain		1986 : E1 (123)
17	Detroit (le)	Baudouze	occupation	Gallo-romain Moyen-âge		O17 ; D1 (65) : D1 (68)
18	Domaine de l'Eglise	L'Eglise	occupation	Moyen-âge classique		1986 : B2 (213) ; B2 (216) ; B2 (578)
19	Ecole de Saint-Symphorien	Le Village	école	Epoque contemporaine		1986 : 196C ; 44
20	Eglise Saint Gervais de Vilhosc	Le Village	église	Epoque moderne		1986 : 238A ; 40
21	Eglise Saint-Jean de Mezien	Bailles-Vieux	Chapelle	Epoque moderne		1986 : B1 (156)
22	Eglise Saint-Marc d'Entrepierrres	Le Village	église	Epoque moderne		1986 : 238D ; 40 ; 46
23	Eglise Saint-Symphorien	Le Village	église	Epoque moderne		1986 : 186C ; 70 ; 71 ; 72
25	Ferrouils	Les Meuniers	habitat	Epoque indéterminée		1986 : A2 (343) ; A2 (344) ; A2 (345)
26	Fouerco	Montueri	église	Moyen-âge classique		1986 : D1 (272)
27	Grotte du Trou de l'Argent	Montueri	occupation	Paléolithique supérieur	loc, connue et limites supposées	1986 : D1 (13) ; D1 (14)
28	Mal-Vallon	Girale	habitat	Néolithique moyen		1986 : D2 (355)
29	Mens		habitat	Gallo-romain		1986 : 196BU; 72; 74
30	Piste du Pied du Bois	Chenerove	bâtiment	Gallo-romain		1986 : 120;121;238B;90
31	Pont de Reine Jeanne	La Tour	pont	Moyen-âge		1986 : 196A



N°	Nom du site	Lieu-dit	Vestiges	Chronologie	Précision	Parcelles
33	Sépulture de la Vouze	Les Piquets	inhumation	Haut moyen-âge		1986 : 161;238B
33	Sépulture de la Vouze	Les Piquets	sépulture	Haut moyen-âge		1986 : 161;238B
34	Tour de Saint-Symphorien	La Tour	édifice fortifié	Moyen-âge classique		1986 : 96C
34	Tour de Saint-Symphorien	La Tour	tour	Moyen-âge classique		1986 : 96C
35	Versant du Déroit	Montuerri	édifice fortifié	Moyen-âge classique		1986 : 50;65;D1
36	Prieuré de Vilhosc	Le Prieuré	inhumation	Epoque indéterminée		1986 : 238B ; 78 ; 80
36	Prieuré de Vilhosc	Le Prieuré	sépulture	Epoque indéterminée		1986 : 238B ; 78 ; 80
37	Plantier (le)	Le Plantier	occupation	Gallo-romain		1986 : 196AV;24
38	Rousière (la)	Chenerove/Taillaure/ Corombe	occupation	Epoque indéterminée		1986 : 171;174;175;238A;238B;96
39	Bailles-Vieux	Bailles-Vieux/Mézien	inhumation	Gallo-romain		1986 : B1(137)
39	Bailles-Vieux	Bailles-Vieux/Mézien	sépulture	Gallo-romain		1986 : B1(137)
43	Cabanon de Christian	Les Vignes	production alimentaire végétale	Age du Bronze Age de fer		1986 : A1(1)
44	Champ de Jean-Louis	La Croix	inhumation	Epoque indéterminée		1986 : D2(265)
44	Champ de Jean-Louis	La Croix	sépulture	Epoque indéterminée		1986 : D2(265)
45	Chateau/ Lieu-dit de Vilhosc	Chateau	occupation	Gallo-romaine Moyen-âge		1986 : AC(40);AC(42);AC(43);AC(55)
46	Crête de Gache	Fond de Mégy	chemin	Bas-Empire	Localisation approximative	1986 : A1(93)
47	Grande Bastide	La Grande Bastide	occupation	Epoque indéterminée		1986 : B1(92);B1(93)
48	Eglise Vieille de Saint-Symphorien	La Tour	église	Moyen-âge		1986 : 196c;28?
49	Font de Megy	Font de Megy	inhumation	Gallo-romain		1986 : A1(14)
49	Font de Megy	Font de Megy	sépulture	Gallo-romain		1986 : A1(14)
51	Girale	Le Collet de Girale	occupation	Epoque indéterminée		1986 : 2;238AB
53	Colle (la)	La Colle	occupation	Epoque indéterminée		1986 : B2(362)
54	Hameau de Naux	Naux	occupation	Gallo-romain		1986 : B2(309)
55	Haut-Mezien	La Grande Bastide	occupation	Epoque indéterminée		1986 : B1(83)
56	Massif de la Beaume	Montuerri	occupation	Néothique		1986 : D1(16)
58	Montuery-Le-Haut		habitat	Gallo-roamin		1986 : D1(41)
59	Roche (la)		occupation	Moyen-âge		1986 : (146);A(238)
60	Rochers de Saint-Michel	L'Adrech de Saint-Michel	occupation	Epoque indéterminée		1986 : C(106)
61	Saint-Andrieu	Champ de Coucou	occupation	Epoque indéterminée		1986 : D2(170);D2(261)

N°	Nom du site	Lieu-dit	Vestiges	Chronologie	Précision	Parcelles
62	Baumas 3		occupation	Gallo-romain		
63	Baumas 3		occupation	Epoque indéterminée		
67	Domaine de l'Eglise	l'Eglise	église	Epoque indéterminée		1986 : B2(213);B2(216);B2(578)
68	Domaine de l'Eglise	l'Eglise	occupation	Gallo-romain		1986 : B2(213);B2(216);B2(578)
69	Ferme de Briasc	Briasc	inhumation	Epoque indéterminée		1986 : E1(150);E1(151)
69	Ferme de Briasc	Briasc	sépulture	Epoque indéterminée		1986 : E1(150);E1(151)
70	Fouerco	Montueri	inhumation	Epoque indéterminée		1986 : D1(272)
70	Fouerco	Montueri	sépulture	Epoque indéterminée		1986 : D1(272)
71	Mens		ferme	Epoque moderne		1986 : 196BU;72;74
72	Prieuré de Vilhosc	Le Prieuré	occupation	Gallo-romain		1986 : 238B;78;80
73	Grotte du trou d'argent II	Grotte du trou d'argent	occupation	Moyen-âge	loc. et extension connues	
77	Prieuré de Vilhosc	Le Prieuré	crypte	Moyen-âge classique		1986 : 238B;78;80
77	Prieuré de Vilhosc	Le Prieuré	prieuré	Moyen-âge classique		1986 : 238B;78;80

La zone présomption de prescription archéologique Saint-Puy, Briasc, Damarouès sur la commune d'Entrepierres a été arrêtée le 06 avril 2006, par l'arrêté numéro 04075-2006.

4. LE PAYSAGE

4.1. Le grand territoire

LA DIREN PACA et la DDT des Alpes-de-Haute-Provence ont réalisé l'Atlas Départemental des Paysages du département. Ce document dresse un état des lieux de l'ensemble des caractéristiques paysagères du département et souligne les principaux enjeux liés au maintien et à l'évolution des paysages.

Au sens de cet atlas départemental des paysages, le territoire communal d'Entrepierrres appartient pour sa plus grande partie au Pays du Vançon, seul le secteur de la partie montagne de Briasc est tourné vers le Val de Moyenne Durance.

«Principalement structuré autour de deux vallées creusées par le Riou de Jabron et le Vançon, le pays du Vançon présente un relief tourmenté, couvert de forêts et de pâturages, où les affleurements géologiques sont très présents dans le paysage. Partout, des fermes isolées et de nombreux hameaux rappellent qu'autrefois ce pays était vivant et actif. Aujourd'hui, alors que dans le secteur Nord et Est, l'habitat se regroupe autour des villages de Saint-Geniez et Authon, Entrepierrres et Sourribes subissent l'influence de la relative proximité de la vallée de la Durance : habitat résidentiel diffus combiné au développement des friches banalisent les paysages.»

L'Atlas paysager a retenu comme principaux enjeux paysagers sur la commune :

1. Contrôler la dispersion et la qualité du bâti dans les espaces agricoles

- Freiner l'implantation diffuse dans les espaces agricoles
- Préférer une densification à un développement diffus
- Améliorer l'intégration et la qualité du bâti isolé

2. Préserver et souligner la silhouette des villages

- Affirmer une limite nette d'urbanisation
- Conserver des espaces de respiration autour des villages

3. Maîtriser la fermeture des paysages

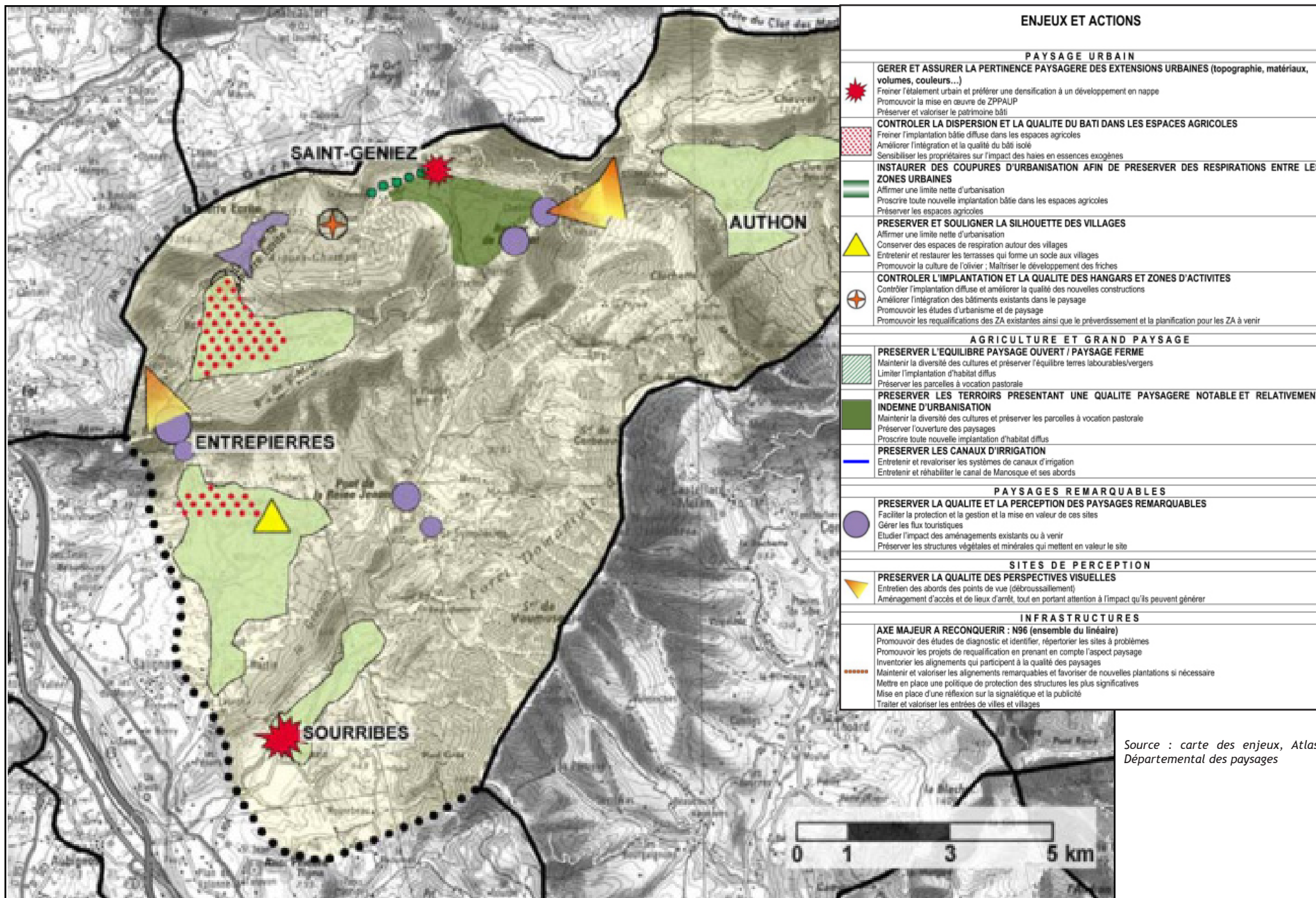
- Maintenir l'activité agricole
- Promouvoir le pastoralisme
- Maîtriser le développement de friches
- Limiter l'implantation de l'habitat diffus dans les secteurs agricoles

4. Préserver la qualité et la perception des paysages remarquables

- Mettre en valeur les sites remarquables et leur perception
- Faciliter la protection et la gestion de ces sites
- Etudier l'impact des aménagements existants ou à venir dans les sites remarquables
- Gérer les flux touristiques
- Promouvoir les savoir-faire architecturaux
- Faciliter les actions de restauration

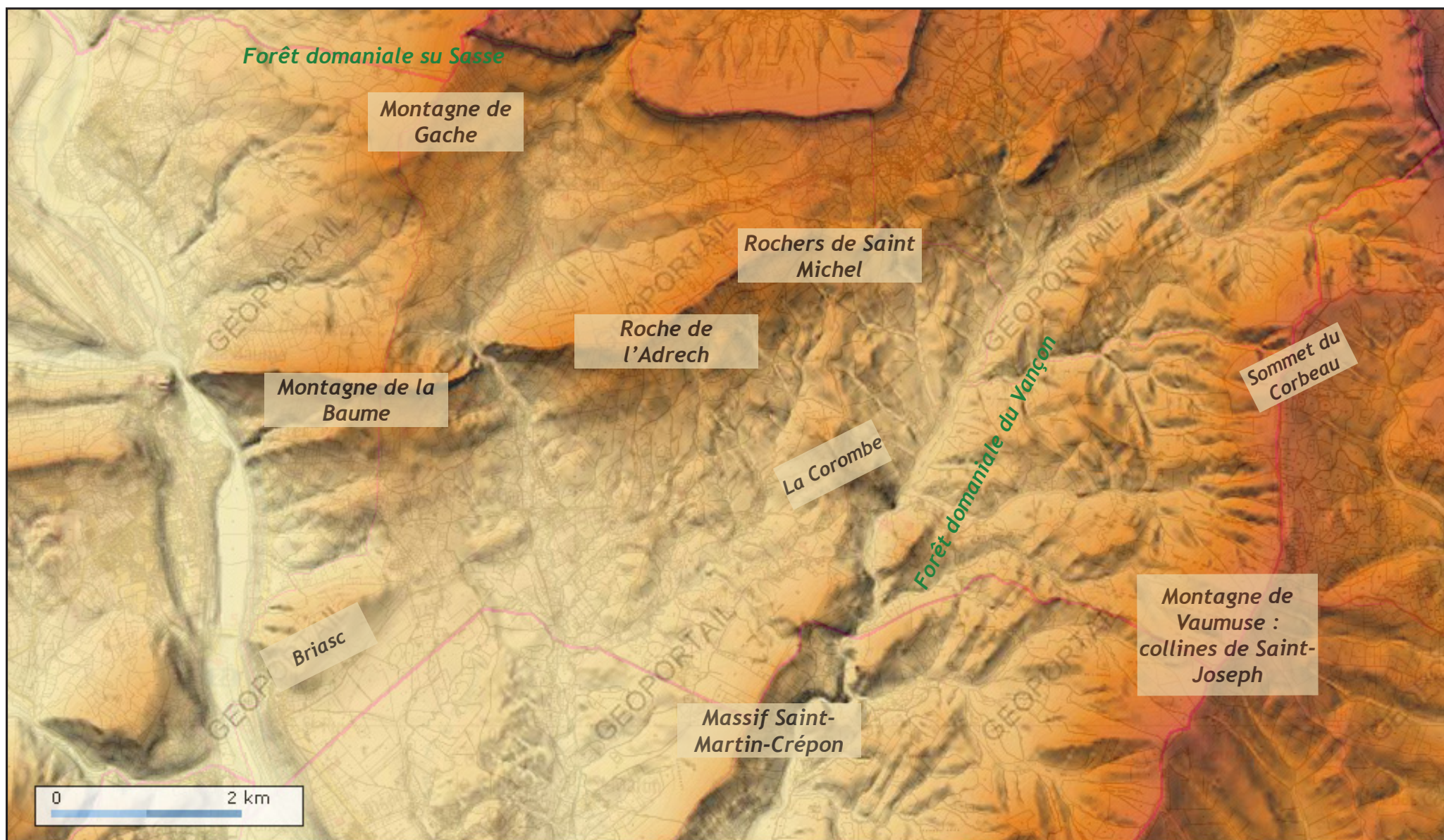
5. Préserver la qualité des perspectives visuelles

- Entretien des abords des points de vue (débroussaillage)
- Aménagement de lieux d'arrêt sur le bord de route, tout en portant attention à l'impact qu'il peut générer.



Source : carte des enjeux, Atlas
Départemental des paysages

LA COMMUNE D'ENTREPIERRES : AU SEIN D'UN MASSIF AU RELIEF COMPLEXE



4.2. Les entités paysagères sur la commune d'Entrepierrres

Le territoire communal d'Entrepierrres dispose d'un cadre naturel, dans un relief particulièrement tourmenté, dont la richesse paysagère et écologique est reconnue.

L'équilibre écologique et paysager des sites naturels remarquables de la commune sont mis en danger, au fil du temps, par l'augmentation de leur fréquentation (développement du tourisme), la modification de leur biotope, la multiplication de risques d'incendie, les phénomènes d'urbanisation. Ainsi, Entrepierrres subit l'influence de la Durance («plaine agricole d'Entrepierrres») et les terroirs sont peu à peu envahis par l'habitat pavillonnaire.

Les limites administratives sont dessinées par le paysage naturel. En effet, Entrepierrres est contrainte par la Durance au Sud/Ouest, le Bléone au Sud et à l'Est, au Nord le massif des Monges. Ses paysages sont très variés allant de la montagne boisée avec d'importantes falaises à des plateaux ponctués de collines.

Après l'analyse de la géologie, la topographie et les visites de terrain mais aussi l'occupation du sol, nous pouvons scinder le territoire communal en trois entités paysagères remarquables que sont la vallée du Vançon, la plaine d'Entrepierrres et le bassin de Mézien.

Le bassin du Vançon, à l'Est :

C'est au pied du massif des Monges (2 115 mètres) que le Vançon prend sa source et qu'il cloisonne le territoire en formant un axe transversal creusé Nord-Est/Sud-Ouest.

Le bassin de Mézien, au Nord :

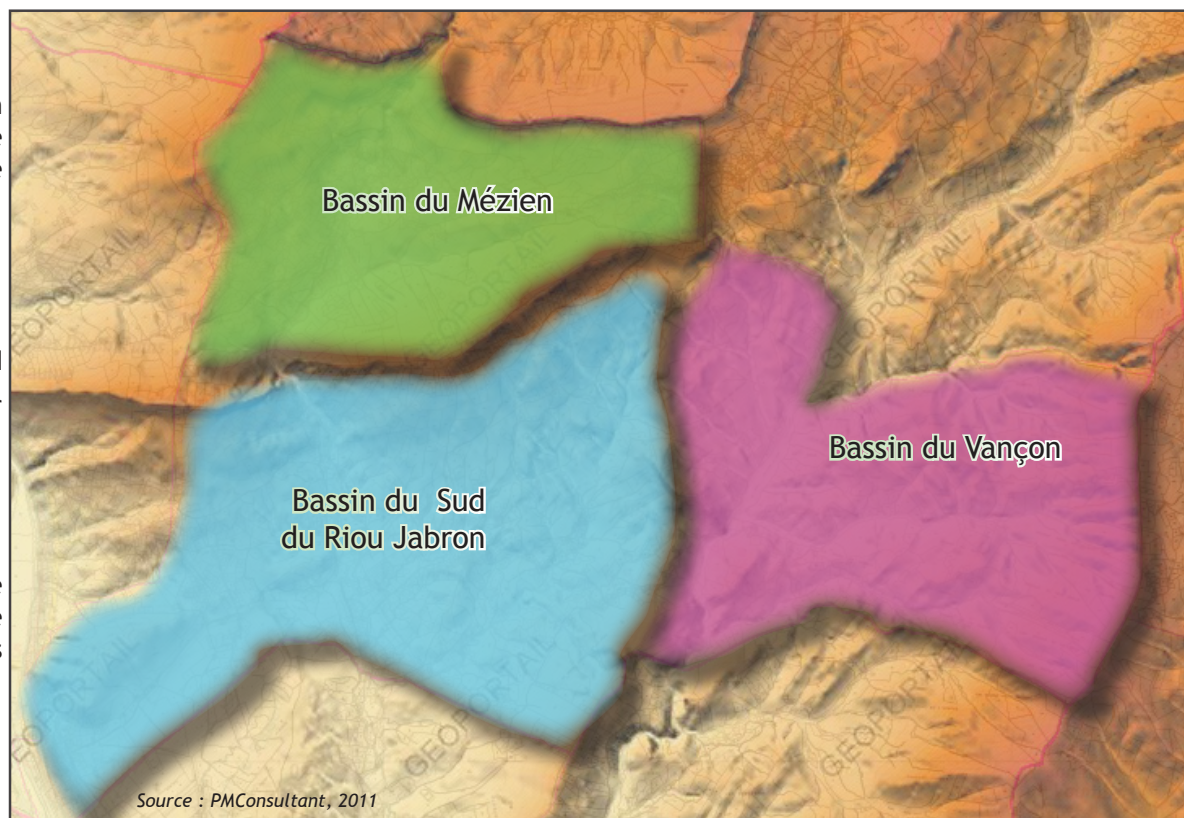
Situé au Nord de la commune, il est encerclé par la montagne de Gache et le massif du Vanson au Nord. Il s'agit d'un secteur géographique entièrement tourné vers l'intérieur avec de nombreux hameaux dispersés autour du hameau principal de Mézien.

Au centre, bassin du Sud du Riou de Jabron :

Délimité par la montagne de la Baume, les Rochers de Saint-Michel au Nord et le massif de Saint-Martin Crépon au Sud, et ouvert sur le Val de Durance, c'est ici que se sont implantés la plupart des hameaux. Depuis la cluse de Sisteron, la vaste plaine agricole de la Moyenne Durance étend ses terres fertiles, surplombées de villages perchés.

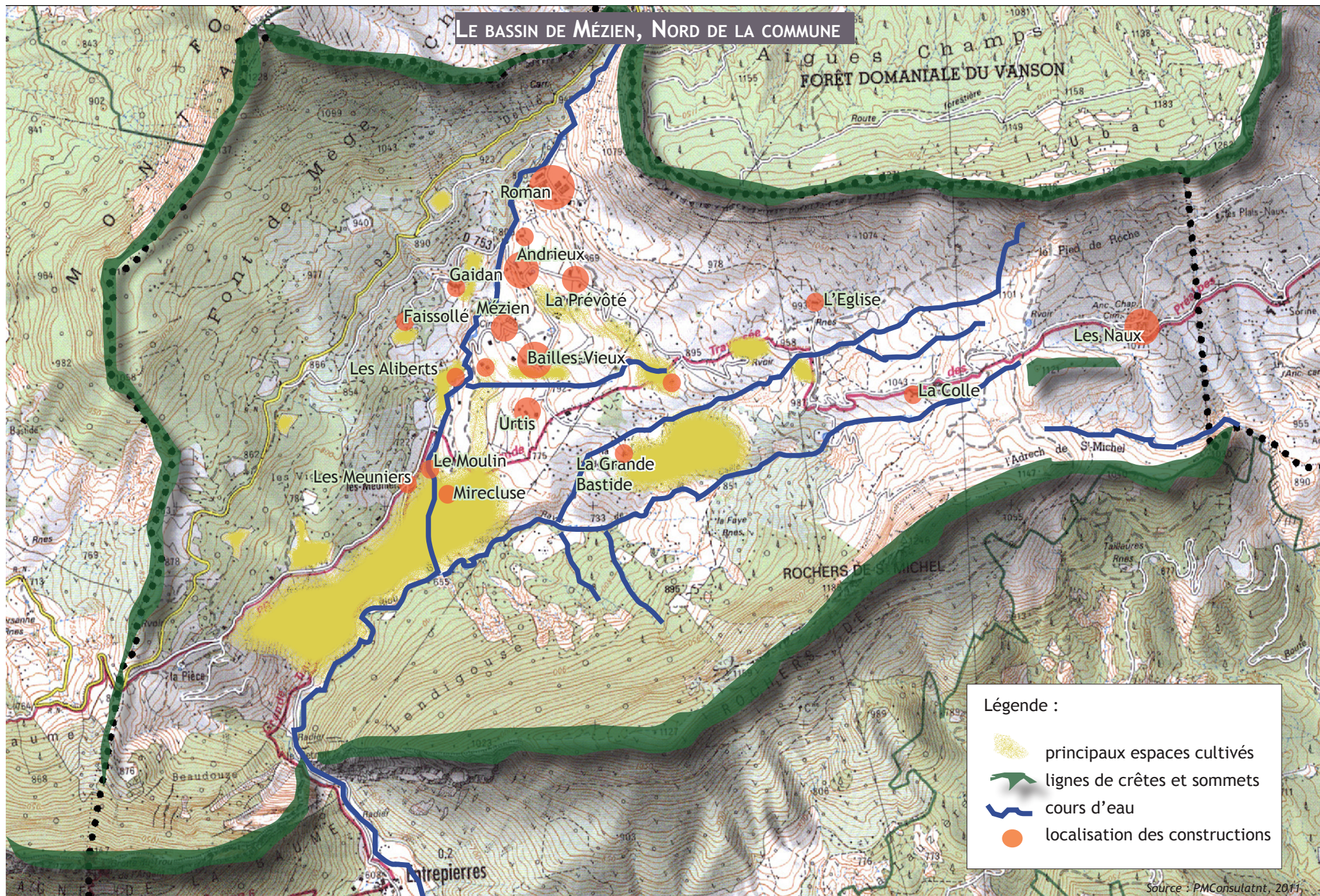
De plus, dans le cadre du lancement du PLU, la Direction Départementale des Territoires a proposé une expertise du paysagiste-conseil en amont.

TROIS AIRES VISUELLES ISOLÉES LES UNES DES AUTRES



Source : PMConsultant, 2011

LE BASSIN DE MÉZIEN, NORD DE LA COMMUNE



4.2.1. Le Bassin de Mézien

Il s'agit d'un vaste cirque naturel enclavé premièrement au Sud par le Déroit d'Entrepierres (630 mètres), deuxièmement par les barrières rocheuses formées par le Chardavon qui culmine à 1 271 mètres, les hauts de la Pierre Ecrite (1 199 mètres) et les rochers de Saint-Michel et enfin, par des dômes forestiers au sud de la montagne de Gache (1 119 mètres) et le col des Naux (1 100 mètres). Notons que les cascades et ripisylve du cours d'eau le Riou de Jabron, sont de grande qualité.

L'urbanisation s'est faite de façon éclatée sur les versants Sud. Au centre se situe l'église de Mézien sous les rochers de Chardavon, aux abords on trouve les principaux groupes d'habitation que sont les Bailles-Vieux, la Prévôté et les Andrieux. D'autres groupements de quelques habitations au niveau de la Grande Bastide, Urtis, Roman, Gaidan et Faissollé. Certaines fermes marquent le paysage de Mézien comme la Colle qui indique l'entrée du col des Naux. A l'Ouest de cette aire paysagère l'implantation du bâti s'est établie le long du Riou de Jabron sur les anciens sites des moulins à eau (Le Moulin, Les Meuniers), soit le long de la route de Sisteron (La Pièce, les Ferrouils).

Les espaces forestiers remarquables se localisent sur le versant Nord des rochers de Saint-Michel où il n'y pas ou peu d'habitations et d'espaces cultivés. Une des plus belles forêts d'Entrepierres se trouve dans le bassin de Mézien, la hêtraie de Lendigouse.



Des surfaces autrefois cultivées ou pâturées sont abandonnées, créant ainsi une aggravation du risque de feux de forêt.



Hauts du défilé de la Pierre Ecrite



Un paysage naturel riche à protéger



Déroit d'Entrepierres, barrière physique vers le bassin Sud du Riou de Jabron

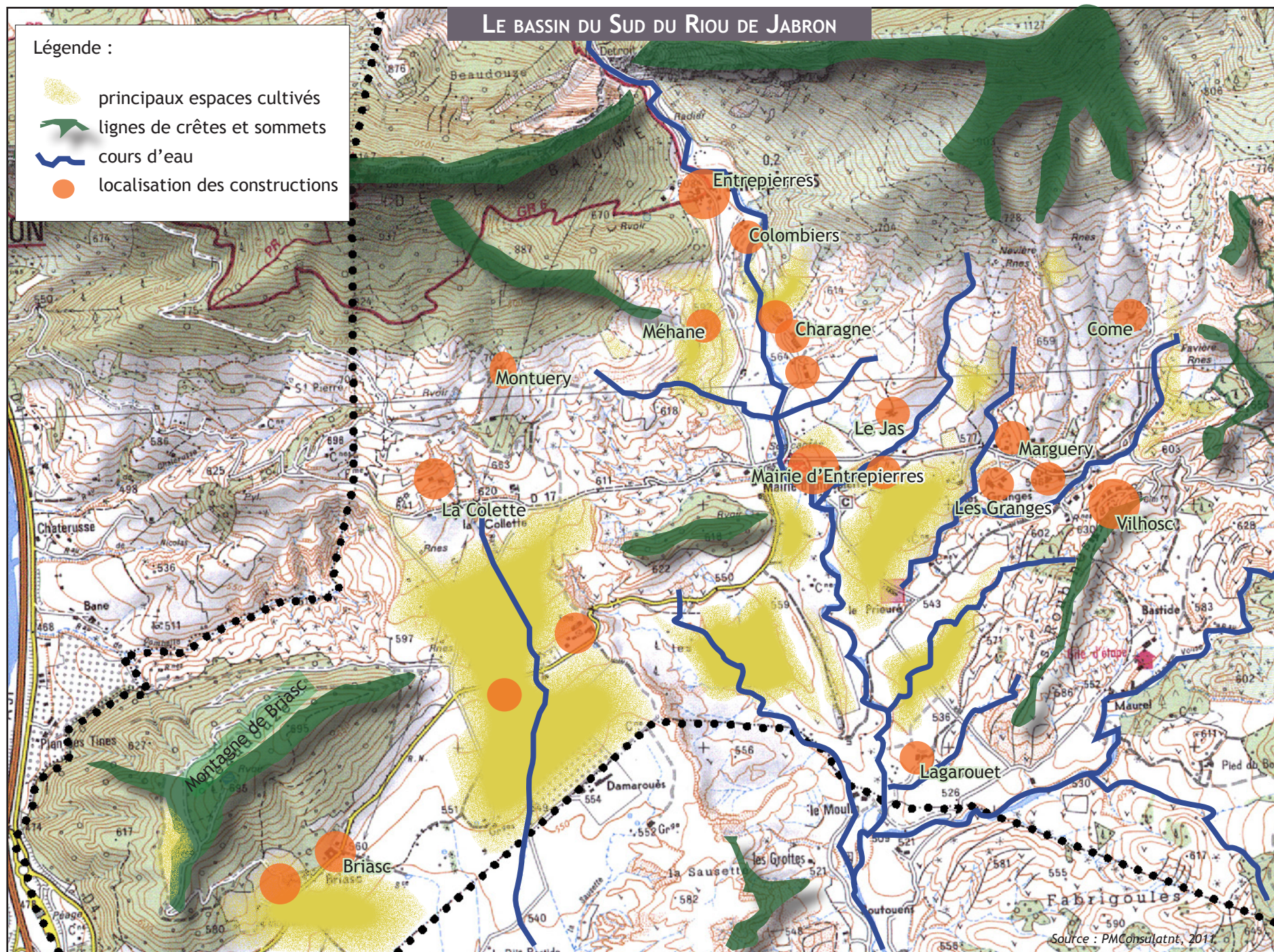
L'urbanisation s'est faite de façon éclatée sur les versants Sud, le long du Riou de Jabron



Unité paysagère riche :
entre prairies, pelouses et forêts du pied de la montagne de Gache,
au loin les Crêtes de Chardavon



les Rochers Saint-Michel, versant de Lendigouse



4.2.2. Le Bassin du Sud du Riou de Jabron

Ce bassin ne se limite pas à la commune d'Entrepierres, il va vers le Sud sur la commune de Salignac jusqu'aux Coulets. Cette unité paysagère peut être qualifiée de plateau agricole. Les paysages se rapprochent fortement de ceux de l'Ouest de la vallée de la Durance (rive droite). Les cultures présentes sur ce plateau sont pour la majeure partie des cultures de céréales, des oléo-protéagineux, des vergers et oliveraies.

Cette plaine est limitée au nord par les crêtes de la montagne de la Baume (1 147 mètres), au Nord-Est par les Rochers de Saint-Michel (1 185 mètres) et à l'Est par un relief valloné composé des collines de Saint-Martin (725 mètres), le Crépon (816 mètres), la Faye (810 mètres) et la Corombe (888 mètres). Ces dernières divisent la plaine en sous unités et limitent les grandes percées visuelles. La colline des Roubines sur laquelle est implanté le hameau de Vilhosc marque le changement de paysage entre le bassin versant du Riou de Jabron et la vallée du Vançon.

Le bassin versant entre le Riou de Jabron à l'Ouest et la Vouse à l'Est marque la transition entre «la zone méditerranéenne» et «la zone montagnarde» à l'Est soit entre les espaces cultivés et les espaces naturels plus sauvages.



La Girale (618 mètres) à l'Ouest de la mairie et la Briasc (695 mètres) sont les deux autres collines de la commune. Elles tendent à séparer le paysage agricole, du plateau au Sud, des paysages du versant boisé au Nord. L'espace à dominante agricole entre le hameau de la Mairie et Briasc (photographies ci-contre) est cloisonné par endroits par des ripisylves des ravins.

Ainsi trois sous-aires paysagères s'en dégagent, la vallée du Riou de Jabron correspondant au plateau agricole de la Mairie, le vallon des Coignets qui est une sous-collines de Girale. Le dernier étant le plateau de Briasc, il appartient au bassin versant du ravin de Sausette qui s'écoule vers la commune de Salignac.



Vue des crêtes de la montagne de la Baume qui domine le hameau d'Entrepierres



Point de vue du détroit d'Entrepierres formé par la montagne de la Baume et par l'Adrech, d'où l'on aperçoit les collines des roubines de Vilhosc, plus loin les grandes roubines de Salignac bloquant les visées vers le Sud.







Vue depuis le hameau de Vilhosc,
versant Nord du massif Saint-Martin Crépon

Vue des plaines agricoles en direction de Saint Puy,
unité paysagère proche de celle de la vallée de la
Durance

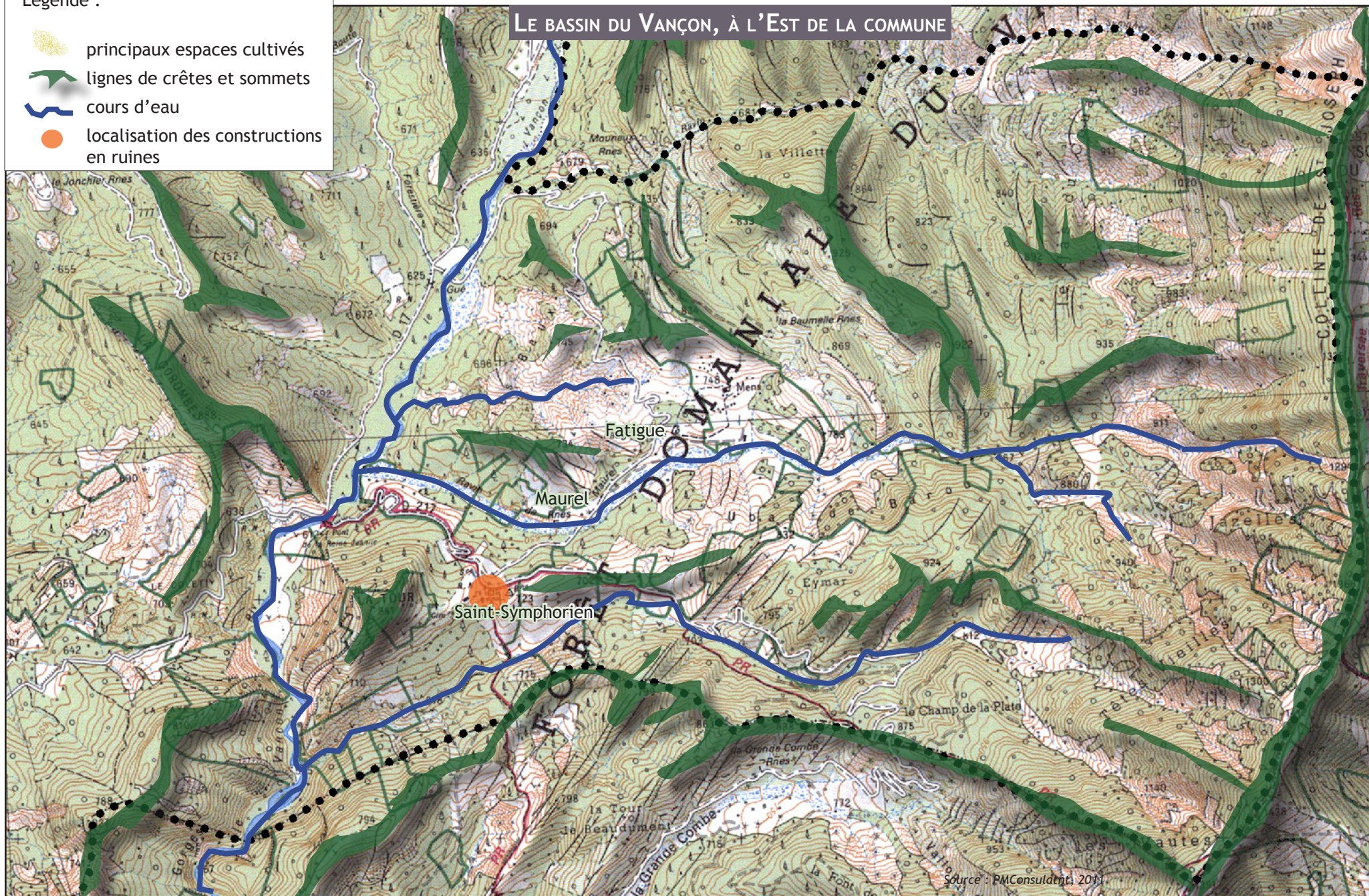


Vue prise depuis le hameau de la mairie,
de Vilhosc et les collines des roubines et
La Corombe

Légende :

-  principaux espaces cultivés
-  lignes de crêtes et sommets
-  cours d'eau
-  localisation des constructions en ruines

LE BASSIN DU VANÇON, À L'EST DE LA COMMUNE



Source : PMConsultant, 2011

4.2.3. Le bassin du Vançon

La moyenne vallée du Vançon, entre Saint-Symphorien en aval et les gorges d'Authon en amont, correspond à une importante frontière structurale, car la rivière y inscrit son cours. Ce secteur est caractéristique de l'unité paysagère dite de montagne, limitée par deux grands reliefs. Il s'inscrit dans la forêt domaniale du Vanson. A l'ouest la chaîne de collines formées de la Corombe, du Colet, de la Faye et du Crépon limitent l'unité du paysage et forment une barrière naturelle avec le reste du territoire communal.

Ce secteur est constitué de trois éléments principaux qui façonnent le paysage. Tout d'abord la chaîne montagneuse de la Colline de Saint-Joseph qui culmine en dehors du territoire communal au niveau du sommet de Vaumuse à près de 1435 mètres. La couverture végétale presque totale compose le second élément. Il s'agit de boisements de hêtraies et de pinèdes pour la plupart des essences. Cette couverture naturelle est complètement préservée. Enfin, dernier élément, l'épine dorsale que constitue le cours d'eau du Vançon.

Trois ravins sont présents dans le bassin du Vanson. Il s'agit du ravin de Plate, de Maurel et de Saint-Symphorien. Entre la petite chaîne de collines qui relie la Tour (841 mètres) au pied versant, de la montagne de Vaumuse, les Têtes vieilles, ces ravins entourent un site dominant (700 mètres) où s'était implanté le hameau de Saint-Symphorien.

Mis à part, les hameaux des Naux et de Saint-Symphorien, les constructions sont rares. On peut citer les fermes de Mens et celle du Plantier. L'accès à Saint-Symphorien se fait par le franchissement du Vançon sur la Pont de Reine Jeanne.



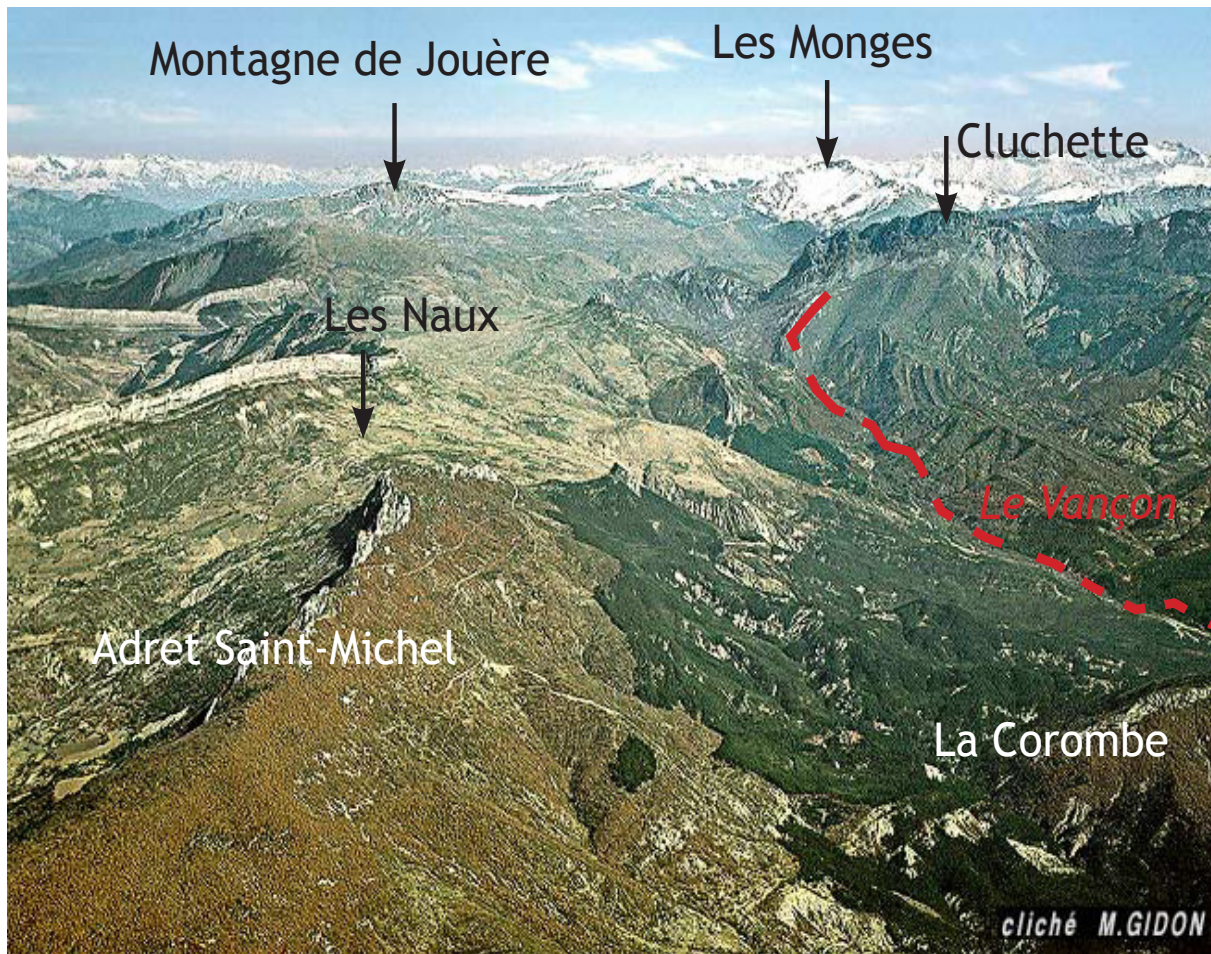
Le hameau des Naux au pied des Rochers de Saint-Michel,
(photographie extraite du site www.vieux-murs.com/naux)



Chemin d'accès au hameau de Saint-Symphorien,
le Pont de la Reine Jeanne, les trois photographies
sont extraites du document d'éclairage élaboré par
l'AUPA en 2010



Le Vançon frontière structurante du bassin du Vançon



La protection et la mise en valeur des milieux naturels et agricoles, garants d'une qualité du cadre de vie et vecteur de l'identité d'Entrepierres, constituent un axe fort du projet de PLU.

Aussi, les objectifs qui doivent être visés sont la préservation des espaces, sites et paysages caractéristiques et remarquables, et la garantie d'une qualité environnementale.

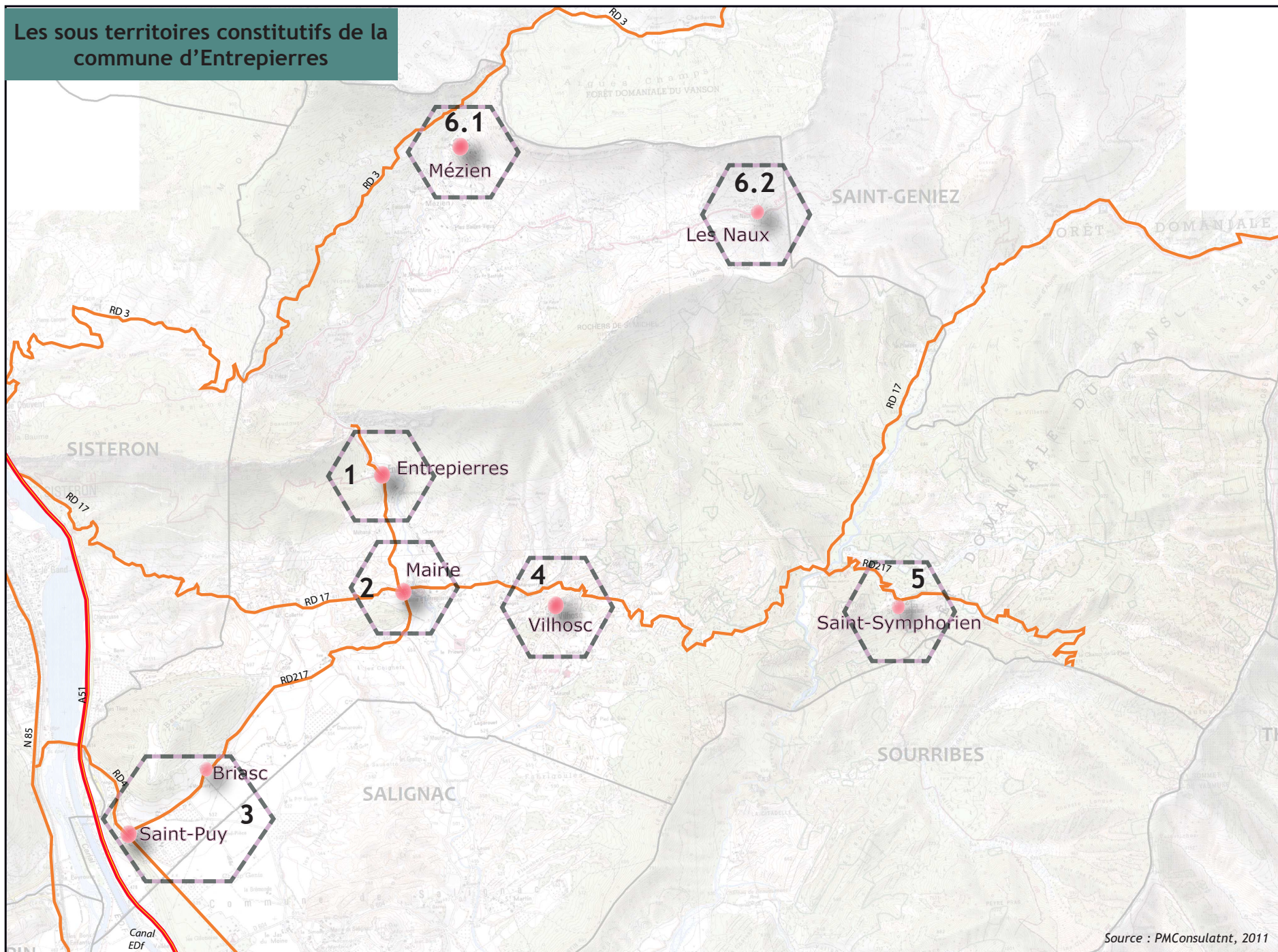
En amont de Saint-Symphorien, les reliefs de rive droite du Vançon sont constitués par le Jurassique de l'anticlinal des Naux. Le bassin du Vançon est donc rattaché à celui du Mézien par le plateau des Naux à 1 077 mètres d'altitude. Les perceptions visuelles depuis le plateau des Naux restent difficiles. On peut apercevoir comme le montre la photographie ci-dessous le sommet des Monges (2 115 mètres), la montagne de Jouère (1 886 mètres), le sommet de Cluchette et le Sommet du Corbeau.

	CONSTATS	ENJEUX
Le milieu physique, naturel et les paysages	Un territoire couvert en grande partie par des boisements forestiers de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver les écosystèmes, en créant des trames vertes ; préserver le site Natura 2000 de la Durance • Maintenir les ripisylves pour préserver l'intérêt faune/flore • Prendre en compte la topographie pour construire un projet inséré dans l'environnement physique • Mettre en valeur les atouts physiques de la commune • Contenir les risques liés à l'hydrographie • Préserver la qualité et les caractères des paysages constitutifs de la commune
	Un territoire contraint par la présence de nombreux périmètres de protection et d'inventaire	
	Un climat méditerranéen de moyenne montagne	
	Des épisodes pluvieux pouvant provoquer des ruissellements, inondations et éboulements	
	Une partie du territoire constituée de plaine alluvionnaire favorable au développement de l'agriculture	
	Un territoire au relief complexe et mouvementé	
	Un réseau hydrographique important qui crée de véritables barrières naturelles et scinde le territoire	
	Un réseau qui structure les tissus urbains existants	
	Une situation paysagère privilégiée par la prédominance de paysages naturels à l'état sauvage	
	Un territoire vaste scindé en trois entités paysagères distinctes	
	Une détérioration progressive du paysage par le phénomène d'éparpillement des constructions	

CHAPITRE III :

L'ENVIRONNEMENT URBAIN

Les sous territoires constitutifs de la commune d'Entrepierres



Présentation générale des sous territoires qui composent la commune d'Entrepierres

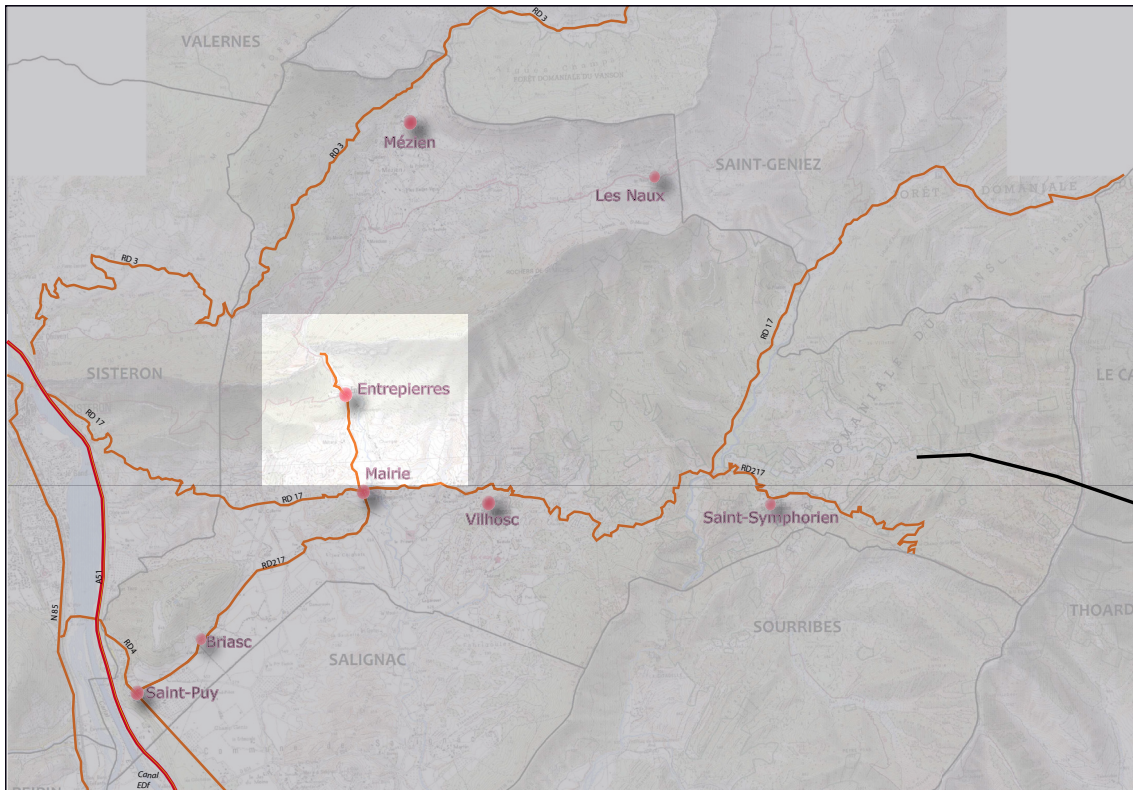
Le territoire communal d'Entrepierres s'étend sur une vaste superficie (4 842 hectares), sur laquelle l'organisation y est atypique et résulte d'une histoire spécifique.

Durant les années 1920 et 1930, le Préfet des «Basses Alpes» avait tenté un premier regroupement de communes. Mais il faut attendre le 7 juillet 1973, au moment de la désertification des villages de St-Symphorien et de Vilhosc, pour qu'Entrepierres et ces deux dernières signent une convention de «communes associées» avec chacune son propre représentant au Conseil.

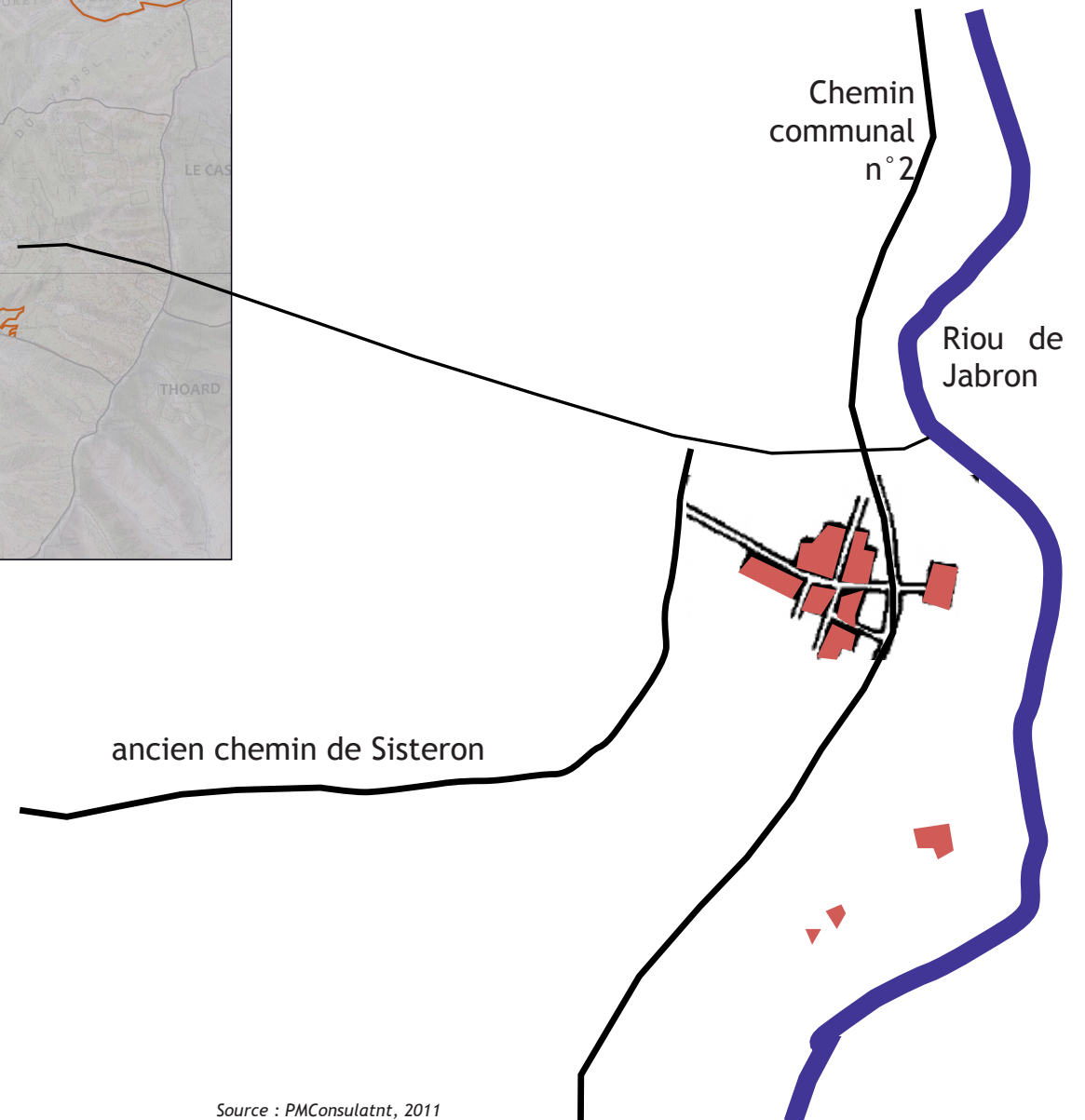
En 1977, suite au décès du dernier habitant de St-Symphorien, la fusion complète de ces deux communes a eu lieu. Par référendum, Vilhosc fusionne en 1983.

La commune d'Entrepierres est composée de plusieurs hameaux de taille très variée, on trouve : Saint-Puy et Briasc (au Sud/Ouest), la Mairie et l'Ecole (au Sud), Entrepierres (à l'Ouest), Mézien et les Naux (au Nord/ouest), Vilhosc (au centre/Sud), Saint-Symphorien (à l'Est).

La commune d'Entrepierres, territoire éclaté, n'est constituée que de micro-zones urbanisées. Aussi, l'analyse s'effectuera par sous-territoires, hameau par hameau.



Sous territoire n°1 : le village d'Entrepierre



Source : PMConsultant, 2011

1. LE VILLAGE D'ENTREPIERRES

Situé dans une cluse rocheuse à 600 mètres d'altitude, le village d'Entrepierres tire son nom de sa position géographique «entre les pierres». Adossé au massif de la Baume et en vis-à-vis avec l'arête rocheuse de la montagne de l'Adrech, en aval de la majestueuse cluse, le village a su conserver son caractère grâce à une rénovation récente en pierres du pays.

«Le nouveau village d'Entrepierres, tel que nous le connaissons aujourd'hui, a été construit en contrebas du domaine de Saint-Marc après le repeuplement, les premières édifications datent du milieu du XVIème et en 1737, on relève sur le livre terrier un nombre important d' « instances » de maison, c'est dire que l'on continuait à bâtir autour de l' église nouvelle à qui on a conservé sa titulature : Saint-Marc.» E. ALTMANN.

L'église du 17ème siècle, dédiée à Saint-Marc, est harmonieusement enchâssée dans le tissu urbain, son fin clocher-porche lui confère une certaine élégance, il représente un repère pour l'ensemble de l'unité paysagère. La chemin GR 6 (grande randonnée) qui relie les Alpes à l'Océan passe dans le village.

Le village d'Entrepierres se caractérise comme étant une zone urbaine. L'implantation du bâti y est dense et continue à l'alignement des voies. Compte tenu de son caractère patrimonial, la même typologie architecturale ancienne est observée. Ici, la délimitation entre espace public et espace privé est inexistante, des cours aménagées et libres d'accès se révèlent être de petites places. Le revêtement de la chaussée non uniforme participe à cette confusion.

Toutes les constructions ou installations sont desservies par le réseau public d'eau potable. La hauteur moyenne des constructions n'excède pas 7 mètres. Les toitures sont réalisées en tuiles rondes anciennes ou vieilles, avec panachage et les génoises sont en tuiles rondes anciennes. Les façades sont réalisées soit en pierres du pays, soit en enduit gratté. Le bâti ancien, la trame viaire, l'église offrent une qualité architecturale qui participe à l'identité de la commune et à son cadre de vie. Réhabilité récemment, il s'agit du hameau de la commune présentant les plus grandes qualités esthétiques notamment par l'emploi systématique de la pierre en façade.

L'objectif du PLU est de favoriser la poursuite de valorisation du patrimoine existant et de réfléchir à une éventuelle densification, lorsque cela est possible et dans le respect de la qualité urbaine du site existant.



Cour privée aménagée où le passage est autorisé



Trame viaire spécifique
Ruelles étroites



Façades en pierres du pays



Eglise Saint-Marc



2. LE «HAMEAU DE LA MAIRIE» ET SES ÉQUIPEMENTS

Compte tenu de sa faible population, la commune d'Entrepierres ne bénéficie que de quelques équipements. Ceux-ci sont regroupés dans le hameau dit de la Mairie. Il se caractérise par la présence des seuls équipements publics de la commune. Avec l'accueil de nouvelles populations, de nouveaux besoins émergent concernant notamment les domaines éducatif, socio-culturel, de la santé, de l'habitat.

Les nouveaux arrivants provenant des villes avoisinantes s'attendent à retrouver une partie des services existants en milieu urbain. Ce pôle n'est pas constitué uniquement d'équipements publics, l'habitat individuel s'est développé de part et d'autre de la route départementale menant à Vilhosc.



Tissu d'habitation semi-continu le long de la RD17, dans le prolongement du celui-ci.

Source : PMConsulatnt, 2011



Regroupement d'habitations récentes, au dessus du hameau.

La commune dispose d'une aire de loisirs située à l'Est du bâtiment de la Mairie.

L'aire de détente accueille dans la partie ombragée le long du Riou de Jabron des tables dédiées au pique-nique, un barbecue et une fontaine.



Plus à l'Est, l'aire de jeu est parsemée de bancs et entourée de pelouses entretenues.

Le bâtiment qui accueille la mairie.



Entrepierres fait partie d'un regroupement scolaire pédagogique avec la commune de Salignac. L'école d'Entrepierres accueille 48 élèves. Cependant, il paraît nécessaire d'améliorer les conditions d'accueil de la cantine qui n'est actuellement pas adaptée.



Source : PMConsultant, 2011

Le hameau de la Mairie peut s'affirmer comme le pôle d'équipement structurant de la commune. Il accueille déjà les locaux de la mairie, de l'école et une grande aire de loisirs. Une réflexion doit être menée sur le développement de ce secteur, avec un objectif, créer une centralité qui n'existe pas actuellement.

Une architecture prégnante en fond de parcelles agricoles :

Vue générale du hameau de la mairie depuis le Nord de la RD 217



Source : PMConsultant, 2011



Vue du hameau de la Mairie depuis le Sud de la route départementale 217 (photographie du porteur à connaissance de l'Etat)

Des clôtures efficaces mais pas de recherche d'uniformisation (trois types ont été relevés) ni d'intégration dans le rypisylve du Riou de Jabron :

Source : PMConsultant, 2011



Les sites urbanisés le long de la départementale 17



Source : PMConsultant, 2011

Regroupement
d'habitations récentes,
au nord du village
(hameau de la Mairie)



Source : PMConsultant, 2011

Vue du hameau de la
Mairie depuis la D17

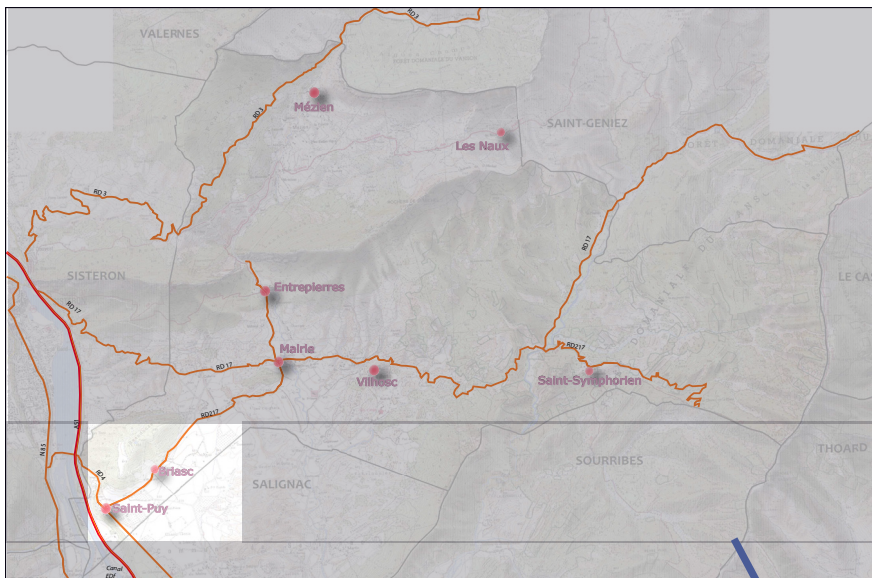


Regroupement d'habitations au lieu
dit de la Croix, entre la Montagne de
la Baume et les terres agricoles

Vue, en direction de
Salignac, du plateau
agricole

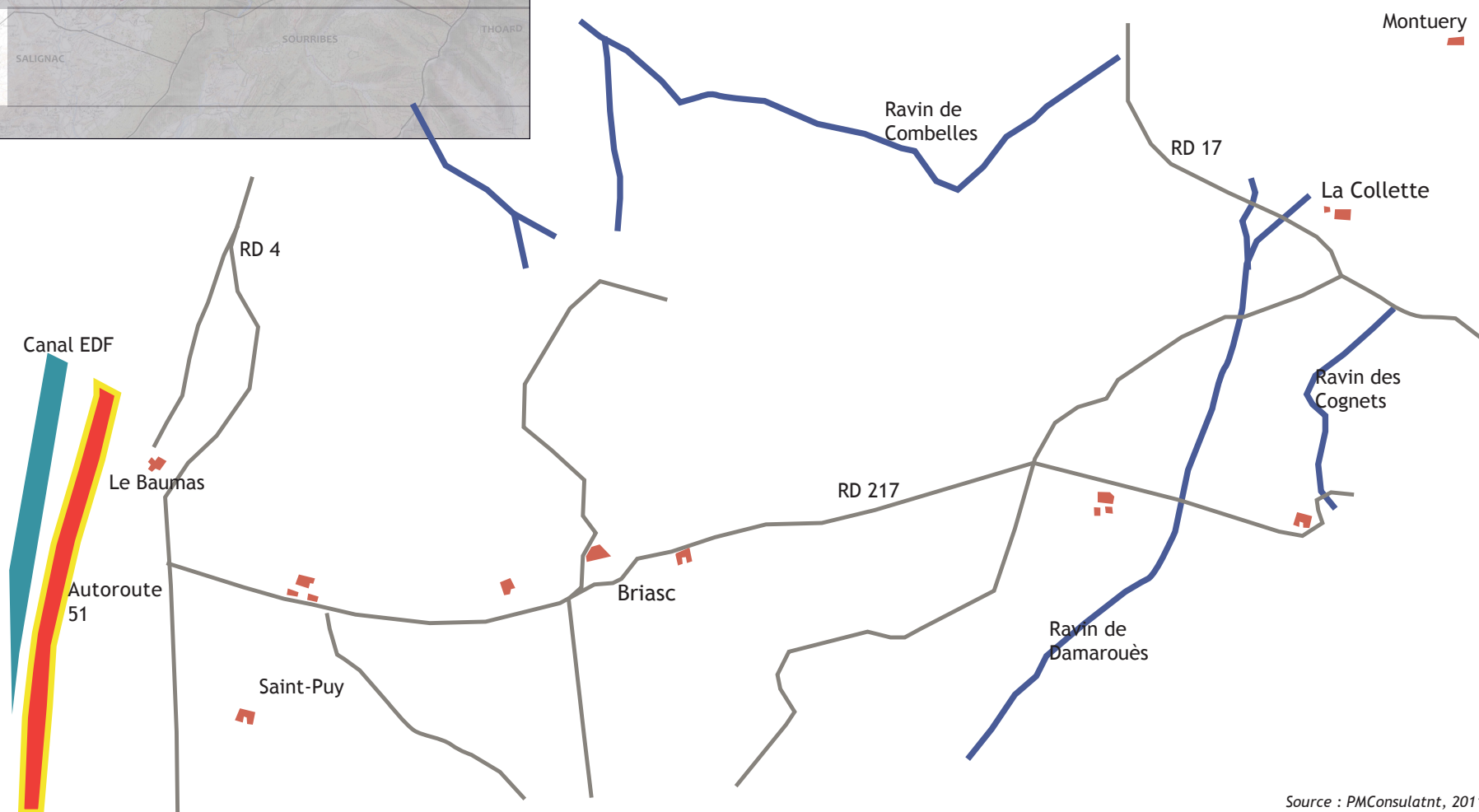


Source : PMConsultant, 2011



Sous territoire n°3 : Saint-Puy

Quelques constructions éparses, ...



Source : PMConsultant, 2011

3. SAINT-PUY ET HABITATIONS ALENTOURS

La situation des hameaux dans la plaine agricole, sur les piémonts de la colline de Briasc et à proximité de l'autoroute 51, lui confère de nombreux atouts qui lui ont permis de disposer d'une capacité foncière importante, facilement aménageable (pas ou peu de relief et en zone NB ou NC au POS). Par la facilité de son urbanisation et l'importance de sa superficie, cette ressource foncière a donc commencé à être consommée sous la forme d'habitat pavillonnaire. L'urbanisation de ce secteur s'étire essentiellement vers l'Est, le long des axes de communication notamment RD 17 et RD 4 et des réseaux existants mais éloignés des hameaux principaux. Les constructions sont constituées d'un habitat individuel ou individuel groupé (maisons mitoyennes), le plus généralement en rez-de-chaussée ou R+1, sur de petites parcelles.

Les conséquences du développement urbain récent sont liées à un manque de réflexion qui caractérise le développement de la commune : logique d'opportunité foncière, absence de réflexion sur l'intégration des habitations ou installations dans son environnement élargi et absence de connexions avec les pôles existants... Ces pratiques de gestion et de constructions dans les paysages agricoles ne sont pas respectueuses des perceptions visuelles. Les constructions ou extensions des bâtiments ne recherchent pas de qualité architecturale, ni l'harmonisation avec l'existant.



Au milieu de terres cultivées, on trouve de nombreuses maisons individuelles éparpillées, parfois des anciens bâtiments agricoles devenus des résidences principales ou secondaires.

L'utilisation de bâtiments agricoles préexistants en résidences principales mais aussi des demandes d'extensions nuisent à la qualité des paysages et participent au mitage des zones agricoles. Le PLU, en donnant des limites claires au développement urbain de la commune, s'attachera à clarifier cette situation afin de préserver la qualité des paysages de la commune et de la qualité du cadre de vie.



Etat actuel, des zones NAe au lieu dit Le Baumas

Rappel du règlement du POS :

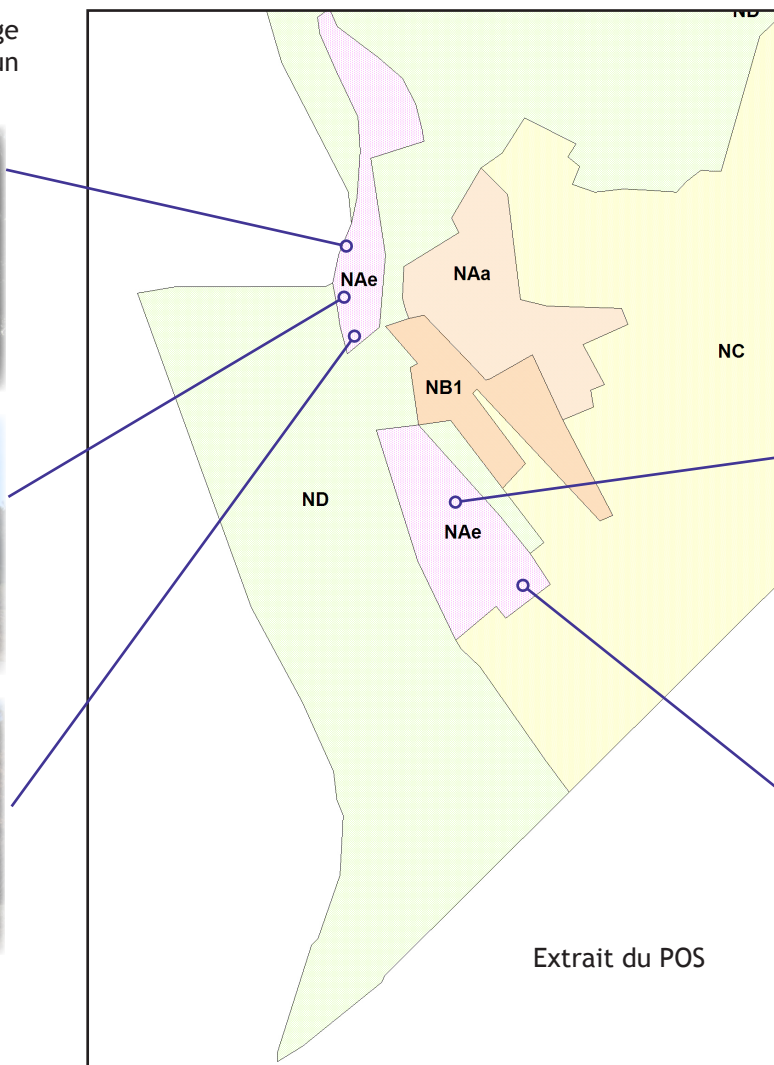
La zone NA est une zone naturelle, non équipée ou insuffisamment équipée qui est réservée pour une urbanisation future organisée. Elle comprend divers secteurs homogènes, lesquels ont la vocation principale suivante :

- habitat, commerces et services pour les secteurs NAa
- artisanat, industrie et commerce pour le secteur NAe,

NAe Nord, on trouve des constructions à usage d'activités non exploitées. Il reste encore un espace disponible (photo 3) dans cette zone.



source :PMConsultant, 2011

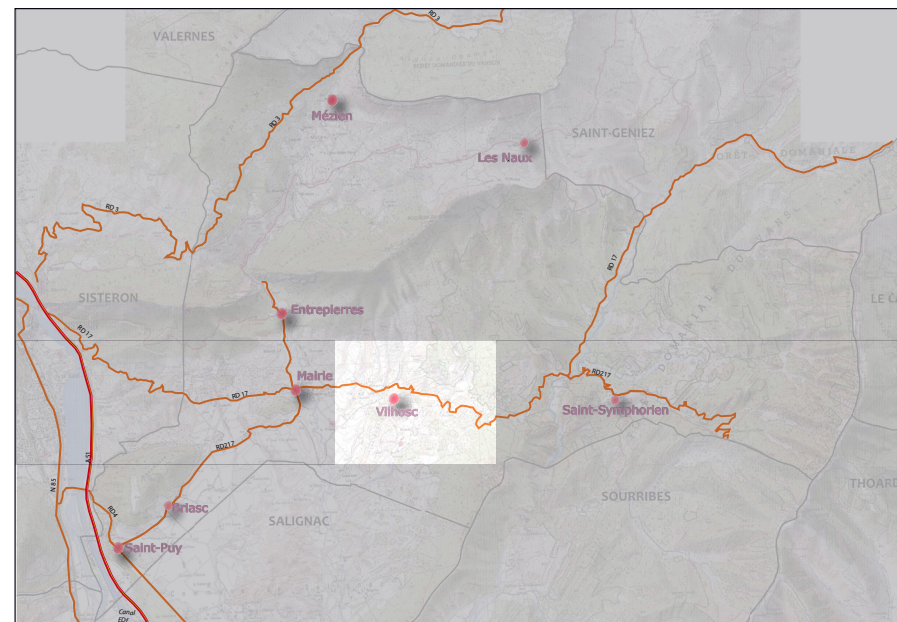
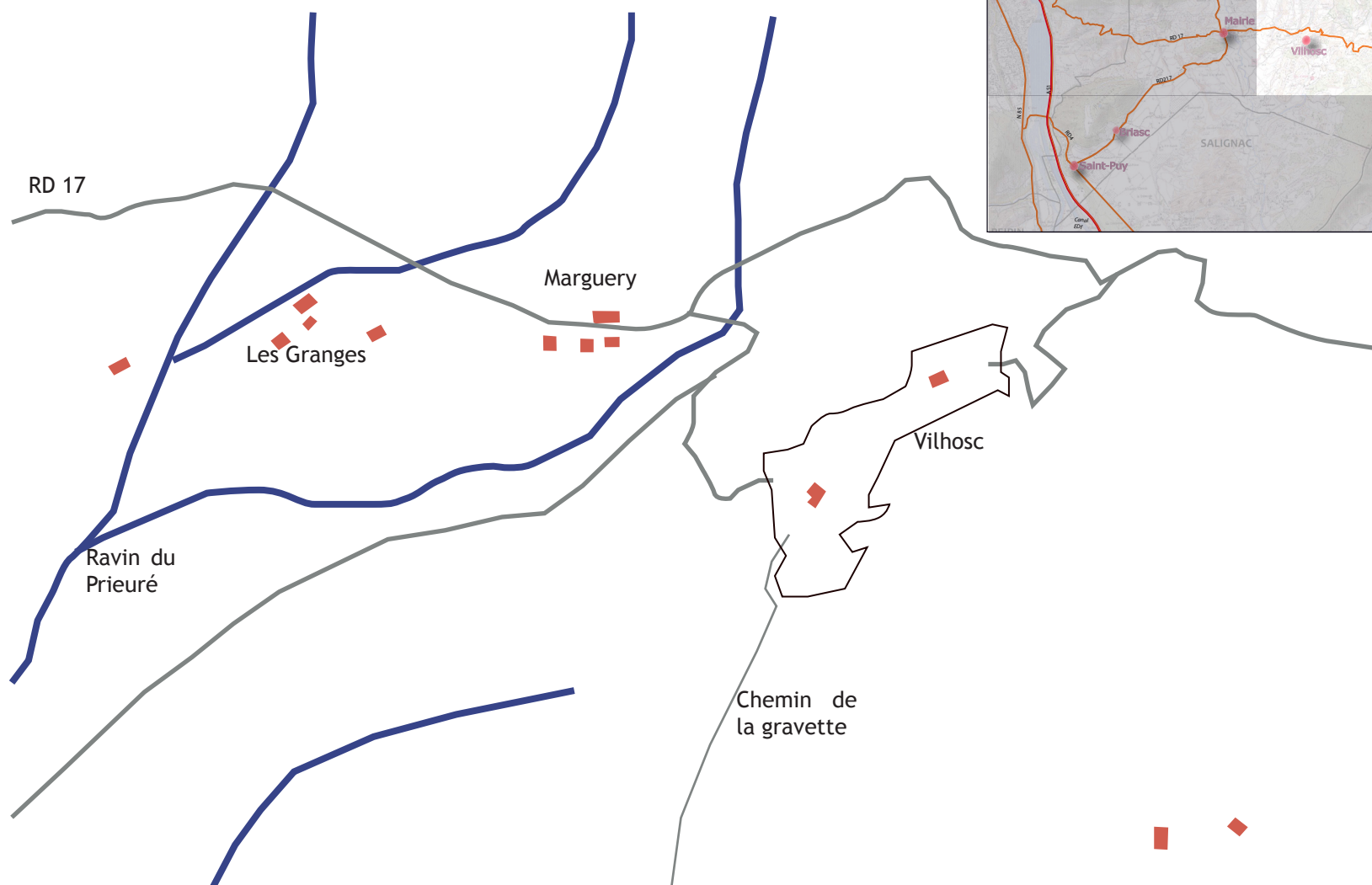


NAe Sud :
Il s'agit de bâtiments en construction dédiés à recevoir de l'habitat, deux gîtes touristiques, des hangars agricoles



source :PMConsultant, 2011

Sous territoire n°4 : Vilhosc



Source : PMConsultant, 2011

4. VILHOSC

La colline des Roubines est bordée au Nord-Ouest de deux groupements d'habitation, les Granges qui sont en zone agricole et le hameau de Marguery «village rue» le long de la route départementale 17. Le hameau de Marguery représente l'un des ensembles bâtis anciens les plus grands de la commune.



source : iPMConsultant, 2011

Les Granges et Marguery



Maisons individuelles qui ne suivent pas l'alignement du «village-rue» de Marguery

Grande exploitation
(maison individuelle, hangars agricoles),
sur le versant Sud de Vilhosc



Le hameau de Vilhosc est perché sur cette colline. Il domine le bassin Sud du Riou de Jabron à 630 mètres d'altitude. Seule l'église datant du XVIIème siècle, perchée sur son promontoire, témoigne du village ancien. On y vénère Saint-Gervais et Saint-Protais, et si l'harmonie architecturale ne se retrouve plus dans les constructions récentes (depuis les années 1960). Il reste un précieux témoignage dans le prieuré de Vilhosc avec une magnifique crypte à triple abside soutenue par de puissants piliers dont un, étrangement, conserve en son milieu une pierre mobile, arrondie et lisse.



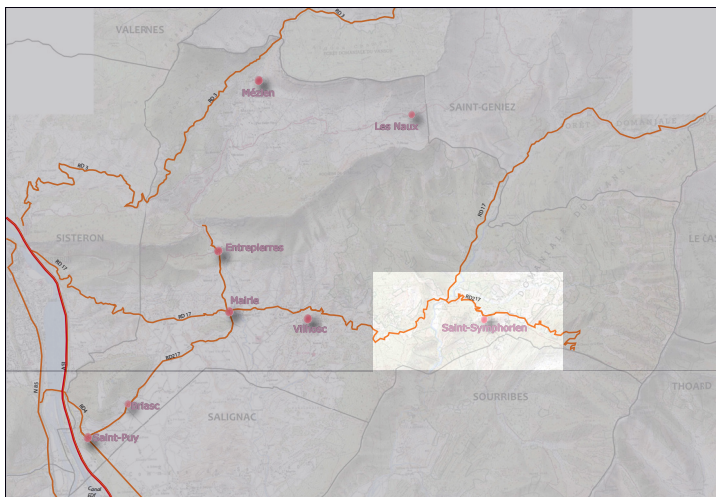
La crypte dédiée à Saint-Gervais date du 1er art Roman (XI°s.). Le hameau de Vilhosc s'est groupé autour de sa chapelle, implantée en vis à vis de celle de Salignac. Sur le versant Nord de la colline, de nouvelles constructions d'habitation ont vu le jour.



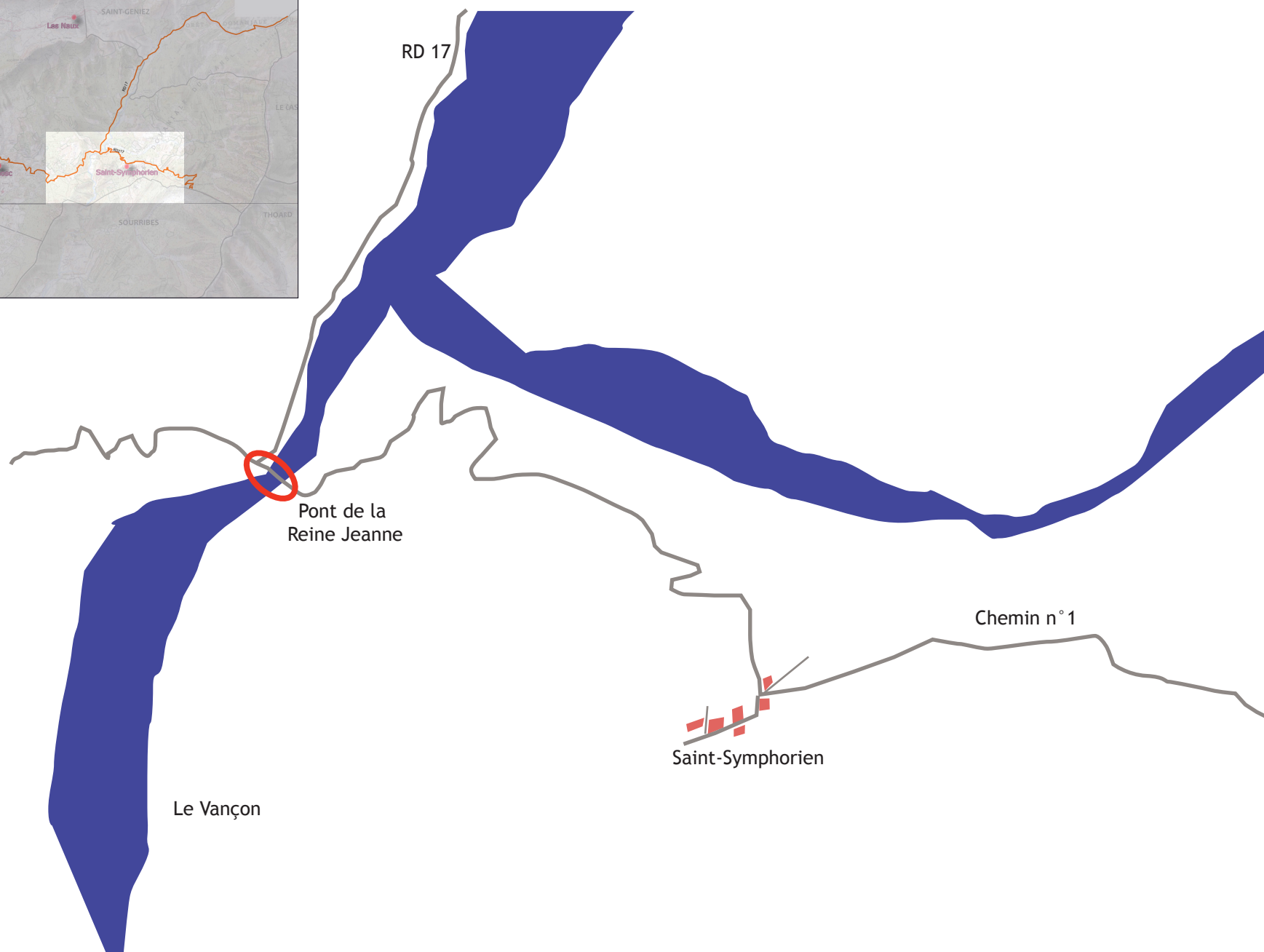
source : iPMConsultant, 2011

Vilhosc se caractérise par des constructions dédiées à l'usage d'habitat sans homogénéité dans les façades, toitures, volumétries. Il n'y a pas eu de véritable réflexion d'aménagement d'ensemble.



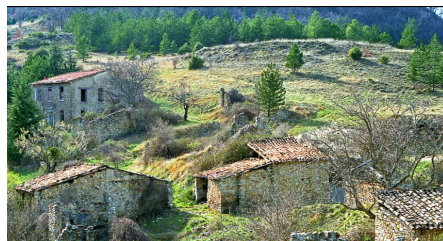


Sous territoire n° 5 : Saint-Symphorien



5. SAINT-SYMPHORIEN

Le nom du hameau vient du latin «sanctus symphorianus» cela peut se traduire par le patron du lieu, symphorien. Aujourd'hui le village de Saint-Symphorien est isolé du reste de la commune par la vallée du Vançon et le relief de la Corombe (888 mètres). La végétation y a repris ses droits.



Source : google earth 1994

Il est implanté à 723 mètres sur une arête perpendiculaire au Vançon entre «La Tour» et l'Ubrac de Barou. Le village offre un paysage qui s'étend du Nord de la vallée du ravin de Maurel jusqu'au Sud de la vallée de champ Druelle, en passant par le flanc Est de Corombe et le pied Est des Rochers de Saint-Michel. Pour accéder à Saint-Symphorien, il faut passer par le Pont de la reine Jeanne classé monument historique datant du XIV^e siècle. La traversée du pont n'est plus autorisée aux véhicules motorisés pour cause de risque d'effondrement, seul les piétons et cycles sont habilités à le franchir.



source : PMConsultant, 2011

Même s'il n'est plus habité, ce village offre une grande qualité paysagère et donc un potentiel. Il compte encore quatre constructions avec couverture et une dizaine de ruines disséminées tout autour. Saint-Symphorien représente tout d'abord un potentiel patrimonial car il possède une histoire marquante. Puis un potentiel touristique, il est à la croisée de chemins de randonnée, très proches des boisements de pinèdes et de hêtraies.

Un projet à caractère social en collaboration avec la commune d'Eybens (Isère) a vu le jour. La cure du village a été réhabilitée afin de permettre la création d'un hébergement saisonnier à caractère social. La commune d'Eybens a pris en charge 80 % du projet. La capacité d'accueil de ce bâtiment est estimée à une quinzaine de personnes.

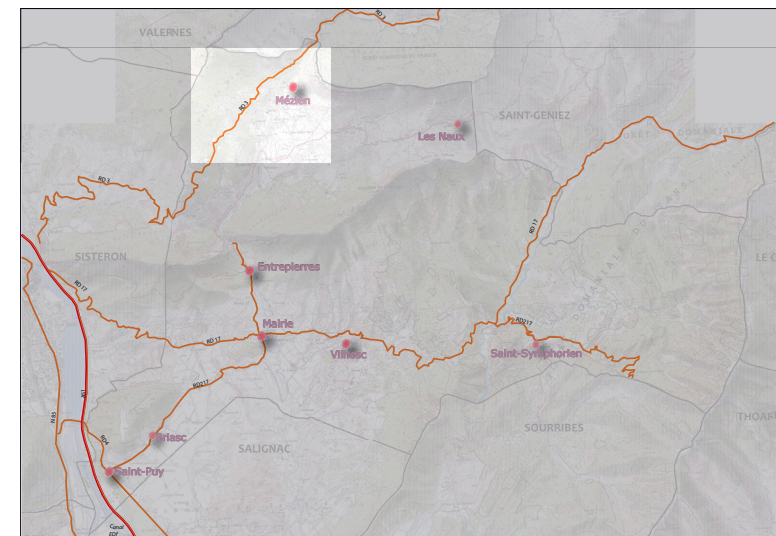
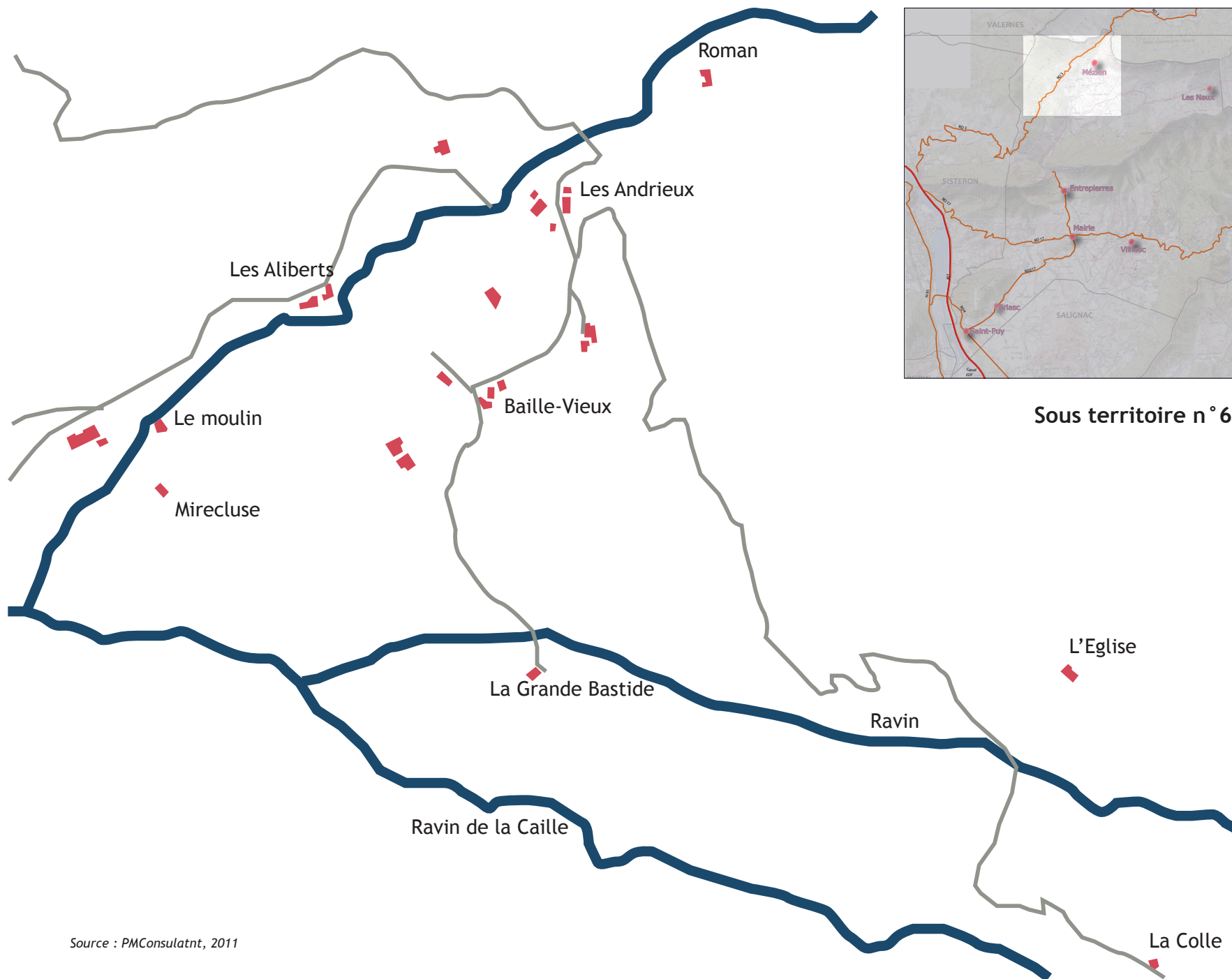


source : Photographie fournie par la mairie, 2010

Panorama depuis Saint-Symphorien, vue sur le Vançon et le massif des Monges



Source : google earth 1994



Sous territoire n°6 : Mézien

Source : PMConsultant, 2011

6. MÉZIEN ET LES NAUX

6.1. Mézien

Situé au Nord de la commune, il est contraint par les massifs montagneux de la Baume et de Gache et par les Rochers de Saint-Michel. Le hameau de Mézien est constitué d'habitations dispersées se répartissant les lieux-dits des Bailles-Vieux, la Prévôté, la Colle, les Aliberts, ..., la Grande Bastide et des Andrieux. Ce phénomène est lié à l'histoire et on peut le qualifier de mode d'appropriation du terroir au fil du temps, qui a fait que l'habitat de Mézien est un habitat dispersé en hameaux, nous retrouvons la même situation sur Saint-Symphorien qui a aussi été dépeuplé.

L'origine, extrait des écrits de Mme ALTMANN :

«Mézien est une appellation donnée à cette partie du territoire d'Entrepierrres depuis des temps anciens où l'occupation du sol s'effectuait par étapes, on nommait alors des superficies importantes en fonction de l'aspect du paysage ou de la situation de celle-ci.

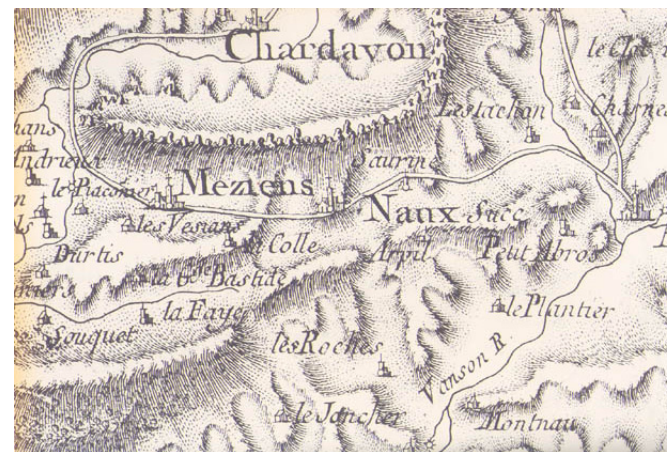
La position intermédiaire de «Mézien», entre Naux à l'extrémité N.E du territoire d'Entrepierrres et les terres situées sur les versants méridionaux de la chaîne montagneuse traversant le terroir lui a probablement valu ce toponyme d'origine romane issu de l'adjectif latin «medianus» lui conférant le sens de «qui est situé au milieu».

Le cadre de vie y est privilégié, composé de grands espaces agricoles en plaine et de massifs boisés importants. Mézien est composé de multiples regroupements d'habitations éclatées, séparées d'une centaine de mètres, sur la vaste prairie au Nord des Baille-Vieux. L'implantation du bâti est toujours faite en lien avec un replat. Le groupe d'habitations de Roman se situe avant le défilé de la Pierre Ecrite, en contre-bas se développe le hameau des Andrieux entre l'église et la Prévôté.

Cette partie du territoire subit la pression de la vallée de la Durance et la proximité de Sisteron. Il s'y implante un habitat résidentiel diffus. Cette dispersion sur le territoire entraîne un fractionnement des surfaces agricoles qui sont peu à peu abandonnées. Ce type d'habitat et le développement des friches sur les parcelles agricoles entraînent des impacts visuels forts qui tendent à dévaloriser le paysage. Sur l'ensemble, on pourra noter de la même manière l'impact des hangars agricoles de taille importante, dont les volumétries, les matériaux et les couleurs s'intègrent difficilement à l'environnement alentour.

6.2. Les Naux

Créé au XVII^e siècle, Les Naux a connu le sort des villages de bergers de Haute-Provence. Nous n'avons que très peu de traces de cette époque. Les archives départementales de Digne confirment cependant l'existence des Naux au début du XVII^e siècle grâce à la citation du Consul Richaud, consul de Naux, dans les procès verbaux n° 4 des Archives de B. A.



En 1960, l'école est fermée. C'est l'arrêt de mort du village, dont ne subsisteront que les murs pendant une dizaine d'années. Au début des années 60, en plein boom social, Naux devient un village fantôme, perdu dans un paysage féérique et hors du temps.



Ancienne école des Naux

vue globale du hameau des Naux





source : PMConsultant, 2011

Les regroupements d'habitations, pour la plupart bien intégrés au paysage



Les maisons neuves éparses ou certaines restaurations et agrandissements affaiblissent la richesse architecturale et patrimoniale des bâtiments ruraux. L'effet de mitage est important, rompant les unités paysagères existantes, et diminuant les espaces agricoles.



7. L'HABITAT ISOLÉ

Il s'agit de vestiges de constructions anciennes. Les fermes avaient une raison d'exister de manière autonome puisqu'elles étaient situées au sein des terres cultivaient.

On peut recenser trois lieux où les habitations sont isolées du reste de la commune entre les Meuniers et la Mairie d'Entrepierres, le long du Riou du Jabron.

1. Les Meuniers sont situés au coeur du bassin du Mézien au bord de la route reliant Entrepierres à Mézien et dominés par les falaises de Gache.
2. Au bord du torrent du Jabron, le groupement d'habitations dites du Colombiers.
3. L'ensemble bâti de Charagne se trouve sur le plateau du vallon du Jabron. Il représente le coeur de la zone NB au Nord du hameau de la Mairie.

8. UN PATRIMOINE RICHE, TÉMOIN DE SON HISTOIRE

La commune d'Entrepierres présente un patrimoine bâti et naturel particulièrement riche et varié. Deux monuments historiques sont connus et d'ores et déjà préservés par des mesures légales ou réglementaires appropriées. Mais de nombreux sites restent encore méconnus et ne font l'objet d'aucune disposition protectrice.

8.1. Les monuments inscrits ou classés au titre de la loi de 1930

La loi du 2 mai 1930 concerne les sites naturels dont la conservation ou la préservation présente au point de vue artistique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général. Comme pour les édifices, celle-ci prévoit deux degrés de protection en fonction des caractéristiques et de la valeur patrimoniale du site : le classement et l'inscription.

- Le classement

L'initiative émane de la Commission Départementale des Sites et le classement est pris par arrêté ministériel. Les sites classés ne peuvent être ni détruits ni modifiés dans leur état ou leur aspect sauf par autorisation spéciale du ministre chargé des sites. Les effets du classement suivent le site en quelque main qu'il passe. Quiconque est tenu de faire savoir à l'acquéreur l'existence de ce classement. Il est à noter que la publicité commerciale n'y est pas tolérée.

- L'inscription

L'inscription concerne les sites méritants d'être protégés mais qui n'ont pas forcément un intérêt qui justifierait le classement. La proposition d'inscription est soumise pour avis au Conseil Municipal. Elle introduit la notion d'espace protégé dans les raisonnements des acteurs de l'urbanisme. Néanmoins, les effets sont très limités dans la mesure où l'administration ne peut s'opposer à des travaux ou des opérations dégradant les sites. Elle entraîne, pour les maîtres d'ouvrages, l'unique obligation d'informer l'administration de tout projet quatre mois au moins avant le début des travaux.

Deux monuments historiques sont recensés sur la commune. Il s'agit de :

- Le prieuré de Vilhosc

La crypte de Vilhosc est l'édifice religieux le plus notable de la commune puisqu'elle est classée monument historique. Selon ce qu'en disait A. Chauvel en 1931 : *«C'est, à notre connaissance, après le temple souterrain de Saint-Geniez en Dromon, l'un des édifices les plus anciens du département des Basses-Alpes»*.

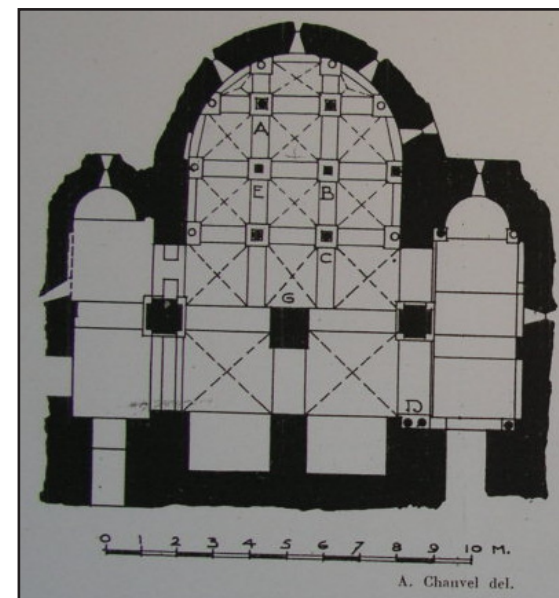
Du prieuré de Vilhosc, aujourd'hui intégré dans un corps de ferme, ne subsiste que la crypte datant de la seconde moitié du XI^e siècle. Ce prieuré rural dépendait de la prévôté des Chanoines réguliers de Saint-Augustin, établie à Chardavon au Nord du Mézien.

Il fût ruiné dès le XIV^e siècle et transféré à la Baume, transformé en bâtiment agricole pendant la révolution. L'église de Saint-Gervais s'élevait autrefois sur cette crypte dont les trois quart de sa surface sont enterrés. La crypte, correspondant aux édifices classiques du premier art roman méridional, accueillait de nombreux pèlerins.

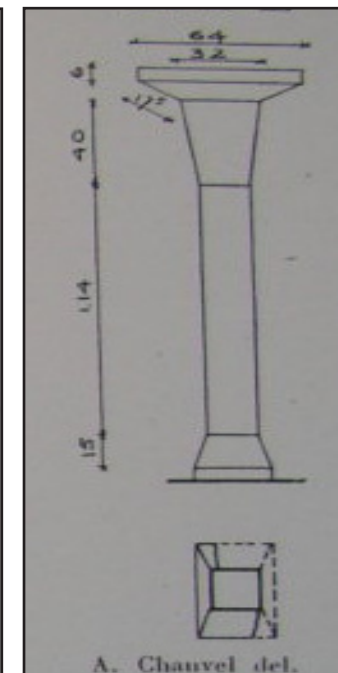
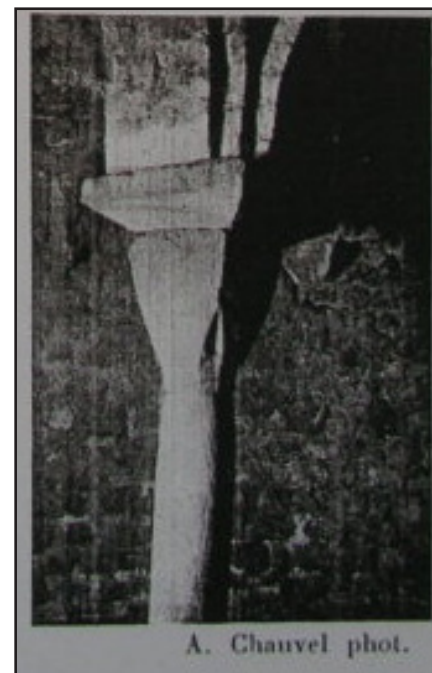
D'après Guy Barruol : *«La crypte comporte une vaste abside, précédée d'un vestibule flanqué de deux petits bas-côtés. Le vestibule est formé de deux travées juxtaposées couvertes de voûtes d'arêtes, prenant appui vers l'est sur trois robustes piliers appareillés et vers l'ouest sur trois têtes de murs limitant deux profondes niches rectangulaires, voûtées en plein cintre»*.



source : iPMConsultant, 2011



Plan de la crypte de Vilhosc



Colonne et pilier
de la crypte de Vilhosc

- Le pont de la Reine Jeanne

Le Pont de la Reine Jeanne fût construit au XIV^e siècle, remplaçant un vieux pont qui constituait une draille pour le passage des bêtes.

Ce pont est composé d'un tablier en pierres très relevé en son milieu en dos d'âne. Les claveaux sont extradossés afin de lui conférer de l'élasticité. Large de 2,05 mètres, ce pont étroit est long de 35 mètres avec une hauteur d'environ 12,50 mètres. Il génère un périmètre de protection

source : PMConsultant, 2011



source : PMConsultant, 2011

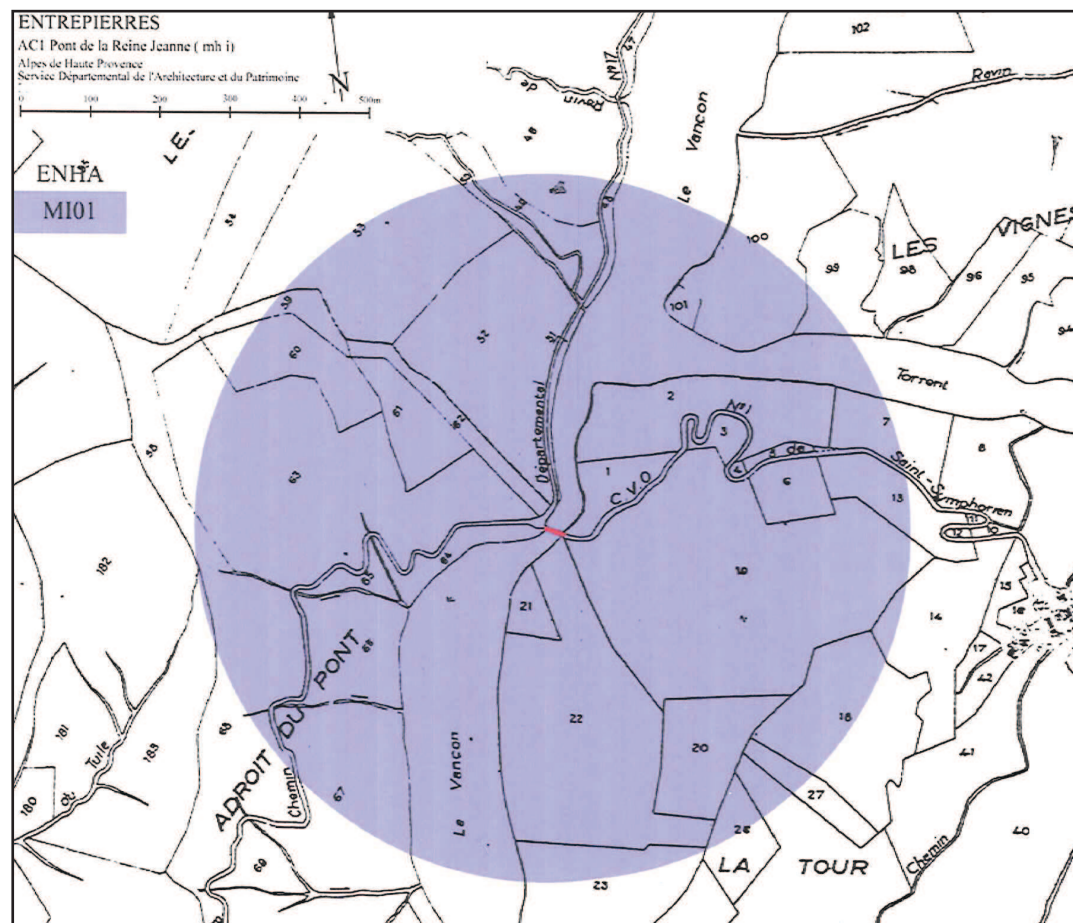


Le pont de la reine Jeanne

Construit au 14^e siècle, il permet de rejoindre le village de Saint-Symphorien.

Le pont en dos d'âne, d'une seule arche surplombe le torrent du Vançon. Selon la légende, Jeanne 1^{re} d'Anjou-Sicile (1326-1382) aurait offert cet ouvrage aux villageois qui l'auraient accueillie alors qu'elle était accusée du meurtre de son époux, André de Hongrie (1345).

Jeanne 1^{re} d'Anjou-Sicile, dite la Reine Jeanne (1326-1382) fut reine de Sicile et comtesse de Provence de 1343 à 1375.



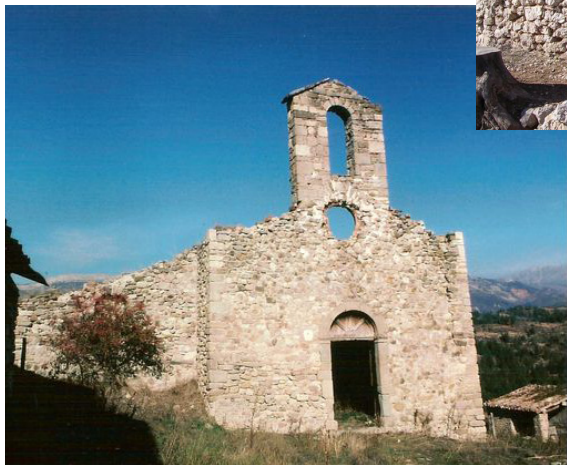
8.2. Les éléments naturels et urbains remarquables

La préservation de ces éléments peut s'opérer, si la commune le souhaite, en application de l'article L.123-1 alinéa 7 du code de l'urbanisme qui s'attache à la mise en oeuvre de dispositions particulières concernant les éléments naturels et urbains.

a. le patrimoine religieux

Entrepierres comprend cinq hameaux et donc cinq chapelles. Les chapelles d'Entrepierres, de Vilhosc et de Mézien ont déjà pu être restaurées. La chapelle de Naux est privée et est rénovée, contrairement au reste du hameau. Une initiative courageuse est cependant actuellement en cours pour redresser certaines des ruines du village. La chapelle de Saint-Symphorien a, quant à elle, été consciencieusement arasée au bulldozer jusqu'à environ 1,5 mètre de hauteur. En plus de ces cinq chapelles, d'autres édifices religieux parsèment la commune. Les fondations du Prieuré rural de Saint-Puy ont été redécouvertes en 2003, ainsi que les ossements d'un probable cimetière attenant. Cette remise à jour a eu lieu lors de la réalisation des fouilles d'un chantier. L'achèvement du chantier n'a pas permis la préservation de cette découverte.

Chapelle du hameau des Naux
source : photographie mairie



Saint-Symphorien
source : www.entrepierres.net

Eglise Saint-Gervais et Saint-Protas de Vilhosc et son cimetière rénovée en 2006

La chapelle de Vilhosc a été édifée autour de la seconde moitié du XVII^e siècle. En 1713, une extension composant une aile gauche fût dédiée à la chapelle Notre Dame du Rosaire. C'est en 1838 que l'état médiocre de celle-ci est révélé dans un rapport, décrivant les lézardes qui apparaissent sous le poids des pierres du clocher. Elle fût rénovée en 2006.

source : PMConsultant, 2011



Eglise Saint-Jean de Mézien



source : PMConsultant, 2011

Ancienne chapelle privée appartenant aux moines de la Prévôté de Chardavon, elle devint église paroissiale durant la révolution française. L'église est, tout comme les habitations aux alentours, isolée ce qui lui confère un statut remarquable. Elle est bordée par son cimetière et son clocher émerge parmi la végétation composée de grands arbres. En 1827, l'église fût agrandie.

Eglise du hameau d'Entrepierres



source : PMConsultant, 2011

b. le patrimoine agricole

Quelques fermes représentatives du bâti rural des XVIIIe et XIXe siècles ont été répertoriées sur la commune : la ferme de Saint-Puy, de Briasc, de la Collette et de Montuery.



source : Porter à connaissance, mai 2010, 2011

Imposantes bastides en piémont de la petite montagne de Briasc



source : Porter à connaissance, mai 2010, 2011

Exemple de restanques, le long de la route départementale 3

source : PMConsultant, 2011



Maison en rebord de replat aux Baille-Vieux



source : Porter à connaissance, mai 2010, 2011

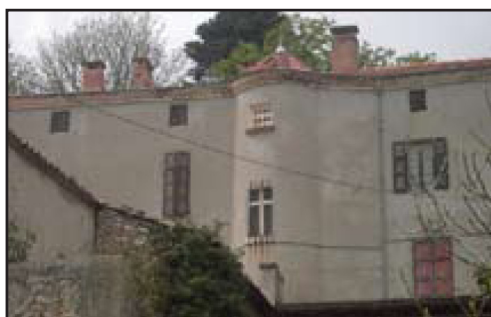
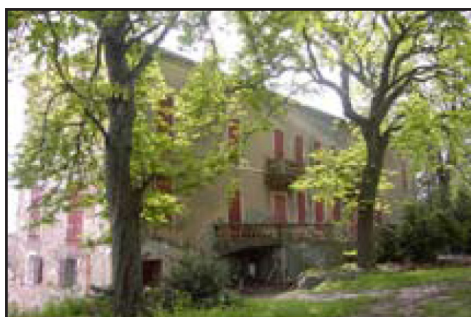
Ferme de la Colle au piémont de l'Ubac des Rochers de Saint-Michel

c. Autres patrimoines

Le Château de Briasc

Le Château compte parmi les éléments bâtis les plus anciens. Cet élément était une ancienne ferme qui a été fortifiée au XVI^{ème} siècle et maintes fois remaniée avant d'aboutir à sa volumétrie actuelle avec ses tours d'angles. Ce château, surplombant tout le plateau d'Entrepierres, a un intérêt historique du fait qu'il fût le lieu de résidence de deux écrivains français célèbres : François Jammes (1868-1938) et Georges Bernanos (1888-1948).

Au Nord son ouverture vers le parc est composée d'un large perron donnant accès à l'entrée principale. Les fenêtres rectangulaires, l'escalier et portes-fenêtres sont ornées de balustres en terre cuite. Au Sud, la façade aux ouvertures irrégulières donne sur une petite cour intérieure comportant deux avancées.



Sources : photographie de la mairie

Le patrimoine lié à la présence l'eau

Dans la commune d'Entrepierres, sont présentes quelques fontaines publiques et abreuvoirs en pierre.



source : PMConsultant, 2011

Hameau d'Entrepierres, petite fontaine avec abreuvoir et lavoir.



source : PMConsultant, 2011

Au coeur du bassin de Mézien, aire de détente aménagée autour de la fontaine



source : PMConsultant, 2011

Hameau de Vilhosc, accolée au muret du cimetière, la fontaine participe à la qualité de l'aire de détente aménagée d'une table de pique-nique.

	CONSTATS	ENJEUX
L'environnement urbain, les équipements et infrastructures de communication	- Une forme urbaine dominante constituée de regroupement d'habitations de relativement faible densité, à vocation exclusive d'habitat	• Améliorer l'organisation de la commune et développer les liens entre chaque hameau ou parties urbanisées
	- Des capacités foncières de développement de l'habitat à retravailler	• Préserver et valoriser les caractères architecturaux et urbains de chacun des hameaux
	- Des hameaux abandonnés qui offrent un potentiel touristique important (les Naux et Saint-Symphorien)	• Maîtriser la gestion de l'interface entre urbain et naturel, notamment au Nord du territoire communal, secteur de Mézien et au Sud quartier de Saint-Puy.
	- Tous les équipements de la commune sont regroupés dans le hameau de la Mairie	• Renforcer l'attractivité de la commune par la valorisation des éléments urbains et naturels de caractère
	- Pas de lien entre les équipements (prescriptions architecturales non uniformes)	• Dynamiser la vie du hameau de la Mairie par l'implantation de commerces et services de proximité afin de favoriser une mixité des fonctions.
	- Une situation privilégiée par la proximité de l'A 51	• Réfléchir à la capacité des équipements au regard de l'arrivée de nouvelles populations
	- Une entrée de commune de qualité urbaine banalisée par l'implantation peu maîtrisée des constructions (habitat et activités)	• Réfléchir à la mise en place d'une politique de déplacement allant dans le sens du développement durable
	- Un potentiel de stationnement non utilisé et valorisé	• Conforter la centralité du hameau de la Mairie en créant des liaisons douces vers les hameaux périphériques
	- Une utilisation quasi-exclusive de la voiture	
	- Une problématique des déplacements doux à prendre en compte	

CHAPITRE IV :

SANTÉ ET CADRE DE VIE

1. LES RISQUES IDENTIFIÉS SUR LA COMMUNE

Les différents types de risques auxquels chaque individu peut être exposé, sont classés en cinq grandes familles :

- Les risques naturels : avalanche, feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, cyclone, tempête, séisme et éruption volcanique.
- Les risques technologiques : risques industriels, nucléaires, biologiques, de ruptures de barrage, d'origine anthropique.
- Les risques de transports collectifs : risques technologiques également de transports de personnes et de matières dangereuses dont les enjeux varient en fonction du lieu de l'accident.
- Les risques de la vie quotidienne : accidents domestiques, accidents de la route...
- Les risques liés aux conflits.

Seules les trois premières catégories appartiennent à la famille des risques majeurs qui se définissent comme la confrontation d'un événement potentiellement dangereux (aléa) et d'une zone où des enjeux humains, économiques ou environnementaux sont présents.

Dans un souci de bonne appréhension et de cohérence des types de risque, le diagnostic comprend deux parties :

- les risques naturels : inondation, incendie et mouvement de terrain.
- les risques technologiques : industriels, transports de matières dangereuses et rupture de barrage.

Afin de préserver les vies humaines et de réduire le coût des dommages humains liés à une inondation, l'urbanisation et le développement des collectivités territoriales doivent être recherchés hors des zones soumises aux risques naturels, technologiques et de transport de matières dangereuses.

1.1 Les risques naturels

La commune d'Entrepierres est concernée par les risques naturels suivants :

- Le risque inondation,
- Le risque de feux de forêt,
- Le risque de chutes de blocs ,
- Le risque sismique ,
- Le risque de ravinement,
- Le risque de mouvement de terrain et retrait gonflement des argiles.

• **Le risque de chutes de blocs** est observé entre l'église de Mézien et le hameau des Naux, sous les falaises de Chardavon.

• **Le risque sismique** situé en secteur de sismicité 4 (risque moyen). La faille du Val de Durance a notamment connu quatre séismes assez importants en 1509, 1708, 1812 et 1913 tous au sud de Folcalquier. Cependant un séisme important a été noté au cours de l'histoire récente au niveau du massif du Vançon (faille importante entre Sisteron et Digne) d'une intensité estimée à VII sur l'échelle Medvedev-Sponheuer-Karnik (MSK). Pour certaines constructions, des règles spécifiques concernant le parasismique devront être appliquées.

• **Le risque de ravinement** localisé dans les secteurs de marnes grises (roubines) autour des lieux-dits la Girale, Les roubines, Les Mians, le Grand Défend et la Faye.

• **Le risque de mouvement de terrain**, notamment dans la zone forestière du bassin de Vouse.

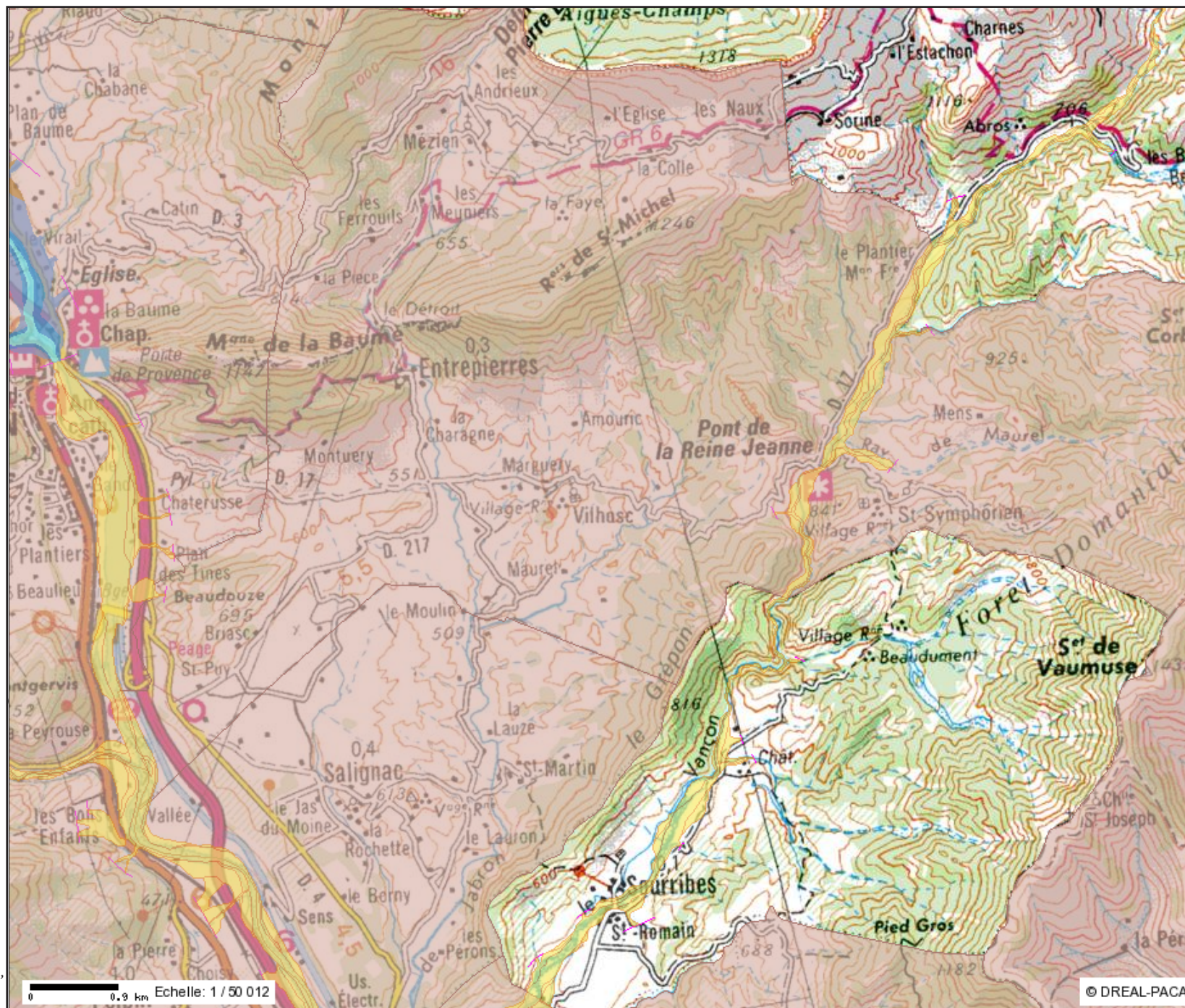
Ces risques naturels contraignent fortement le développement du territoire et représentent un invariant du projet de la commune. Actuellement, dans le document d'urbanisme en vigueur, les risques sont pris en considération. Les zones sont indicées. Il n'existe pas de Plan de Prévention des Risques sur la commune. Ci-après les cartographies des risques inondation, feux de forêts et retrait gonflement des argiles, clairement identifiés sur la commune.

- **Le risque inondation**, une inondation est une submersion plus ou moins rapide d'une zone avec des hauteurs d'eau et des vitesses variables. Ce risque est présent le long des principaux affluents, le Vançon, le Riou de Jabron, la Vouse et la Durance.

En 2002, deux études ont été menées sur les zones inondables par la DIREN PACA et concernent la commune.

La première consiste en une évaluation de la vulnérabilité des zones inondables de la Durance entre Sisteron et Avignon.

La deuxième est une étude AZI (atlas des zones inondables) sur la moyenne et la basse Durance (en jaune sur la carte ci-contre). Deux secteurs sont identifiés : les abords des cours d'eau de la Durance et du Vançon.



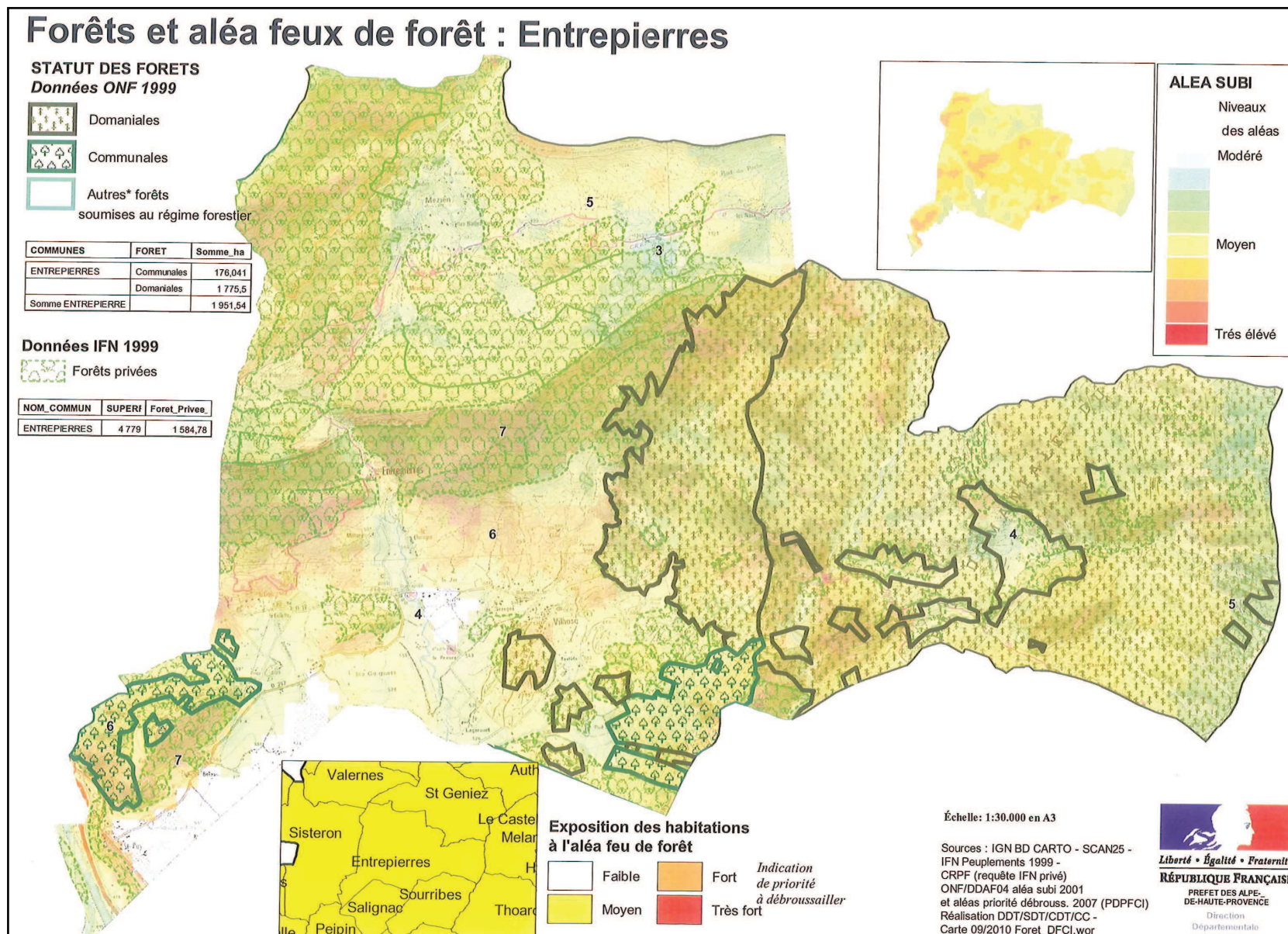
- Le risque de feux de forêts, est également présent sur la commune.

Il concerne la majorité du territoire. La commune n'est pas couverte par un Plan de Protection des Risques d'Incendie de forêt (PPRIf).

Cependant, l'élaboration du PLU peut être l'occasion de mener une réflexion sur la réglementation à mettre en place concernant les accès aux habitations en zones d'habitat diffus au vu des contraintes de sécurité en cas d'incendie.

Maîtriser l'aménagement du territoire, permet d'éviter d'augmenter les risques dans les zones sensibles et de diminuer la vulnérabilité des zones déjà urbanisées.

Source : Porter à connaissance de l'Etat



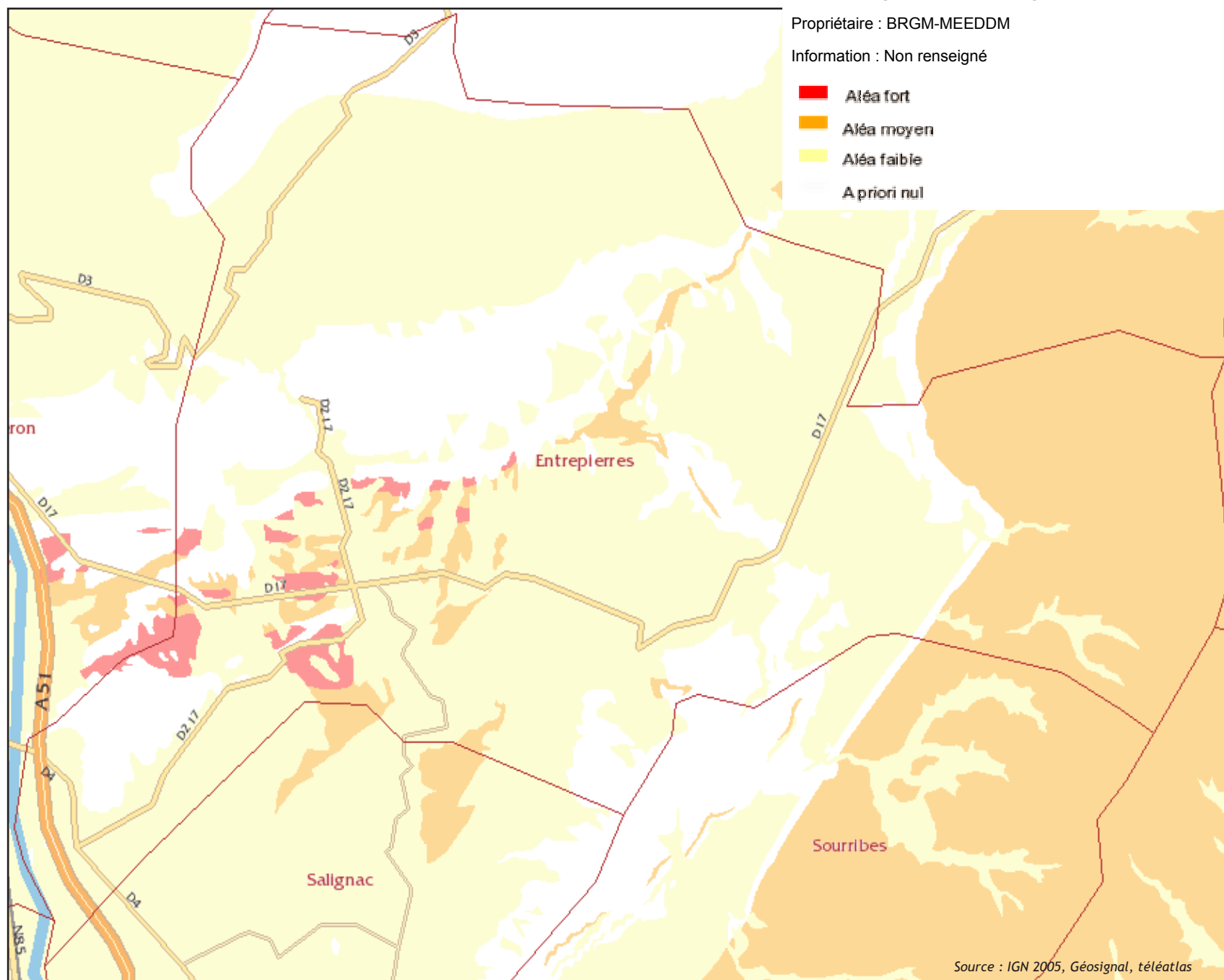
• Le risque de retrait gonflement des argiles, fait l'objet d'un Plan de Prévention des Risques Naturels datant de décembre 2010. Ce plan indique le secteur géographique concerné et les mesures applicables aux constructions.

Le risque est recensé sur la commune avec deux secteurs à enjeux.

A l'est, rive gauche du Vançon, le territoire est concerné par un aléa moyen.

Le long de la route départementale 17, sur le versant nord de la colline de Briasc et quelques zones du plateau agricole d'Entrepierrres sont classés en aléa fort et moyen.

Le reste du territoire quant à lui n'est pas soumis à ce risque. Il est classé en aléa faible ou nul.



1.2 Le risque d'accident de transport de matières dangereuses

La commune d'Entrepierres, comme tout le territoire national est soumise aux risques liés aux accidents de véhicule transportant des matières dangereuses. Les effets peuvent être : une fuite toxique, un incendie, une explosion ou une pollution.

2. LA RESSOURCE EN EAU

2.1 Le réseau public d'eau potable

La gestion du réseau d'alimentation en eau potable est assurée par les services du SIVU d'Entrepierres Salignac (régie directe).

L'eau potable, prélevée dans la source de la Pinole située au Nord-Est d'Entrepierres, passe par plusieurs brises charges avant d'être acheminée sur plusieurs réservoirs. Elle est ensuite distribuée à l'ensemble des abonnés.

Le SIVU prélève l'eau nécessaire pour les habitants d'Entrepierres et Salignac ainsi que pour un quartier de Sisteron.

Le réseau est composé de plusieurs maillages, l'eau arrive directement dans le réservoir de Vésian, un premier maillage s'amorce pour desservir les quartiers de Mézien, Mirecluse, Vilhosc et Entrepierres, un autre maillage distribue l'eau à Salignac et à un quartier de Sisteron.

Initialement alimenté par le captage de la Pierre Ecrite de 1964 à 1992. Ce captage est maintenu en état pour servir à tout moment en cas de besoin.

Le réseau de la Pinole est en service depuis 1993, avec environ 70 km de canalisations, il dessert 469 abonnés. La source est captée à 1450 m d'altitude, le débit capté est limité par arrêté préfectoral, et le réseau fonctionne par gravitation (sans pompage). La commune dispose de 8 réservoirs d'une capacité totale de 1160 m³, ainsi que 3 brise charges. Les fiches descriptives de chaque ouvrage sont présentées ci après.

Concernant la défense incendie, 27 poteaux ont été recensés pour 51 Km de réseaux, soit en moyenne un organe dédié à la défense incendie pour 1,88 Km de réseau environ.

A l'heure actuelle, un schéma directeur d'eau potable est en cours d'élaboration. La capacité en eau potable s'avère suffisante au regard du projet de la commune, mais des travaux de renforcement des canalisations devront être effectuées notamment sur le secteur de la Mairie et de la zone IAU.

Compléments d'informations

1) Le schéma directeur se projette sur une situation dans 20 ans avec une population estimée à + 250 habitants pour Entrepierres. Le P.L.U. se projette à 10 ans avec + 150 habitants.

2) Bilan actuel avant identification et réparation des pertes du réseau, rendement à peu près 50%.

- Ressource = 375 m³ jour,
- Besoin = 270 m³ jour moyen, 371 m³ jour de pointe,
- Marge = 28% jour moyen, jour de pointe 2%,

3) Projection à 20 ans avec rendement du réseau à 90% : marge + 20% jour moyen, et - 7% jour pointe.

4) Solution préconisée

- a. Renégocier au sein de la communauté de commune la répartition de consommation par commune.
- b. Dans les 10 ans renégocier auprès du préfet le droit de captage par le président de la communauté de commune.

Rappel : actuellement de 10 à 14 L secondes pour 22 L secondes initialement accordées en 1991.

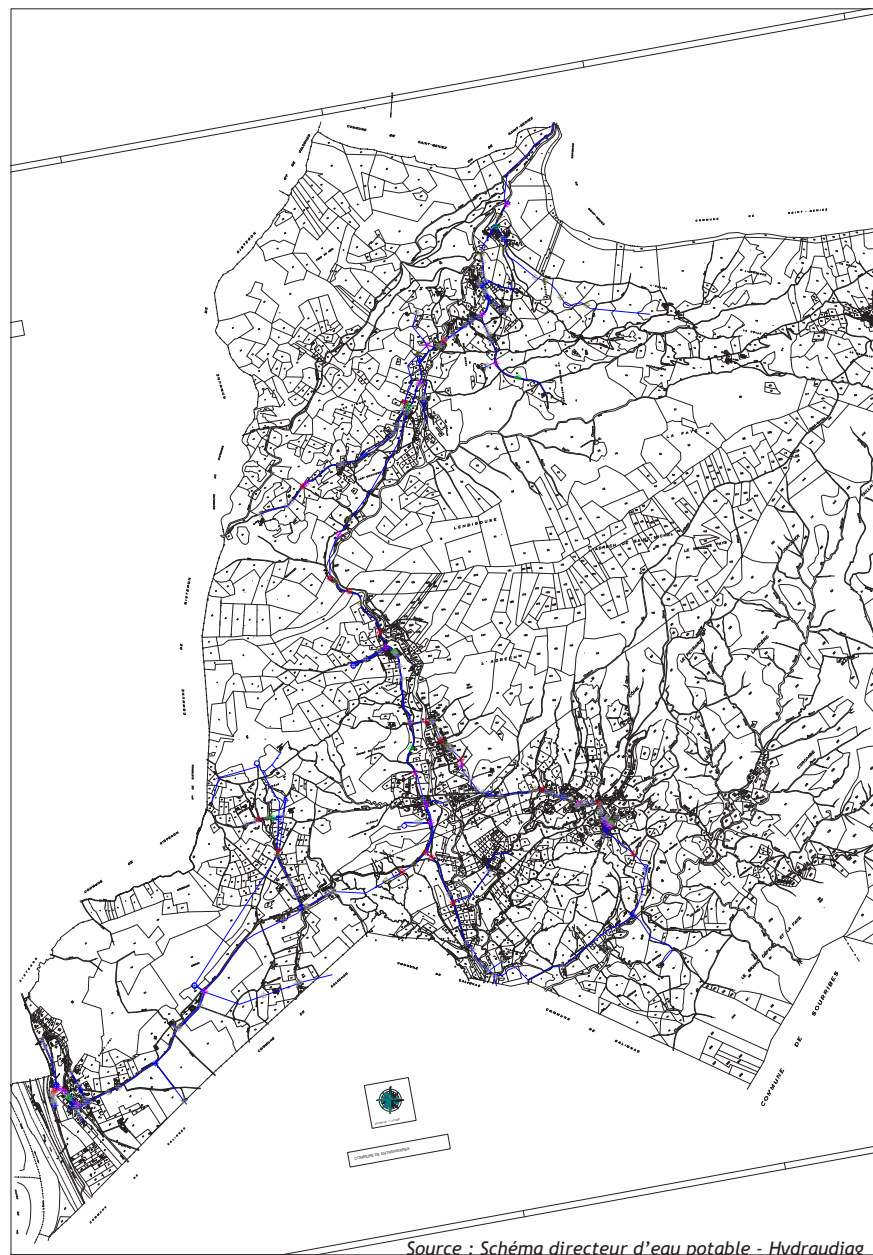
2.2. Le réseau d'irrigation

D'après le rapport de présentation en date d'avril 1990 :

«le fort potentiel agricole de la commune bénéficie d'une trame importante de réseau d'irrigation alimenté à partir du réservoir de la colline de Briasc, lui-même alimenté en partie par une prise d'eau dans le canal EDF. c'est l'ensemble de la partie du plateau de Briasc qui est ainsi équipé.»

En 2009, le recensement agricole de l'association syndicale d'irrigation Salignac-Entrepierres dénombre 239 hectares de surfaces agricoles cadastrées. Les surfaces réellement irriguées sur Entrepierres représentent, en 2009, 203 hectares.

PLAN DU RÉSEAU D'EAU POTABLE DE LA COMMUNE

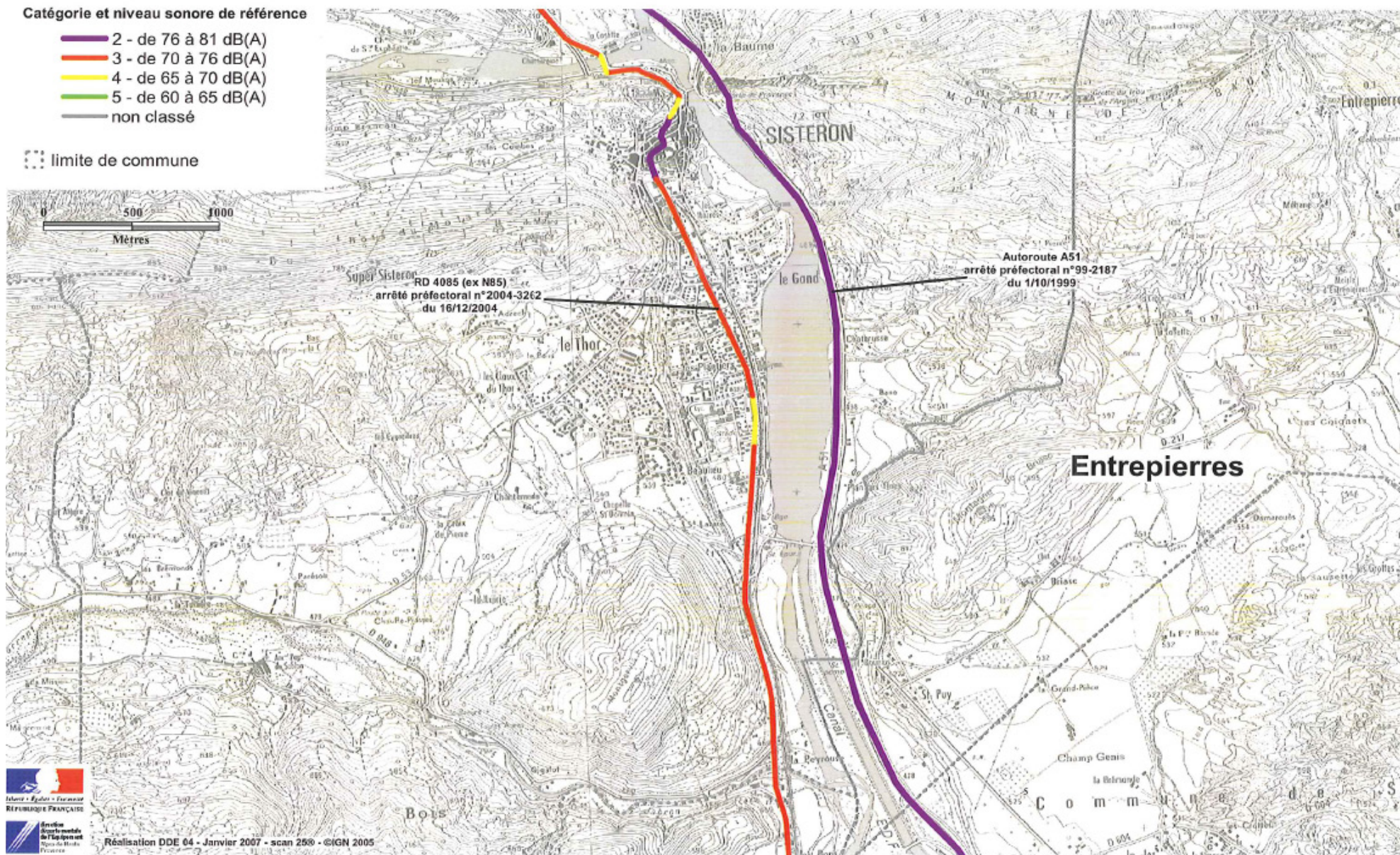


Classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Catégorie et niveau sonore de référence

- 2 - de 76 à 81 dB(A)
- 3 - de 70 à 76 dB(A)
- 4 - de 65 à 70 dB(A)
- 5 - de 60 à 65 dB(A)
- non classé

--- limite de commune



3. LE BRUIT

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres constitue un dispositif réglementaire préventif. Il se traduit par la classification du réseau de transports terrestres en tronçons auxquels sont affectés une catégorie sonore, ainsi que par la délimitation de secteurs dits «affectés par le bruit», dans lesquels les futurs bâtiments sensibles au bruit devront présenter une isolation acoustique renforcée. Le classement sonore n'est donc ni une servitude, ni un règlement d'urbanisme, mais une règle de construction fixant les performances acoustiques minimales que les futurs bâtiments devront respecter. Plusieurs textes réglementaires ont adopté ce classement des infrastructures de transports terrestres afin de déterminer l'isolement acoustique minimal des bâtiments à construire.

L'application de l'arrêté interministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres, a entraîné le classement de l'autoroute, passant sur la commune d'Entrepierres, selon les niveaux de bruit et la largeur des secteurs affectés ainsi que le type de tissu urbain affecté.

L'arrêté préfectoral n°2004-3262, du 16 décembre 2004 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres de la route nationale 85. Celle-ci ne traverse pas la commune, cependant elle se situe en limite communale au sud-ouest. Elle est déclarée de catégorie 3 et de niveau sonore au niveau d'Entrepierres de 70 à 76 dB(A). Par conséquent les constructions exposées au bruit sont celles des hameaux de Saint-Puy et du Baumas, hameaux les plus proches de la route nationale.

De même l'arrêté préfectoral n°99-2187, du 01 octobre 1999 portant sur le classement sonore des infrastructures de transports terrestres de l'autoroute A51 : catégorie 2, niveau sonore de 76 à 81 dB(A), indique qu'une bande de 250 mètres est affectée par le bruit à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche. Pour les constructions autorisées aux abords de cet axe , il convient de procéder à une analyse acoustique conforme aux dispositions de l'arrêté. Le niveau d'isolement acoustique qui sera retenu pour chaque façade devra être mentionné dans la demande de permis de construire.

4. LA GESTION DES DÉCHETS

L'achat de sacs poubelles identifiés se fait en Mairie, tous les mardi et vendredi après-midi. La facturation des sacs est annuelle depuis février 2009, émise en fin d'année. Le ramassage des poubelles se fait par un employé communal. La tournée à lieu tous les lundis matins dès huit heures et reportée au jour suivant si celui-ci est férié.

La collecte des encombrants est organisée tous les premiers mercredis de chaque trimestre. Une inscription préalable doit se faire en mairie afin de signaler la nature des encombrants.

La déchetterie est gérée par le SMITOM de Sisteron. Elle est située route de Sisteron dans la commune de Ribiers. Elle est ouverte du lundi au samedi toute l'année.

5. L'ASSAINISSEMENT

5.1. Le réseau d'assainissement des eaux usées

a. L'assainissement collectif

La commune d'Entrepierres possède un taux de raccordement au réseau public d'assainissement faible avec 21 abonnés, il représente 8% de la population.

Seuls deux quartiers sont reliés à une station d'épuration publique :

- La station du Village mise en service en 1998, de capacité 70 équivalent-habitants est de type fosses toutes eaux-infiltration. Le SATESE indique qu'un problème de conception est présent et que le fonctionnement du réservoir de chasse est insuffisant.
- La station de Vilhosc mise en service en 1998, de capacité 50 équivalent-habitants est de type fosses toutes eaux-infiltration. Le fonctionnement de cette station est satisfaisant.

b. L'assainissement autonome

D'une manière générale, les sols de la commune se sont développés en majorité sur les formations marneuses ou calco-marneuses. Aussi, leurs caractéristiques pédologiques leur confèrent une mauvaise perméabilité et donc une mauvaise aptitude vis à vis des pratiques d'assainissement individuel par épandage. Saint-Puy est la seule zone pour laquelle l'épandage souterrain peut-être mis en oeuvre.

De plus, les constructions sont diffuses sur le territoire avec parfois des contraintes fortes d'implantation des dispositifs (topographies, linéaires élevés...). Les contraintes topographiques déterminent en grande partie l'orientation des projets d'assainissement collectif et assimilés (ouvrages de relèvement individuel ou collectif). Aussi, l'assainissement autonome y a été préféré, car il s'adapte à un tissu d'habitat diffus à peu dense.

Le service S.P.A.N.C. (Service Public d'Assainissement Non Collectif) est créé sur Entrepierres depuis 2000. Un technicien spécialisé est employé par la commune pour la gestion et le contrôle des quelques 230 dispositifs d'assainissement autonome présents sur la commune. Depuis cette année 2012, la compétence a été déléguée au niveau intercommunal.

Le schéma directeur d'assainissement réalisé en parallèle du présent Plan Local d'Urbanisme a permis de prendre en compte les projets de développement de la commune et d'apporter des solutions financières et techniques adaptées à la

réalité communal.

Le schéma directeur d'assainissement constitue un élément fondamental dans la planification urbaine. Le PLU et celui-ci doivent être cohérents, et en particulier sur les dispositions du règlement de zones relatives à la desserte des constructions par les réseaux, ou dans les zones où l'assainissement non collectif est prévu afin d'imposer des tailles minimales de parcelles.

c. Le projet de développement de l'assainissement collectif

La commune prévoit la réhabilitation de la STEP privée de l'ancien camping située quartier Charagne d'une capacité actuelle de 75 Eq/Hab. Cette capacité de traitement limite le nombre d'habitations à raccorder.

L'hypothèse validée par la commune, est de connecter 30 habitations au maximum sur cette station existante :

- soit les 10 habitations existantes ;
- et donc au maximum 20 habitations supplémentaires (zone IAU).

Calendrier des travaux :

- Achat station d'épuration Charagne et terrain, prévu au budget 2013.
- Étude appel d'offre mise en conformité 1er semestre 2014.
- Début des travaux 2ème semestre 2014 et 2015.

La volonté de développement urbain sur le secteur bas du hameau de Charagne en amont de la route communale (cf photos ci-dessous) est prise en compte. L'implantation d'habitats intermédiaires (exemple de 2 logements par bâti) permettrait une certaine densification autour du pôle école - mairie. La solution du système collectif est alors très adaptée.

5.2. La gestion des eaux pluviales

La connaissance de l'écoulement des eaux pluviales et du ruissellement, notamment en montagne, est une donnée importante pour l'implantation des zones à urbaniser. En dehors du réseau hydrographique naturel de la commune, le réseau pluvial n'existe pas.

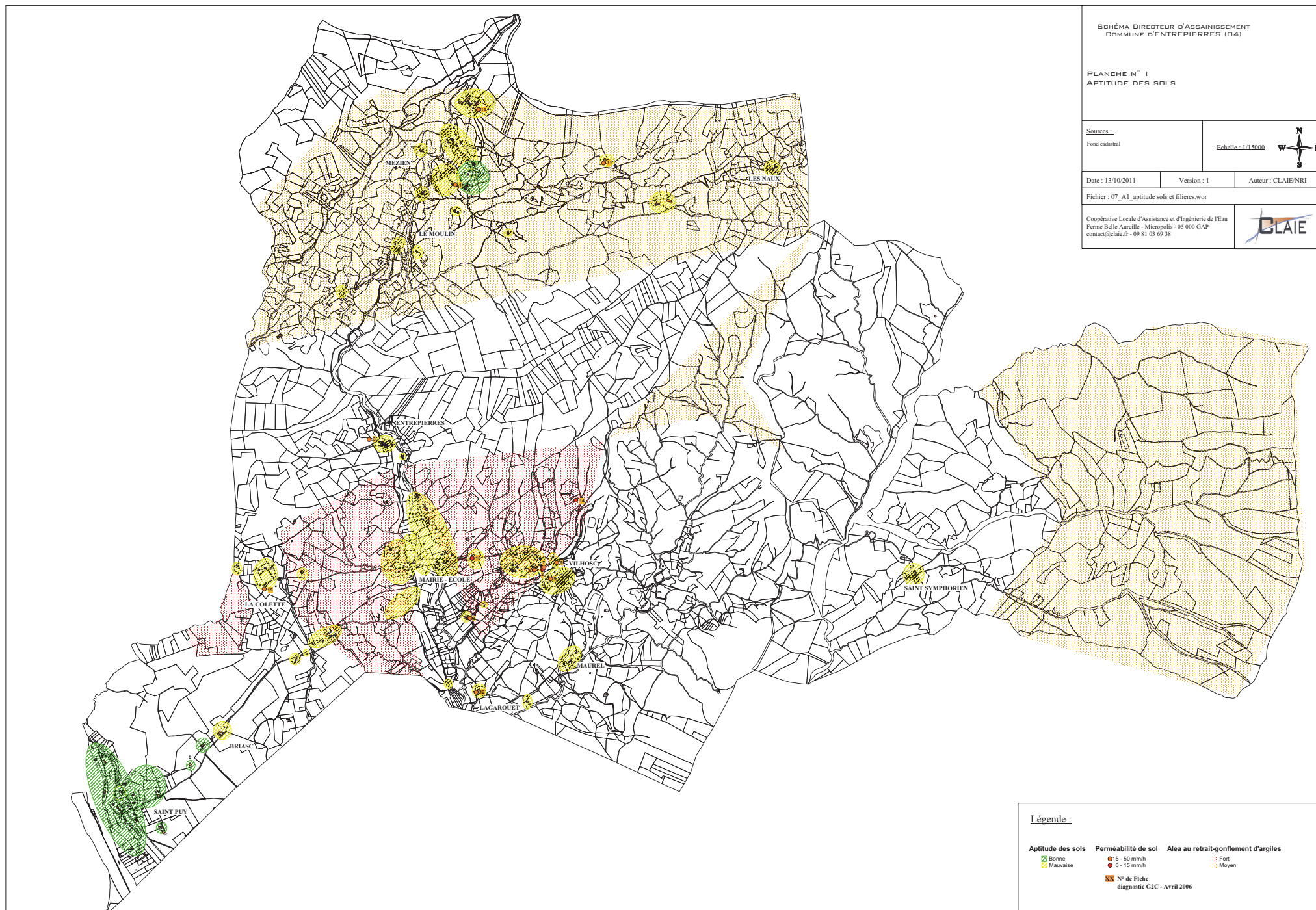


SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT
COMMUNE D'ENTREPIERRES (04)

PLANCHE N° 2
ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Sources :
Fond cadastral

Echelle : 1/15000



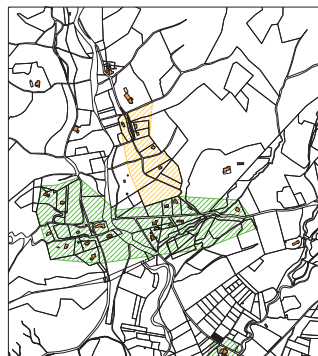
Date : 17/01/2012

Version : 1

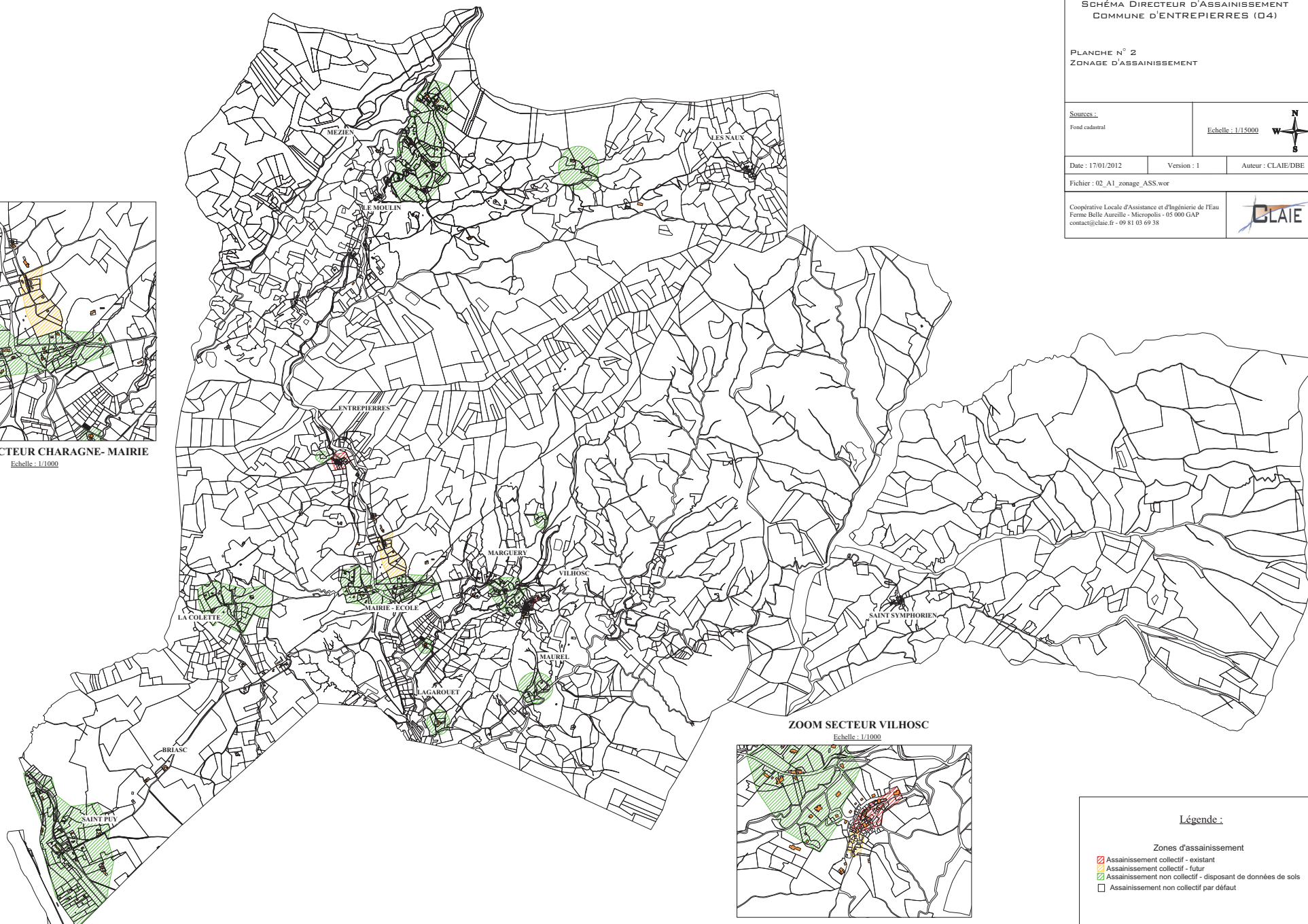
Auteur : CLAIÉ/DBE

Fichier : 02_A1_zonage_ASS.wor

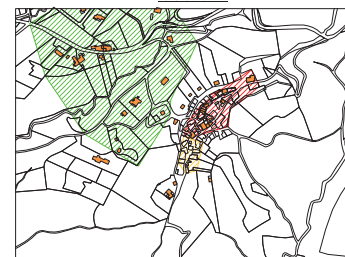
Coopérative Locale d'Assistance et d'Ingénierie de l'Eau
Ferme Belle Aureille - Micropolis - 05 000 GAP
contact@claié.fr - 09 81 03 69 38



ZOOM SECTEUR CHARAGNE-MAIRIE
Echelle : 1/1000



ZOOM SECTEUR VILHOSC
Echelle : 1/1000



Légende :

Zones d'assainissement

- Assainissement collectif - existant
- Assainissement collectif - futur
- Assainissement non collectif - disposant de données de sols
- Assainissement non collectif par défaut

	CONSTATS	ENJEUX
Les risques	<p>La commune d'Entrepierres est concernée principalement par les risques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • inondation, • feux de forêt, • de chutes de blocs, • sismique, • ravinement, • mouvement de terrain et retrait gonflement des argiles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte des risques naturels dans la réalisation du projet global pour protéger les biens et les personnes sur la commune • Protéger et mettre en sécurité la population contre les risques
Les ressources en eau et l'assainissement	La ressource en eau potable exploitée ne présente aujourd'hui aucun problème quantitatif ou qualitatif	<ul style="list-style-type: none"> • Sécuriser la ressource en eau au regard de la croissance des communes groupées (Salignac et Entrepierres) pour les années à venir • Lier l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs à la réalisation des travaux de mise en conformité du système assainissement lorsqu'il existe et celui du réseau d'eau potable • Réviser et mettre à jour le schéma d'assainissement.
	Un territoire pas entièrement couvert par un réseau en eau potable	
	L'aptitude des sols à l'assainissement collectif est pour une grande partie du territoire mauvaise.	

CHAPITRE V :

CARACTÉRISTIQUES DES SITES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉS PAR LA MISE EN OEUVRE DU PLU

Cette partie a pour objectif d'identifier les zones susceptibles d'être affectées par la mise en oeuvre du PLU.

Il s'agit d'un reclassement de zones urbaines en zones N ou A, ou au contraire, de zones non bâties reclassées en zone U.

Le Chapitre III de la partie IV du présent rapport de présentation détaillera les changements de destination entre le POS et le PLU de manière plus détaillée, avec un bilan général.

Il s'agit ici de repérer les grands secteurs sur lesquels sont situés les enjeux urbains.

1. La zone urbaine et son extension

Les zones urbanisables du POS représentaient moins de 1% du territoire communal. L'objectif de la commune est avant tout de préserver cet équilibre entre espaces urbanisés, espaces agricoles et espaces naturels.

Pour cela, le PLU prévoit seulement trois secteurs d'extension limitée et encadrée de l'urbanisation, tout en reclassant une partie des zones NB du POS en zones agricoles et naturelles.

De plus, le développement urbain sur la commune d'Entrepierrres est fortement contraint par l'application de la loi Montagne. Précisons que l'ensemble des extensions urbaines prévues dans le PLU respecte les principes énoncés par la loi Montagne, notamment celui de continuité.

L'extension de l'urbanisation concernent principalement trois secteurs :

- le secteur de la Mairie dont la commune souhaite renforcer son rôle de centralité; cela se traduit notamment par une mixité des fonctions urbaines (habitat, équipements et services, zones de loisirs...) et une diversification de l'habitat (possibilité de réaliser une opération d'habitat intermédiaire sur une partie de la zone).

- le secteur de Vilhosc qui est le second pôle d'accueil de la population sur la commune, il est complémentaire au secteur de la Mairie; il s'organise autour d'un hameau et de deux zones d'habitat pavillonnaire ;

- le hameau d'Entrepierrres qui est sans doute le site le plus emblématique de la commune compte tenu de sa qualité architecturale et patrimoniale ; pour cela, une extension urbaine y est prévue mais à plus long terme (zone AU strict) afin que la commune prenne le temps de faire émerger un projet d'aménagement respectueux de la qualité urbaine de ce hameau.

Le reclassement des zones NB du POS concerne principalement le secteur de Mézien. Une zone urbaine de taille limitée a été maintenue autour du hameau des Bailles Vieux ; toute la partie Nord de la zone NB du POS a été reclassée en zones agricoles et naturelles dans le PLU.

2. Les zones naturelles et agricoles

Le PLU aura peu d'impacts sur les zones agricoles et naturelles de la commune d'Entrepierrres. Certaines zones NB, telle que Mézien, ont même été reclassées en grande partie en zones agricoles et naturelles dans le PLU.

Seuls les espaces agricoles situés en périphérie immédiate des secteurs de la Mairie et de Vilhosc seront impactés par le développement urbain de la commune mais de façon limitée. Le développement de l'urbanisation dans ces secteurs s'inscrit dans un projet communal cohérent qui s'appuie notamment sur l'émergence d'une centralité villageoise, aujourd'hui inexistante.

Les zones naturelles seront très peu impactées par le projet de PLU. Le développement urbain va toucher seulement quelques parcelles très ciblées situées en continuité immédiate du hameau d'Entrepierrres (zone AU strict) et de la zone d'activités de Saint-Puy (extension très limitée).

Par ailleurs, une zone UF a été créée dans le PLU afin de prendre en compte la réalité de l'emprise autoroutière de l'A51 (classée dans le POS en zone naturelle).

Enfin, des ajustements entre zones agricoles et zones naturelles ont été effectués afin de prendre en compte la vocation et l'occupation réelle des sols (reclassement de terrains cultivables en zone agricole du PLU, et à l'inverse reclassement en zone naturelle de parcelles non cultivables, voire bâties).

CHAPITRE VI :

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION EN L'ABSENCE DE PLU

1. PRÉSENTATION DU SCÉNARIO AU FIL DE L'EAU

Le scénario « au fil de l'eau » correspond à une hypothèse de développement qui s'inscrirait dans la continuité des tendances observées sur les dernières périodes intercensitaires.

Une croissance démographique limitée par les capacités d'urbanisation restantes au POS.

La mise en oeuvre du PLU de la commune d'Entrepierres revêt une importance majeure pour la maîtrise et l'organisation du développement urbain.

En l'absence de PLU, le développement urbain de la commune serait contraint et limité par les capacités d'urbanisation restantes au POS.

Le nombre de constructions potentiellement réalisables selon le zonage et les règles du POS en vigueur est d'environ 25. Cela représente environ 63 habitants supplémentaires.

De plus, si la tendance observée sur la période 1999-2008 se poursuit, une part non négligeable de ces constructions pourraient être capter pour de la résidence secondaire.

Si la commune continuait de croître selon un rythme du Taux de Croissance Annuel Moyen (TCAM) de 2,6%, comme observé entre 1999 et 2008, elle aurait consommé la totalité des potentialités de constructions restantes au POS en 7 ans maximum.

La commune d'Entrepierres serait alors plafonnée à environ 450 habitants à 10 ans, ce qui représente un développement faible.

Le PLU prévoit pour la commune un développement mesuré avec l'objectif d'atteindre 550 habitants à 10 ans.

Ainsi, si la commune d'Entrepierres ne mettait pas en oeuvre le présent PLU, elle risquerait de voir son attractivité diminuer au profit des communes périphériques, avec comme impact majeur une diminution progressive de la fréquentation des équipements publics implantés sur la commune, notamment de l'école.

Une croissance démographique un peu plus soutenue permettrait de redynamiser le village, avec notamment l'apport de populations nouvelles dont des jeunes couples avec enfants, de pérenniser ainsi les équipements présents, et de voir se développer de nouvelles activités et de nouveaux équipements.

Bien entendu, cette évolution démographique souhaitée soulève des enjeux importants en matière réalisation de logements. Le projet s'attache à limiter les impacts de l'étalement urbain en favorisant la densification des zones urbaines existantes. Il prévoit également une diversification de l'offre pour pouvoir répondre à une demande plus large, notamment concernant les jeunes ménages, les ménages à revenus plus modestes et les personnes âgées.

Les besoins estimés en matière de production de logements sont les suivants :

	Population estimée à 10 ans	Estimation du nombre de logements créés à 10 ans
En l'absence de PLU	450	25
Objectifs du PLU	550	85

2. LES IMPACTS ATTENDUS EN L'ABSENCE DE PLU

2.1 - Évolution du mode d'urbanisation

La commune d'Entrepierres est caractérisée par un développement progressif du tissu pavillonnaire, engendré par la pression foncière qui s'est accentuée ses dernières années.

Les zones d'urbanisation diffuse du POS ont généré des formes urbaines consommatrices de foncier et peu respectueuses de l'environnement.

En l'absence du PLU, cette urbanisation pourrait se poursuivre sur les zones NB les plus éloignées qui avaient alors été dessinées. Les conséquences dommageables qui pourraient alors être attendues sur ces espaces sont :

- une incohérence par rapport aux principes de la Loi Montagne, avec une rupture de l'urbanisation par rapport aux groupes d'habitations existants ;
- un ratio de logements à l'hectare peu satisfaisant au regard du principe d'économie et de bonne gestion de l'espace ;
- des coûts d'équipements (réseaux, voirie, collecte des ordures ménagères, etc.) importants rapportés au nombre d'habitants accueillis, à supporter par la collectivité ;
- une hausse des déplacements motorisés, des émissions de gaz à effet de serre et une dégradation de la qualité de l'air en raison des conditions d'accessibilité de ces quartiers et des comportements d'utilisation des véhicules personnels associés au mode d'habitat individuel pavillonnaire ;
- une hausse de la consommation de ressources naturelles (énergie, eau potable) et une dégradation plus importante du milieu naturel.

Les conséquences du développement de ces espaces faiblement urbanisés peuvent également être appliquées d'une manière générale, à l'ensemble du territoire. Plus le nombre d'habitations est éloigné du centre et plus les conséquences sont négatives en matière de :

- consommation d'espace non rationalisée ;
- consommation dispendieuse de ressources naturelles et dégradation des paysages sensibles ;
- accroissement de la quantité de déplacements motorisés, des émissions de gaz à effet de serre et dégradation de la qualité de l'air.

2.2 - Évolutions du marché du logement

Le parc de logement est en augmentation depuis les années 1990.

En l'absence de PLU, aucune réflexion sur les volumes et la qualité des logements à produire n'aurait été apportée. Le développement diffus dans les zones NB se poursuivrait et la commune d'Entrepierres ne pourrait répondre aux besoins en logements intermédiaires de sa population.

L'absence du PLU et de la mise en oeuvre des outils en faveur de la mixité sociale ne permettrait donc pas de rééquilibrer le parc de logement existant. En outre, les opérations de densification urbaine ne pourraient voir le jour, ou ne pourraient pas être mises en oeuvre dans des délais raisonnables. En effet, le PLU permet de disposer d'outils de planification nécessaires à la bonne conduite de ces opérations.

Les périmètres d'attente de projet représentent le levier principal : ils permettent à la collectivité de disposer du temps nécessaire pour établir un projet cohérent et le mettre en oeuvre sans qu'il ne soit compromis par des initiatives particulières sur des secteurs pré-définis et identifiés comme porteurs d'enjeux.

Les conséquences de l'absence du PLU en matière de logement sont les suivantes :

- un décalage entre l'offre et la demande en logements ;
- une incertitude quant à la réalisation d'opérations de requalification urbaine ;
- une impossibilité de produire une offre en logements diversifiée impliquant des inégalités sociales accrues.

3. ÉVOLUTIONS DE L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

Le développement de l'attractivité économique du territoire requiert la mise à disposition de foncier supplémentaire et une politique volontariste en matière d'équipements et de services, mesures qui ne peuvent être conduites en l'absence du PLU.

3.1 Évolutions du cadre de vie

Au regard de la pression foncière qui s'exerce sur le territoire d'Entrepierres et des besoins en matière de diversification de l'offre de logements, le PLU s'avère être un outil indispensable.

En son absence, la politique de limitation de l'étalement urbain autour de secteurs de densification ne pourrait s'affirmer.

Les périmètres d'attente de projet, les règles de mixité sociale et la définition de nouveaux emplacements réservés sont les leviers de la mise en oeuvre de cette stratégie de maîtrise de l'urbanisation et de réponses aux besoins en logements.

Les conséquences de l'absence du PLU en matière de qualité du cadre de vie :

- accroissement des déplacements individuels motorisés, des émissions de gaz à effet de serre, de la dégradation de la qualité de l'air ;
- des projets de requalification urbaine pouvant être compromis par des initiatives particulières ;
- une absence de réflexion globale et des projets urbains menés sans cohérence les uns par rapport aux autres ;
- la poursuite d'un développement urbain non planifié et non accompagné de la mise en place des équipements nécessaires.

3.2 Évolutions des milieux naturels

La commune d'Entrepierres dispose d'un cadre naturel dont la richesse paysagère et écologique est reconnue. Ces richesses sont toutefois mises en péril par la poursuite du développement urbain tel qu'il s'opère aujourd'hui sur le territoire communal.

En effet, la protection des paysages n'est pas suffisante avec les dispositions du POS en vigueur, ce qui entraîne un mitage des espaces naturels et agricoles.

Le PLU permet de définir de manière précise les conditions d'urbanisation des différents espaces naturels en mettant en valeur les éléments du patrimoine local, en créant des zones agricoles protégées et en préservant les espaces paysagers sensibles.

Les conséquences de l'absence du PLU en matière de préservation des milieux naturels sont les suivantes :

- une mise en péril progressive de l'activité agricole ;
- une dégradation des continuités écologiques par la destruction des habitats ;
- des défauts de compatibilité avec les dispositions de la Loi Montagne et notamment une atteinte à la protection des paysages et une aggravation

PARTIE III

INCIDENCES NOTABLES ET PRÉVISIBLES DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE I :

INCIDENCES SUR LA RESSOURCE EN EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

1. Rappel des orientations

La promotion d'un urbanisme durable constitue un axe fort du projet de PLU d'Entrepierres. La prise en compte et la gestion de l'eau est un des objectifs visés.

- **Eau potable**

Le réseau de distribution d'eau potable d'Entrepierres est de capacité suffisante, dans son ossature comme dans le dimensionnement de la distribution, dans sa globalité.

- **Eaux usées**

La commune d'Entrepierres dispose de 2 petites stations d'épuration. Ces ouvrages permettent aujourd'hui d'absorber les effluents de la partie de la commune raccordée, à savoir Vilhosc et Entrepierres.

2. Incidences négatives

Augmentation des besoins en eau potable

Le PLU d'Entrepierres traduit une volonté de maîtriser la croissance urbaine et démographique. Néanmoins, une croissance démographique positive est génératrice de besoins supplémentaires en matière d'adduction en eau potable. En effet, par-delà les efforts de raccordement et d'extension de réseaux, le maintien d'une logique de développement économique et urbain, synonyme d'augmentation de la population et des entreprises, augmentera les besoins en prélèvements en eau, ce qui risque d'accroître la fragilité des ressources.

Le scénario de croissance démographique retenu se base sur un développement mesuré, avec un taux de variation annuelle de +2,5%. Entrepierres accueillerait alors 161 habitants supplémentaires sur 10 ans, ce qui correspondrait à un besoin de 85 logements. Ainsi, le seuil des 550 habitants sera atteint en 10 ans.

La consommation en eau potable devrait être accrue de 48 m³ par jour à 10 ans.

Les ressources en eau qui alimentent la commune constituent une préoccupation majeure pour la commune, au regard des enjeux globaux de préservation de la ressource en eau. La commune fait réaliser actuellement un schéma directeur d'eau potable dans lequel un prévisionnel de travaux sera identifié afin de garantir une meilleure sécurité et un meilleur rendement de la ressource en eau sur le territoire. Concernant le projet de zone IAU et le projet de développement du hameau de Vilhosc, la canalisation située derrière la mairie devra être renforcée.

Accroissement du traitement des eaux usées et des pollutions diffuses

L'accueil de population et d'activités nouvelles a pour incidence d'augmenter les besoins en prélèvements d'eau, mais également d'augmenter le volume des effluents d'eaux usées à traiter.

Actuellement, le réseau d'assainissement collectif couvre très peu le territoire.

Les zones en assainissement individuel sont situées dans les zones NB. Le développement de ces zones même maîtrisé et organisé induira la réalisation de nouvelles installations. Ces installations doivent répondre à des caractéristiques techniques dépendant de l'aptitude des sols.

La présence de ces installations représente un risque accru de pollution des sols et d'infiltration accidentelle d'eaux usées non traitées en cas de défaillance des systèmes d'assainissement.

La commune d'Entrepierres prévoit une extension de son réseau avec la construction d'une nouvelle station d'épuration qui garantira l'assainissement collectif à la nouvelle zone IAU située derrière la mairie.

Imperméabilisation des sols

Les constructions (toitures, piscines, terrasses, ...) et les aménagements urbains (parcs de stationnement, voiries, trottoirs, ...) participent à l'imperméabilisation des sols et à l'augmentation du phénomène de ruissellement urbain, dont les conséquences lors d'épisodes pluvio-orageux intenses peuvent être importantes en aval.

L'infiltration des eaux pluviales est diminuée et induit une augmentation et une accélération des eaux de ruissellement pouvant provoquer une saturation du réseau pluvial, ainsi que des pollutions des milieux naturels (ruisseau, vallons, fleuve). Par conséquent, les déversements vers le milieu naturel seront plus fréquents et plus importants.

3. Incidences positives

Limitation du ruissellement urbain

Chaque nouvelle opération de construction devra participer à la réduction du ruissellement urbain sur la parcelle, par des aménagements spécifiques tels que les toitures végétalisées ou les bassins de rétention.

CHAPITRE II :

INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS, LES PAYSAGES ET LA BIODIVERSITÉ

1. Rappel des orientations

La protection et la mise en valeur des milieux naturels et agricole, garant d'une qualité du cadre de vie et vecteur de l'identité d'Entrepierrres, constituent un axe fort du projet de PLU de la commune. Les objectifs visés sont la préservation des espaces, sites et paysages caractéristiques et remarquables, et la garantie d'une qualité environnementale.

Les milieux naturels et la biodiversité

Bien que certains espaces naturels de la commune soient protégés au titre du réseau Natura 2000, ou encore des inventaires ZNIEFF, le présent PLU va plus loin dans sa politique de préservation des espaces environnementaux sensibles en maintenant la quasi totalité des zones naturelles.

Par ailleurs, la proximité des grands ensembles naturels doit être mise à profit pour ouvrir le territoire sur ces espaces et offrir ainsi aux habitants de nouveaux espaces de détente.

Le PLU est également l'occasion de valoriser la trame des espaces naturels permettant de conserver des corridors écologiques.

Les paysages et le patrimoine

La protection et la mise en valeur des paysages d'Entrepierrres porte notamment sur les grands ensembles boisés, les espaces verts et les espaces agricoles.

De manière générale, nonobstant la politique de protection stricte du milieu, l'augmentation de la population et le développement du territoire qui s'en suit se traduira par une pression accrue sur les milieux.

2. Incidences générales

Artificialisation des sols

Les extensions urbaines risquent d'avoir des impacts directs, notamment en terme d'artificialisation des sols (rejets, ruissellement, émissions de gaz).

Risque de modification des paysages

L'augmentation de population prévue par le PLU peut avoir des impacts négatifs sur le paysage par l'extension de l'urbanisation ou la réalisation de nouveaux équipements. Cela risque d'engendrer une modification des paysages et une atteinte à certains éléments encore hérités du passé rural même si des mesures sont prises pour en minimiser les impacts dans le cadre du projet de PLU.

Hausse des pollutions

La fréquentation des espaces nouvellement urbanisés risque d'engendrer des nuisances environnementales à long terme (rejets d'effluents, pollution aux abords des voies...) impactant le milieu dans un périmètre pouvant être étendu autour de la zone aménagée.

Risque de surfréquentation des espaces naturels

Le développement urbain sur certains secteurs et l'augmentation du public sur les sites naturels sont susceptibles d'avoir des conséquences négatives sur les milieux naturels et la biodiversité :

- hausse de la pollution (déchets déposés en dehors des espaces prévus à cet effet),
- risque de dégradation directe des milieux (piétinement, cueillette)
- risque de dérangement des espèces

Protection des espaces naturels, sites et paysages remarquables

Les espaces naturels constituent la richesse d'Entrepierrres. La commune, consciente de cet enjeu, a organisé sa démarche dans le but d'assurer leur préservation. Ces zones sont des milieux fragiles, où les occupations et les utilisations du sol seront limitées.

Le présent PLU, en plus d'être compatible avec les différents périmètres de protection écologique, maintient la protection des espaces naturels, par leur classement en zone naturelle et/ou par la mise en œuvre de servitudes d'Espaces Boisés Classés (EBC), au titre des articles L.130-1.

CHAPITRE III :

INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000

1. Le contexte réglementaire, Natura 2000 et les documents d'urbanisme

Les documents d'urbanisme ont une obligation générale de préservation des écosystèmes. Cela est souligné tant dans le code de l'urbanisme (art L.121-1) que dans le code de l'environnement (Art L.122-1). La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) a profondément modifié le contenu de ces documents dans ce sens, en obligeant à réaliser un état initial de l'environnement, à évaluer les incidences et orientations du PLU sur l'environnement et à exposer la manière dont le document prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

L'article 6.3 de la directive habitats (92/43/CE du 21 mai 1992) prévoit que « tout plan (...) susceptible d'affecter (un site Natura 2000) de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site ». Plusieurs textes sont venus compléter cet article pour en faciliter sa mise en oeuvre, que ce soit au niveau européen ou en droit français. De façon simplifiée, on citera la Directive Européenne n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. Elle a été transposée en droit français par l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 qui a introduit dans le code de l'urbanisme, et le code général des collectivités territoriales, les dispositions relatives à la procédure d'évaluation environnementale applicable aux documents d'urbanisme susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, et le décret n° 2005-608 du 27 mai 2005 qui en précise les dispositions. En complément le décret n° 2010-365 du 9 avril 2010 est venu préciser le contexte réglementaire lié aux études d'incidence au titre de Natura 2000.

L'article L414-4 du code de l'environnement précise que « Lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après « Evaluation des incidences Natura 2000 » :

1° Les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation ; »

L'article R414-23 du code de l'environnement en précise le contenu.

(...) Cette évaluation est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

I.-Le dossier comprend dans tous les cas :

1° Une présentation simplifiée du document de planification, ou une description du programme, du projet, de la manifestation ou de l'intervention, accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; (...)

2° Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification, le programme, le projet, la manifestation ou l'intervention est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, (...)

II.-Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le document de planification, le programme ou le projet, la manifestation ou l'intervention peut avoir, (...).

III.-S'il résulte de l'analyse mentionnée au II que le document de planification, ou le programme, projet, manifestation ou intervention peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation ou pendant la durée de la validité du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables.

IV.-Lorsque, malgré les mesures prévues au III, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre :

1° La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue (...)

2° La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables (...)

3° *L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, (...).*

Cette évaluation des incidences Natura 2000 accompagne le dossier de présentation du document de planification lors de sa demande d'autorisation ou d'approbation ou de la déclaration du dossier. Par ailleurs, cette évaluation est jointe au dossier soumis à enquête publique.

2. Méthodologie, sur les bases des données existantes

Notre mission est découpée en plusieurs phases distinctes, en lien direct avec l'article décrit précédemment :

- Etape 1 : études et composition d'un dossier conformément à l'article R.414-23 - I du code de l'environnement : présentation simplifiée du document de planification et exposé sommaire des incidences ou non sur les sites Natura 2000, sur la base des données connues du site.

Dans l'hypothèse où le site Natura 2000 est susceptible d'être affecté par le document de planification :

- Etape 2 : études et composition d'un dossier conformément à l'article R.414-23 - II du code de l'environnement : analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects sur les sites Natura 2000, sur la base d'un repérage de terrain par un expert écologue.

S'il résulte de l'analyse mentionnée que le document de planification peut avoir des effets significatifs dommageables :

- Etape 3 : études et composition d'un dossier conformément à l'article R.414-23-III du code de l'environnement : exposé des mesures prises pour supprimer ou réduire les effets dommageables.

Lorsque, malgré les mesures prévues, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces :

- Etape 4 : études et composition d'un dossier conformément à l'article R.414-23-IV du code de l'environnement : description des solutions alternatives, description des mesures compensatoires, estimation des dépenses correspondantes.

Ce rapport présente les analyses de la première étape (données bibliographiques).

3. La prise en compte du périmètre de Natura 2000

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable place la préservation du patrimoine naturel au coeur de ses préoccupations avec comme objectif la préservation des espaces, sites et paysages remarquables et la garantie d'une qualité environnementale.

Il faut noter que ces objectifs participent au maintien et au développement de la bio diversité et ne se limitent pas seulement à une amélioration de la qualité environnementale de la commune.

3.1. Le réseau NATURA 2000 sur le territoire

2 sites ont été identifiés au titre du réseau Natura 2000 sur la Durance, l'un au titre de la Directive Habitats (FR 9301589), l'autre au titre de la Directive Oiseaux (FR 9312003), tous deux depuis l'aval de Serre - Ponçon, jusqu'au Rhône.

Entrepierrres est concernée par 2 zones de protection au titre de Natura 2000 :

- Zone de Protection Spéciale (ZPS) La Durance (FR9312003)
- Site ou proposition de Site d'Importance Communautaire (SIC/pSIC) La Durance (FR9301589)

Enjeux généraux DOCOB

(source SMAVD - DOCOB 14/10/10)

- La mobilité de la rivière, qui entretient une mosaïque de milieux et d'espèces remarquables
- La fonction de couloir de déplacement
- La dimension de couloir biologique

Les objectifs du DOCOB

(source SMAVD - DOCOB 14/10/10)

- Restauration de la mobilité de la rivière à l'aval de l'Escale
- Préservation des corridors écologiques
- Maintien de la fonction de réservoir biologique
- Maintenir les connexions latérales de la rivière avec les coteaux
- Éviter le banalisation des milieux
- Renforcer l'intérêt du système ripisylvatique et des zones tampons associées

3.2. Projet de PLU et périmètre NATURA 2000

La Durance assure un rôle fonctionnel important pour la faune et la flore : fonction de corridor (déplacement des espèces, tels que les poissons migrateurs), fonction de diversification (mélange d'espèces montagnardes et méditerranéennes) et fonction de refuge (milieux naturels relictuels permettant la survie de nombreuses espèces).

Les objectifs du PADD et le projet sont en cohérence avec les objectifs et orientations de gestion souhaitable déterminés lors de l'inventaire des sites éligibles à Natura 2000 :

- Maintenir les habitats d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable.
- Maintenir la qualité et la diversité des milieux et des paysages
- Favoriser une exploitation raisonnée des terrains agricoles, compatible avec le maintien des espèces et des habitats
- Maîtriser l'urbanisation, etc....

Le projet est en cohérence avec ces périmètres de protection, assurant la pérennité et l'intégrité de l'ensemble, par le maintien des zones naturelles (N) dans le PLU.

Ce classement contribue à la bio diversité du site par une diversification adéquate des milieux favorables à la faune et à la flore, ceci dans le respect des principes de gestion des sites Natura 2000 d'intérêt communautaire.

Dans les espaces urbains proches du périmètre Natura 2000, l'urbanisation est contenue dans ses limites anciennes et n'emporte pas d'incidence défavorable supplémentaire sur l'environnement.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable souligne l'importance de la préservation et la valorisation des espaces naturels, ce qui se traduit réglementairement de la façon suivante :

- Les sites naturels et paysagés sont classés en zone naturelle «N». Cette zone est définie comme naturelle et rurale avec une certaine qualité paysagère. En zone N, toute construction nouvelle est interdite afin, d'une part d'enrayer le mitage et de protéger les paysages, d'autre part de garantir la protection des biens

et personnes vis-à-vis des risques naturels (notamment le risque inondation et l'aléa incendie).

Il en résulte premièrement, une occupation des sols limitée aux travaux et ouvrages rendus nécessaires pour la mise en valeur de ces espaces, la préservation ou la restauration du milieu naturel.

Deuxièmement, des dispositions réglementaires permettent la gestion de l'existant. Elles interdisent l'urbanisation mais ne compromettent pas la gestion économique et écologique des sites concernés.

CHAPITRE IV :

INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES

Ce chapitre a pour objectif d'identifier les zones affectées par la mise en œuvre du PLU. Il s'agit soit d'un reclassement de zones non urbanisées au POS (en zones U, NA, NB) en zones naturelles N ou zones agricoles A, ou au contraire, de zones plus ou moins bâties au POS (en zones NA, NB, ND) reclassées en zone U.

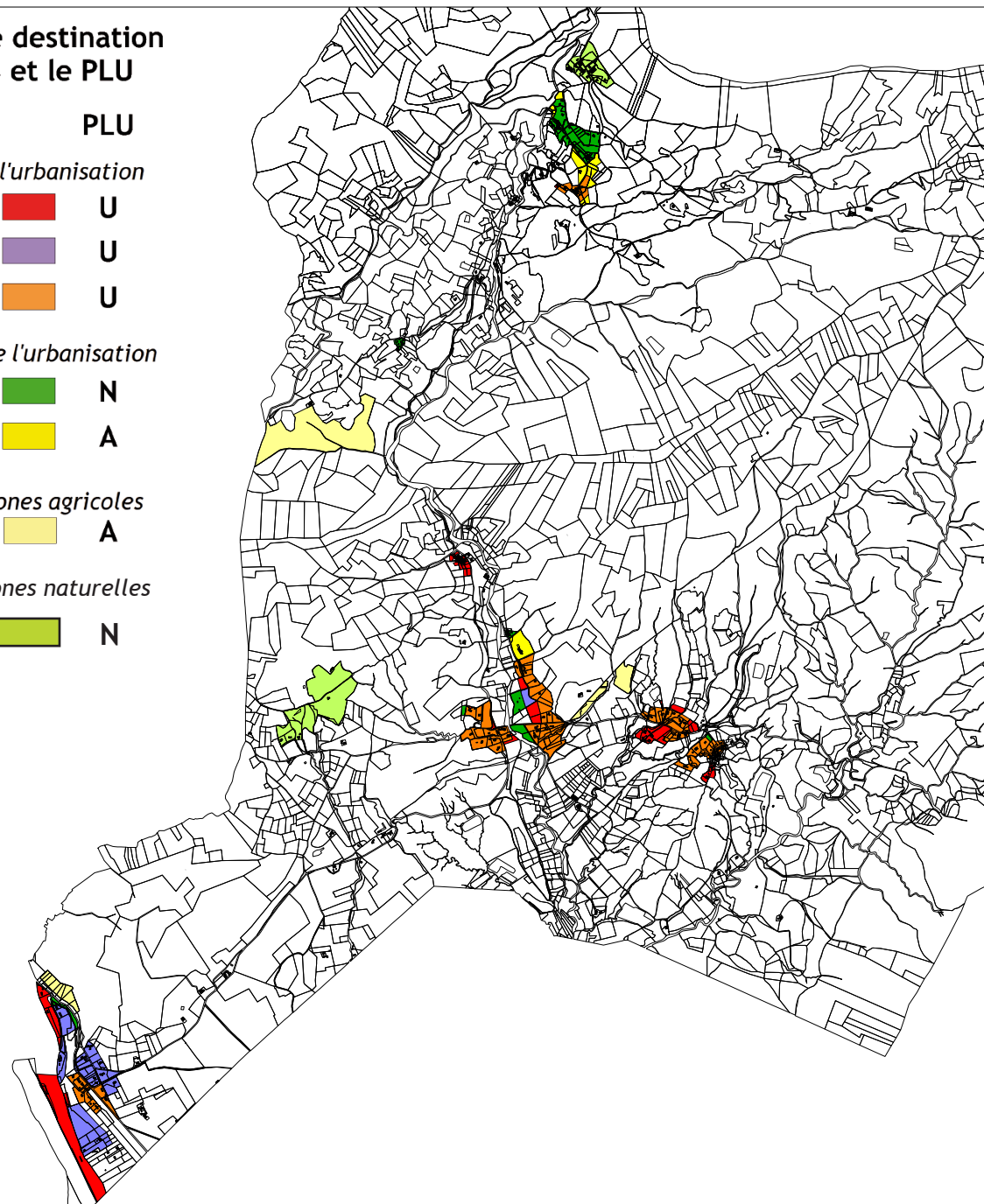
Les analyses suivantes mettent en évidence les changements de zonage entre le POS et le PLU. Sont ainsi identifiées une partie des zones impactées par le projet communal.

Cette comparaison fait notamment ressortir trois types de changements :

- Des extensions de l'urbanisation,
- Des limitations de l'urbanisation
- Un développement des zones agricoles

Changement de destination entre le POS et le PLU

POS		PLU
<i>Extensions de l'urbanisation</i>		
ND, NC		U
NA		U
NB		U
<i>Limitations de l'urbanisation</i>		
NA, NB, U		N
NA, NB, U		A
<i>Création de zones agricoles</i>		
ND		A
<i>Création de zones naturelles</i>		
NC		N



RAPPEL DES ORIENTATIONS

Un des axes majeurs du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU est la maîtrise et l'équilibre du développement communal face à une pression foncière qui s'accroît.

L'accélération de l'urbanisation du territoire au cours de ces dernières années a permis de répondre à l'évolution des besoins des populations et des modes de vie. Cependant, ce phénomène s'est traduit par une forte extension du tissu pavillonnaire, sous forme d'habitat diffus.

Cet étalement urbain progressif a eu souvent pour effet de dégrader la qualité des paysages et d'augmenter la charge financière de la commune par la création d'équipements publics.

Les objectifs visés par le projet de PLU afin de maîtriser la consommation foncière sont la limitation de l'étalement urbain, la préservation de l'équilibre entre le bâti et le paysage, la recherche d'une qualité urbaine et le renouvellement urbain.

Des secteurs d'extension de l'urbanisation, une volonté de densification et de renouvellement urbain

Ce sont des secteurs d'expansion de la ville sur son environnement naturel, susceptibles d'avoir des incidences, notamment en termes de consommation d'espace, d'artificialisation des sols, de modifications des paysages, etc.

Ces secteurs sont représentés en rouge, violet et orange sur la carte située en page 149. Ils se situent pour la plupart loin du centre ancien dans les anciennes zones NB.

Les ouvertures à l'urbanisation sont représentées en rouge sur la carte : il s'agit de zones naturelles (ND) et de zones agricoles (NC) au POS reclassées en zones urbaines au PLU. Ces ouvertures concernent le renforcement de l'urbanisation à Vilhosc (zone UB classée en NC au POS), le confortement du village d'Entrepierres (extension zone UA et création zone IIAU), la régularisation de la zone de l'autoroute. Ces ouvertures totalisent 15 hectares.

Les zones NA, dites de réserves foncières, reclassées en zones U ne sont pas considérées comme des ouvertures à l'urbanisation dans la mesure où elles étaient déjà destinées à être urbanisées. Elles apparaissent toutefois comme des extensions de l'urbanisation et totalisent 13,7 hectares.

Le zonage du POS précédent se compose de 37,8 ha de zones NB, d'urbanisation

diffuse, reclassées en zones U ou N ou A dans le présent PLU. Leur reclassement en zone U n'est pas considéré comme une ouverture à l'urbanisation dans la mesure où les secteurs concernés sont occupés par un tissu d'habitat diffus. Dans ce cas, le passage en zone U permet de conforter l'occupation réelle de la zone. Ceci est à mettre en relation avec la réduction des zones NB au profit de zones naturelles ou agricoles, qui traduit une volonté de limiter l'urbanisation. Les zones NB reclassées en zones U représentent 25,43 hectares, soit 67%.

Des secteurs de limitation de l'urbanisation, une volonté de préserver les espaces naturels existants

Ce sont des secteurs de limitation de l'urbanisation qui, soit permettent une conservation de l'état naturel des sites, soit permettent de limiter l'expansion de la ville dans des secteurs contraints.

Sont considérées comme des limitations de l'urbanisation des secteurs de taille significative (excluant les adaptations à la parcelle) auparavant constructibles ou potentiellement constructibles et qui basculent désormais en zone naturelle ou agricole. La carte représente les zones NA, NB ou U qui ont été classées en N dans le PLU (en vert foncé) ou en zone A (en jaune foncé). Au total, 9,1 hectares de zones NA, NB ou U ont été reclassés en zone naturelle et 4,7 hectares en zone agricole.

Ces secteurs concernent essentiellement le reclassement des zones NB non urbanisées et des zones NB, U ou NA sous équipées pour être développées. 12,4 ha de zones NB au POS sont dorénavant classés en zones naturelles et agricoles (33% du total des zones NB).

Un développement des zones agricoles

Par rapport au précédent POS, les surfaces destinées à l'activité agricole ont été augmentées dans le présent PLU. Cette évolution se traduit par la création de plusieurs zones A.

La commune a également tenu à affirmer sa volonté de protéger le patrimoine agricole en requalifiant les zones naturelles au POS qui ont une vocation agricoles actuellement.

Au total, près de 20,7 Ha de zones naturelles transformées en zones agricoles.

Un reclassement de certaines zones agricoles plus exploitées

16,8 ha de zones agricoles au POS ont été reclassées en zone naturelles car elles n'étaient plus exploitées.

CHAPITRE V :

INCIDENCES SUR LES RISQUES, NUISANCES ET POLLUTION

RAPPEL DES ORIENTATIONS

L'environnement est une préoccupation municipale quotidienne. La mise en place d'une véritable politique de construction et d'aménagement durable est un des enjeux du projet de PLU. Les objectifs visés en matière de développement durable sont notamment les économies d'énergie, la gestion du risque naturel et la réduction des nuisances et pollutions.

Risques prévisibles

Un des enjeux du PLU vise à la sécurisation des personnes et des biens, en limitant l'exposition aux risques naturels. La commune d'Entrepierres est, à ce titre, concernée par plusieurs risques naturels : inondations, retrait/gonflement des argiles et feux de forêt.

Nuisances sonores

Les infrastructures de communications génèrent non seulement une coupure visuelle dans le paysage mais également des nuisances sonores importantes pour les zones urbaines qu'elles traversent.

Parmi elles, et depuis l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres, une section d'infrastructures sur la commune génère un niveau sonore tel qu'elles affectent les secteurs alentours : l'A51.

Gestion des déchets

Dans une volonté de garantir un mode de fonctionnement à faible empreinte écologique, la commune d'Entrepierres s'engage, à travers son PLU, à favoriser une gestion optimale des déchets.

Pollution atmosphérique

La réduction de la pollution atmosphérique se traduit par des actions menées en matière de déplacements et d'énergie.

Ruissellement urbain

Le développement urbain (habitat, infrastructures, activités...) entraînera nécessairement une augmentation des surfaces imperméabilisées avec pour conséquences prévisibles une accélération des débits d'écoulement et un accroissement du ruissellement urbain. Toutefois, cet impact reste limité, dans la mesure où la problématique du ruissellement urbain sur Entrepierres ne présente pas de risque majeur.

Hausse de la population dans les zones de bruit

La croissance démographique attendue entraînera une augmentation mesurée,

en valeur absolue, des déplacements motorisés. Cette perspective est susceptible de provoquer des incidences négatives sur l'ambiance sonore mais qui resteront toutefois modérées à l'échelle de la commune.

Hausse du trafic routier

Le développement urbain s'accompagne d'un accroissement des flux de circulation.

Hausse des émissions de gaz à effet de serre

La hausse des déplacements motorisés aura des incidences négatives sur la qualité de l'air qui sont à mettre en perspective avec les effets atténuants des progrès technologiques dans le domaine de l'automobile et les évolutions de la réglementation.

Le trafic routier génère des oxydes d'azote (NOx), du monoxyde de carbone (CO), du benzène et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et des particules. Ces polluants ont des impacts négatifs :

- sur la santé humaine : migraines, irritations, altération des fonctions pulmonaires, toux, anoxie, troubles cardiovasculaires, vertiges, cancers...
- sur l'environnement : pluies acides, effet de serre, contamination des sols et des végétaux puis par l'intermédiaire des chaînes alimentaires des animaux, altération des bâtiments (salissures et noircissements).

Outre le trafic routier, la poursuite des constructions neuves s'accompagnera d'une consommation d'énergies fossiles (charbon, gaz) qui dégagent des polluants dans l'atmosphère, participant à l'effet de serre.

Hausse des volumes de déchets produits

Le PLU participe à la maîtrise des déchets conformément aux dispositions de Plan Départemental d'Élimination des déchets ménagers.

Malgré les actions de sensibilisation visant à faire prendre conscience aux citoyens de l'impact de leur comportement (choix des produits en fonction de leur emballage, application du tri sélectif...), une croissance démographique s'accompagne nécessairement d'une hausse du volume de déchets produits. En ce sens, le PLU a une incidence négative sur la production des déchets.

Préservation des biens et des personnes contre les risques naturels

Le présent PLU vise trois principaux objectifs dans la réduction de l'exposition aux risques naturels.

Une gestion intégrée des eaux

La gestion intégrée des eaux passe par la mise en place d'outils contrôlant l'emprise des surfaces imperméabilisées dans les secteurs d'accueil de l'urbanisation.

La gestion intégrée des eaux se traduit par la préservation des écoulements naturels et des ouvrages existants et par la mise en œuvre des dispositions du schéma de gestion des eaux pluviales.

La prise en compte des risques retrait/gonflement des argiles

Le risque de retrait et gonflement des argiles est pris en compte dans le document. A ce titre, dans tous les cas, pour toute demande de travaux ou de permis de construire, il est nécessaire de faire réaliser une étude à la parcelle par un bureau d'études spécialisé en géotechnique afin de déterminer avec précision les caractéristiques mécaniques des sols et définir des règles de constructions et d'ouvrages adaptées.

La réduction de la sensibilité des espaces urbanisés face au risque incendies de forêt

Le PLU prend en considération le risque incendies de forêt en s'attachant à conserver des zones tampons entre les sites habités et les grands massifs. En effet, la commune a souhaité renforcer des espaces agricoles cultivés afin de diminuer le risque incendies de forêt.

La commune souhaite également mener une politique de sensibilisation auprès du public en matière de gestion et de valorisation des espaces naturels. L'objectif est de mettre en place des actions permettant de maîtriser la fréquentation de certains sites, et ainsi de limiter les risques liés aux feux de forêts.

Gestion optimale des déchets

Le PLU favorise une gestion optimale des déchets par la mise en place de mesures incitant au compostage et au tri sélectif.

Performance énergétique et utilisation des énergies renouvelables

L'objectif de la commune dans ce contexte est de permettre une réduction sensible de ses dépenses énergétiques, en termes de bâti, d'éclairage public et de déplacements. Ceci se traduira par la réalisation des objectifs du Grenelle 1 et 2 de l'Environnement, et par l'encouragement des bâtiments de type maison passive ou BEPOS.

Développement des modes doux

La diversification des pratiques et des modes de déplacements est un des objectifs visés par le projet de PLU, traduisant la mise en place d'une politique de déplacements à des échelles cohérentes.

Le développement des modes alternatifs à la voiture, permis dans le présent PLU par la requalification des voiries et l'amélioration des déplacements, entraînera le report d'une part du trafic routier vers d'autres modes de déplacement, ce qui engendrera une baisse de l'utilisation de l'automobile et donc une

diminution de la pollution qui lui est liée. Ceci se traduit dans le document graphique par la mise en œuvre d'emplacements réservés afin de requalifier certaines portions de routes ou d'aménager certains secteurs (aménagement de carrefours, élargissement de voie...).

PARTIE IV

CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PROJET ET MOTIFS DE LA DÉLIMITATION DES ZONES

CHAPITRE I :

LA JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1. BILAN ET PERSPECTIVES TIRÉS DU POS EN VIGUEUR

Le POS actuellement en vigueur sur la commune d'Entrepierres a été approuvé en 1993. Il a ensuite été révisé en 1998, puis modifié à deux reprises en 2004 et 2009.

Zones	Surface_ha	%	Vocation
UA	0,6	0,0	Centres anciens des hameaux de Vilhosc et d'Entrepierres
Total des zones U	0,6	0,0	
NAa	5,2	0,1	Zones d'urbanisation future peu ou pas équipées. Vocation principale : habitats, de commerces et services
NAe	8,5	0,2	Zones d'urbanisation future peu ou pas équipées. Vocation principale : artisanat, industrie, commerce et hôtellerie
NAt	1,6	0,0	Zones d'urbanisation future peu ou pas équipées. Vocation principale : tourisme, sports et loisirs
Total des zones de projets	15,2	0,3	
NB1	21,5	0,4	Zone naturelle d'habitat diffus insuffisamment équipée
NB2	15,9	0,3	Zone naturelle d'habitat diffus insuffisamment équipée
NBh	0,4	0,0	Hameau ancien à réaménager
Total des zones NB	37,8	0,8	
Total des zones à vocation urbaine	53,7	1,1	
NC	854,8	17,8	Zones agricoles
ND	3902,0	81,1	Zones naturelles
Total des zones naturelles et agricoles	4756,8	98,9	
Total commune	4810	100	

D'une manière générale le POS se répartit en zones :

UA - Correspondant aux centres anciens des hameaux d'Entrepierres et de Vilhosc affectée principalement à l'habitation ainsi qu'aux établissements de commerces et services qui en sont le complément habituel. Elle se caractérise par une implantation dense et continue à l'alignement des voies. Compte tenu de son caractère patrimonial, la typologie architecturale ancienne doit être respectée.

NA - Zones naturelles peu ou pas équipées qui sont réservées pour une urbanisation future organisée.

NAa - Zone située à Saint Puy à vocation principale d'habitat, de commerces et services.

NAe - Zone située aux Baumas à vocation principale d'artisanat, d'industrie, de commerce et d'hôtellerie.

NAt - Correspond à l'ancien camping. Zone touristique, équipements sportifs et de loisirs

NB - Zones naturelles, insuffisamment équipée, susceptible de recevoir des constructions isolées dans laquelle aucun équipement de viabilité n'est prévu d'être renforcé par la collectivité.

NBh - Correspond à l'ancien hameau des Ferrouils qu'il convient de réaménager en respectant ses formes urbaines.

NB1 et NB2 - Zones naturelles d'habitat diffus avec une taille minimale de parcelles urbanisables respectivement de 2 000 et 4 000 m² par logement.

NC - Zone naturelle réservée à l'exercice des activités agricoles et à l'exploitation des richesses naturelles.

ND - Zone naturelle réservée à la protection de la nature, la conservation des paysages et la qualité de l'environnement.

Attention

Un nouveau calcul des surfaces a été fait à partir du POS retracé sous format informatique (géo-référencé, à partir du cadastre de 2010 sous mapinfo). Les chiffres peuvent être sensiblement différents par rapport aux chiffres donnés dans le rapport de présentation du POS en vigueur.

Il s'agit aujourd'hui d'analyser et de comprendre les évolutions du territoire au regard du POS de 1993 pour actualiser le zonage du PLU et réaliser un projet responsable.

A ce titre, des réponses seront apportées concernant :

- les capacités de renouvellement et de densification des zones urbaines.
- le devenir des zones NB (zones juridiquement supprimées)
- la capacité d'accueil des zones à urbaniser et le dimensionnement à prévoir
- la reconduction et l'adaptation des zones NC, ND et des EBC

Les zones à vocation urbaine (U, NA et NB) représentent 53,7 hectares (soit 1,1% de la surface communale). La commune présente des densités d'urbanisation relativement faible avec moins de 1 hectare en zones urbaines denses (UA, centres des hameaux de Vilhosc et d'Entrepierres).

Le caractère des zones NB est d'être déjà assez construit selon un processus plus ou moins diffus, alors que les équipements y sont souvent incomplets (réseau d'eau potable, ...). Plusieurs secteurs, représentant dans leur ensemble 38 hectares, répondent à ce type de zone. Il s'agira de déterminer leur classement en zone urbaine ou en zone naturelle suivant leur taux de remplissage, leur desserte, et leur éloignement des réseaux publics.

Ces zones sont composées d'espaces interstitiels. Par conséquent, un travail de repérage foncier réellement disponible en zone urbaine est à mener dans le cadre de l'élaboration du projet communal.

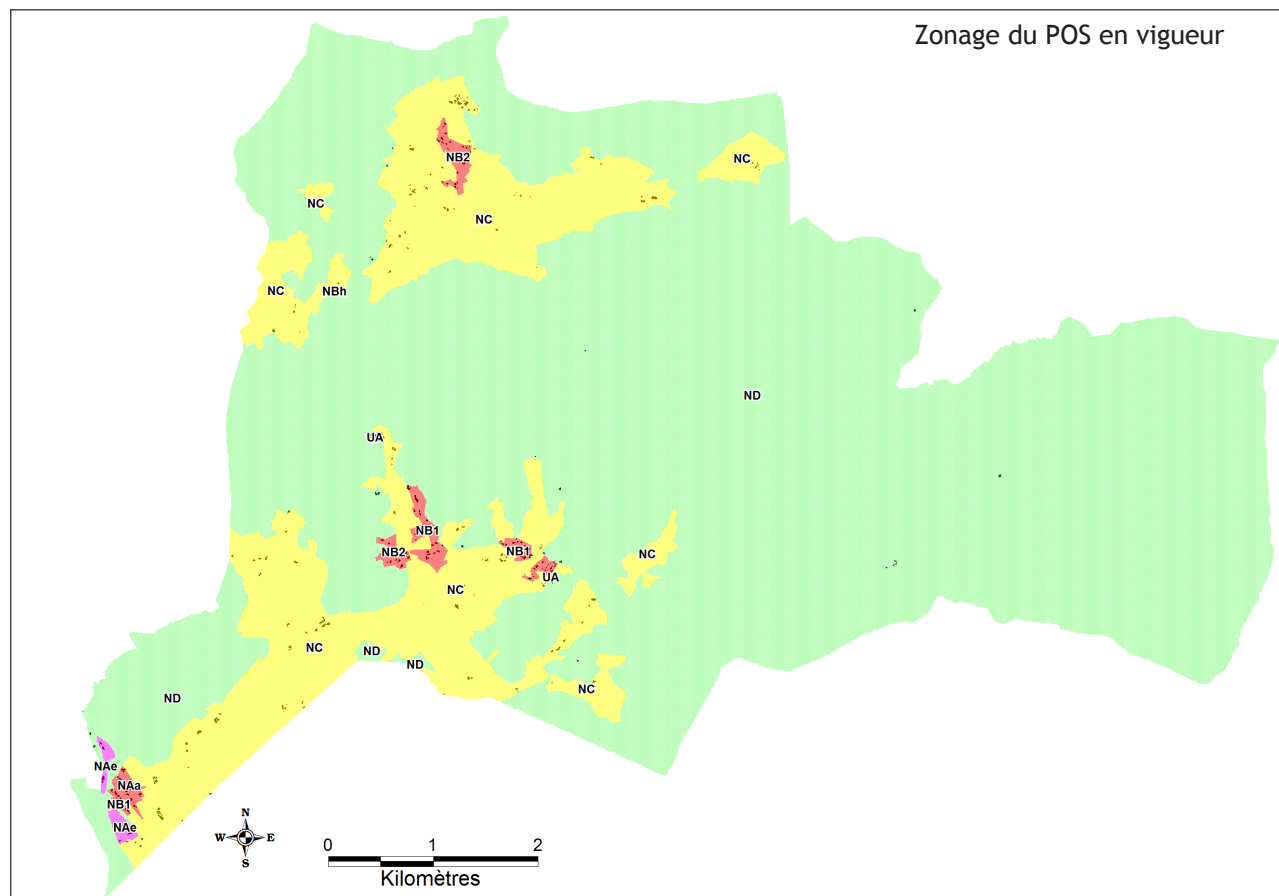
Les zones de projets (NA) occupent 15 hectares du territoire communal dont plus de 8 ha à vocation purement économique (NAe). Il s'agira de faire un bilan sur les espaces utilisés et ceux encore disponibles.

Les potentialités de constructions restantes dans le POS en vigueur.

Nous avons dénombré environ 25 constructions potentiellement réalisables dans les zones NA et NB du POS (au regard du règlement du POS en vigueur).

Environ 65% de ces constructions seraient localisées dans les zones NB situées aux alentours de la Mairie. Les autres constructions se répartissent entre les zones NB et NA de Vilhosc, Mézien et Saint Puy.

La révision du POS en PLU apparaît indispensable si la commune souhaite poursuivre son développement urbain dans un objectif démographique de 550 habitants à 10 ans.



2. BILAN TIRÉ DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL : RAPPEL DES ENJEUX

	CONSTATS	ENJEUX
SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE	<ul style="list-style-type: none"> • Un ratio emplois/actifs faible (0,29), synonyme d'une commune fortement résidentielle : 3 actifs pour 1 emploi • Une forte mobilité des actifs : 63 % des actifs travaillent hors de la commune, et entraîne un usage important de la voiture • Un taux d'activité en augmentation signe de l'attractivité de la commune • Une économie productive prédominante sur la commune (2/3 des établissements) dont la majorité dans le domaine de l'agriculture • Une forte proportion d'entreprises de très petite taille • Une activité agricole en recul, actuellement le seul véritable secteur économique de la commune • La commune ne compte aucun commerce ou service de proximité • Une commune touristique portée essentiellement par le parc de résidences secondaires (43%) 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'économie du hameau de la Mairie et maintenir le pôle d'emploi qu'il représente • Soutenir le développement et la diversification des activités économiques (développement des services à la population) afin d'offrir des emplois sur place et réduire l'usage de la voiture • Encadrer le développement d'activités dans le secteur des Baumas • Préserver les surfaces agricoles à forte potentialité afin de garantir la pérennité des exploitations et d'encourager le développement de l'agriculture biologique. • Mettre en place une politique de développement adapté du tourisme par l'aménagement de points de vue et des parcours de randonnée ou promenade, par l'aménagement des hameaux en ruine et la valorisation du patrimoine architectural.
LE MILIEU PHYSIQUE, NATUREL ET LES PAYSAGES	<ul style="list-style-type: none"> • Un territoire couvert en grande partie par des boisements forestiers de qualité • Un territoire contraint par la présence de nombreux périmètres de protection et d'inventaire • Un climat méditerranéen de moyenne montagne • Des épisodes pluvieux pouvant provoquer des ruissellements, inondations et éboulements • Une partie du territoire constituée de plaine alluvionnaire favorable au développement de l'agriculture • Un territoire au relief complexe et mouvementé • Un réseau hydrographique important qui crée de véritables barrières • Un réseau qui structure les tissus urbains existants • Une situation paysagère privilégiée par la prédominance de paysages naturels à l'état sauvage • Un territoire vaste scindé en trois entités paysagères distinctes • Une détérioration progressive du paysage par le phénomène d'éparpillement des constructions 	<ul style="list-style-type: none"> • Préserver les écosystèmes, en créant des trames vertes ; préserver le site Natura 2000 de la Durance • Maintenir les ripisylves pour préserver l'intérêt faune/flore • Prendre en compte la topographie pour construire un projet inséré dans l'environnement physique • Mettre en valeur les atouts physiques de la commune • Contenir les risques liés à l'hydrographie • Préserver la qualité et les caractères des paysages constitutifs de la commune

	CONSTATS	ENJEUX
L'ENVIRONNEMENT URBAIN, LES ÉQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION	<ul style="list-style-type: none"> • Une forme urbaine dominante constituée de regroupement d'habitations de relativement faible densité, à vocation exclusive d'habitat • Des capacités foncières de développement de l'habitat à retravailler • Des hameaux abandonnés qui offrent un potentiel touristique important (les Naux et Saint-Symphorien) • Tous les équipements de la commune sont regroupés dans le hameau de la Mairie • Pas de lien entre les équipements (prescriptions architecturales non uniformes) • Une situation privilégiée par la proximité de l'A 51 • Une entrée de commune de qualité urbaine banalisée par l'implantation peu maîtrisée des constructions (habitat et activités) • Un potentiel de stationnement non utilisé et valorisé • Une utilisation quasi-exclusive de la voiture • Une problématique des déplacements doux à prendre en compte 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'organisation de la commune et développer les liens entre chaque hameau ou parties urbanisées • Préserver et valoriser les caractères architecturaux et urbains de chacun des hameaux • Maîtriser la gestion de l'interface entre urbain et naturel, notamment au Nord du territoire communal, secteur de Mézien et au Sud quartier de Saint-Puy. • Renforcer l'attractivité de la commune par la valorisation des éléments urbains et naturels de caractère • Dynamiser la vie du hameau de la Mairie par l'implantation de commerces et services de proximité afin de favoriser une mixité des fonctions. • Réfléchir à la capacité des équipements au regard de l'arrivée de nouvelles populations • Réfléchir à la mise en place d'une politique de déplacement allant dans le sens du développement durable • Conforter la centralité du hameau de la Mairie en créant des liaisons douces vers les hameaux périphériques
LES RISQUES	<p>La commune d'Entrepierres est concernée principalement par les risques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • inondation, • feux de forêt, • de chutes de blocs, • sismique, • ravinement, • mouvement de terrain et retrait gonflement des argiles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte des risques naturels dans la réalisation du projet global pour protéger les biens et les personnes sur la commune • Protéger et mettre en sécurité la population contre les risques
LES RESSOURCES EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT	<ul style="list-style-type: none"> • La ressource en eau potable exploitée ne présente aujourd'hui aucun problème quantitatif ou qualitatif • Un territoire pas entièrement couvert par un réseau en eau potable • L'aptitude des sols à l'assainissement collectif est pour une grande partie du territoire mauvaise. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sécuriser la ressource en eau au regard de la croissance des communes groupées (Salignac et Entrepierres) pour les années à venir • Lier l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs à la réalisation des travaux de mise en conformité du système assainissement lorsqu'il existe et celui du réseau d'eau potable • Réviser et mettre à jour le schéma d'assainissement.

CHAPITRE II :

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

1. HYPOTHÈSE DE CROISSANCE DE LA POPULATION RETENUE

La commune d'Entrepierres a connu 4 principales périodes en matière d'évolution de la population :

- 1ère période : 1968 - 1982, la population passe de 114 habitants à 163, ce qui représente une augmentation moyenne de la population de 2.6 % par an pendant la période ;
- 2ème période : 1982 - 1990, la population passe de 163 habitants à 205, ce qui représente une augmentation moyenne de la population de près de 3 % par an pendant la période ;
- 3ème période : 1990 - 1999, la population passe de 205 habitants à 314, ce qui représente une augmentation moyenne de la population de près de 4.8 % par an pendant la période ;
- 4ème période : 1999 - 2008, la population passe de 314 habitants à 389, ce qui représente une augmentation moyenne de la population de près de 2.6 % par an pendant la période ;

La commune comptait environ 389 habitants en 2008. Si l'on se base sur les évolutions que la commune a connu ces trente dernières années. Plusieurs scénarios de développement sont envisageables à l'horizon 2022 :

- un développement très fort avec une augmentation de population de 4,8% par an, soit 739 habitants à 10 ans ;
- un développement fort avec une augmentation de population de 3% par an, soit 585 habitants à 10 ans ;
- un développement maîtrisé avec une augmentation de population de 2,5% par an, soit 557 habitants à 10 ans ;
- un développement faible avec une augmentation de population de 1,5% par an, soit 473 habitants à 10 ans ;

La commune choisit de s'orienter vers ce scénario médian de croissance de la population, avec «un développement maîtrisé».

Il permet de protéger le cadre de vie de la commune tout en offrant la possibilité de créer des logements, des équipements, de l'activité économique et de répondre aux besoins de la population.

L'objectif de croissance que s'est fixé la commune correspond à environ 550 habitants permanents à 10 ans (soit une croissance annuelle de 2.5% : 12 habitants en plus par an).

2. ESTIMATION DES BESOINS EN LOGEMENT À 10 ANS

La réalisation de logements neufs ne se répercute pas de manière mathématique par une augmentation du nombre de résidences principales.

Quatre mécanismes de consommation du parc de logements vont absorber une partie des logements nouvellement construits (le renouvellement ou amélioration du parc, le desserrement de la population ou la baisse du nombre de personnes par ménage et les variations du nombre de logements vacants et secondaires).

Ainsi, même avec une population stable, une commune doit construire des logements pour continuer à loger sa population.

Une estimation de cette consommation de logements peut être réalisée pour la période 2008- 2022 à partir des chiffres INSEE existants, des objectifs de croissance de la commune et d'hypothèses basées sur les évolutions antérieures.

Cette estimation permet d'anticiper les besoins futurs de la commune et d'être cohérent avec la capacité d'accueil du PLU.

Besoins en logements pour permettre le maintien de la population de 2007.

- Hypothèse 1 «au fil de l'eau» : la poursuite des tendances observées entre 1999 et 2007 avec une consommation de logements très faible voire quasi-nulle (**2 logements**) qui s'explique par le maintien du nombre d'occupants par résidence principale (2,5), un nombre de logements vacants très faible, et un phénomène de renouvellement positif qui compense l'augmentation du nombre de résidences secondaires.
- Hypothèse 2 «hypothèse haute» : cette hypothèse prévoit une augmentation de la consommation de logements qui s'appuie sur la diminution du nombre d'occupants par résidence principale, un phénomène de renouvellement positif moins important, et une augmentation un peu plus marquée des résidences secondaires. Cette hypothèse aboutit à la consommation de **57 logements**.

Besoins en logements pour accueillir les nouveaux habitants.

Le nombre de logements nécessaires à l'accueil de nouveaux habitants va dépendre de l'évolution du nombre d'occupants par résidence principale. Deux hypothèses sont envisagées :

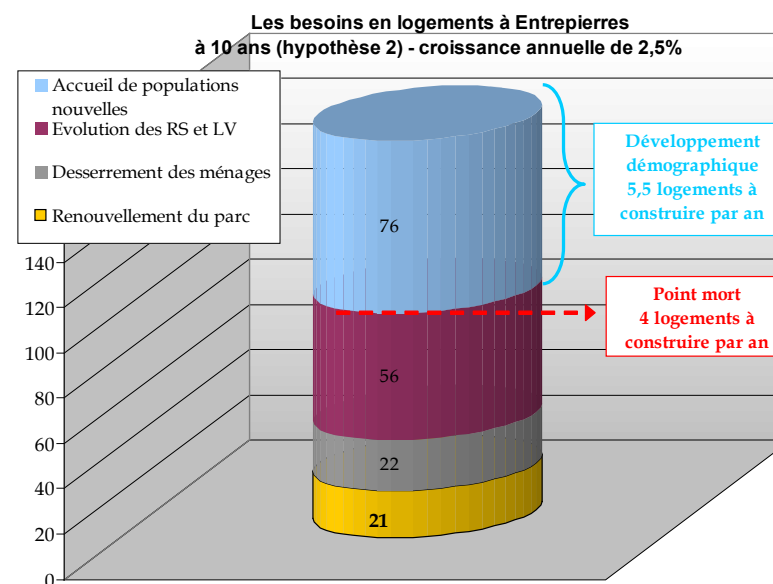
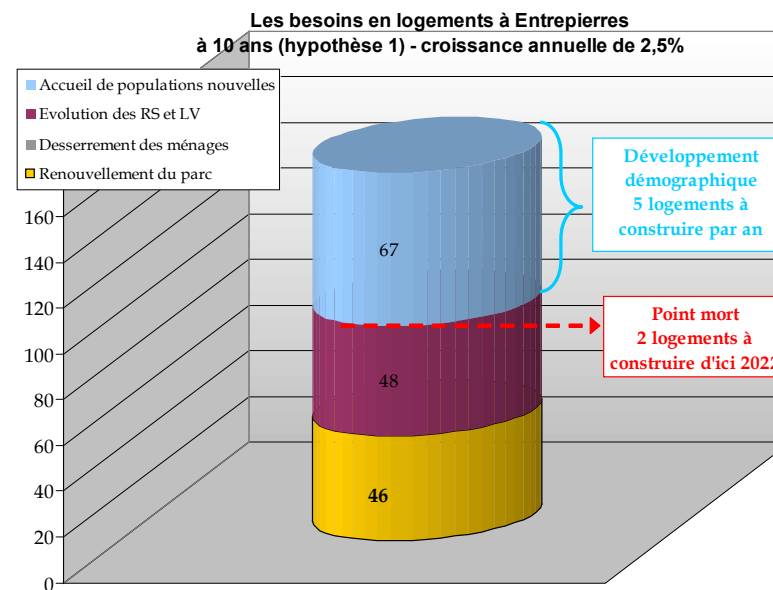
- Hypothèse 1 : un phénomène de desserrement quasi-nul avec un maintien du nombre d'occupants par résidence principale à 2,5 (équivalent à 1999 et 2007). Les besoins en nouveaux logements seraient alors de **67 logements**.
- Hypothèse 2 : un phénomène de desserrement qui s'accroît avec une baisse du nombre d'occupants par résidence principale à 2,2. Les besoins en nouveaux logements seraient alors de **76 logements**.

Récapitulatif : besoins prospectifs à 10 ans pour un objectif démographique de 550 habitants

	Hypothèse 1 «au fil de l'eau»	Hypothèse 2 «hypothèse haute»
Consommation de logements (maintien de la population)	2 logements	57 logements
Besoins en logements (nouveaux arrivants)	69 logements	76 logements
Total besoins en logements à 10 ans	69 logements, soit 5 log./an*	133 logements, soit 9,5 log./an*
Total parc de logements à 10 ans	Environ 385 / 400 logements	

**Il conviendra de soustraire de ce bilan les logements déjà construits depuis 2008: soit environ une dizaine de logements.*

Nous retiendrons dans le PLU la réalisation de **85 logements à 10 ans**.
Afin d'atteindre une population de 550 habitants à 10 ans, environ 70% des nouvelles constructions devront être consacrés à l'accueil de nouveaux résidents. 30% du parc de logements nouvellement construits servira alors au maintien de la population en place et à la compensation de l'augmentation des résidences secondaires.



Source : PMConsultant, 2011

3. LES ORIENTATIONS DU PADD ET LEUR MISE EN OEUVRE

Le PADD répond aux besoins de développement d'Entrepierres par une gestion économe, équilibrée et durable de l'espace.

Le projet se décline en 5 orientations générales :

1. Préserver et valoriser l'environnement naturel et agricole
2. Créer une centralité pour la commune
3. Promouvoir un développement urbain respectueux de l'environnement
4. Organiser les déplacements et le stationnement
5. Conforter et diversifier les activités économiques

L'objectif de la commune est donc de trouver un équilibre entre développement et préservation du patrimoine naturel et agricole.

Chaque orientation se décline en actions qui permettront d'articuler des visions à court et moyen terme de l'évolution de la commune mais aussi de spatialiser les grandes orientations d'aménagement.

Le PADD sert de base à l'établissement du plan de zonage et du règlement qui constituent les autres pièces du P.L.U.

1ère orientation : préserver et valoriser l'environnement naturel et agricole

Prendre en compte les risques naturels

Les risques sont assez importants sur la commune, notamment au niveau des cours d'eau, des espaces boisés et des sols argileux. L'objectif est de sécuriser au maximum les secteurs urbains touchés par un zonage et une réglementation adaptés.

Par exemple, dans le secteur de la Mairie, une bande inconstructible le long du Riou de Jabron sera délimitée afin d'anticiper un risque potentiel de débordement.

Par ailleurs, la déprise agricole dans la partie plus montagneuse de la commune aggrave le risque incendie, bien présent du fait des grandes entités boisées. La commune souhaite donc conserver les espaces agricoles dans cette partie du territoire pour inciter les agriculteurs à maintenir, voir relancer une activité.

Préserver les paysages naturels et agricoles remarquables

L'image d'Entrepierres est construite sur des paysages naturels de qualité qui participent à son cadre de vie. Le PADD s'attache à mettre en place des protections fortes sur les espaces naturels et agricoles existants : maintien du classement en zone naturelle, maintien et renforcement sur certains secteurs des zones agricoles, limitation de l'urbanisation se basant sur des limites naturelles. Le projet de la commune répond ainsi aux objectifs de la loi SRU en limitant l'étalement urbain.

Maintenir la bio-diversité

Le projet de la commune s'attache à mettre en valeur et à maintenir les continuités écologiques existantes : ZNIEFF, zone Natura 2000, maintien des espaces agricoles ouverts...

2ème orientation : créer une centralité pour la commune

Traiter le pôle de la Mairie comme un espace de services, d'équipements et de convivialité

Il s'agit de recentrer les fonctions urbaines et de redonner une plus grande attractivité au centre par une requalification des accès et des espaces publics. Cela passe aussi par le renforcement des équipements publics, le développement de services à la personne à proximité du centre administratif. Cet objectif répond aux enjeux des lois SRU, Grenelle I et Grenelle II en matière de renouvellement urbain et de renforcement de la centralité.

Aménager et traiter les espaces publics des hameaux de Vilhosc et d'Entrepierres

Organiser et sécuriser les déplacements inter-quartiers

Par la mise en oeuvre de son PLU, la commune souhaite assurer une politique sécuritaire en matière de déplacements, afin de réduire la dangerosité des axes majeurs et d'apaiser les déplacements.

Renforcer l'offre en logements sur les secteurs d'Entrepierres, de Vilhosc et sur le pôle de la Mairie

Accroître l'offre en logements

Entrepierres souhaite intégrer une nouvelle réflexion dans son développement qui nécessitera de travailler sur les densités et les formes urbaines afin d'utiliser de manière plus économe l'espace et d'apporter une réponse aux besoins de tous en matière d'habitat.

Diversifier l'offre en logements

L'enjeu est de redonner une nouvelle attractivité résidentielle au village,

en proposant des logements adaptés à plusieurs typologies de populations (jeunes, personnes âgées, couples avec enfants) et aux capacités financières de ces ménages (superficies des logements plus petites, en locatif, etc...).

Le développement durable passe également par la réponse aux besoins en logement de tous et particulièrement les personnes en difficulté dans leur accès au logement. Dans ce sens, pour que le développement de la commune bénéficie à tous les habitants, la commune souhaite engager, de façon maîtrisée, une politique de production de logements sociaux, notamment dans le secteur de la Mairie.

3ème orientation : promouvoir un développement urbain respectueux de l'environnement

Recentrer le développement communal en continuité de l'urbanisation existante

Fixer des limites à l'urbanisation, stopper le mitage des espaces naturels et agricoles et contenir les zones d'habitat diffus dans leurs limites actuelles

En réponse à l'article L.121-1 du Code de l'urbanisme, le projet de la commune s'attache à maintenir un équilibre entre espaces bâtis et espaces naturels en contenant, dans leurs limites actuelles, les espaces dans lesquels l'urbanisation pavillonnaire est majoritaire.

De même, il intègre l'obligation de reconversion des anciennes zones NB en fonction des enjeux environnementaux et paysagers qu'elles possèdent. Il s'agit également de maintenir les densités existantes dans les espaces les plus éloignées du centre urbain, assurant une prédominance du végétal à l'échelle du grand paysage.

Résoudre les problèmes de réseaux d'eau et d'assainissement

Promouvoir une qualité urbaine et architecturale, et préserver les éléments bâtis identitaires et patrimoniaux

La protection du patrimoine s'appuie sur les inventaires existants des monuments historiques, le repérage des éléments de petit patrimoine et sur la réglementation du PLU sur le centre ancien d'Entrepierres qui permettra de garantir un maintien des formes urbaines et architecturales existantes.

Permettre l'utilisation des énergies renouvelables

4ème orientation : organiser les déplacements et le stationnement

Améliorer les liaisons douces entre les espaces urbanisés pour proposer des alternatives à la voiture ; Sécuriser les accès et les déplacements ; Organiser et conforter le stationnement

La commune souhaite mettre en valeur les espaces naturels dans la zone urbaine, en créant ou requalifiant des cheminements doux, en aménageant de façon sécurisée les berges des cours d'eau à proximité du centre.

Cet objectif passe également par une réflexion sur les déplacements et le stationnement afin d'augmenter la capacités en stationnement et de sécuriser les carrefours et traversées des pôles urbains.

Il s'agit pour la commune d'adapter la place de la voiture à la nouvelle politique de déplacements qu'elle souhaite mettre en oeuvre. Pour cela, l'effort engagé par la commune en matière de création de parkings aux abords des pôles urbains sera conforté et les règles en matière d'opération d'aménagement privée seront adaptées.

5ème orientation : conforter et diversifier les activités économiques

Renforcer les activités existantes et les services de proximité

La commune ne possédant pas de commerce de proximité, elle souhaite diversifier l'activité économique présente, représentée essentiellement par l'agriculture et le tourisme.

Entrepierres est une commune avant tout résidentielle : l'objectif est donc favoriser l'implantation d'équipements et de services à la personne, ce qui permet également de répondre aux enjeux des évolutions sociétales actuelles (vieillesse de la personne). Elle souhaite ainsi renforcer sa vocation d'accueil.

Renforcer la vocation touristique de la commune : augmenter la capacité d'accueil touristique et promouvoir un tourisme vert et culturel

L'activité touristique d'Entrepierres constitue l'un des piliers de son développement économique. La commune souhaite promouvoir son territoire pour répondre aux différents types de tourisme existants sur la commune : tourisme vert, activités de pleine nature, tourisme culturel.

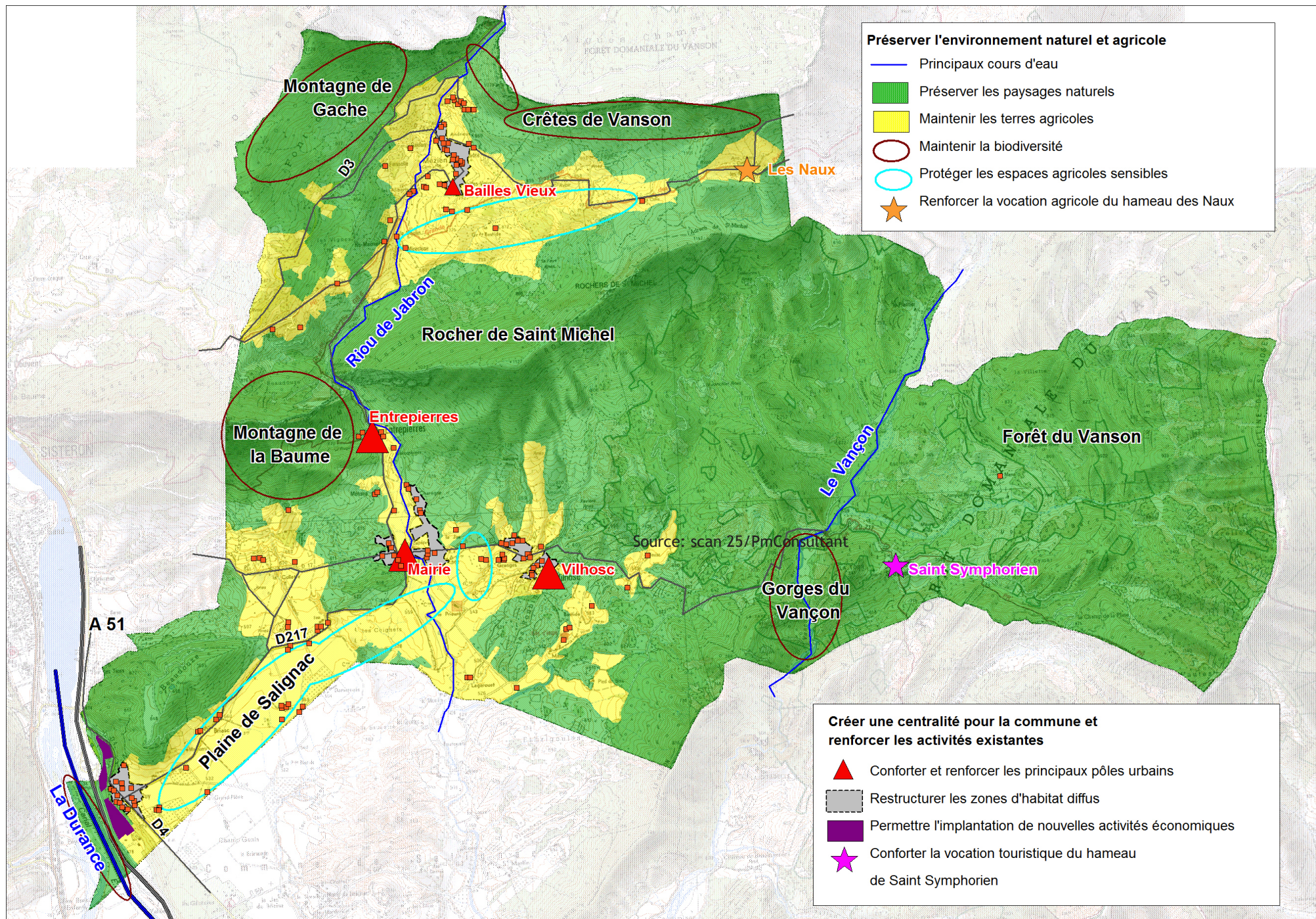
La commune souhaite également développer l'offre d'hébergement en permettant la construction d'hébergement «en dur» (complexe hôtelier...).

Maintenir et conforter l'activité agricole, premier secteur économique de la commune

La commune souhaite soutenir l'agriculture encore très présente sur son territoire et permettre à cette activité économique en difficulté actuellement de se maintenir.

Les sièges d'exploitations présents sur le territoire sont pris en compte dans le projet. La commune souhaite également, à travers son règlement, accompagner les agriculteurs dans leur diversification, en permettant le développement de l'activité d'agritourisme, tout en respectant les règles édictées par la Charte Foncière de la Chambre d'Agriculture et de la DDT 04.

Carte générale des orientations du PADD



CHAPITRE III :

LE ZONAGE ET SA JUSTIFICATION

1. MOTIFS DE LA DÉLIMITATION DES ZONES ET DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

En fonction de l'analyse et des objectifs cités précédemment, les options d'aménagement déterminent les différents secteurs concourant à une évolution rationnelle de la commune dans les années à venir.

D'une manière générale, la délimitation des zones a été faite en prenant en compte les principes de maintien des grands équilibres, d'un développement urbain maîtrisé, de la prévention des risques, de la protection de l'environnement et de la maîtrise des besoins en déplacements.

Le Plan Local d'Urbanisme découpe le territoire en trois zones distinctes :

- en zones urbaines (dénommées U) qui correspondent à des secteurs déjà urbanisés et à des secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter (R.123-5).
- en zones de projet (dénommées AU) qui correspondent à des secteurs non urbanisés où les réseaux (voies publiques, réseaux d'eau, d'électricité et l'assainissement) existent à la périphérie immédiate mais n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone (R.123-6).
- en zones agricoles (dénommées A), correspondant aux secteurs de la commune, équipées ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles (article R.123-7).
- en zones naturelles et forestières (dénommées N), correspondant aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels (article R 123-8).

Chaque zone est soumise à des règles propres conformes aux objectifs d'aménagement. A chacune d'entre elles, correspond un règlement de 14 articles qui définit les règles d'occupation du sol.

La transformation du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme implique un certain nombre de changements d'ordre réglementaire, pour être conforme avec la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) et les législations postérieures.

Avec le passage du POS au PLU, la dénomination des zones change en partie. Les zones urbaines restent en zone U, mais les zones naturelles et agricoles sont modifiées. Les zones naturelles NB disparaissent et sont reclassées selon des critères spécifiques, les zones agricoles changent de dénomination (passage du NC à A), les zones naturelles également (passage de ND à N). Le classement des zones est fonction de critères liés aux caractéristiques, formes urbaines, densités et vocations générales.

Des sous-classifications font également l'objet d'indices particuliers pour pouvoir tenir compte des particularités du territoire (densité différente, spécificité d'une zone, caractère d'un secteur).

LE PROJET DE LA COMMUNE

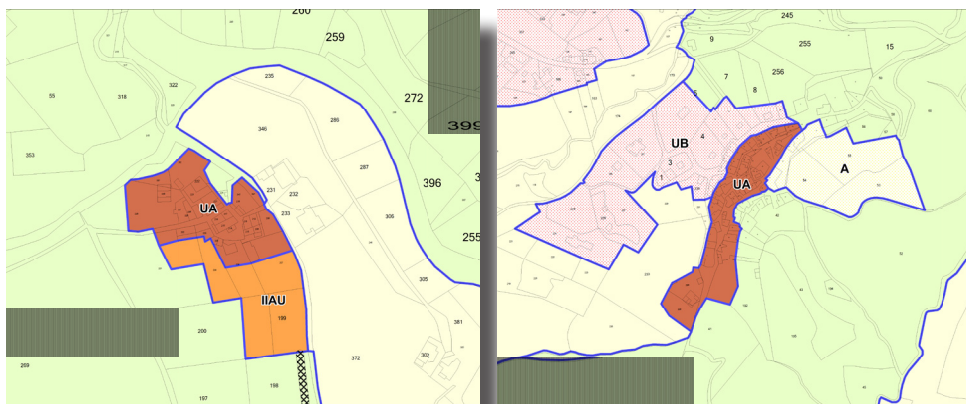
Le projet de la commune est axé sur un principe de renforcement du centre ville et de sa périphérie proche, notamment par l'intermédiaire d'une production de logements et d'un renforcement de l'attractivité économique et commerciale.

La délimitation des zones UA, UB, UE, UX, UF et AU a été faite de manière à répondre aux besoins présents et futurs dans les domaines de l'habitat et des activités économiques implantés en tissu urbain. Les critères de délimitation de ces zones résultant de la prise en compte des différentes catégories de formes et de fonctions urbaines, et des potentialités de raccordement au réseau d'assainissement collectif.

La délimitation des zones A et N a été faite de manière à préserver la qualité de vie des habitants et les paysages existants en protégeant les zones naturelles et agricoles.

1.1. La réponse en besoin d'habitat et de mixité

Zone UA : centre des hameaux



Les zones UA représentent environ 1,8 hectares, soit 0,03% de la superficie du territoire communal.

Explication du zonage

Le centre du hameau d'Entrepierres constitue un élément patrimonial majeur pour la commune d'Entrepierres. Mémoire et témoin des siècles passés, c'est un lieu emblématique et identitaire de la commune.

Le hameau de Vilhosc, quant à lui possède une forme urbaine ramassée sur un piton rocheux et sa densité est importante au regard du reste de l'urbanisation du territoire. Pour cette raison, la commune a souhaité son maintien en zone villageoise et son renforcement.

Le PADD a, dans ses orientations, envisagé de créer une centralité villageoise et d'améliorer sa qualité de vie tout en maintenant la qualité architecturale. La traduction de cette volonté dans le règlement est marquée dans le caractère de la zone : elle est affectée « principalement à l'habitation ainsi qu'aux établissements, commerces et services qui en sont le complément habituel ».

Elle se caractérise par une implantation dense, et le plus souvent, continue à l'alignement des voies.

Cela répond ainsi à l'orientation n°2 du PADD, « créer une centralité pour la commune ».

L'habitat, sa qualité, son maintien, constitue un axe fort dans ce secteur. Cette volonté de maintenir le logement, de le réhabiliter, mais aussi de le renforcer, se traduit par l'application du principe de mixité.

Ces deux secteurs sont en assainissement collectif.

Explication du règlement

Les premières mesures permettant de protéger le cadre bâti des deux centralités résident dans les articles 1 et 2 (occupations et utilisations du sol interdites et autorisées sous conditions).

Compte tenu de son caractère patrimonial, le règlement est dans une logique de protection des volumétries actuelles, des caractéristiques architecturales existantes dominantes. Pour ce faire, il impose des constructions à l'alignement des voies, mais aussi des hauteurs sensiblement égales aux hauteurs des immeubles existants sans excéder 8 mètres.

Article 11 - aspect extérieur des constructions

Le règlement va assez loin dans le sens de la protection et de la qualité architecturale, tant au niveau des volumes, que des toitures ou des façades. Il veille à ne pas introduire d'éléments incompatibles avec le bâti afin de limiter l'impact paysager. La typologie architecturale ancienne doit être respectée lors de toute intervention.

Toutes les dispositions réglementaires, vont dans le sens de la préservation des fonctions centrales, de la préservation de la silhouette et du caractère urbain du centre ancien. Ainsi, le coefficient d'occupation des sols n'est pas réglementé, l'ensemble des autres règles garantissant le maintien des caractéristiques dominantes.

Pour permettre le développement d'une activité commerciale de proximité, le règlement autorise la création de locaux d'activités à usage d'activités commerciales et artisanales à conditions qu'elles soient le complément naturel de l'habitation, participant ainsi à la volonté de renforcer l'attractivité commerciale du centre.

Cela répond ainsi à l'orientation n°5 du PADD visant à conforter et diversifier les activités économiques.

Zone UB d'habitation à densité moyenne



Les zones UB représentent environ 29,35 hectares, soit 0,6% de la superficie du territoire communal.

Explication du zonage

Elle correspond à des constructions édifiées en ordre discontinu, sous forme d'habitat pavillonnaire, en assainissement individuel. Elle est affectée principalement à l'habitation ainsi qu'aux établissements et services qui en sont le complément habituel.

Cela répond aux enjeux du PADD en matière de densification : il s'agit pour la commune de travailler sur des variations de densité en fonction du tissu urbain préexistant et de privilégier les opérations plus denses en continuité des hameaux formant le «centre», ces secteurs sont mieux desservis ou faciles à desservir par les réseaux, les transports en commun, les équipements, les commerces et les services.

La zone UB est composée de six zones au Nord.

En terme d'habitat, l'enjeu est de limiter l'étalement urbain et de répondre aux besoins de la population par des formes urbaines innovantes, moins consommatrices d'espaces et répondant aux souhaits des habitants de conserver un cadre de vie de qualité.

Explication du règlement

Dans cet ensemble, les constructions doivent respecter les formes urbaines dominantes avoisinantes.

Les articles 1 et 2 confirment la vocation principale d'habitat du secteur sans toutefois interdire les constructions à usage de service pour la population.

L'article 10 indique que la volumétrie des constructions doit respecter le mode constructif dominant, à savoir des maisons individuelles, de deux niveaux le plus souvent, soit 8 mètres à l'égout.

En terme d'insertion des constructions dans le paysage urbain, des règles fixent des limites à l'utilisation de certains matériaux, où la compatibilité avec les constructions avoisinantes est recherchée.

Dans l'article 11, l'aspect extérieur des constructions doit être compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages naturels, avec la conservation des perspectives identifiées comme devant être préservées.

Enfin, la densité respecte les modes d'aménagement antérieurs et les formes urbaines existantes, avec un coefficient d'emprise au sol permettant l'application du règlement sanitaire départemental en vigueur sans adaptation. Le COS appuie ce confortement et reste faiblement dimensionné de 0,25.

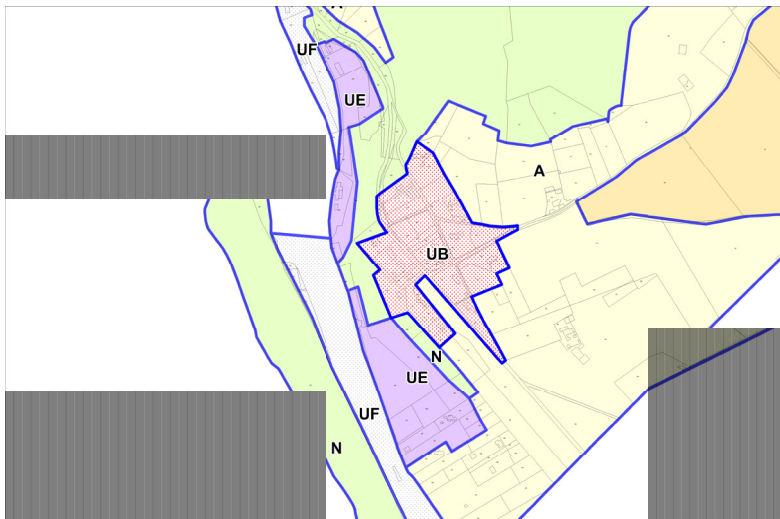
Article 5 : superficie minimale des terrains

En zone UB, la superficie minimale du terrain constructible est fixée à 1500 m². Elle permet de répondre à la qualité environnementale des sols et de mettre en oeuvre un assainissement non collectif aux normes sanitaires en vigueur.

1.2. La réponse aux besoins de développement économique

a. Les zones d'activités économiques

Zone UE - zone à vocation d'activités



La zone UE représente environ 8,1 hectares, soit 0,2% de la superficie du territoire communal.

Explication du zonage

Si la commune d'Entrepierres n'a pas pour vocation principale le développement d'importants espaces économiques, un secteur a été défini pour accueillir des activités. Compte tenu de l'enveloppe urbaine pré existante et de l'impossibilité physique de gagner de nouveaux espaces à proximité du centre, l'objectif est de permettre un développement économique proche de la sortie d'autoroute à proximité de la commune de Sisteron.

La zone UE est à vocation d'activités économiques. Située proche de la sortie d'autoroute, ce secteur est facilement accessible. Elle permet l'implantation d'activités complémentaires et indispensables au développement économique de la commune (artisanat, industrie, commerce et hôtellerie).

Explication du règlement

La zone UE a fait l'objet d'une étude L 111-1-4° afin de réduire la marge de recul obligatoire liée à l'autoroute de 100 à 50 mètres. L'ensemble des principes d'aménagement énoncés dans cette Orientation d'Aménagement sont retranscrits dans les articles du règlement du PLU (accès, implantation et hauteur des constructions aspect extérieur, espaces verts et plantations...).

Les articles 1 et 2 permettent l'implantations d'activités économiques n'entraînant pas de risque pour les populations avoisinantes. Le règlement ne permet pas la création d'habitat, sauf pour des problèmes de sécurité et de gardiennage des sites.

Concernant l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques (article 6), la marge de recul liée à l'autoroute a été réduite de 100 à 50 mètres (réalisation d'une étude L 111-1-4°).

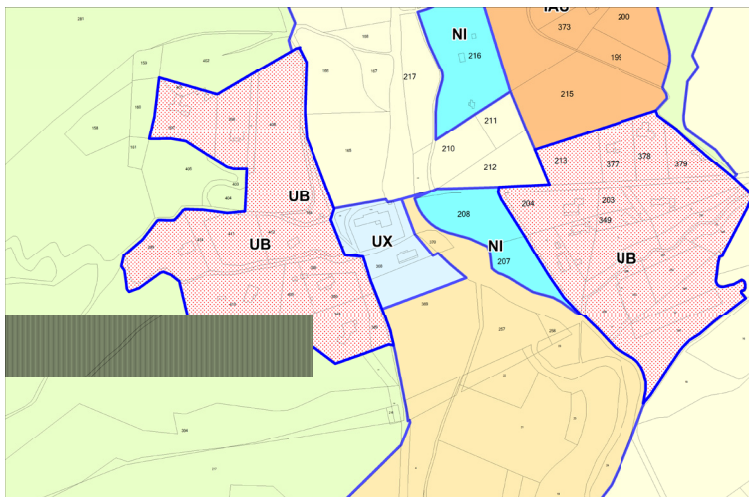
Pour permettre l'accueil d'entreprises, deux règles permettent une densification :

- Article 10 : la hauteur est réglementée à 10 mètres.
- Article 9 : un coefficient d'emprise au sol (CES) fixé à 0,50.

De la même façon, l'article 11 détermine que par leurs caractéristiques architecturales, les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants.

b. Les zones d'équipements et de services

Zone UX - zone à vocation d'équipements et de services



La zone UX représente environ 0,9 hectares, soit 0,01% de la superficie du territoire communal.

Explication du zonage

La zone UX est destinée à recevoir des équipements publics et des services à la personne.

Elle permet l'implantation d'équipements et d'activités complémentaires et indispensables au développement de la commune. Situé à proximité des quartiers d'habitat les plus denses, ce secteur présente un enjeu fort de centralité.

La commune souhaite renforcer l'attractivité économique et touristique du village par la création d'un espace à vocation d'accueil d'activités de services et d'équipements publics permettant d'anticiper la croissance du village en prévoyant des espaces dédiés.

Le secteur UX est localisé, en limite de zone UB, dans des zones pavillonnaires assez denses : l'accessibilité est bonne, la localisation est pertinente pour accueillir des équipements publics ou privés structurants.

Cela répond ainsi dans le PADD à l'orientation n°2 créer une centralité pour la commune ainsi que l'orientation n°5 Conforter et diversifier les activités économiques, afin de permettre le maintien, le développement et la diversification d'une offre de services, en renforçant notamment les équipements et services à la personne.

Explication du règlement

Dans cette zone seules sont autorisées les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics et d'intérêt collectif ainsi que les services et commerces de proximité.

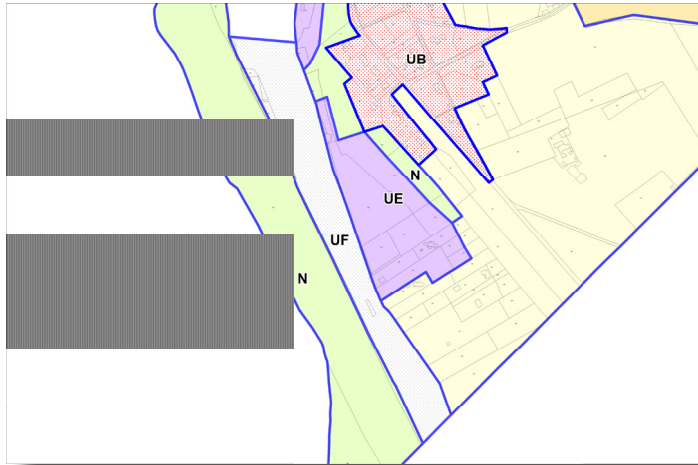
Les dispositions réglementaires prévoient également plusieurs mesures afin de tenir compte des caractéristiques des lieux avoisinants et d'insérer les constructions futures de la meilleure façon possible :

- Article 10 : une hauteur des constructions ne devant pas excéder 8 mètres à l'égout du toit.
- Article 11 : Les constructions par leur situation, leur architecture, leurs dimensions et leur aspect extérieur ne doivent pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. Sont interdits tout pastiche d'une architecture anachronique ou étrangère à la région et tout élément architectural dévié de sa fonction (tours, pigeonniers...).

Pour répondre de façon cohérente à l'accueil de population, l'article 12 édicte des règles de stationnement qui satisfasse aux besoins du projet.

c. Les zones d'emprise autoroutière

Zone UF - zone à vocation d'emprise autoroutière



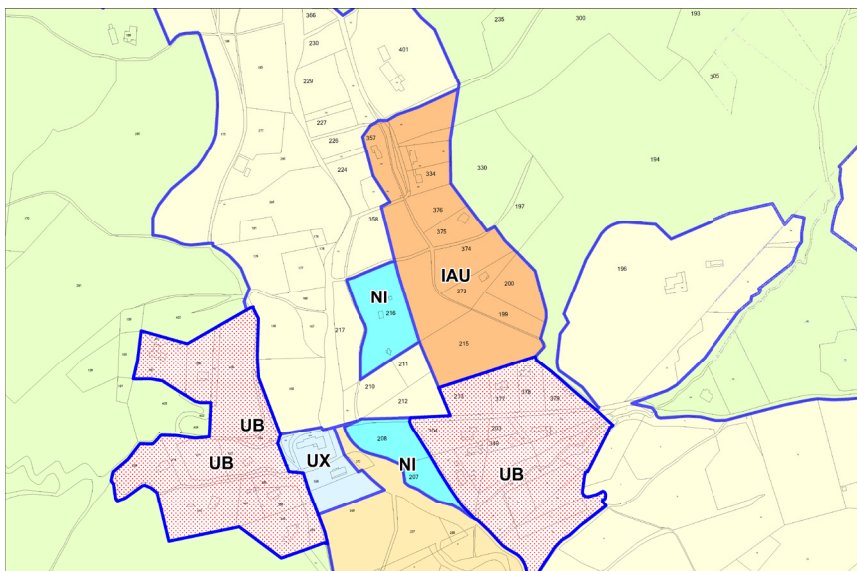
La zone UF représente environ 9,36 hectares, soit 0,2% de la superficie du territoire communal.

La zone UF est un secteur dédié aux infrastructures autoroutières. Elle recouvre l'ensemble des emprises de l'autoroute A51, dont une partie du péage de la sortie 22 Sisteron Sud. Seules peuvent y être admises les constructions liées au fonctionnement de l'autoroute.

Ces zones occupent une superficie de 9,36 Ha, soit 0,2% de la superficie totale de la commune.

1.3. La réponse aux besoins de croissance démographique

a. Les zones à urbaniser à court et moyen terme



La zone 1AU représente environ 5,4 hectares, soit 0,1% de la superficie du territoire communal.

Zone IAU - zone d'urbanisation future à destination d'habitation à court et moyen terme

Cette zone, insuffisamment équipée, est destinée à l'urbanisation future à destination d'habitation.

Elle correspond à un secteur à urbaniser à court et moyen terme, c'est-à-dire dont l'urbanisation n'est pas subordonnée à une modification ou à une révision du PLU. Les constructions y sont autorisées au fur et à mesure de la réalisation des équipements prévus.

L'ouverture à l'urbanisation sera conditionnée à la réhabilitation de la station d'épuration de Charagne (75 Eq/hab).

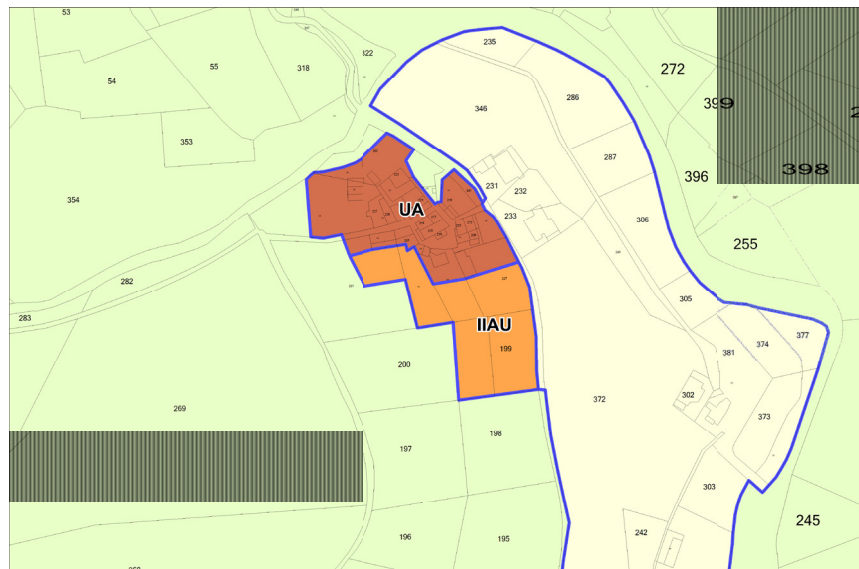
Cette zone fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement (Pièce 2B du PLU).

Cette zone a pour objectif d'initier une diversification de l'habitat en permettant, dans une partie de la zone IAU, la réalisation d'un habitat intermédiaire plus dense (par exemple de l'habitat individuel groupé ou du petit collectif).

L'urbanisation de la zone IAU de Charagne, telle qu'elle est présentée dans cette orientation d'aménagement, permettrait une densification progressive du secteur du Sud vers le Nord.

a. Les zones à urbaniser a long terme

Explication du règlement



Cette zone ne pourra être ouverte à l'urbanisation qu'après modification ou révision du PLU et sous forme d'orientation d'aménagement.

L'ouverture à l'urbanisation sera conditionnée à la capacité résiduelle de la station d'épuration du hameau d'Entrepierres, à la desserte par des voies publiques et à la réalisation de places de stationnement supplémentaires correspond aux besoins du projet.

La zone IIAU représente environ 0,5 hectares, soit 0,01% de la superficie du territoire communal.

Zone IIAU - zone d'urbanisation future à destination d'habitation à long terme

Explication du zonage IIAU

Cette zone est destinée à l'urbanisation future à destination d'habitation à plus long terme.

Afin d'anticiper son développement, tout en le maîtrisant pleinement, la zone IIAU permet à la commune de répondre à l'orientation n°2 du PADD créer une centralité à la commune en renforçant l'offre en logements sur le hameau d'Entrepierres et en finissant son urbanisation.

Cette zone est une réserve foncière pour le développement futur de la commune. Elle est inconstructible dans le cadre du présent PLU.

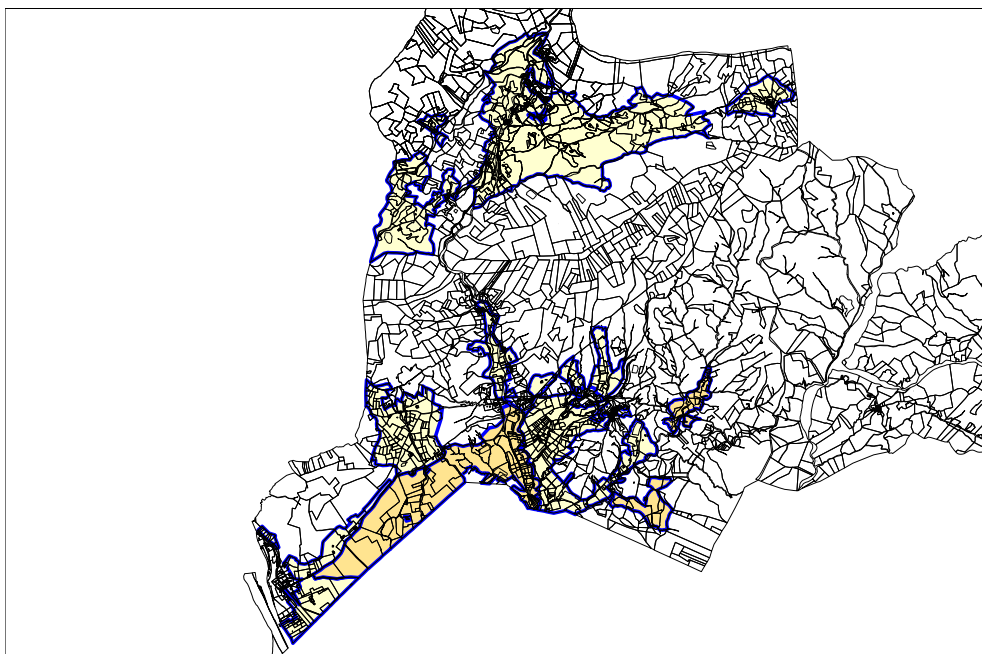
1.4. La préservation de l'environnement et du cadre de vie

a. La préservation des zones agricoles

Explication du zonage

Dans l'orientation n°1 du PADD, la commune s'engage à agir en faveur de l'environnement naturel et agricole. Pour y répondre le PLU s'attache à la préservation des espaces agricoles, à la valorisation et la protection du patrimoine architectural.

Les zones A - La préservation des zones agricoles



Au total, les zones agricoles représentent environ 863 hectares dans le P.L.U., soit environ 18% du territoire communal.

La zone A est une zone agricole équipée ou non qui fait l'objet d'une protection particulière en raison de la valeur et du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Elle est destinée à accueillir les activités agricoles. Elle est par essence inconstructible sauf, à titre dérogatoire, pour les constructions nécessaires à l'exercice des activités agricoles et des services publics ou d'intérêt collectif.

Elle comprend un sous-secteur :

- une zone Ae, zone agricole protégée en raison de ses qualités agronomiques (irrigation, cultures à forte valeur ajoutée...) et paysagères (plaine ouverte...).

La commune se caractérise par des espaces agricoles encore importants, que ce soit en plaine, sur les plateaux, ou dans les espaces de pâturages en montagne. L'agriculture reste une activité économique très importante sur Entrepierres, mais qui connaît des difficultés.

Historiquement installés en plaine et à proximité des ressources naturelles en eau, ces espaces sont restés assez préservés du développement urbain. Mais ils ont besoin d'être protégés afin de maintenir l'économie rurale, en favorisant notamment une agriculture de proximité.

La commune d'Entrepierres a pour ambition de préserver son caractère rural et d'agir en faveur de son environnement et pour ce faire, elle souhaite assurer la pérennité des trois grandes unités paysagères du territoire, à savoir le bassin du Vançon, le bassin de Mézien, et le bassin Sud du Riou de Jabron. L'objectif général est donc de préserver les espaces naturels et agricoles identitaires du paysage communal : crêtes, ensembles paysagers, ripisylves...

Explication du règlement

Le règlement de la zone agricole est strict, en application des dispositions du Code de l'Urbanisme (article R.123-7).

Les articles 1 et 2 prévoient que seules sont autorisées les constructions et installations directement nécessaires à l'activité agricole ou forestière, dans des conditions encadrées.

Dans le sous-secteur Ae, agricole paysager, aucune construction n'est autorisée autre que les constructions techniques indispensables à la mise en valeur des sols par l'agriculture, limités aux seuls besoins de l'exploitation.

Il s'agit, dans ces espaces, de permettre une meilleure organisation des espaces, de restructurer les espaces avec l'implantation d'activités de sylviculture, de productions arboricoles, de pastoralisme, tous secteurs liés à l'agriculture ne nécessitant pas la présence de bâtiments d'habitation.

Articles 6 et 7 : implantation des constructions par rapport aux voies, emprises publiques et limites séparatives. Les bâtiments et installations doivent s'implanter à au moins 50 mètres de l'autoroute A51, 35 m de l'axe de la RD4, 15 m pour les voies de liaison et de desserte : RD 217 et D17, 6 m des autres voies publiques ou privées, 3 m de l'axe des chemins ou voies de moins de 4 m de largeur.

Article 10 : la hauteur des constructions à usage d'habitation n'excédera pas 7 mètres à l'égout du toit et 10 m pour les bâtiments techniques afin de s'insérer au mieux dans le paysage.

b. Le bilan de la consommation des espaces agricoles

La prise en compte de l'environnement constitue un des fondements du projet de PLU de la commune d'Entrepierres. Les objectifs de préservation et de mise en valeur ont été développés tout au long de la démarche.

Illustration de la volonté de la commune de maîtriser et de définir son développement de manière durable et cohérente, le PADD tenait à répondre aux besoins de développement par une gestion économe, équilibrée et durable de l'espace dont l'un des enjeux était la préservation de l'activité agricole et la valorisation des espaces agricoles.

Dans les choix politiques traduits dans le projet de PLU, la protection des grands espaces agricoles a constitué un des fondements de la réflexion. Le PADD a affirmé à la fois la nécessité de pérenniser les vocations agricoles mais aussi la volonté de protéger les entités paysagères sensibles.

Le zonage affirme et traduit cette volonté de plusieurs manières :

- le maintien de la majorité des grandes entités agricoles du territoire
- la préservation des domaines agricoles par la mise en oeuvre d'un zonage spécifique Ae, ne permettant que la construction de bâtiments techniques.
- la remise en zone agricole des terres exploitées situées dans les anciennes zones NB et dans certaines zones naturelles.

Ainsi, les grandes entités agricoles ont été préservées, favorisant le maintien et le développement d'une agriculture de qualité et limitant l'étalement urbain au maximum.

Si ces grandes entités sont préservées, la zone agricole connaît une diminution de sa surface au profit des zones urbaines (UA, UB) et à urbaniser (AU), diminution compensée par le reclassement d'une partie des zones NB en zones A. On observe un recul de 4,9 ha au profit des zones urbaines :

- 0,97 ha pour la zone IAU
- 0,4 Ha pour la zone UA Vilhosc
- 3,53 ha pour les zones UB

Cette diminution mesurée permet d'apporter des réponses aux besoins de développement futur de la commune.

On observe également un recul 15,4 ha des zones agricoles au profit des zones naturelles, ceci dans un souci de mise en cohérence de l'utilisation actuelle des sols : secteurs qui ne sont plus exploités au regard de la photo aérienne et de visites sur le terrain.

Le projet de la commune enregistre une augmentation de 29,4 ha des espaces agricoles en partie dû au reclassement de certaines zones NB et N.

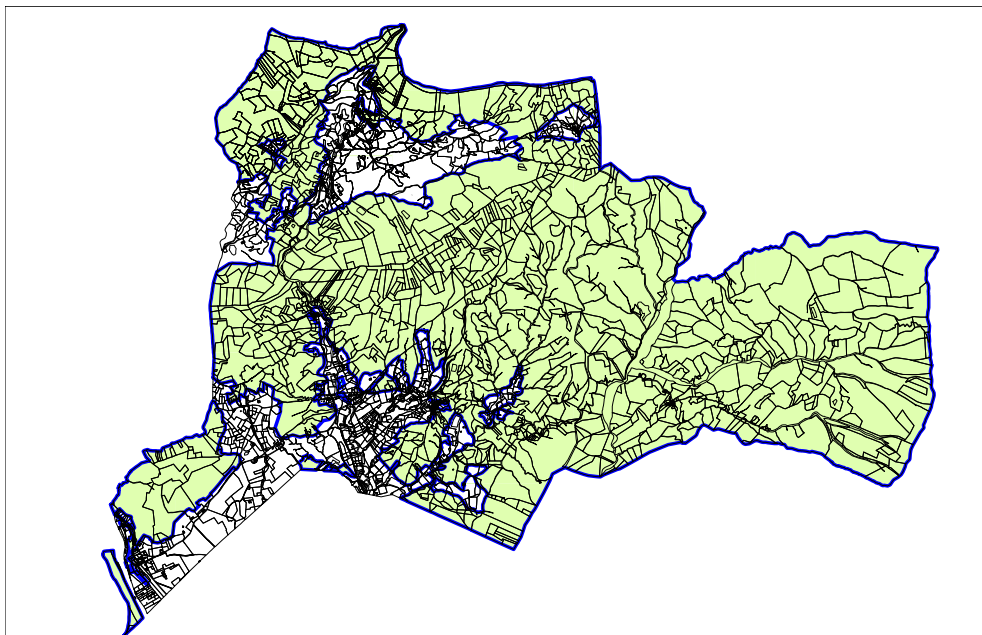
Les différences entre le POS et le PLU s'explique de la façon suivante :

- la reconversion des zones NB non construites et exploitées en zone A pour 4,76 ha
- le reclassement de 24,7 ha de zone naturelle exploitée en zone agricole.

Au total, le bilan des espaces agricoles est positif et la zone agricole enregistre une augmentation de 9 ha, soit + 0,82%.

Ainsi, le projet de PLU d'Entrepierres apparaît cohérent à la fois avec l'ensemble des problématiques du territoire communal et dans les grandes orientations législatives mises en place récemment (Grenelle 2 de l'Environnement).

c. La préservation des espaces naturels



Explication du zonage

Dans les orientations n°1 et n°3 du PADD, la commune s'engage à protéger le territoire contre les risques et à agir en faveur de l'environnement naturel et agricole. La préservation et la valorisation des zones naturelles permettent de répondre à ces deux enjeux.

Au total, les zones naturelles et forestières représentent 3891 hectares environ dans le P.L.U., soit 81% du territoire communal.

La loi S.R.U. a changé l'appellation des zones naturelles (anciennes zones ND). Le territoire d'Entrepierres est occupé à 81% par des espaces naturels, avec une diversité de paysages.

Les zones naturelles couvrent les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

La commune a organisé sa démarche dans le but d'assurer leur préservation:

ces secteurs font ainsi l'objet de protection pour conserver une vocation naturelle forte, la zone N est ainsi inconstructible. Ces zones sont des milieux fragiles, où les occupations et les utilisations du sol doivent être fortement limitées. Elles permettent une caractérisation complémentaire afin de garantir la protection des biens et des personnes vis-à-vis des risques naturels (notamment les risques inondation et incendie).

Elle comprend les parties du territoire communal dont le maintien à l'état naturel doit être assuré et est constituée majoritairement des parties boisées de la commune.

Explication du règlement

En zone N, toute construction nouvelle est interdite afin d'enrayer le mitage et de protéger les paysages. Ces espaces comptent quelques habitations. De ce fait seules sont autorisées les extensions mesurées des habitations, avec un encadrement réglementaire très strict (surface de plancher minimale existante à la date d'approbation du PLU de 50 m², extension possible jusqu'à 250 m² de surface de plancher), et la construction limitée d'équipements complémentaires (abris de jardin, piscine).

Un sous-secteur NI à vocation d'espaces de loisirs et d'espaces publics a été créé dont la superficie est de 1,6 hectares dans le P.L.U., soit 0,03% du territoire communal.

Ce secteur est destiné à recevoir des activités de loisirs hors hébergement, des équipements sportifs et des équipements publics. Ce secteur était classé au POS en zone Nat, zone d'urbanisation future à vocation de tourisme, sports et loisirs.

Sont ainsi autorisés sous conditions dans le règlement :

- les aires de jeux et de sports ouvertes au public,
- les aires de stationnement nécessaires à l'équipement de loisir et sportif,
- La réhabilitation des constructions existantes destinées à l'exploitation, la surveillance des équipements implantés dans la zone et sous réserve d'être intégrées terme de forme architecturale,
- les constructions ou installations démontables nécessaires à l'exploitation de l'activité de loisirs.
- les équipements publics.

d. Les espaces boisés classés

Il s'agit des espaces boisés, des bois, forêts, parcs à conserver, à protéger, ou à créer, et même d'arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignement, soumis aux dispositions de l'article L.130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. Il interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation des sols de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisements.

Ces espaces sont régis par un régime strict qui interdit le défrichement. Seule une procédure de révision et non de modification peut supprimer ou réduire un tel secteur.

Ce classement prend en compte les surfaces boisées «les plus significatives», quelle que soit leur importance, et dont la présence concourt à la qualité et à la diversité paysagère, notamment en bordure des cours d'eau, mais aussi dans certains massifs. Seule une procédure de révision du PLU peut supprimer ou réduire un tel secteur. Ces espaces boisés classés sont indiqués sur les documents graphiques.

La commune met en place des protections spécifiques appliquées aux espaces boisés ou naturels de qualité inclus ou non dans les zones urbanisées existantes.

Les espaces boisés classés que la commune d'Entrepierres a décidé de mettre en valeur permettent une protection des espaces boisés remarquables ponctuels (cèdres, sapins). Les EBC, classés au Plan d'Occupation des Sols sur la commune, sont conservés. Ils représentent 3,88 hectares, localisés dans la partie Sud-Ouest de la commune.

Cartographie des Espaces Boisés Classés (EBC)



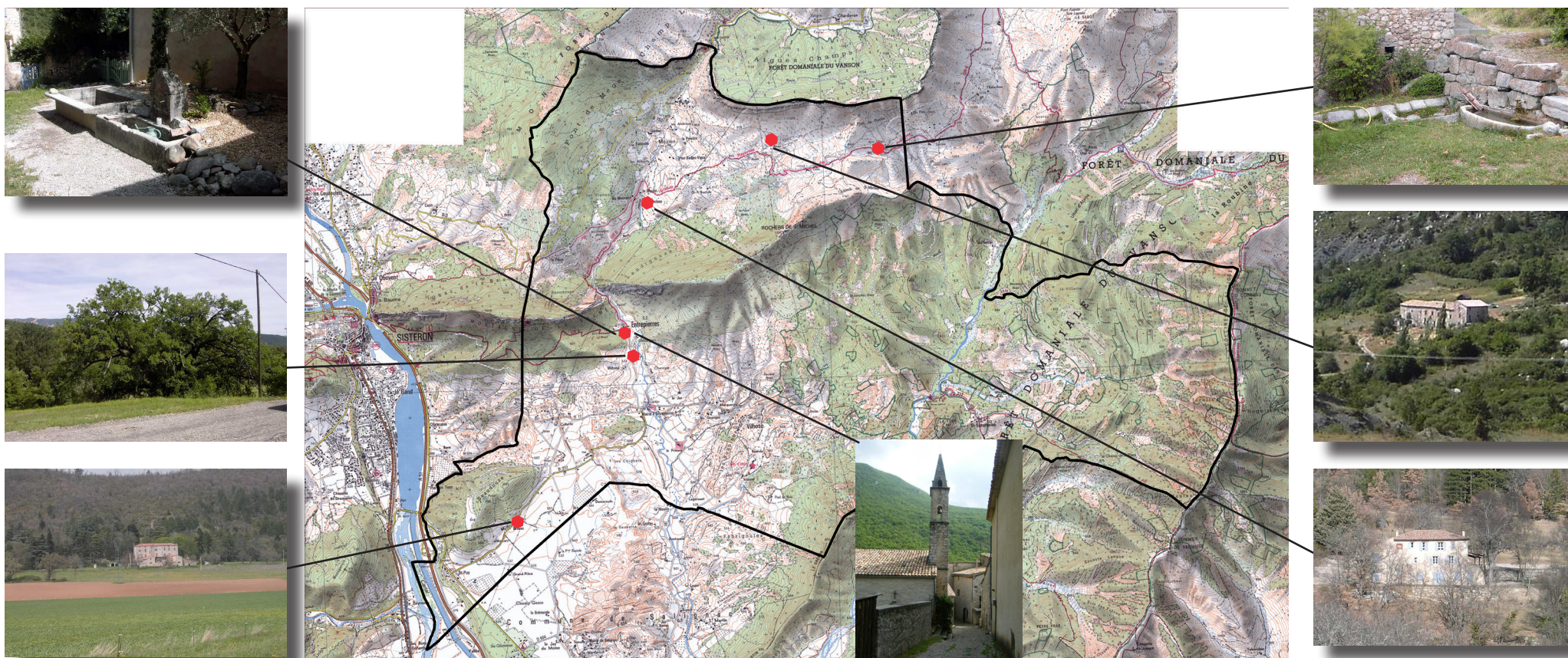
e. Les bâtiments repérés au titre de l'article L.123-1-5 alinéa 7 : la valorisation du patrimoine paysager et architectural

L'article L.123-1-5 alinéa 7° permet de : **« Identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection. »**

Le repérage d'un immeuble ou d'un espace au titre du 7° de l'article L. 123-1-5 a trois importantes conséquences :

- La soumission à permis de démolir des travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction (article R. 421-28 C. urb),
- La soumission à déclaration préalable des travaux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément protégé (article R. 421-28 C. urb),
- La disposition de l'article L. 111-6-2 du Code de l'urbanisme qui permet d'obtenir une autorisation de construire pour certains travaux répondant à des objectifs environnementaux « nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire », ne s'applique pas aux immeubles protégés au titre du 7° de l'article L. 123-1-5.

La commune d'Entrepierres a identifié 7 éléments qu'elle souhaite protéger et mettre en valeur au titre de l'article L.123-1-7 du Code de l'Urbanisme. (cf. Annexes : prescriptions spéciales)

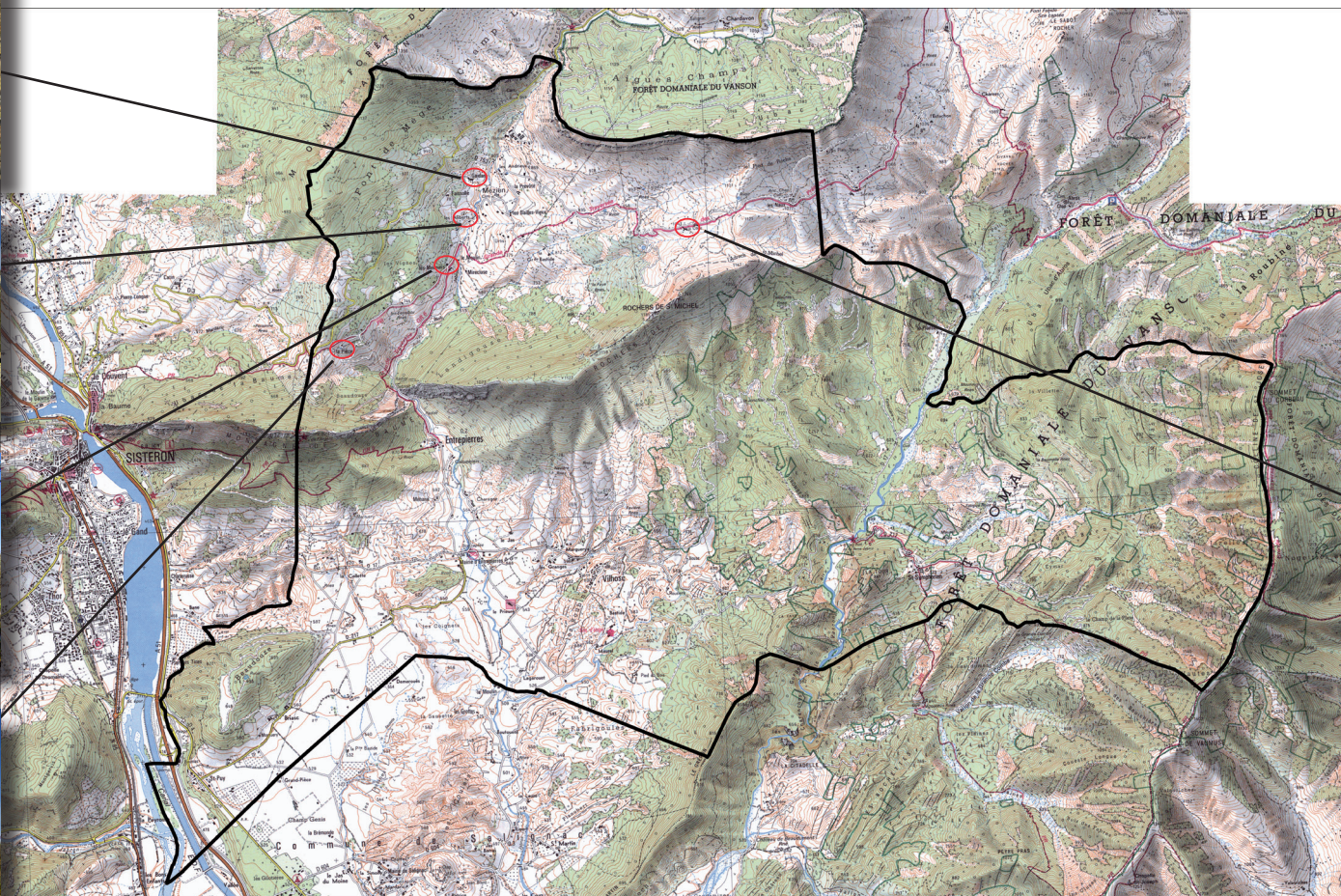


f. Les bâtiments repérés au titre de l'article L.123-3-1

L'article 15 de la Loi Urbanisme et habitat du 2 juillet 2003 prévoit des possibilités d'évolution du patrimoine rural des communes. En effet, les bâtiments agricoles situés dans les zones A du PLU peuvent faire l'objet d'un changement de destination, sous réserve d'une analyse préalable dont les principaux critères sont encadrés par l'article L.123-3-1 du Code de l'urbanisme, qui indique :

«Dans les zones agricoles, le règlement peut désigner les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole.»

5 bâtiments agricoles ont été identifiés, présentant un caractère patrimonial, reflet d'une architecture typique. Il s'agit d'anciennes fermes, pigeonniers, bergeries, granges et entrepôt agricoles répartis sur toute la commune. Ils sont identifiés dans le document graphique par une étoile de couleur rouge. (cf. Annexes : prescriptions spéciales)



1.5. Les équipements et infrastructures nécessaires au bon fonctionnement de la commune

Les emplacements réservés pour les infrastructures et les équipements

Depuis la loi n° 67-1253 du 30 décembre 1967 d'orientation foncière, sont distinguées deux catégories de zones : les zones ordinaires (découpage territorial normal et obligatoire que doit comporter tout PLU) régies par les articles R. 123-5 à R. 123-8 et les zones spéciales (permettant des modulations spatiales à l'intérieur des zones ordinaires) dont la liste est établie par l'article R. 123-11 du Code de l'urbanisme.

Les emplacements réservés sont au nombre des zones spéciales susceptibles d'être délimitées par les PLU en application de l'article L. 123-1-8°.

Le projet communal nécessite la mise en place d'un certain nombre d'emplacements réservés au profit de la commune ou du département. L'urbanisation du territoire d'Entrepierres s'accompagne à la fois :

- de projets d'aménagements spécifiques, qui vont permettre l'élargissement et la création de voies afin d'accueillir les nouvelles populations dans de meilleures conditions ;
- de projets d'équipements publics et d'aménagements publics.

cf. Annexes : prescriptions spéciales.

2. ÉVOLUTION DU ZONAGE

Les analyses suivantes mettent en évidence les changements de zonage entre le POS et le PLU. Est ainsi identifiée une partie des zones impactées par le projet communal d'Entrepierres.

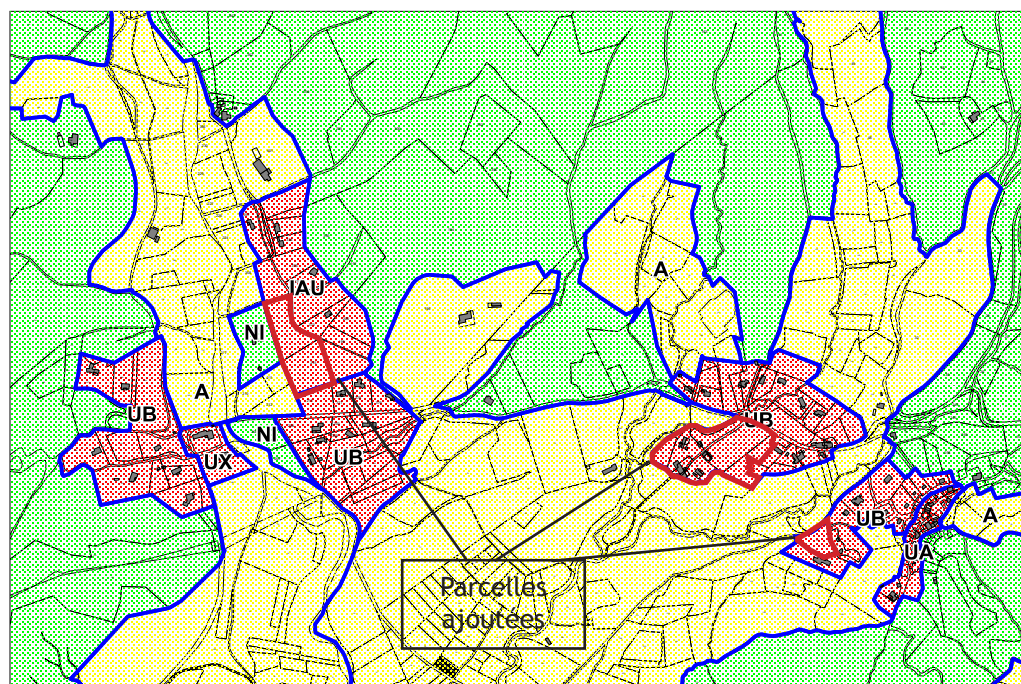
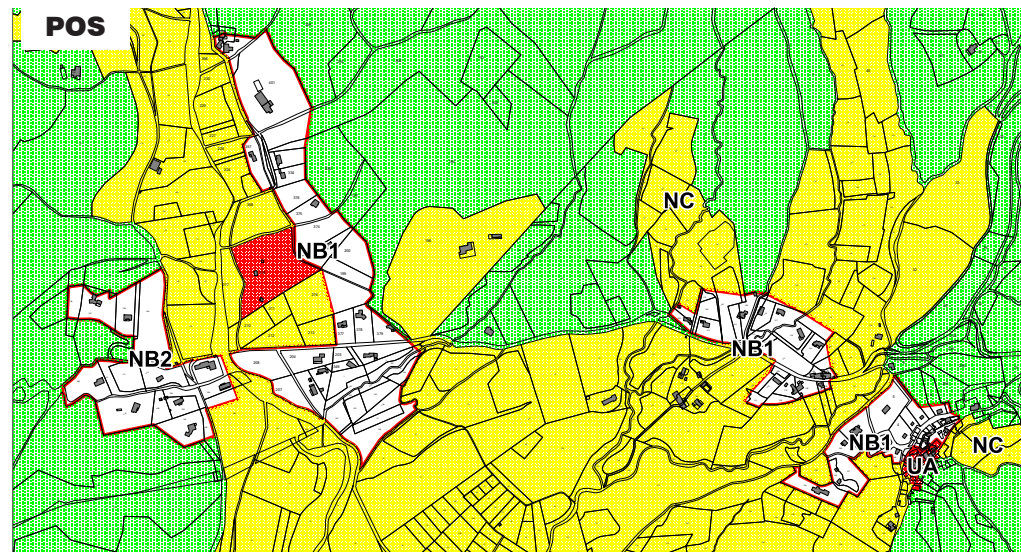
Cette comparaison entre le zonage du POS et celui du PLU fait ressortir les principaux types de changements :

2.1. Le renforcement de la centralité

Les zones NB autour du centre administratif de la commune sont transformées en zones UB, marquant bien ainsi la volonté de la commune de renforcer la centralité du village, de densifier l'urbanisation à partir du centre administratif de façon cohérente.

A la zone UB, est rajouté le secteur de la mairie avec les équipements scolaires (zone UX) ainsi qu'une zone IAU de développement futur pour renforcer la centralité d'Entrepierres.

La zone UA de Vilhosc est élargie et les zones NB qui l'entouraient sont transformées en zone UB afin de permettre un développement autour de ce hameau et de constituer une enveloppe urbaine autour de la zone UA. L'objectif est d'inciter à une densification un peu plus forte.



2.2. L'intégration des évolutions réglementaires : le reclassement des zones NB

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains de 13 décembre 2000 a supprimé les zones NB des anciens documents d'urbanisme (POS). La poursuite ou non de l'urbanisation dans ces secteurs est fonction de la prise en compte de critères objectifs :

- niveau d'urbanisation,
- desserte par les voies (publiques ou privées),
- desserte par le réseau d'eau potable,
- desserte par un réseau d'assainissement collectif existant, projeté, ou faisant l'objet d'étude,
- risques identifiés,
- insertion paysagère,
- espaces naturels à protéger, par exemple les zones naturelles identifiées dans le périmètre Natura 2000, etc.

Seules les zones urbaines (U), à urbaniser (AU) ou naturelles (N) sont possibles dans le projet de PLU. Pour la commune d'Entrepierres, ces zones NB concernent un territoire restreint dans le POS, représentant 37,8 hectares, soit environ 0,8% de l'ensemble du territoire communal.

A partir de la représentation graphique de l'ensemble des zones NB, chaque zone NB est isolée et fait l'objet d'une analyse, à la parcelle. Les critères les plus appropriés sont pris en compte pour justifier le nouveau zonage.



Zone NB au POS

a. Quartier Mézien/ Baillé Vieux

Ce secteur était classé en zone NB2. On est dans un secteur où le POS prévoyait dans son règlement :

- taille minimale de parcelle de 4 000 m² pour être constructible
- hauteur des constructions à l'égout du toit 8 mètres,
- surface maximale d'une construction : 250 m².

Au PLU, la partie sud du secteur est classée en UB correspondant à de l'habitat pavillonnaire de faible densité. Ce classement se justifie par un accès suffisant à 4 mètres qui permet de desservir les parcelles.

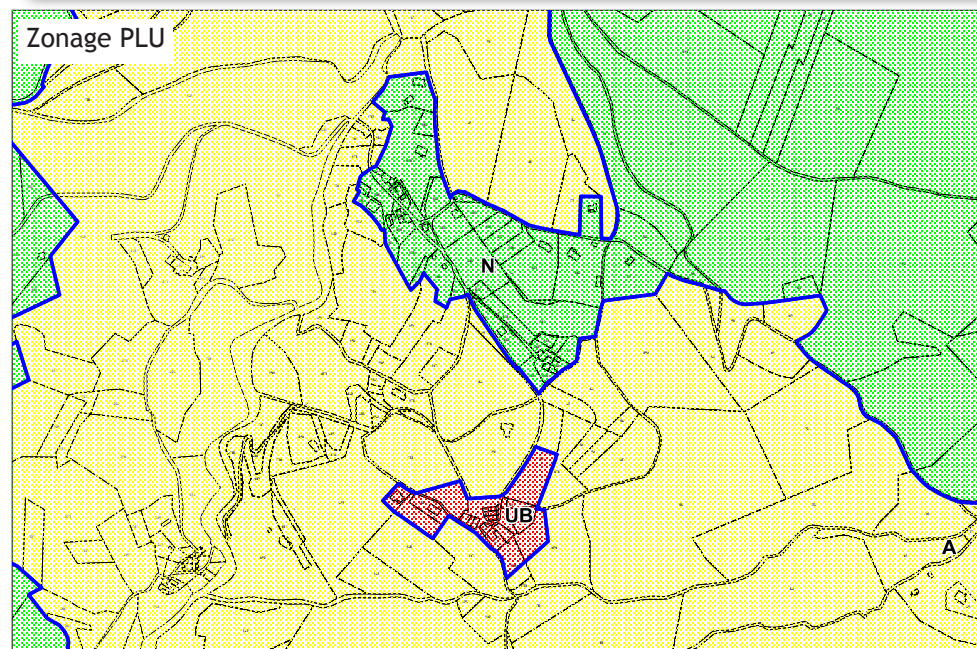
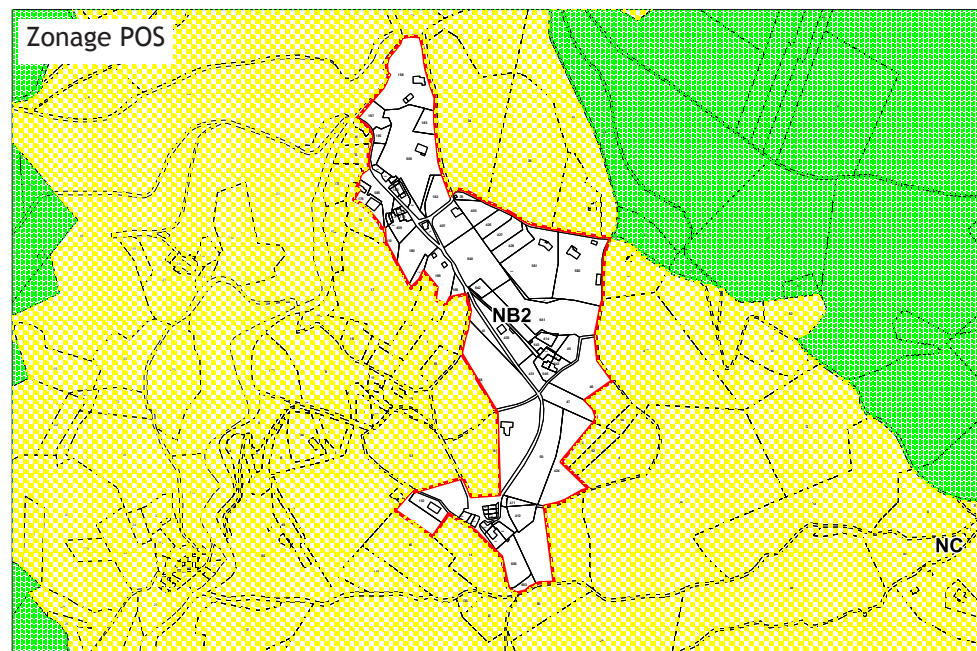
La seconde partie est majoritairement naturelle voire agricole. Elle n'est pas desservie par des voies suffisamment dimensionnées et est donc classée en N. La partie cultivée repasse en agricole A.

Le secteur n'est pas desservi par l'assainissement collectif.

En zone UB, les possibilités de constructions sont :

- Caractéristiques des terrains : taille minimale de parcelles appliquée pour des raisons d'aptitude des sols très médiocre fixée à 1 200 m².
- Hauteur des constructions, 8 mètres, à l'égout du toit
- Coefficient d'occupation des sols : 0,20

En zone N, l'extension mesurée des constructions existantes est possible.



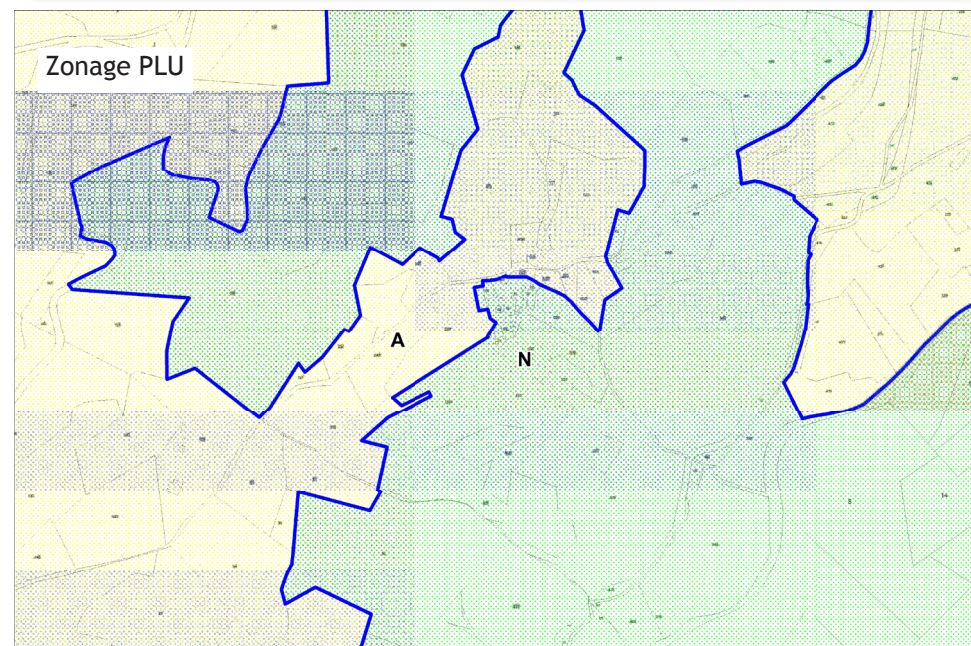
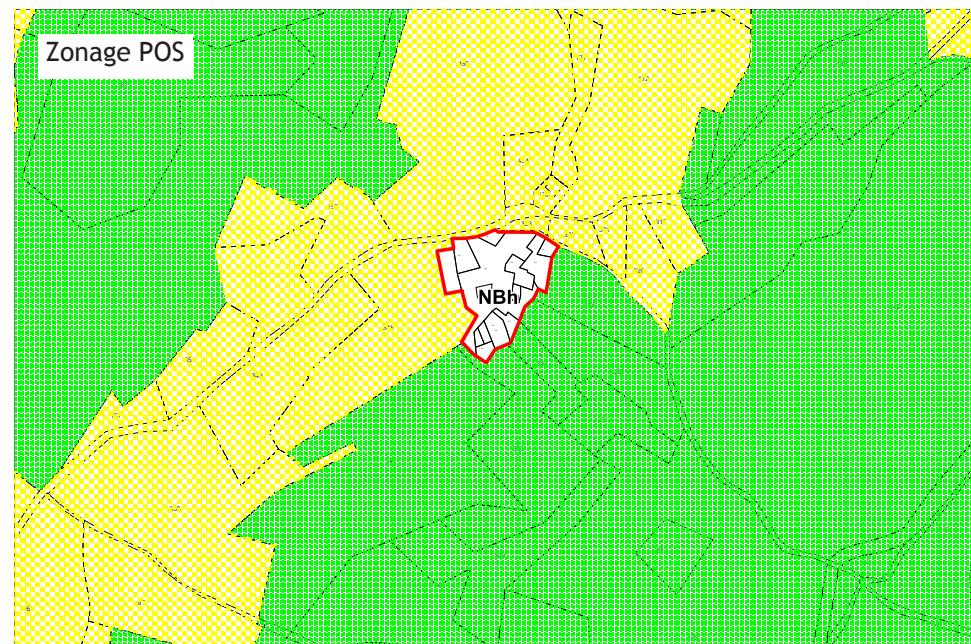
b. Les Ferrouils

Ce secteur était classé en zone NBh. On est dans un secteur où le POS prévoyait dans son règlement :

- taille minimale de parcelle non réglementée sous réserve de disposer d'une surface suffisante pour être conforme aux schémas d'assainissement.
- hauteur des constructions à l'égout du toit 8 mètres,
- surface maximale d'une construction : 250 m².

Au PLU, le secteur a été intégralement reclassé en zone naturelle N car occupé de façon majoritaire par des arbres.

En zone N, l'extension mesurée des constructions existantes est possible.



c. Quartier Entrepierres

Ce secteur était classé en zone NB2 et NB1. On est dans un secteur où le POS prévoyait dans son règlement :

Pour la zone NB2

- taille minimale de parcelle de 4 000 m² pour être constructible
- hauteur des constructions à l'égout du toit 8 mètres,
- surface maximale d'une construction : 250 m².

Pour la zone NB1

- taille minimale de parcelle de 2 000 m² pour être constructible
- hauteur des constructions à l'égout du toit 8 mètres,
- coefficient d'occupation du sol : 0,125.

Au PLU, la zone NB2 est convertie en zone UB et UX. Ce classement se justifie par la volonté de la commune de recréer une réelle centralité.

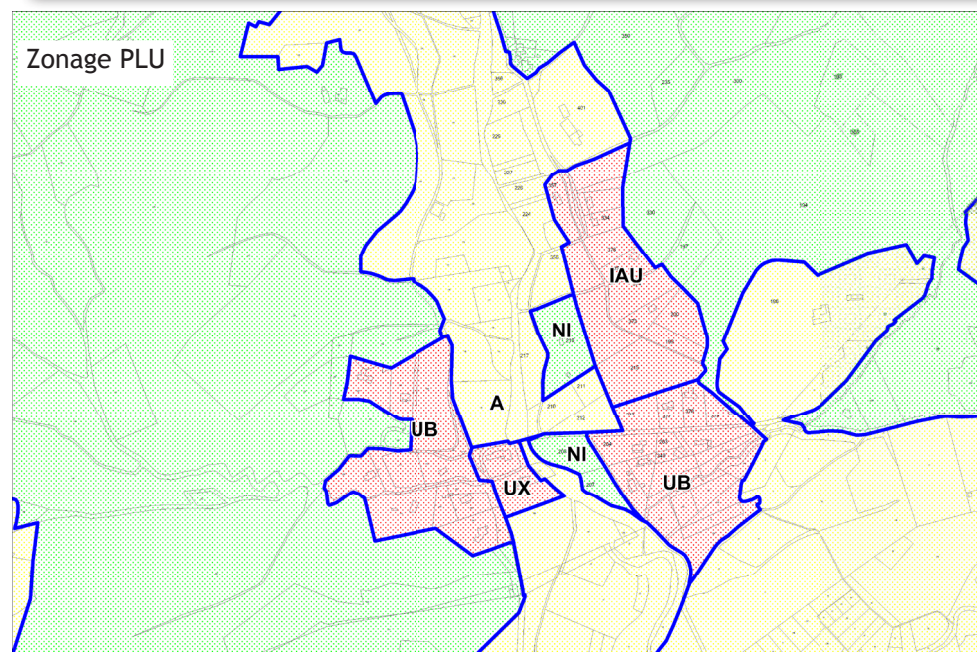
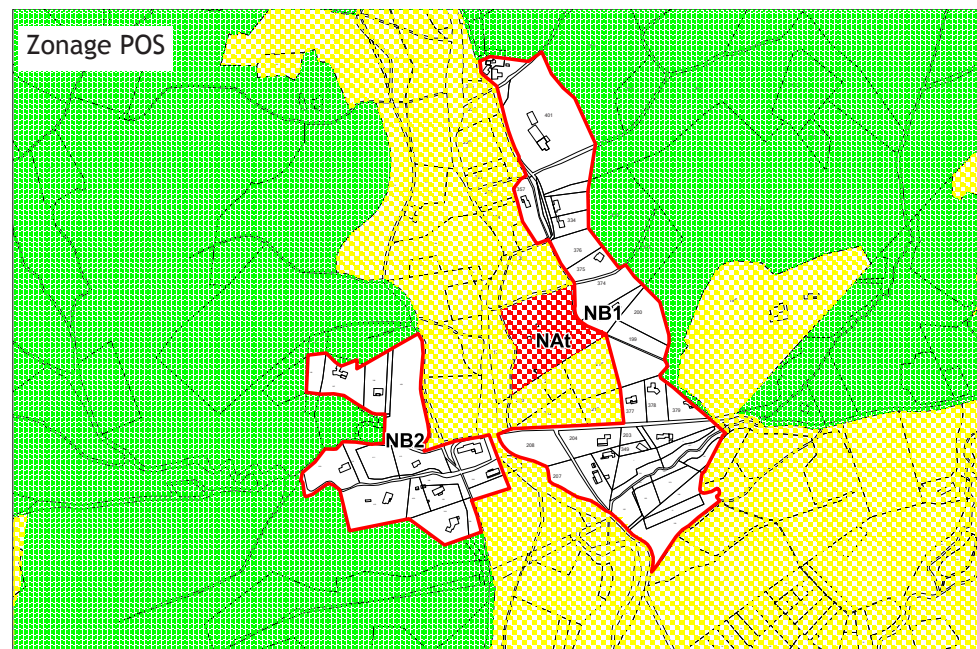
La zone NB1 est en majorité reclassée en UB et IAU, afin de répondre à la volonté de la commune de recréer un vrai centre avec un projet d'orientation d'aménagement sur la zone IAU. Les parties non cultivées et non bâties passent en NI, à vocation de loisirs avec possibilité de construire des équipements publics telle qu'une salle polyvalente.

En zone UB, les possibilités de constructions sont :

- Caractéristiques des terrains : taille minimale de parcelles appliquée pour des raisons d'aptitude des sols très médiocre fixée à 1 200 m².
- Hauteur des constructions, 8 mètres, à l'égout du toit
- Coefficient d'occupation des sols : 0,20

En zone N, l'extension mesurée des constructions existantes est possible.

La partie cultivée au Nord a été reclassée en zone agricole.



d. Quartier Vilhosc/Marguery

Ce secteur était classé en zone NB1. On est dans un secteur où le POS prévoyait dans son règlement :

- taille minimale de parcelle de 2 000 m² pour être constructible
- hauteur des constructions à l'égout du toit 8 mètres,
- coefficient d'occupation du sol : 0,125.

Au PLU, la zone NB1 est convertie en majorité en zone UB et agrandie afin de recréer une centralité autour de Vilhosc comme le prévoit le PADD.

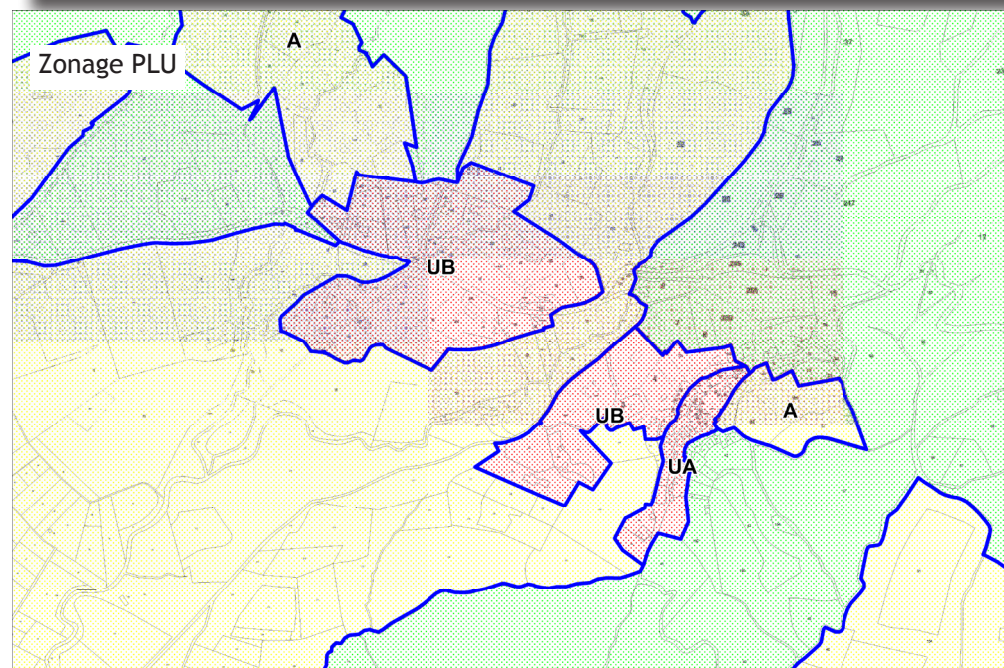
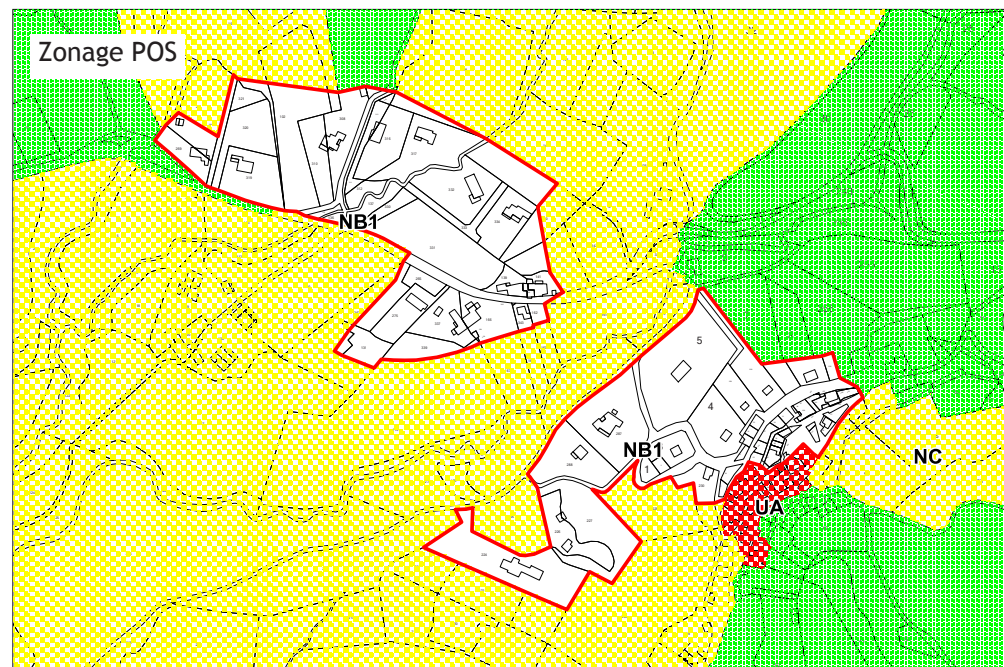
La partie de la zone NB1 située autour du hameau de Vilhosc est transformée en UA et agrandie afin de conforter le hameau.

En zone UA, les possibilités de constructions sont :

- Pas de taille minimale de parcelle, les constructions seront raccordées au réseau public d'assainissement
- Hauteur des constructions, 8 mètres, à l'égout du toit
- Coefficient d'occupation des sols : non réglementé.

En zone UB, les possibilités de constructions sont :

- Caractéristiques des terrains : taille minimale de parcelles appliquée pour des raisons d'aptitude des sols très médiocre fixée à 1 200 m².
- Hauteur des constructions, 8 mètres, à l'égout du toit
- Coefficient d'occupation des sols : 0,20



e. Quartier Saint Puy

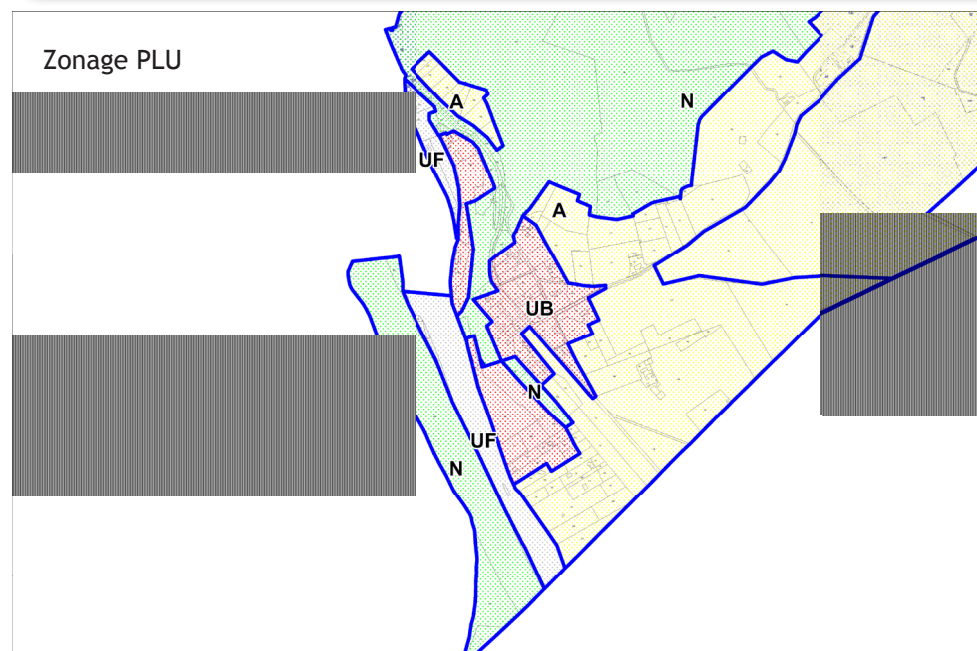
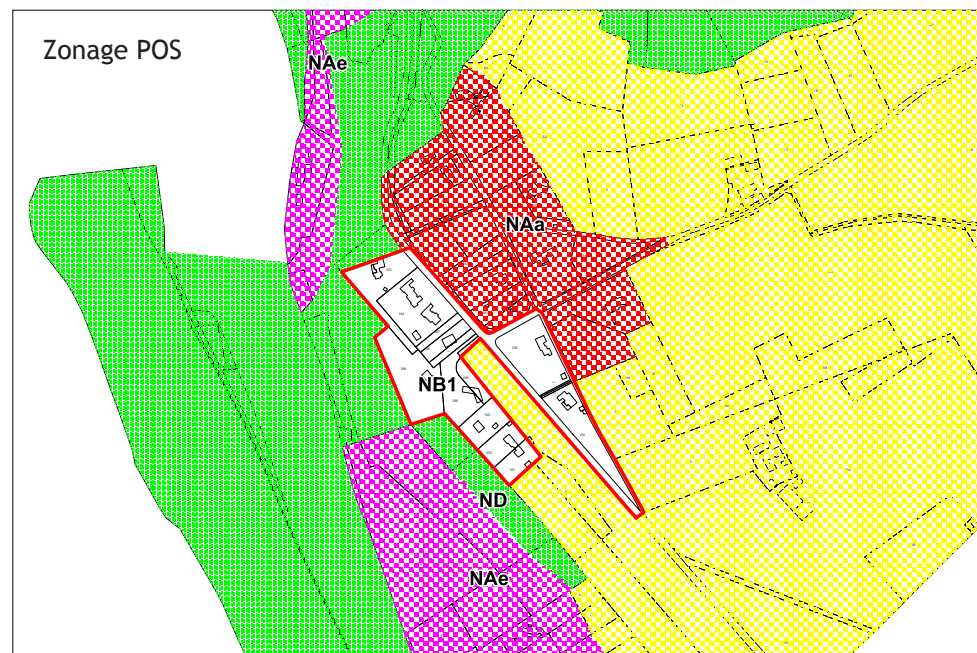
Ce secteur était classé en zone NB1. On est dans un secteur où le POS prévoyait dans son règlement :

- taille minimale de parcelle de 2 000 m² pour être constructible
- hauteur des constructions à l'égout du toit 8 mètres,
- coefficient d'occupation du sol : 0,125.

Au PLU, la zone NB1 est convertie en zone UB afin de conforter le secteur.

En zone UB, les possibilités de constructions sont :

- Caractéristiques des terrains : taille minimale de parcelles appliquée pour des raisons d'aptitude des sols très médiocre fixée à 1 200 m².
- Hauteur des constructions, 8 mètres, à l'égout du toit
- Coefficient d'occupation des sols : 0,20



2.3 Bilan des évolutions POS/PLU

Rappel des différentes vocations et caractéristiques du zonage du PLU

LES ZONES URBAINES

Zone UA : centre des hameaux de Vilhosc et Entrepierres. Habitat dense et constructions à usage d'habitations ; de commerce et d'artisanat (si complémentaires à l'habitat) ; de bureaux, services ; d'équipements collectifs ; d'hébergement hôtelier ; de stationnement.

Zone UB : zones urbaines pavillonnaires. Constructions à usage d'habitations ; de commerce et d'artisanat (si complémentaires à l'habitat) ; de bureaux, services ; d'équipements collectifs ; d'hébergement hôtelier ; de stationnement.

Zone UE : Secteur à vocation d'accueil d'activités artisanales et hôtelières. Constructions à usage de commerce et d'artisanat ; d'industrie ; de bureaux, services ; d'équipements collectifs ; d'hébergement hôtelier ; de stationnement.

Zone UX : Secteur à vocation d'accueil d'équipements collectifs.

Zone UF : zone dédiée aux emprises autoroutières.

LES ZONES À URBANISER

Zone IAU : Secteur d'urbanisation future avec une orientation d'aménagement.

Zone IIAU : Secteur d'urbanisation future soumis à modification du PLU.

LES ZONES AGRICOLES

Zone A : zone comprenant les secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Dans ces zones, seules peuvent être autorisées les constructions et installations directement nécessaires à une exploitation agricole. Un sous secteur Ae à forts enjeux agronomique, économique et paysager a été créé. Il est à protéger pour des raisons paysagères.

LES ZONES NATURELLES

Zone N : zone naturelle réservée à la protection de la nature, la conservation des paysages et la qualité de l'environnement la commune.

Elle comporte 1 sous-secteur :

- NI pouvant accueillir des activités sportives et de loisirs.

a. Bilan des mutations POS/PLU

Ce secteur était classé en zone NB1. On est dans un secteur où le POS prévoyait

TABEAU BILAN DES ÉVOLUTION POS/PLU

Type de zones	Intitulés au POS et au PLU	POS Surface en ha	PLU Surface en ha	Évolution entre POS et PLU
Zones urbaines	POS : UA PLU : UA-UB-UE-UX-UF	0,64	49,2	+ 7587%
Zones de développement	POS : zones NAa-NAe-NAf PLU : zone IAU-IIAU	15,2	5,9	- 61,07 %
Zones agricoles	POS : zone NC PLU : zone A-Ae	854,8	863,70	+ 0,82 %
Zones naturelles	POS : zone ND-NB PLU : zone N-N1-N1i-Ne-Ne1	3 939,8	3 891,04	- 1,19 %
Total		4 810	4 810	-

L'équilibre général est conservé dans la répartition des grandes zones sur la commune (urbaines, agricoles, naturelles).

Les zones urbaines ont augmenté de façon importante, passant de 0,64 ha au POS à 49,2 ha au PLU. Cette augmentation relative (transformation d'une partie des zones NB en zones UB et des zones NA en zones urbaines) va permettre d'anticiper la croissance démographique et répondre aux besoins de la population résidente.

La commune a souhaité arrêter le mitage en remettant certaines zones NB en zones naturelles (N) et en zones agricoles (A).

La commune a fait le choix de développer certains secteurs autour des centralités existantes. Pour cela des zones futures d'urbanisation ont été créées, dont une (IAU) fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation. Ce choix permet à la commune de maîtriser son futur développement. Une autre zone à urbaniser a été créée (zone IIAU) qui reste fermée à l'urbanisation pour le court terme.

La commune prévoit une seule zone à vocation économique de 8,2 ha située près de l'échangeur autoroutier en limite communale et proche des

pôles de Sisteron.

La zone agricole est confortée et augmentée avec notamment la création de nouveaux secteurs à vocation paysagère (zone Ae), qui permettent une exploitation sans construction.

La zone naturelle est maintenue, avec un sous-zonage spécifique pour permettre le développement de certaines activités de loisirs et sportives (Nl). Cette zone N laisse la possibilité aux habitations présentes de prévoir une extension mesurée afin de ne pas pénaliser les propriétaires.

Tableau de synthèse des zones du PLU et principales règles applicables

	UA	UB	UE	UX	UF	AU (IAU et IIAU)	A	N
Vocation	Centres des hameaux de Vilhosc et d'Entrepierres. Habitat dense. Constructions à usage : - d'habitations ; - de commerce et d'artisanat (si complémentaires à l'habitat) ; - de bureaux, services ; - d'équipements collectifs ; - d'hébergement hôtelier ; - de stationnement.	Zones urbaines pavillonnaires. Constructions à usage : - d'habitations ; - de commerce et d'artisanat (si complémentaires à l'habitat) ; - de bureaux, services ; - d'équipements collectifs ; - d'hébergement hôtelier ; - de stationnement.	Secteur à vocation d'accueil d'activités économiques. Constructions à usage : - de commerce et d'artisanat ; - d'industrie ; - de bureaux, services ; - d'équipements collectifs ; - d'hébergement hôtelier ; - de stationnement.	Secteur à vocation d'accueil d'équipements publics et de services à la personne. Constructions à usage : - de commerce ; - d'équipements collectifs ; - de stationnement.	Secteur dédié aux infrastructures autoroutières.	IAU : Secteur d'urbanisation future avec une orientation d'aménagement IIAU : Secteur d'urbanisation future soumis à modification ou révision du PLU Secteur non réglementé.	Zones agricoles. Un sous-secteur : Ae : secteur à forts enjeux agronomique, économique et paysager.	Zones naturelles réservées à la protection de la nature, la conservation des paysages et la qualité de l'environnement. Un sous-secteur : NI – secteur pouvant accueillir des activités sportives et de loisirs, et des équipements publics.
Accès et voirie	Accès et desserte répondant à l'importance et la destination de la construction, et aux exigences de sécurité et de services publics.	- Accès et desserte répondant à l'importance et la destination de la construction, et aux exigences de sécurité et de services publics. - Saint-Puy : les accès individuels sur la RD4 sont interdits.	Accès et desserte répondant à l'importance et la destination de la construction, et aux exigences de sécurité et de services publics.	Accès et desserte répondant à l'importance et la destination de la construction, et aux exigences de sécurité et de services publics.	Accès et desserte répondant à l'importance et la destination de la construction, et aux exigences de sécurité et de services publics.	Accès et desserte répondant à l'importance et la destination de la construction, et aux exigences de sécurité et de services publics.	Accès et desserte répondant à l'importance et la destination de la construction, et aux exigences de sécurité et de services publics.	Accès et desserte répondant à l'importance et la destination de la construction, et aux exigences de sécurité et de services publics.
Desserte par les réseaux	Desserte par un réseau public d'eau potable ; Raccordement à l'assainissement collectif.	Desserte par un réseau public d'eau potable ; Assainissement individuel avec une taille minimale de parcelles de 1500 m ² ;	Desserte par un réseau public d'eau potable ; Assainissement individuel avec une taille minimale de parcelles de 1500 m ² .	Desserte par un réseau public d'eau potable ; Assainissement individuel.	Desserte par un réseau public d'eau potable ; Assainissement collectif s'il existe, à défaut assainissement individuel.	Desserte par un réseau public d'eau potable ; Raccordement à l'assainissement collectif. (<i>Réhabilitation de la STEP de l'ancien comping</i>).	Desserte par un réseau public d'eau potable ; Assainissement individuel.	Desserte par un réseau public d'eau potable ; N : assainissement individuel ; NI : assainissement collectif.
Surface et forme des terrains	Non réglementé.	Rappel : taille minimale de parcelles de 1500 m ² si assainissement autonome.	Rappel : taille minimale de parcelles de 1500 m ² si assainissement autonome.	Surface des terrains suffisante pour assurer l'épandage des eaux usées.	Surface des terrains suffisante pour assurer l'épandage des eaux usées.	Non réglementé.	Surface des terrains suffisante pour assurer l'épandage des eaux usées.	Surface des terrains suffisante pour assurer l'épandage des eaux usées en zone N.

	UA	UB	UE	UX	UF	AU	A	N
Implantation des constructions	<ul style="list-style-type: none"> - En ordre continu d'une limite séparative à l'autre en bordure des voies ; - Implantation des constructions non contiguës sur une même propriété : minimum 3 mètres entre les constructions. 	<p>Par rapport aux voies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 m de l'A51 ; - 35 m de la RD 4 ; - 15 m pour les voies de liaison et de desserte (D217, RD4c, et D17) ; - 6 m des autres voies publiques ou privées ; - 3 m de l'axe des chemins ou voies de moins de 4 m de largeur. <p>Par rapport aux limites séparatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 mètres minimum ; - Distance de la limite séparative au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment. <p>Sur une même propriété :</p> <ul style="list-style-type: none"> - minimum 4 mètres entre les constructions ; 	<p>Par rapport aux voies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 m de l'A51 ; - 35 m de la RD 4 pour les habitations et 25 m pour les autres constructions ; - 6 m des autres voies publiques ou privées ; - 3 m de l'axe des chemins ou voies de moins de 4 m de largeur. <p>Par rapport aux limites séparatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit en limite séparative, - Soit à une distance de la limite séparative au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment (minimum 4 mètres). <p>Sur une même propriété :</p> <ul style="list-style-type: none"> - minimum 4 mètres entre les constructions ; 	<p>Par rapport aux voies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 m pour les voies de liaison et de desserte (D217, RD4c, et D17) - 6 m des autres voies publiques ou privées ; - 3 m de l'axe des chemins ou voies de moins de 4 m de largeur. <p>Implantation des constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics et d'intérêt collectif à l'alignement ou en retrait.</p> <p>Par rapport aux limites séparatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit en limite séparative, - Soit à une distance de la limite séparative au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment (min. 4 m) <p>Sur une même propriété :</p> <ul style="list-style-type: none"> - minimum 4 mètres 	<p>Par rapport aux voies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 m de l'A51 sauf si contraintes techniques ; <p>Par rapport aux limites séparatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit en limite séparative, - Soit à une distance de la limite séparative au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment (minimum 3 mètres). <p>Sur une même propriété :</p> <ul style="list-style-type: none"> - minimum 4 mètres entre les constructions ; 	<p>Par rapport aux voies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 m pour les voies de liaison et de desserte (D217, RD4c, et D17) - 6 m des autres voies publiques ou privées ; - 3 m de l'axe des chemins ou voies de moins de 4 m de largeur. <p>Par rapport aux limites séparatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 mètres minimum ; - Distance de la limite séparative au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment. <p>Sur une même propriété :</p> <ul style="list-style-type: none"> - minimum 4 mètres entre les constructions ; 	<p>Par rapport aux voies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 m de l'A51 ; - 35 m de la RD 4 pour les habitations et 25 m pour les autres constructions ; - 15 m pour les voies de liaison et de desserte (D217, RD4c, et D17) - 6 m des autres voies publiques ou privées ; - 3 m de l'axe des chemins ou voies de moins de 4 m de largeur. <p>Par rapport aux limites séparatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 mètres minimum ; - Distance de la limite séparative au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment. <p>Sur une même propriété :</p> <ul style="list-style-type: none"> - minimum 4 mètres entre les constructions ; 	<p>Par rapport aux voies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 m de l'A51 ; - 35 m de la RD 4 pour les habitations et 25 m pour les autres constructions ; - 15 m pour les voies de liaison et de desserte (D217, RD4c, et D17) - 6 m des autres voies publiques ou privées ; - 3 m de l'axe des chemins ou voies de moins de 4 m de largeur. <p>Par rapport aux limites séparatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 mètres minimum ; - Distance de la limite séparative au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment. <p>Sur une même propriété :</p> <ul style="list-style-type: none"> - minimum 4 mètres entre les constructions ;
Emprise au sol	Non réglementé	Non réglementé	50% maximum	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé	Non réglementé
Hauteur des constructions	<ul style="list-style-type: none"> - 8 mètres maximum - Hauteur sensiblement égale à la hauteur moyenne des immeubles contigus augmentée de 3 mètres maximum. 	<ul style="list-style-type: none"> - 7 mètres à l'égout - 3,5 m pour les annexes 	<ul style="list-style-type: none"> - 10 mètres maximum - 3,5 m pour les annexes 	<ul style="list-style-type: none"> - 8 mètres à l'égout - 3,5 m pour les annexes 	<ul style="list-style-type: none"> - 9 mètres maximum 	<ul style="list-style-type: none"> - 7 mètres à l'égout - 3,5 m pour les annexes 	<ul style="list-style-type: none"> - 7 mètres pour les habitations - 12 mètres pour autres constructions - 3.5 m pour les annexes 	<ul style="list-style-type: none"> - 7 mètres pour les habitations - 3.5 m pour les annexes
COS	Non réglementé	Cos fixé à 0,25	Non réglementé	Cos fixé à 0,60	Non réglementé	Non réglementé (23 unités d'habitation max.)	Non réglementé	Non réglementé

b. La capacité d'accueil

Secteur	Hypothèse du nombre de logements supplémentaires	Zonage PLU
Baillies-Vieux/La Prévoté	7	UB
Hameau Entrepierres	3	UA
<i>Extension future Entrepierres</i>	<i>10</i>	<i>IIAU</i>
Secteur Mairie - zones UB	17	UB
Secteur Mairie - Charagne	23	IAU
Hameau Vilhosc	4	UA
Secteurs d'habitat sous Vilhosc	17	UB
Saint Puy	4	UB
Total	85	

Calcul de la capacité d'accueil prévisionnelle

Il est important de rappeler que les espaces libres à la construction et les secteurs d'habitats nouveaux proposés dans le cadre du PLU, sont intégrés au sein des zones bâties existantes ou dans leur continuité, assurant ainsi une gestion économe de l'ensemble des réseaux et dessertes.

Dans chaque zone urbaine constructible, la superficie restant à aménager est prise en compte par le calcul suivant : on estime à 25% de la surface à aménager, la surface de voiries et réseaux divers, 75% de la surface restant à aménager est retenue pour projeter le nombre de constructions potentielles.

On obtient un total potentiellement réalisable de 85 logements en zone U qui permettraient l'accueil d'atteindre une population de 510 à 610 habitants, en fonction de l'évolution de la taille des ménages : 610 si la taille des ménages se maintient à 2,5, 510 si elle diminue à 2,2.

Il est important de préciser que ces logements nouveaux permettront de répondre aux besoins liés à la croissance démographique, mais également aux besoins «internes» de la commune, liés aux phénomènes de desserrement des ménages.

A l'horizon 2022, le scénario de croissance envisagé par la commune, est

d'atteindre une population permanente d'environ 550 habitants.

Ainsi, pour répondre au taux de croissance de 2,5% par an, cela nécessite la réalisation de 85 logements sur la période pour l'accueil de nouvelles populations, dont 20 pour le maintien de la population actuelle et 65 pour répondre à la croissance démographique envisagée.

La capacité d'accueil prévisionnelle d'Entrepierres est en cohérence avec les besoins estimés.

PARTIE V

MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE I :

MESURES ENVISAGÉES

Milieux naturels et biodiversité	Incidences positives (rappel)	Incidences négatives (rappel)		Mesures envisagées
		Directes	Indirectes	
	<ul style="list-style-type: none"> Protection renforcée des grands massifs et sites naturels Préservation de la biodiversité et des continuités écologiques Limitation de la consommation d'espace 		<ul style="list-style-type: none"> Risques de pollution et de dégradation des milieux Risque de dérangement des espèces 	<p><u>Protection accrue des espaces naturels :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Classement en zone N, dite inconstructible, des sites naturels et paysagers Classement en zone naturelle des sites environnementaux sensibles couverts par des inventaires écologiques Réduction des zones NB au profit des zones N et A Création de zones agricoles. Ces nouvelles zones agricoles représentent une augmentation de 0,82%. <p><u>Protection de la trame verte :</u> La préservation des grands sites naturels formant la trame verte du territoire est une mesure qui réduit le risque de dérangement des espèces.</p> <p><u>Mise en oeuvre d'une politique de sensibilisation :</u> Les opérations d'ouverture au public seront nécessairement subordonnées au respect de la sensibilité écologique des sites. Les incidences de la pression de fréquentation peuvent être réduites par une amélioration des conditions d'accès, d'accueil et de déplacement sur les sites naturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en oeuvre d'une politique de sensibilisation auprès du public en matière de gestion et de valorisation des espaces naturels.

	Incidences positives (rappel)	Incidences négatives (rappel)		Mesures envisagées
		Directes	Indirectes	
Paysages	<ul style="list-style-type: none"> Préservation des paysages identitaires Protection du patrimoine bâti Gestion de l'équilibre entre bâti et végétal 		<ul style="list-style-type: none"> Modifications des paysages liées à l'urbanisation 	<p><u>Limitations à l'urbanisation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Réduction des zones NB au profit des zones N ou A. <p><u>Mise en place de règles modulant la densité :</u> Afin de limiter les impacts de l'urbanisation sur le paysage, des règles de densités adaptées à l'environnement naturel et paysager ont été mises en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les densités des zones UA et UB sont dégressives depuis les cœurs historiques vers les espaces périurbains. Une partie des zones NB a été reclassée en zone N et A. <p><u>Identification du patrimoine paysager et bâti remarquable :</u> Les éléments et sites patrimoniaux du territoire sont porteurs d'un passé et d'une identité qu'il convient de protéger. Ces sites ont été identifiés dans le zonage du présent PLU :</p> <ul style="list-style-type: none"> Protection du patrimoine agricole bâti remarquable par l'identification du bâti agricole pouvant changer de destination sans compromettre l'exploitation agricole au titre de l'article L.123-3-1 du Code de l'Urbanisme. Protection des hameaux historiques par la création du zonage UA, zone urbaine patrimoniale. Protection du patrimoine au titre de l'article L.123-1-5 alinéa 7° <p><u>Favoriser les démarches environnementales de l'urbanisme</u></p> <p>Il s'agit d'une mesure engagée pour compenser l'impact des projets urbains sur le paysage. Les projets urbains pourront proposer des mesures d'intégration fonctionnelle et paysagère de l'environnement, préconisant entre autre l'utilisation de matériaux spécifiques et le développement des énergies renouvelables.</p> <p><u>Végétalisation des aires de stationnement</u> Des règles pour la végétalisation des aires de stationnement ont été définies (Article 13 - Espaces libres et plantations).</p>

	Incidences positives (rappel)	Incidences négatives (rappel)		Mesures envisagées
Ressource en eau	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise des prélèvements en eau 	Directes	Indirectes	<p><u>Réglementation de la desserte par les réseaux</u> Obligation de raccordement des nouvelles constructions au réseau public ; ce qui limite les prélèvements « sauvages » (Article 4 - Desserte par les réseaux)</p> <p><u>Limitation des consommations et prélèvements sur la ressource</u> Il s'agit de mettre en place des mesures favorisant les économies d'eau potable sur l'ensemble du territoire (utilisation de ressources alternatives pour l'arrosage des espaces verts publics et des jardins privés par la mise en place de récupération des eaux pluviales dès la conception).</p> <p><u>Mise en sécurité de la ressource en eau</u> Le Schéma directeur d'eau potable engage un prévisionnel de travaux pour assurer une meilleure gestion et sécurité de la ressource en eau.</p>
		<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des besoins en eau : +48 m³/j supplémentaires en 10 ans 	<ul style="list-style-type: none"> Fragilisation de la ressource (quantité et qualité) à long terme 	
Assainissement et qualité des milieux aquatiques	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise des rejets d'eaux usées Réduction des risques de pollution 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des volumes des eaux usées à traiter 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des risques de rejets d'eaux non traitées dans le milieu naturel 	<p><u>Réglementation de la desserte par les réseaux</u> Obligation de raccordement des nouvelles constructions au réseau public quand il existe; ce qui évite les rejets « sauvages » (Article 4 - Desserte par les réseaux)</p> <p><u>Priorisation du développement urbain sur les sites raccordables au réseau d'assainissement.</u></p> <p><u>Réduction du nombre de sites en assainissement individuel</u> Réduction significative des anciennes zones NB.</p>

	Incidences positives (rappel)	Incidences négatives (rappel)		Mesures envisagées
Eaux pluviales et qualité des milieux aquatiques	<ul style="list-style-type: none"> Gestion des eaux pluviales Limitation de l'imperméabilisation des sols 	Directes	Indirectes	<p><u>Réglementation de la desserte par les réseaux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Obligation pour les aménagements réalisés sur le terrain de garantir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collecteur d'eaux pluviales (Article 4 - Desserte par les réseaux) En l'absence de réseau public pluvial, des dispositifs adaptés doivent être aménagés afin de permettre le libre écoulement des eaux pluviales <p><u>Limitation de l'emprise au sol des constructions</u></p> <p>L'emprise au sol doit permettre l'application de la réglementation sanitaire en vigueur.</p> <p><u>Gestion des eaux pluviales à la parcelle</u></p> <p>Il s'agit d'inciter les constructeurs à rechercher des solutions pour l'infiltration des eaux pluviales sur les parcelles en construction, par le respect des dispositions réglementaires relatives à la gestion des eaux pluviales. Par exemple, la création de bassins de rétention paysagers.</p>
		<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des surfaces imperméabilisées Diminution de l'infiltration 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du ruissellement Risque de saturation du réseau Augmentation des rejets d'eaux pluviales non traitées dans le milieu naturel présentant des risques de pollution diffuse 	

	Incidences positives (rappel)	Incidences négatives (rappel)		Mesures envisagées
		Directes	Indirectes	
Consommation d'espaces	<ul style="list-style-type: none"> Diminution des zones à urbaniser (NA): - 61% Maîtrise de la consommation foncière Limitation de l'urbanisation sur les versants boisés, espaces naturels et espaces agricoles Préservation des espaces naturels 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des zones urbaines (+48 ha environ) 		<p><u>Préservation des sites naturels, paysagers et agricoles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Classement en zone N, dite inconstructible, des sites naturels et paysagers Classement en zone naturelle des sites environnementaux sensibles couverts par des inventaires écologiques. Réduction des zones NB au profit des zones N ou A <p><u>Limitation de l'étalement urbain</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Reclassement de 25 Ha de zones NB en zone urbaine. Ce classement permet de finir l'urbanisation de ces secteurs par le remplissage des «dents creuses» sans étaler davantage l'urbanisation. <p><u>Densification et renouvellement urbain</u></p> <ul style="list-style-type: none"> En zones UA et UB les densités sont dégressives du centre historique aux espaces périurbains. Les limites d'urbanisation sont traitées du point de vue de la volumétrie et de la qualité du bâti Construction de nouvelles formes urbaines s'inscrivant dans la continuité du tissu historique, comme les maisons de ville mitoyennes et l'habitat groupé.

	Incidences positives (rappel)	Incidences négatives (rappel)		Mesures envisagées
Sécurité et risques naturels		Directes	Indirectes	
	<ul style="list-style-type: none"> Protection des biens et des personnes (information et prévention) Limitation de l'exposition aux risques naturels et technologiques 		<ul style="list-style-type: none"> Accentuation des risques de ruissellement urbain par l'augmentation des surfaces imperméabilisées 	<p><u>Gestion intégrée de l'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Contrôle de l'emprise des surfaces imperméabilisées dans les secteurs d'accueil de l'urbanisation. Préservation des écoulements naturels et des ouvrages existants Respect de l'article 10 des dispositions générales du règlement du PLU <p><u>Réduction de la sensibilité des espaces urbanisés face aux risques incendies de forêts</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Institution de largeurs minimales à toutes voies nouvelles dans les zones ex-posées aux risques Suppression des EBC lorsque les forêts sont en gestion domaniale publique afin de permettre l'entretien et le défrichement en cas de besoin.

	Incidences positives (rappel)	Incidences négatives (rappel)		Mesures envisagées
Nuisances et cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> • Valorisation et sécurisation des modes doux • Réduction des consommations énergétiques 	Directes	Indirectes	<p><u>Rationalisation et amélioration des déplacements :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Projet urbain sur le centre ville et développement faible des poches d'habitat diffus afin de limiter les déplacements vers la périphérie. • Amélioration des réseaux viaires. <p><u>Utilisation des énergies renouvelables</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le règlement du PLU prend en compte les dispositions de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement : la réglementation thermique applicable aux constructions neuves sera notamment renforcée afin de réduire les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. • L'utilisation des énergies renouvelables et la Haute Qualité Environnementale sont autorisées dans le règlement du présent PLU, sous réserve de respecter les sites, les paysages et de s'y intégrer. <p><u>Gestion optimale des déchets</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Incitation au compostage, politique d'intégration des conteneurs de tri sélectif, poursuite et incitation au tri sélectif, etc.
		<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre d'habitants exposés aux nuisances sonores (reconversion zone NAa et NB1 en zone UB à proximité de l'autoroute) • Augmentation du volume de déchets à traiter 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des déplacements, et donc des pollutions de l'air et des nuisances sonores liées à la circulation routière 	

CHAPITRE II : ÉVALUATIONS ET SUIVIS DES RÉSULTATS

Indicateurs	Type de données	Valeur de référence (2011)	Fréquence d'actualisation	Sources
Biodiversité et milieux naturels				
Zones naturelles à forte valeur écologique	ZNIEFF de type I	2 ZNIEFF de type I Défilé de Pierre Ecrite et crêtes de Vanson et La Moyenne Durance	5 ans	DREAL PACA
Zones naturelles à forte valeur écologique	ZNIEFF de type II	3 ZNIEFF de type II Montagne de Gache - Défilé de Pierre Ecrite - Rocher de Dromont - Le Grand Adroit Montagne de la Baume Plaine de Salignac - les Coulets	5 ans	DREAL PACA
Zones naturelles bénéficiant d'une protection	Réseau Natura 2000	1 SIC : la Durance 1 ZPS : La Durance	5 ans	DREAL PACA
	Patrimoine archéologique	1 zone de présomption du patrimoine archéologique		DRAC PACA
Paysage				
Espaces bâtis faisant l'objet d'une protection paysagère	Monuments Historiques Protégés	2 Monuments Historiques : • le prieuré de Vilhosc : classé à l'inventaire des Monuments Historiques • le Pont de la Reine Jeanne : classé à l'inventaire des Monuments Historiques	10 ans	DRAC PACA
Espaces non bâtis faisant l'objet d'une protection paysagère	Espaces Boisés Classés	3,95 hectares	5 ans	Commune
	Superficie des zones N	Superficie totale : 3 893,04 ha	5 ans	Commune
	Superficie des zones A	Superficie totale : 861,78 ha	5 ans	Commune

Indicateurs	Type de données	Valeur de référence (2010-2011)	Fréquence d'actualisation	Sources
Ressource en eau				
Consommation d'eau	Consommation d'eau	100 000 m ³ / an (en 2009) pour Salignac et Entrepierres	1 an	SIVU
Raccordement au réseau d'assainissement collectif	Part de la population raccordée	8 % de la population	2 ans	Commune
Qualité de l'air				
Indicence Atmo (Inventaire des émissions PACA 2004)	Nombre de jours en indice bon (Atmo de 1 à 4)	pas de données	1 an	Atmo PACA
	Nombre de jours en indice moyen (Atmo 5)	pas de données	1 an	Atmo PACA
	Nombre de jours en indice mauvais (Atmo de 6 à 10)	pas de données	1 an	Atmo PACA
Pollution à l'ozone	Nombre de jours de pollution à l'ozone (> à 180 µg/m ³)	pas de données	1 an	Atmo PACA
Gestion des déchets				
Déchets collectés	Quantité de déchets collectés	pas de données	1 an	Commune
Qualité	Nombre de déchetteries	pas de déchetterie sur la commune	1 an	SMITOM de Sisteron

Risques naturels et technologiques				
Recensement des incidences	Nombre d'incidents inondations	-	2 ans	Commune / SDIS
	Nombre d'incidents mouvement de terrain	-	2 ans	Commune / SDIS
	Nombre d'incidents feux de forêts	-	2 ans	Commune / SDIS
Consommation d'espace				
Évolution des zones au PLU	Évolution des zones U	+ 7 587 %	Après modification ou révision	Commune
	Évolution des zones A	+ 0,82 %	Après modification ou révision	Commune
	Évolution des zones N	- 1,19 %	Après modification ou révision	Commune

PARTIE VI

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

CHAPITRE I :

RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC

DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE

Les atouts :

La commune d'Entrepierres (389 habitants en 2008) a connu une forte croissance de sa population depuis 1990 et un rajeunissement. L'économie productive est dominante notamment en terme d'agriculture. L'activité touristique est représentée par un nombre important de résidences secondaires. Les équipements sont tous situés en centre d'Entrepierres créant une seule centralité.

Les faiblesses :

Le parc de logements de la commune est marqué par un habitat individuel quasi exclusif (85,6 % du parc de logement) : constitué à 43% par des résidences secondaires et à 56 % par des résidences principales. Il existe un déséquilibre entre les hameaux, habitat pavillonnaire éparpillé consommateur d'espace créant une inadéquation entre la taille des ménages et celle des logements. Elle enregistre un déficit de logements collectifs (6,6 % du parc), au regard de la structure de la population et des revenus, qui rend difficile l'accès au logement des jeunes ménages et des ménages modestes.

Les enjeux qui y sont associés :

- Fixer un objectif démographique à 10 ans et un taux de croissance annuel soutenable, soucieux d'un développement maîtrisé de la commune
- Répondre aux besoins en logements et en foncier liés aux apports migratoires (jeunes ménages démarrant dans la vie active)
- Poursuivre l'évolution de la production de logements vers une consommation économe de l'espace, en favorisant :
 - la réhabilitation du bâti existant
 - la densification des hameaux selon la typologie «villageoise» existante
 - l'économie de la ressource foncière
- Diversifier l'offre en logements du territoire en fonction des évolutions socio-économiques : proposer différents statuts et typologies de logements répondant au parcours résidentiel
- Améliorer la qualité de vie des habitants par la qualité des espaces publics et la diversification des fonctions (implantation des services et commerces)
- Soutenir l'économie du hameau de la Mairie et maintenir le pôle d'emploi qu'il représente
- Soutenir le développement et la diversification des activités économiques (développement des services à la population) afin d'offrir des emplois sur place et réduire l'usage de la voiture
- Encadrer le développement d'activités dans le secteur des Baumas
- Préserver les surfaces agricoles à forte potentialité afin de garantir la pérennité des exploitations et d'encourager le développement de l'agriculture biologique.

- Mettre en place une politique de développement adapté du tourisme par l'aménagement de points de vue et des parcours de randonnée ou promenade, par l'aménagement des hameaux en ruine et la valorisation du patrimoine architectural.

ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Les atouts :

La commune bénéficie d'un climat méditerranéen, il s'agit d'un territoire diversifié. Les cours d'eau sont nombreux et créent de véritables barrières naturelles et scinde le territoire. Il structure les tissus urbains existants. Une situation paysagère privilégiée par la prédominance de paysages naturels à l'état sauvage. Sur le territoire sont présents 7 périmètres de protection (2 site Natura 2000 et 5 ZNIEFF). Une prédominance de paysages naturels participe à la valorisation du territoire. La forme urbaine dominante de la commune est constituée de regroupement d'habitations de relativement faible densité, à vocation exclusive d'habitat.

Les faiblesses :

La commune possède un territoire vaste scindé en trois entités paysagères distinctes. Le paysage s'est progressivement détérioré par le phénomène d'éparpillement des constructions. On retrouve sur la commune des hameaux abandonnés qui offrent un potentiel touristique important (les Naux et Saint-Symphorien). Il n'y a pas de lien entre les équipements et l'utilisation de la voiture est quasi-exclusive.

Les enjeux qui y sont associés :

- Préserver les écosystèmes, en créant des trames vertes ; préserver le site Natura 2000 de la Durance
- Maintenir les ripisylves pour préserver l'intérêt faune/flore
- Prendre en compte la topographie pour construire un projet inséré dans l'environnement physique
- Mettre en valeur les atouts physiques de la commune
- Contenir les risques liés à l'hydrographie
- Préserver la qualité et les caractères des paysages constitutifs de la commune
- Améliorer l'organisation de la commune et développer les liens entre chaque hameau ou parties urbanisées
- Préserver et valoriser les caractères architecturaux et urbains de chacun des hameaux
- Maîtriser la gestion de l'interface entre urbain et naturel, notamment au Nord du territoire communal, secteur de Mézien et au Sud quartier de Saint-Puy.
- Renforcer l'attractivité de la commune par la valorisation des éléments urbains et naturels de caractère
- Dynamiser la vie du hameau de la Mairie par l'implantation de commerces et services de proximité afin de favoriser une mixité des fonctions.
- Réfléchir à la capacité des équipements au regard de l'arrivée de nouvelles populations
- Réfléchir à la mise en place d'une politique de déplacement allant dans le

sens du développement durable

- Conforter la centralité du hameau de la Mairie en créant des liaisons douces vers les hameaux périphériques

CHAPITRE II :

RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

DÉMARCHE D'ÉVALUATION ET MÉTHODOLOGIE

L'évaluation se fonde sur un état des lieux et une vision prospective qui repose sur les effets attendus de l'application du plan.

L'évaluation repose sur des critères quantitatifs, factuels, comme sur des critères qualitatifs pour lesquels peut intervenir une plus grande subjectivité. Le paysage est, par exemple, une de ces notions qu'il est difficile de mettre en équation.

L'état initial de l'environnement constitue une base de référence solide pour l'évaluation de l'application du plan dans le temps. Il est construit par rapport aux thématiques habituellement utilisées pour produire un bilan environnemental et par rapport aux problématiques territoriales locales.

Il est basé sur des données factuelles ou quantifiables qui possèdent parfois déjà un historique.

Enfin l'évaluation aborde les incidences d'un point de vue spatial : selon les différents espaces du territoire et les zones du PLU. Une représentation cartographique des incidences, a été réalisée (caractéristique des sites susceptibles d'être touchés par la mise en œuvre du plan).

C'est par cette pluralité et ce croisement des approches qu'il est possible au mieux de mettre en évidence les incidences des mesures retenues.

MILIEU PHYSIQUE

Hydrographie

Le réseau hydrographique est constitué de nombreux cours d'eau qui traversent le territoire et déterminent, le plus souvent, des vallons encaissés et sauvages. Trois principaux cours d'eau prennent leur source sur le territoire :

- le Riou,
- le Vançon
- la Durance

Les vallons jouent un rôle important dans la structuration et la lecture du paysage. Ils ont également une fonction essentielle dans la conservation de la diversité de la faune et de la flore méditerranéenne. A ces titres, leur préservation est un atout considérable.

BIODIVERSITE, MILIEU NATUREL ET PAYSAGE

Formations végétales

Plusieurs formations végétales couvrent le territoire d'Entrepierres :

- les boisements forestiers occupent 73% du territoire : les 3/4 ouest de la commune, les versants et le fond des vallons créant de véritables corridors verts.
- les anciennes terres agricoles qui constituent le paysage rural traditionnel, avec quelques oliveraies.

Périmètres de protection et d'inventaire

La commune bénéficie d'un milieu naturel varié de grand intérêt. Différents types d'inventaires et de protections réglementaires sont recensés :

- les secteurs Natura 2000 : le Site d'Intérêt Communautaire « La Durance » et la Zone de Protection Spéciale « La Durance »
- les 5 ZNIEFF
- les 3 Espaces Naturels Sensibles

Entités paysagères

Le paysage d'entrepierres se définit à travers plusieurs entités paysagères.

Le bassin du Vançon, à l'Est : au pied du massif des Monges (2 115 mètres), le

Vançon prend sa source et qu'il cloisonne le territoire en formant un axe transversal creusé Nord-Est/Sud-Ouest.

Le bassin de Mézien, au Nord est encerclé par la montagne de Gache et le massif du Vanson au Nord. Il s'agit d'un secteur géographique entièrement tourné vers l'intérieur avec de nombreux hameaux dispersés autour du hameau principal de Mézien.

Au centre, le bassin du Sud du Riou de Jabron est délimité par la montagne de la Baume, les Rochers de Saint-Michel au Nord et le massif de Saint-Martin Crépon au Sud, et est ouvert sur le Val de Durance. C'est ici que se sont implantés la plupart des hameaux. Depuis la cluse de Sisteron, la vaste plaine agricole de la Moyenne Durance étend ses terres fertiles, surplombées de villages perchés..

RESSOURCE EN EAU

Réseau public d'eau potable

Le réseau d'alimentation en eau potable qui dessert la commune est géré en régie directe par le SIVU d'Entrepierrres Salignac.

Le réseau d'eau potable d'Entrepierrres est alimenté principalement par la source de la Pinole.

La totalité des ressources en eau potable sur la commune d'Entrepierrres-Salignac s'élève à 119 201 m³ par an. Sa capacité est suffisante au regard du projet de PLU.

Réseau public d'assainissement

La commune est pour partie desservie par un réseau d'assainissement collectif sur Le village d'Entrepierrres et Vilhosc. Le taux de raccordement est estimé à 8% sur l'ensemble de la commune.

ENVIRONNEMENT URBAIN

Développement de l'urbanisation

La commune d'Entrepierrres, territoire éclaté, n'est constituée que de micro-zones urbanisées : le village d'Entrepierrres, le Hameau de la Mairie et ses extensions, Saint Puy, Vilhosc, Saint Symphorien, Mézien et les Naux et l'habitat isolé.

Patrimoine naturel et bâti

La commune d'Entrepierrres possède un riche patrimoine bâti, témoin de son histoire. 2 monuments sont inscrits ou classés au titre des monuments historiques.

- le prieuré de Vilhosc
- le Pont de la Reine Jeanne

PRÉVENTION DES POLLUTIONS, NUISANCES ET RISQUES

Risques prévisibles

La commune d'Entrepierrres est concernée par plusieurs risques naturels : inondations, feux de forêts et retrait et gonflements des argiles. Ces risques ne font l'objet d'aucun Plan de Prévention des risques approuvés.

Nuisances sonores

Les infrastructures de communications génèrent non seulement une coupure visuelle dans le paysage urbain mais également des nuisances sonores importantes pour les zones urbaines qu'elles traversent.

Parmi elles, et depuis l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 relatifs aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres, une section d'infrastructure sur la commune génère un niveau sonore tel qu'elle affecte les secteurs alentours.

Gestion des déchets

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) des Alpes de Haute Provence encadre la collecte, le tri et la gestion des déchets. Le ramassage des déchets ménagers est assuré la commune.

Une déchèterie est actuellement ouverte aux particuliers et aux professionnels sur le territoire de Ribiers.

Pollution atmosphérique

Dans le suivi de la qualité de l'air, il n'existe pas de station de surveillance à Entrepierrres.

CHAPITRE III :

RÉSUMÉ DE L'EXPLICATION DES CHOIX POUR ÉTABLIR LE PROJET

D'une manière générale, le règlement du PLU traduit la volonté affirmée dans le PADD de favoriser le renouvellement urbain en maintenant la densité arborée des quartiers et en incitant à plus de mixité.

Les dispositions du PLU et les mesures d'accompagnement mises en place par la collectivité permettent à la commune de préserver la qualité du territoire et de son environnement, tout en assurant la réhabilitation du patrimoine ancien, le développement économique global, notamment en maîtrisant les terrains dont elle aura besoin pour la poursuite de ses objectifs en matière d'habitat, pour la réalisation des équipements publics nécessaires à la croissance souhaitée de la commune.

Le projet prend en compte les normes et règles qui lui sont hiérarchiquement supérieures (Natura 2000, etc).